

Sommaire

I. LOI-TRAVAIL ET NUIT DEBOUT

Mouvement communiste : Loi El Khomri dite Loi Travail : contre le dilemme «pour», avec aggravation de la précarité et de la soumission à l'entreprise, ou «contre», avec maintien de la situation actuelle	3
Camarade : Top 5 des mesures pour museler le syndicalisme	6
Camarade : Faut-il renforcer les syndicats «qui transforment n'importe quel manif en fête de village» (Orelsan) ?	9
NPNF : Nuits debout et citoyennisme : attraction fatale !	11
NPNF : Nuits debout ou pensée couchée ? Un bouffon (Alain Finkielkraut) se fait jeter de la place de la République mais un autre (Yanis Varoufakis) est chaleureusement accueilli avant d'aller rencontrer son ami Macron	14
Mouvement communiste : Couchés le jour, debout la nuit	17
Dialogue avec Pierre Sommermeyer autour des «Nuits debout»	24
Lutte ouvrière : Le mouvement contre la loi travail	35
<i>Temps critiques</i> : Un printemps en France ? Projet de loi-Travail et Nuit debout	45
Julius : Le fantôme de Deleuze place de la République	71
Patsy : Violence des uns, violence des autres	81
Quelques anarchistes : Solidarité avec les inculpés de l'incendie d'une bagnole de flics à Paris	87
Des sauvages : Non vraiment, t'aimes les flics ?!! [2014]	90
<i>Temps critiques</i> : Projet de loi-travail et convergences des luttes : un malentendu ?	92
J.L. : Ceci n'est pas une insurrection	95
Communiqué des piquets volants suite à l'occupation de la voie ferrée d'Anduze-Saint-Jean-du-Gard	98
Mouvement communiste : Contre la vulgate conceptuelle du «mouvement» de 2016 en France	100
Nicole Thé et G. Soriano : Printemps 2016. Un mouvement inattendu	113

II. RETOURS SUR LES ATTENTATS DE 2015 127

Des attentats du 7 janvier à ceux du 13 novembre 2015	129
Jacques Wajnsztein : Au fil de quelques lectures : islamisme, fascisme, choc des civilisations, religions...	148
Flora Grimm et Alexandra Pinot-Noir : Sur l'idéologie anti-islamophobe	164
CNT-AIT : L'islamophobie, une invention du colonialisme français,	171

La première partie de ce numéro essaie d'aborder les enjeux de la loi El Khomri et de la situer dans un contexte plus général que celui de l'actualité immédiate ; de cerner l'idéologie citoyenniste sous-jacente aux «Nuits debout» ; et de poser la question de l'attitude à adopter face aux flics et aux «violences policières» (expression redondante, puisque les actions des agents salariés du maintien de l'ordre sont soutenues par les lois, la Constitution, l'Etat et les partis, tous «démocratiques»). Plusieurs textes dressent des bilans du (ou des) « mouvements » (?) du printemps 2016, certains auteurs étant plus réalistes, voire pessimistes, d'autres d'un optimisme très exagéré – à mon humble avis, mais l'avenir nous dira si ces «mouvements» laisseront des traces durables... ou pas.

La seconde partie revient sur des thèmes déjà abordés dans les deux livraisons précédentes de cette revue le numéro 52/53 (*Premiers questionnements sur les causes immédiates et lointaines des massacres du 13 novembre 2015*) et le numéro 54/55 (*Nostalgies et manip' identitaires*), notamment du rôle (ou de l'absence supposée de rôle) politico-social de l'islam. Les textes présentés ici reprennent des débats que cette question a suscités dans les milieux militants mais aussi chez certains intellectuels qui, en l'absence de toute réflexion autonome et originale menée par la «gauche radicale» et le mouvement anarchiste, servent de références incontournables à ces courants qui se prétendent «anticapitalistes».

Les textes sont (pour l'essentiel) extraits de contributions individuelles ou collectives reproduites sur les sites, publications ou blogs suivants : Avariance, *Camarade*, *Anarchosyndicalisme !* (CNT-AIT), *Lutte de classe* (LO), Mouvement communiste, Non Fides, Patsy et *Temps critiques* et offrent un éventail assez large de positions. Celles-ci sont loin d'être identiques ou toujours convergentes, suivant le parti-pris adopté par cette revue depuis 2002. L'objectif étant faire dialoguer entre eux les articles sur des thèmes communs dans la mesure où les militantes et les militants échangent rarement autre chose entre eux que des invectives, puisqu'ils préfèrent rester enfermés dans leurs minuscules tours d'ivoire respectives, derrière leurs murailles de certitudes «marxistes», «anarchistes», «insurrectionalistes», etc. En cette période d'absence cruelle de réflexions stratégiques nouvelles, le minimum que l'on puisse faire c'est au moins de prendre connaissance des positions en présence parmi celles et ceux qui veulent réellement, en dehors des jeux politiques de la gauche, ou de la «gauche de la gauche», mettre fin à la domination du Capital et de l'Etat.

Loi El Khomri dite Loi Travail : contre le dilemme «pour», avec aggravation de la précarité et de la soumission à l'entreprise, ou «contre», avec maintien de la situation actuelle

Les capitalistes n'embauchent que lorsqu'ils ont besoin d'augmenter leur production (en affectant d'abord plus d'ouvriers sur une même machine, par le travail continu en équipes, avant d'affecter plus d'ouvriers sur plus de machines) sous condition de rencontrer un marché solvable avec un taux de profit suffisant. En dehors de secteurs particuliers (travaux saisonniers, chantiers, etc.), ils n'ont pas besoin d'incitation à la débauche ou à l'embauche, sauf lorsque le cycle productif est à la baisse ou à la légère reprise, comme tel est le cas en ce moment.

C'est le sens des mesures gouvernementales appelées «Loi travail» (s'inspirant des rapports Combrexelle et Badinter) : s'ajuster à la demande, en jouant sur la durée d'utilisation du capital fixe et le coût de la force de travail, sans investir en capital fixe, donc permettre aux capitalistes d'augmenter la production au moindre coût.

Contrairement à ce que disent partisans et opposants à la «Loi travail», ce n'est donc pas pour résorber le chômage ou mieux «dépoussiérer» le Code du travail, que le gouvernement lance cette réforme. Il ne fait en cela, que poursuivre les réformes en œuvre depuis la mise en place (1998) de la loi des 35 heures (dite loi Aubry et même depuis les réformes Auroux de 1982) et qui a été développé sans cesse. Il s'agit principalement de :

- Redéfinir la durée du travail sur une base variable toujours plus annualisée, et donc aboutir à une moindre rémunération (de 25 à 10 % seulement), voire à plus de rémunération du tout de presque toutes les heures supplémentaires.

- Ne plus lier les conventions collectives aux accords nationaux et de branche, mais les amener au niveau des entreprises, voire descendre au niveau des sites de production. Inverser la primauté actuelle du droit du travail sur le contrat de travail par l'inverse (jusqu'à maintenant, l'accord de branche ou d'entreprise n'était pris en compte que s'il était plus favorable au salarié que le droit du travail).

- Faire changer les conventions et accords signés au gré de l'évolution des nécessités de la production sans faire signer les modifications individuellement par les salariés, par divers moyens dont le référendum, couplés aux accords «offensifs» pour développer l'emploi.

- Modifier et simplifier les conditions de rupture de contrat sans passer par les licenciements économiques

- Donner des nouvelles possibilités aux syndicats au niveau de l'entreprise pour augmenter leur représentativité.

- Favoriser, en échange, un contrat unique, le CDI, au lieu des sept types de contrat existants (1).

Le gouvernement veut inverser la hiérarchie entre la loi et les accords collectifs. Le but affiché est que l'accord d'entreprise s'impose à la loi. Ainsi, les entreprises pourront s'adapter au mieux à leurs besoins économiques du moment, redevenir concurrentielles, attirer les investisseurs et éventuellement embaucher. Ce qui, en soi, dans une logique capitaliste (la seule qui existe, pour l'instant, dans le monde réel), n'est pas idiot. En tout cas, cela est nettement moins stupide que ce que réclament les partisans du tout-État et du tout-Loi, car la logique implacable du taux de profit maximum n'a que faire des États et des lois quand ils ne lui sont pas favorables.

En effet, en permettant aux patrons d'adapter leurs outils de production ainsi que le temps de travail en fonction de leurs carnets de commande ; en leur donnant une visibilité claire et une sécurité juridique sur le coût du licenciement ; en essayant de pousser les partenaires sociaux à plus de cogestion assumée dans le cadre d'accords d'entreprises dits offensifs et défensifs, le gouvernement espère baisser le coût global du travail, au nom de la défense de l'emploi et de la compétitivité des entreprises.

Contrairement à ce que pensent aussi bien les partisans du retrait, donc du statu quo (et quel «statu quo» : 56 % des chômeurs ont un diplôme inférieur au Bac ; aujourd'hui, 90 % des embauches se font en CDD ; 1/3 des diplômés du supérieur n'ont toujours pas de CDI trois ans après la fin de leur études ; l'Unedic recense 760 000 personnes alternant chômage et petits boulots depuis 7 ans en moyenne ; 30 % des CDD ont une durée inférieure à 3 mois ; pour environ vingt millions de salariés en CDI, plus de six millions de personnes sont soit en emploi précaire, soit au chômage), que les partisans de la réforme (et quelle réforme : amplification de la sujétion des salariés à leur commandement d'entreprise et ses impératifs de

valorisation), il n'y aura jamais de solution socialement satisfaisante compatible avec le mode de production capitaliste et son rapport social basé sur la guerre économique, la concurrence, la subordination, la transformation de l'être humain en marchandise force de travail et sa soumission aux lois du marché.

Comme lors des réformes précédentes sur les retraites (1993, 1995, 2003 et 2010), ou lors de la tentative de mise en place du CPE (2006), ce gouvernement n'attaque pas l'ensemble des salariés mais les catégories déjà affaiblies des «entrants» (soit les jeunes jusqu'à 30 ans, contraints à plus de précarité et plus de soumission à l'ordre de l'entreprise) et des «sortants» (soit les vieux dont la durée de travail va s'allonger en échange de retraites plus faibles). Le cœur du salariat (soit les 30-55 ans) n'est que peu touché par les nouvelles mesures.

Aujourd'hui, force est de constater que les grèves ne mordent ni dans le secteur public, ni dans le secteur privé. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard que cette manifestation est organisée par les syndicats un samedi, jour où le comptage des grévistes ne sert quasiment à rien pour évaluer le rapport de force. Taire ces faits et continuer à se bercer d'illusions sur le «mouvement social puissant», ne peut conduire sûrement qu'à une défaite encore plus amère.

À nous de renverser la tendance et de trouver un moyen d'unifier toutes les catégories de salariés et de chômeurs ; pour cela nous ne pouvons compter que sur notre pouvoir propre, lequel doit s'enraciner sur le lieu de travail et trouver sa source dans l'autonomie ouvrière et politique, dans les ateliers, les usines, les hôpitaux ou les bureaux. C'est là que se trouve notre force potentielle.

La seule solution réside dans notre capacité à nous organiser de manière indépendante pour bloquer les sites de production, nous les salariés, les sans réserves, les prolétaires, en dehors de toutes structures institutionnelles qu'elles soient associatives, syndicales ou politiques.

Cette organisation, indépendante et clairement antagonique à toutes logiques étatique et marchande, est notre seul outil pour imposer nos conditions et changer radicalement nos vies.

Mouvement Communiste/Kolektivně proti kapitálu, le 09 avril 2016

1. Pour un même poste de travail, on peut trouver aujourd'hui : CDI, CDI de chantier, CDD, Intérim, sous-traitance, alternance et stages, auto-entrepreneurs. Le CDI ne garantit pas l'absence de rupture du contrat du fait de l'employeur, mais ceux qui n'en possèdent pas sont des citoyens de seconde zone pour l'accès aux crédits immobiliers et aux crédits à la consommation.

Top 5 des mesures pour museler le syndicalisme

La loi travail, c'est la légalisation des pratiques abusives du patronat, c'est un condensé de coups contre le droit du travail. Mais il s'agit aussi d'une attaque massive contre le syndicalisme. Cet aspect-là de la loi El Khomri est très peu mis en avant depuis le début de la mobilisation. Tour d'horizon des mesures antisyndicales d'une loi qui en contient de gratinées.

1) La loi travail elle-même constitue une vaste attaque contre le syndicalisme.

En s'attaquant au droit du travail, la loi EL Khomri s'attaque à l'un des derniers outils sur lequel s'appuyaient les syndicats pour faire valoir les droits des salariés : les recours juridiques.

Cela provient d'une évolution du syndicalisme qui correspond aussi à sa faiblesse. Confrontés à la multiplication des pratiques abusives du patronat, souvent trop faible pour construire un rapport de force afin d'empêcher ces pratiques, les syndicats se tournent vers l'action juridique.

En légalisant les pratiques abusives des patrons et plus encore, la loi travail s'attaque à ce mode d'action légaliste des syndicats. C'est tout le rôle du syndicalisme qui est remis en question : il s'agit pour le gouvernement, d'imposer aux syndicats un simple rôle d'encadrement de la main-d'œuvre. Pas étonnant que des syndicats comme la CFDT aient négocié leur ralliement au projet de loi en échange de quelques prébendes comme le recours au syndicat comme interlocuteur dans les TPE.

2) Le chantage au référendum pour un accord d'entreprise.

La loi travail donne énormément de poids aux accords d'entreprise. Ceux-ci pourront entrer en application s'ils sont signés par au moins 50 % des syndicats représentatifs de la boîte. Mais cette loi permet aussi à un syndicat représentant 30 % des salariés de pouvoir d'appeler à un référendum d'entreprise permettant d'avaliser l'accord, contre l'avis des syndicats représentant 70 % des salariés. On nous explique qu'il s'agit d'introduire plus de démocratie directe dans l'entreprise, bla bla bla. Elle est belle, leur démocratie, alors que les patrons peuvent exercer un chantage aux licenciements, encore facilité par la même loi travail. Les termes du chantage sont faciles à anticiper : soit les salariés acceptent l'accord qui baisse leur salaire, par exemple, soit il y aura un plan de licenciement.

Un mot au passage pour rappeler que cet exemple illustre assez brutalement la démocratie telle qu'elle existe : que ce soit dans ou en dehors de l'entreprise, elle repose sur la fiction que nous serions tous égaux salariés

et patrons, riches et pauvres etc. C'est bien sûr faux. A l'échelle de l'entreprise, le patron peut menacer de te virer si tu ne votes pas comme il faut. A l'échelle du pays, la classe capitaliste possède toutes les grandes chaînes de télévisions, les grands médias, financent les partis... Mais nous en reparlerons.

Pour revenir à ces référendums, une petite clause permet d'en saisir toute la saveur : les syndicats qui avaient refusé de signer l'accord disposent de 8 jours pour le faire après l'annonce du référendum. Ils ont 8 jours pour négocier et céder. Pour celles et ceux qui n'avaient pas encore compris, c'est la preuve de plus que l'objet de cette mesure est d'écraser les syndicats comme la CGT ou Solidaires, ou en tout cas de leur mettre la pression à fond.

3) Des formations syndicales muselées.

Aujourd'hui, tout salarié peut bénéficier d'un congé de 12 jours par an et jusqu'à 18 jours par an, s'il est appelé à exercer des responsabilités syndicales. Ce congé sert à être disponible pour des formations économiques, sociales ou syndicales. Celles-ci sont dispensées par un syndicat représentatif au plan national ou un institut habilité par arrêté du ministre du Travail. Il s'agit de l'héritage d'une vieille pratique du mouvement ouvrier : la formation sociale et politique des membres du syndicat. Avec la loi travail (article 19) les salariés et les patrons pourront bénéficier de formations communes. C'est-à-dire que le patron pourra surveiller le salarié durant sa formation... Voire même que celle-ci change complètement de rôle.

Car cela ne s'arrête pas là : le contenu des formations pourra être défini par accord collectif ! Mais aussi les frais d'indemnisation des animateurs et leurs frais de déplacement. En clair, cela signifie que les délégués syndicaux, par exemple, pourront être formés directement par des coaches managériaux au service du patron, qui aura un droit de regard sur la formation. En plus d'être une énorme attaque contre le syndicalisme, ce sera encore plus simple de monter des syndicats pro-patronaux dans les boîtes.

4) Le su-sucre pour les délégués syndicaux jaunes.

On trouve aussi dans la loi (article 34) un dispositif qui ne paye pas de mine : une petite restructuration de la validation des acquis de l'expérience (VAE).

C'est quoi une VAE ? Tout simplement, lorsque tu as bossé durant plusieurs années dans un secteur, tu peux bénéficier, après avoir fait un dossier et subi un entretien, d'une certification ou d'un diplôme qui valide ta formation.

Qu'est-ce qui change avec la loi ? Eh bien tout simplement, le salarié pourra, à plusieurs moments de sa vie professionnelle, être soumis à un entretien professionnel avec... son patron. Celui-ci pourra établir si le salarié a acquis des compétences permettant d'obtenir une VAE. Notamment après un mandat syndical. En clair, le comportement du salarié lors de son mandat de délégué syndical sera évalué par le patron lui-même. Et l'ex-

délégué pourra se voir attribuer des bons points patronaux afin d'évoluer dans sa carrière. Merci patron !

5) **L'encadrement légal des expulsions de locaux syndicaux.**

Les expulsions de locaux syndicaux se multiplient dans de nombreuses villes. En particulier celles tenues par des maires FN ou de droite, mais pas uniquement. Plusieurs bourses du travail sont ainsi menacées ou déjà expulsées. Les mairies font d'une pierre deux coups : d'un côté elles font de la répression antisyndicale, de l'autre elles s'accaparent des locaux souvent spacieux et en centre ville

La loi travail (article 16) vient donner un cadre juridique à ces pratiques. Ainsi, il sera possible pour des collectivités territoriales d'expulser un syndicat, à condition de lui fournir une indemnité spécifique. Et ce n'est pas tout. Cette indemnité n'est pas due si le syndicat occupe les locaux depuis moins de 5 ans. A première vue, cette mesure peut sembler une avancée. Sauf qu'encadrer légalement des expulsions sert souvent à les généraliser, ou du moins à mettre un coup de pression aux syndicats. Nous l'avons vu, ces mesures s'en prennent directement à un certain type de syndicalisme, incarné en particulier par la CGT. On peut d'ailleurs penser que celle-ci les mettra sur la table dans les prochains jours, mais aussi lors des négociations qui suivront à n'en pas manquer la journée du 31.

Comme sur d'autres aspects du texte de loi, les mesures évoquées ici ne font que renforcer une tendance déjà en marche. Il s'agit pour le gouvernement et le patronat de se donner les mains libres pour attaquer plus fort les salariés, en brisant les obstacles à des mesures d'ajustement dont la loi travail n'est qu'une première étape.

Reste que nous ne sommes pas en mouvement pour défendre la situation présente, ni ce syndicalisme qui s'est replié sur les procédures juridiques. Ce qui se lève avec ce mouvement, c'est le refus de notre condition de galériens et de galériennes présenté comme seul horizon possible.

(Article extrait de *Camarade*, journal communiste gratuit, avril 2016
<http://www.19h17.info/wp-content/uploads/2016/03/camarade.pdf>

Faut-il renforcer les syndicats «qui transforment n'importe quel manif en fête de village» (Orelsan) ?

La lecture de la nouvelle loi ne laisse donc pas de place au doute : c'est au rapport de force dans l'entreprise qu'on s'en prend, c'est aux syndicats, et on sent bien que ça ne va pas arranger nos affaires. Car si dans l'histoire, même récente, les syndicats et leurs directions ont pu jouer contre l'embrasement, endormir des luttes et «savoir terminer des grèves», aujourd'hui, c'est face à leur faiblesse que nous nous trouvons.

Il ne s'agit pas ici de critiquer les syndiqués. On se syndique parce que pour le moment, ça nous est bien utile, quand on prend un coup de pression dans l'entreprise, quand on n'a pas le temps de connaître par cœur le Code du travail. Le syndicat a servi à maintenir notre condition, en obtenant notamment de nouveaux droits. Aujourd'hui en essayant d'en sauver.

La situation du syndicalisme en France est chaotique. Avec 6% de représentation, on est en mesure de dire qu'il joue sa survie ; dans le secteur privé, le plus clairement touché par la loi El-Khomri, ça descend à 4%. Nul besoin ici de l'enterrer. Mais il ne faut pas croire non plus qu'on ait affaire à de bons samaritains.

Les syndicats ont un rôle. Les syndicats servent à nous encadrer, à négocier la reproduction de notre force de travail. En gros, à nous garantir des conditions de vie pour toutes et tous sous le capitalisme. Leurs directions ont bouffé à la table des ministres depuis l'an pèbre, et tentent de se refaire aujourd'hui lacerise.

Dis-moi ton programme, je te dirai qui tu es. Il est toujours le même, le programme des syndicats : c'est ce qu'on appelle le Keynésianisme. Certains seront plus libéraux, comme la CFDT, d'autres plus radicaux, comme la CGT, qui prône une politique industrielle en France, l'augmentation du SMIC à 2000 balles, et la baisse du travail (32 heures). Les syndicats veulent plus d'Etat, veulent retourner à l'époque où ils faisaient la pluie et le beau temps chez les prolos. Une époque où ils avaient un interlocuteur à qui gratter.

Alors, c'était mieux avant ? A vrai dire, peu importe. On y reviendra pas. On pourrait passer quelques lignes de plus à prouver que tout le programme keynésien est complètement irréalisable, mais nos patrons et leurs médias s'en chargent déjà.

Pour exemple, il y a cinq ans déjà, on a eu droit à une ridicule guéguerre des revendications sur les retraites : 37,5 à taux plein, 40, 42, la retraite à 60 ans... Nous qui savons très bien que ce qui nous guette, c'est plus de retraite du tout. Si les syndicats déclinent, ce n'est pas parce qu'ils «trahissent» les travailleurs: ils ont simplement de moins en moins à offrir. Et ce en France comme ailleurs.

LE RETOUR DU RETOUR DE LA GAUCHE DE LA GAUCHE DE...

Et pendant ce temps-là, déjà, la gauche du PS se frotte les mains pour récupérer et enterrer électoralement un mouvement qui n'existe même pas encore. Aubry, Montebourg, Mélenchon... C'est ça la voix politique des syndicats, des gens qui annoncent qu'ils veulent créer du taf en France, que ça ira mieux, oui mais quand ? Avons-nous le temps de relancer, de redonner du sens à cette économie quand tout nous annonce que le pire est à venir ?

On nous ressort la même tarte à la crème : les 35 heures ont permis de créer des emplois. Il faudrait réduire le temps de travail. C'est le discours syndicaliste aussi : pour résorber le chômage, il suffirait de travailler toutes et tous moins.

Là encore, même rengaine : qui croit que le chômage peut disparaître aujourd'hui ? Qui doute que le chômage c'est notre avenir ou notre présent à tous ? Alors, répartir le travail pour en avoir moins ?

On nous dit, mais si ! Regardez les Allemands, ça prouve bien qu'on peut détruire le chômage... Ben les Allemands, ils ont 12 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, et des mini-jobs pour 7 millions de personnes. Alors ouais, on peut faire semblant de leur avoir trouvé du taf, mais bon, soyons sérieux, on parle de boulots payés au prix du RSA... Répartir plus le travail, c'est juste répartir le chômage.

Le problème, c'est que la force de travail, ça ne s'achète pas comme ça. Les patrons la paient, globalement. Ce qui compte en fait pour nos patrons, ce n'est pas de faire baisser le chômage. Non, le plus important, c'est de baisser le coût du travail. **Et peu importe à quoi ils s'attaquent : allocations, Sécu, retraites ou salaire : tout ça, c'est kif-kif : c'est notre salaire «superbrut» comme ils disent, ils achètent tout ensemble. Bref, la répartition du travail c'est un peu comme une pompe à merde : force est de constater qu'on risque d'être toutes et tous un peu éclaboussés.**

Et comme il y a dix ans avec le CPE, la gauche institutionnelle arrive avec son plan de secours. Pour ces gens-là, qui ne savent rien de la misère à part qu'il s'agit de la gérer, l'agenda n'est pas le même : ils se positionnent pour 2017, pour 2022, pour ces élections présidentielles dont nous sommes toujours plus à n'avoir rien à foutre.

(Article extrait de *Camarade*, journal communiste gratuit, avril 2016)

Nuits debout et citoyennisme : attraction fatale !

Les «Nuits debout» voient la résurgence d'une idéologie qui avait repris du poil de la bête avec le mouvement altermondialiste et ATTAC en France, il y a une vingtaine d'années. Les Indignados espagnols et les différents mouvements Occupy ont pris la suite, plus récemment, en mettant l'accent sur les procédures dites «démocratiques» dans les discussions menées sur les places publiques et les innombrables commissions. Mais fondamentalement, surtout en France, on a affaire à la même idéologie : le citoyennisme.

En France, c'est la Révolution française qui a imposé (temporairement) l'usage des mots «citoyen» ou «citoyenne». Fini les «Monsieur» ou les «Madame», les «Votre Excellence» ou «Votre Majesté». Même le roi Louis XVI n'eut plus droit qu'à un simple «citoyen Louis Capet». Ce mot garde donc encore une toute petite saveur égalitaire, même si aujourd'hui aucun ouvrier ni aucun électeur n'oserait appeler son patron ou sa députée «citoyen» ou «citoyenne».

Aujourd'hui, la plupart des gens regrettent l'époque où les voisins s'adressaient la parole, s'entraidaient, où les jeunes laissaient leur place aux vieilles dames, aux femmes enceintes ou aux vieux messieurs dans les transports en commun. Les journaux sont remplis d'histoires horribles de vieux crevant dans leur HLM sans que personne ne s'inquiète de leur sort, de femmes qui sont harcelées voire violées dans le métro pendant que les passagers regardent ailleurs, etc. La société moderne se présente, dans les séries télévisées ou les émissions grand public, comme une société fondée sur l'égoïsme, l'individualisme, etc.

Face à une telle situation, les citoyennistes ont trouvé une solution miracle : les services publics devraient remplacer les liens de solidarité et les relations humaines qui font cruellement défaut. Nous aurions besoin de davantage de travailleurs sociaux, de gentils organisateurs, d'animateurs, de médiateurs, de concierges, de flics, de gardiens de prison, de vigiles, de gardiens de parking, etc.

Pour les citoyennistes, la relation entre chaque individu et l'Etat pourrait donc remplacer les traditionnels liens de solidarité du mouvement ouvrier – liens qui ont effectivement disparu.

Cette idéologie prétend que la démocratie bourgeoise actuelle serait profondément contradictoire avec le capitalisme (ce qui est d'ailleurs une

vieille idée marxiste, qui conduit généralement à des conclusions très différentes) ; qu'il faut renforcer l'Etat pour faire revivre la démocratie parlementaire moribonde et que les citoyens doivent être mobilisés pour mettre en pratique ce projet politique. Les citoyenistes veulent prendre au mot la démocratie bourgeoisie puisque celle-ci, dans ses expressions les plus radicales, prétend réparer les injustices économiques, diminuer progressivement les inégalités sociales par différents mécanismes étatiques ou sociaux. Pour les citoyenistes, l'Etat est l'instrument nécessaire pour tenir en laisse, modérer le capitalisme. Il doit devenir le plus indépendant possible des capitalistes ou de la logique du profit. Ils pensent qu'il pourrait exister un système non marchand (les coopératives, l'économie sociale et solidaire) qui serait non capitaliste tout comme les services publics (?!) et qui pourrait progressivement et pacifiquement venir à bout des mécanismes capitalistes.

En réalité, les citoyenistes veulent seulement humaniser le capitalisme, le transformer en un système plus juste. Ils remplacent la lutte de classe par les élections et les pressions démocratiques sur les élus. Ils sont prêts à inventer des procédures comme le tirage au sort de citoyens ne s'engageant sur aucun programme pour tenir leur gageure. Pour les citoyenistes, les citoyens n'ont pas le droit de remplacer l'Etat bourgeois ou de le détruire. Ils peuvent certes se livrer, de temps à temps, à ce que certains appellent gentiment la «désobéissance citoyenne», terme apparemment plus respectable que la désobéissance civile. Avec cette idéologie tout doit devenir citoyen : les débats politiques, la communication, les écoles, les entreprises, etc.

Les citoyenistes ne veulent pas se débarrasser du système capitaliste, du travail salarié, du capital et de l'argent. Ils veulent seulement améliorer et étendre l'emprise des services publics. Ils considèrent l'Etat bourgeois actuel comme un parasite qui gâche les bonnes relations qui devraient régner entre les citoyens-consommateurs et le capital. Ils se battent pour une démocratie citoyenne, une démocratie participative, pas pour le socialisme.

Parfois, les citoyenistes sont même prêts à s'affronter violemment avec l'Etat, mais leur objectif est d'amener les caméras et les journalistes sur le lieu de la confrontation, pour entamer rapidement des discussions sérieuses entre dirigeants responsables. L'Etat bourgeois adore lui aussi organiser des conférences citoyennes, des consultations citoyennes et donner aux citoyens le droit à la parole. Les citoyenistes se considèrent comme les intermédiaires professionnels entre la société civile et l'Etat. Le citoyenisme a été jusqu'ici incapable de former un véritable parti dans la plupart des pays, même si des mouvements comme Podemos en Espagne, Cinque Stelle en Italie, reposent sur les mêmes illusions, avec une orientation plus à gauche dans le premier cas, plus à droite dans le second.

Les groupes citoyennistes sont généralement amenés soit à se dissoudre faute de troupes soit à fonctionner comme des lobbies, ils n'ont pas besoin d'avoir une base sociale solide, ils aiment apparaître comme des experts sur toutes sortes de questions.

Ce mouvement citoyen est fondamentalement un mouvement moral : contre la guerre, pour la paix, contre la malbouffe des fastfoods (généralement américains) et pour les bons produits bio (de préférence français), contre la pauvreté et pour la prospérité. Qui peut être hostile à un tel programme ?

Les citoyenistes opposent l' «économie solidaire» à l' «économie libérale» ; concrètement ils défendent les petites coopératives de production contre les grandes multinationales. Ils veulent un «partage équitable des richesses», un «impôt sur les capitaux», «prendre l'argent dans les poches des capitalistes». Mais ils semblent ignorer que le capital et l'argent ne sont pas des forces ou des instruments que l'on pourrait utiliser pour d'autres objectifs.

Il n'est pas surprenant qu'une idéologie aussi confuse entretienne des liens étroits avec le multiculturalisme, cette autre idéologie qui refuse de prendre en compte l'existence des classes sociales et de la lutte des classes, ou désormais avec les théories dites postcoloniales qui mettent les prolétaires dits «blancs» dans le même sac que leurs exploités.

La plupart des citoyenistes sont certainement sincères, mais leurs conceptions réformistes ne mèneront nulle part.

Y.C., 14/04/2016

P.S. Ce texte est pour l'essentiel la reprise d'un texte écrit et publié en 2004. Le citoyenisme des «Nuits debout» n'est pas du tout prêt à affronter les manœuvres des sociaux-chauvins comme Lordon, Ruffin, Mélenchon et autres réactionnaires. Cf. «Idéologues et militants du social-chauvinisme», publié dans le numéro 54/55 de *Ni patrie ni frontières*.

Nuits debout ou pensée couchée ? Un bouffon (Alain Finkielkraut) se fait jeter de la place de la République mais un autre (Yanis Varoufakis) est chaleureusement accueilli avant d'aller rencontrer son ami Macron

Ceux qui croient en une «radicalité» quelconque de la «pensée» de Monsieur l'ex-ministre des Finances Yanis Varoufakis doivent absolument écouter cette émission

<http://www.franceculture.fr/emissions/la-grande-table-2eme-partie/l-europe-de-yanis-varoufakis>.

L'avantage de ce mec est qu'il parle cash. C'est un peu comme Hubert Védrine pour la diplomatie. C'est le genre d'individus très sûrs de lui, qui sont totalement au service du Capital et de l'Etat. Quand ils ne sont plus au pouvoir, ils peuvent se permettre de parler un peu moins la langue de bois que leurs copains toujours aux manettes. Pour mettre du beurre dans les épinards, ils donnent des conférences bien rémunérées et publient des livres (avec de confortables avances sur les ventes) pour se donner un air critique. Ils amusent les médias complaisants (l'animatrice Caroline Broué et le «professeur de science politique» Frédéric Sawicki n'ont pas arrêté de lui passer la brosse à reluire) et certains gogos s'y laissent prendre tandis que d'autres chefs de «la gauche de la gauche» nous préparent une future union nationale derrière de tels pantins, comme ils l'ont fait en Grèce avec Syriza.

Les zozos comme Védrine ou Varoufakis peuvent ainsi lancer une petite vanne qui paraît parfois «radicale»... ou un embryon de critique de «la crise européenne» ou de «l'hyperpuissance américaine» – du moins à ceux qui ne sont pas très difficiles sur la qualité de la marchandise altermondialiste ou citoyeniste, pourtant fort avariée depuis le temps qu'elle est sur le marché.

Alain Finkielkraut croit, paraît-il, que Nuits debout à Paris serait «une kermesse gauchiste sous cloche, une bulle révolutionnaire» : il se goure complètement (comme d'habitude). C'est une assemblée où n'importe quel réformard bourgeois peut s'exprimer librement et faire la «promotion mondiale de son livre»... comme il l'a fait aujourd'hui sur France Culture.

Si Finkelkraut écoute cette émission, il devrait se reconnaître parfaitement dans les propos de cet ex-ministre... tout comme ceux qui l'ont chassé d'ailleurs. Varoufakis respecte la «lucidité», les connaissances et l'intelligence des chefs d'Etat bourgeois (Angela Merkel, Franklin Delano Roosevelt, François Mitterrand, Bruno Kreisky, Wolfgang Schäuble) les technocrates européens (Jacques Delors), les institutions internationales (l'étalon-or, la Banque européenne, le Marché commun qui est «une bonne construction américaine»).

Bref, c'est un centriste tendance Bayrou qui n'a aucune envie de remettre en cause le capitalisme et l'exploitation. Il veut juste réformer un petit peu l'Union européenne, la «démocratiser», comme n'importe quel politicien. Il souhaite limiter «l'hégémonie américaine» et le pouvoir des banquiers (pas celui des industriels et des capitalistes, bien sûr, seulement celui de la méchante «finance spéculative» comme si l'on pouvait les séparer les uns des autres). Il a même le culot d'affirmer que, puisque les banquiers privés n'étaient pas physiquement présents à Bretton Woods en juillet 1944, leurs desiderata n'auraient pas été pris en compte et que les gentils Etats occidentaux auraient uniquement tenu compte des intérêts des peuples qu'ils «représentaient». Quelle blague !

Et quand un journaliste lui parle de la possibilité de «refondre le système complètement», il évoque le Cambodge de Pol Pot... comme repoussoir à toute tentative radicale de remettre en cause l'Union européenne. Il ne veut surtout pas détruire les institutions étatiques, nationales ou européennes, ce dont, pour dire la vérité, je me doutais un peu avant même de l'entendre. On ne devient pas ministre des Finances d'un Etat bourgeois comme la Grèce sans avoir fourni de solides garanties à la classe dominante locale ainsi qu'à la bourgeoisie et à la technocratie internationales.

Il est intéressant aussi d'entendre ses anecdotes personnelles quand il copinaut autour d'un bon verre ou d'un repas avec les politiciens et les technocrates (qu'il feint par ailleurs de dénoncer), «pour créer un lien personnel» dans le cadre des négociations qu'il menait. On découvre que plusieurs gestionnaires de l'UE sont d'accord avec lui ; simplement ils n'osent pas le dire pour ne pas perdre leur capital politique.

Alors tirez-en la conclusion qui s'impose : il y a eu des coups de pied au cul qui se sont bel et bien perdus sur la place de la République... En effet entre le bouffon réac qui passait pour écouter ce qui se disait et un économiste, ex-ministre bourgeois et défenseur du capitalisme, qui a pris la parole qui était le plus dangereux des deux ?

Poser la question c'est y répondre...

Y.C., 18 avril 2016.

P.S. On mettra en parallèle ses propos démagos sur la Place de la République (<http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2016/04/17/nuit-debout-acclame-varoufakis-chahute-gattaz-et-expulse-finkielkraut/>) avec ceux tenus à France Culture....

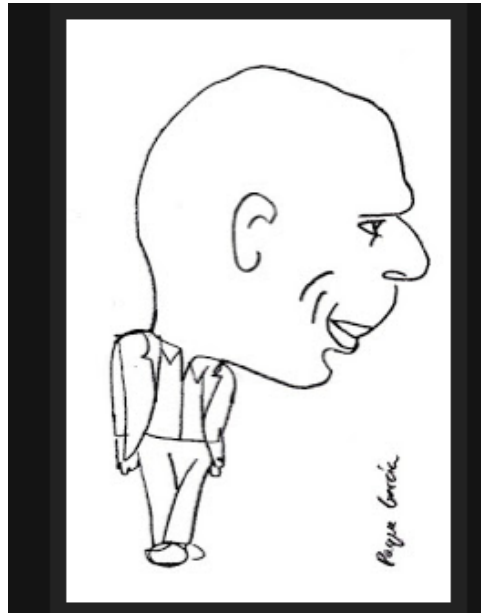
Les deux faces de ce bouffon de gauche sont riches d'enseignements du point de vue de l'analyse du cynisme politique de la gauche de la gauche. Et le plus fort c'est que, si l'on écoute bien ce qu'il dit, dans les deux cas il est en fait tout fier d'avoir rencontré, dans une position de pouvoir comme celle de ministre de l'Economie, des diplomates, des chefs de gouvernement ou des ministres.

Comme s'il était l'un d'eux...

Ce qu'il est effectivement...

PPS. Joyeux épilogue : <http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2016/04/19/25001-20160419ARTFIG00062-varoufakis-encense-macron.php>

Dessin de Paqui Garcia extrait de son site : <http://caricaturaspaquigarcia.blogspot.fr/>



Couchés le jour, debout la nuit

Cela fait plus de quinze jours depuis le début des nuits debout à la Place de la République, à Paris. Des centaines de personnes qui occupent la place une partie de la nuit, après le travail, la fac, une journée au chômage ou à la retraite. Une initiative qui a pris la suite des journées syndicales de mobilisation contre la Loi Travail et qui voit défiler la gauche et l'extrême gauche réunies ; de Julien Dray (ami et conseiller de François Hollande) à Ségolène Royal (ministre de l'environnement), d'Anne Hidalgo (maire de Paris) à Jean-Luc Mélenchon (PG), d'Olivier Besancenot (NPA) à Jean-Pierre Mercier (LO-CGT), de Pierre Laurent (PCF) à Julien Bayou (EELV), et jusqu'à Nathalie Kosciusko-Morizet (Les Républicains) pour ne citer que les plus représentatifs. Tous ont eu des mots élogieux pour le campement de fortune de la place parisienne. À ceux-ci se sont unis beaucoup d'anciens briscards de la scène extrême et autonome de la capitale française dont nous tairons les noms par manque de place.

L'humain réduit au «citoyen» de la République

La chasse aux nouveaux venus par les rackets politiques habituels est ouverte sur la place. Les curieux y sont toujours nombreux. Les «militants» se comptent en centaines plutôt qu'en milliers. La «tête» des opérations a été vite prise par d'anciens du Parti de gauche, du PCF et du NPA, complétés par des cadres d'associations comme Droit devant, les Engrenageurs, etc. Le programme est bien résumé sur le site des nuitards : *«Ni entendues ni représentées, des personnes de tous horizons reprennent possession de la réflexion sur l'avenir de notre monde. La politique n'est pas une affaire de professionnels, c'est l'affaire de tous. L'humain devrait être au cœur des préoccupations de nos dirigeants. Les intérêts particuliers ont pris le pas sur l'intérêt général».*

Les exclus lanceraient dans la place parisienne une réflexion sur l'avenir du monde. Rien de moins. Pour cela, ils se réapproprieraient la politique afin que «nos dirigeants» mettent enfin l'humain au cœur de leurs préoccupations. Et l'humain, pour les noctambules, n'est autre que l'intérêt général à opposer à l'intérêt particulier.

Sur ces bases, le capital, l'État et ses représentants peuvent dormir paisiblement la nuit. Après avoir galéré la journée, au travail ou pas, les

insomniaques de la République ont trouvé leur joli défouloir. Au rythme frénétique de deux minutes chacun, les orateurs défilent sur l'estrade pour énumérer leurs plaintes, leurs doléances. La gestuelle bien codée de l'auditoire assis donne la mesure de la popularité des 120 secondes d'intervention. Les commissions, une pléthore, sont chargées de développer les concepts à peine esquissés dans l'assemblée citoyenne pour, in fine, pondre, pourquoi pas, une nouvelle Constitution citoyenne. La sixième République française chère à Mélenchon, Montebourg et aux trotskistes lambertistes n'est pas loin. L'économiste indigné, directeur de recherche au CNRS, Frédéric Lordon n'est pas non plus en reste. Avec ses préceptes réactionnaires sur «la nécessité de l'appartenance nationale», la défense de l'État et la sortie de l'Euro, il établit le lien entre la gauche nationaliste française, les souverainistes et les couche-tard.

La nuit porte-elle conseil ?

La tentative d'assimiler la Nuit debout à la Puerta del Sol madrilène ou à la place Syntagma athénienne pour lui attribuer des parents nobles est une imposture vouée à l'échec. Les nombres font trop la différence mais pas seulement. Les raisons sociales aussi. Puerta del Sol et Syntagma ont été à un certain point les lieux de coagulation de la colère d'une jeunesse scolarisée et chômeuse au moment le plus aigu de la crise fiscale de leurs États respectifs. Ces deux places ont vu réunis à leur zénith des dizaines de milliers de jeunes radicalisés qui se réunissaient pour préparer des manifestations, des actions de masse contre l'ordre établi.

À la Place de la République, on dénombre deux actions réussies une à l'appel du DAL pour empêcher une expulsion, l'autre à l'appel d'un collectif de sans-papiers pour en aider certains. Dans ces deux cas, les associations sont venues recruter les bonnes volontés. Et un seul débordement sans conviction de quelques centaines de gens qui voulaient se diriger vers le domicile parisien du Premier ministre.... Le reste est un spectacle minable confiné à l'espace qui leur a été concédé par l'État. Un spectacle fait essentiellement de beuveries et de mauvaise musique improvisée ; entre la mauvaise fête techno et le rassemblement de boy-scouts en somme.

Pour trouver une pensée cohérente sur la Nuit debout, pas la peine de la chercher au supermarché Lidl des idées de la Place de la République. Ce sont les journaux de la gauche d'État et de la radio d'État, France Inter, qui se chargent de lui inventer une cohérence idéale. Membre d'Attac, ancien dirigeant de la LCR et un des fondateurs du syndicat SUD-PTT, Christophe Aguiton, aujourd'hui reconverti en professeur des universités, est parmi les plus appliqués à fournir une raison d'être idéologique aux noctambules de la République.

Les nuits magiques de l'improbable Professeur Aguiton

Dans son interview à *Libération* du 8 avril dernier, par la magie d'une pirouette planétaire reliant les Occupy anglo-saxons à la Puerta del Sol et à

la place Taksim d'Istanbul, le trotskiste assimile même Nuit Debout aux Printemps arabes. Et ne voit qu'une différence de temps et de lieu : ici ça se passe la nuit et l'occupation est intermittente. Ailleurs, ce fut toute la journée et les occupations ont été permanentes. En fait, Puerta del Sol, Syntagma, Taksim, Occupy à Oakland et, à beaucoup plus forte raison, pour les dits Printemps arabes, se sont caractérisés par des mobilisations offensives et de masse avec un caractère insurrectionnel plus ou moins marqué. Dans le cas des Républicains noctambules, en revanche, la règle est le respect de l'ordre et des lois. Le point commun entre Paris et ces autres lieux est plutôt dans l'incapacité d'enracinement dans les territoires productifs des métropoles capitalistes. Dans tous ces cas, les places occupées sont restées des lieux abstraits, des agoras dépourvues de liens durables et encore moins solides avec la production sociale.

Territoires productifs et lieux abstraits

Ce défaut a entraîné à plus ou moins long terme la mort ou l'absorption dans les rouages de l'État ; en Espagne avec Podemos, en Grèce avec la Syriza. La nouveauté du phénomène est, en fait, sa faiblesse structurelle face à l'État et au Capital. Ces derniers ont juste à gérer le spectacle des affrontements, quand ils se produisent. Évidemment, ce jugement ne concerne pas les Printemps arabes aux racines plus complexes et très éloignées des Occupy. Mais à Christophe Aguiton, il suffit que cela se passe dans une place avec une manifestation pour établir un trait d'égalité.... et de modernité.

Oui, car notre sociologue des luttes voit dans les manifestations de rue un phénomène nouveau qui s'impose un peu partout depuis les années 1990. Les manifestations un phénomène nouveau ? À preuve de ses dires, il affirme que le retrait de la réforme des régimes spéciaux de retraites de Juppé (1995) puis celui du CPE de Villepin (2006), ont été la conséquence des centaines de milliers de personnes dans la rue. Habitué à la simplification journalistique, il oublie la forte mobilisation des cheminots et des agents de la RATP, dans les gares et les ateliers, et les grèves de masse réussies dans les lycées et les facs à l'époque du CPE.

Dans ces deux cas, les manifestations ont agi en complément et en couronnement de mobilisations qui ont su investir et bloquer certains territoires productifs. Il va sans dire qu'aujourd'hui, il n'y a rien de tout cela. Le porte-drapeau de la pleine lune arrive même à dévaloriser les grèves et les occupations d'usines de 1936 et de 1968, pour ne retenir que le nombre de participants aux manifestations comme critère de victoire.

La grève démodée et impossible ?

Forme traditionnelle de la lutte de classe, la grève n'a plus d'attrait à ses yeux. Pire, elle est devenue *«plus difficile pour de nombreux salariés, en raison de collectifs de travail plus éclatés, de la précarité, des horaires différents, du télétravail»*. Le sociologue sans mémoire oublie que la PME

est depuis toujours la dimension largement majoritaire des entreprises capitalistes et que la précarité et la division croissante du travail sont des constantes de la condition des travailleurs sous le mode de production capitaliste. Mais la raison principale pour laquelle la grève est démodée serait, pour lui, «*le risque du licenciement, particulièrement dissuasif en cette période de fort chômage*».

Un risque que, bien sûr, nos aïeux ne couraient pas car, par le passé, le chômage n'existait pas et le patron offrait des fleurs et accordait des augmentations aux ouvriers dès qu'ils se mettaient en grève.

Chassée par la porte, l'idéologie de la grève générale illimitée refait surface

Mais virée par la porte, voilà que la grève revient par la fenêtre onirique des chefs noctambules qui ont commencé, quinze jours après le début des nuits debout, à percevoir l'inutilité pratique de leur initiative. Et voilà qu'ils ressortent le mythe si cher aux gauchistes français de la «*grève générale illimitée*». Une grève salvatrice qui devrait résoudre toutes les contradictions et tous les problèmes et unir tous les travailleurs. Une grève qui éclorait soudainement, sans préparation, sans luttes préalables, sans organisation. Un type de grève qui n'a jamais existé et n'existera jamais dans la forme envisagée par les noctambules. La mobilisation de l'ensemble du prolétariat est la conséquence de la montée en puissance de luttes et des agitations de masse partout où le prolétariat vit et travaille. Ces combats contre le Capital et ses appendices constitués par les syndicats et les partis-de-gauche bourgeois ne pourraient se déployer que par paliers en s'unifiant à mesure de leur renforcement. La grève générale ici décrite présupposerait enfin l'enracinement dans les territoires productifs des organisations autonomes de la classe.

Mais ce n'est pas cette idée de la grève générale que nos idéologues chérissent. Leur «*grève générale illimitée*» serait l'enterrement préventif de la lutte autonome. Elle serait appelée par les syndicats d'État et servirait politiquement les organisations de gauche du capital. Elle serait à l'image, en somme, des journées de «*lutte*» contre la Loi Travail : inopérantes, démoralisantes et inutiles.

Le rêve nocturne, la seule alternative aujourd'hui viable pour le Professeur Aguiton

En attendant que la «*grève générale illimitée*» advienne, la grève nocturne n'a que des qualités pour le trotskiste déguisé en chercheur. «*Il ne s'agit pas de bloquer le travail, mais de continuer.*» Continuer quoi ? La manifestation et l'occupation permanentes, misérables succédanés de la révolution permanente de ses mentors. On ne bloque pas l'économie (mais comment pourraient-ils y parvenir sans la bonne vieille grève désuète d'antan ?), on se sent vivre dans la manifestation et l'occupation (autorisée) des places. Une sorte de protagonisme social inoffensif, savamment entretenu par les médias bourgeois et par l'État lui-même.

Dans cette stratégie, les médias jouent le beau rôle, en fait. Ce sont eux qui sélectionnent les porte-paroles, les représentants dignes de s'exprimer largement. Ce sont encore eux qui donnent des points positifs ou négatifs aux initiatives des nuitards. Et c'est enfin par leur intermédiaire que le contact avec l'État s'établit au moyen d'interviews croisées et autres tribunes «libres».

Les nuits blanches du Professeur Lordon

Le protagonisme social des Nuits debout correspond aussi aux élucubrations sur le «*corps politique*» et «*l'affect commun*» des disciples modernes de Baruch Spinoza, messieurs Frédéric Lordon et Antonio Negri. Pour Frédéric Lordon, l'émotion serait la *causa efficiens* de toute mobilisation. Exit la haine de classe, exit la détermination matérielle et exit, surtout, les classes. Dans cette vision de ceux qui «*ne revendiquent rien*»¹, ce qui compte est l'individu qui se singularise au sein de petits ensembles «*en mouvement*» de gens partageant «*un affect commun*». «*Entendez qu'après quelques décennies à faire, vous et vos semblables, la démonstration de vos talents et de votre hauteur de vue, l'idée de négocier quoi que ce soit avec vous nous apparaît absolument sans objet*» (*idem*).

Ne pas négocier, c'est bien. À la condition de savoir prendre. À la condition d'établir un contre-pouvoir effectif sur et dans les territoires productifs. Un pouvoir arraché par le combat, par la détermination du plus grand nombre de sans-réserves. À la condition aussi d'avoir bâti l'organisation politique capillaire de l'autonomie ouvrière, contre partis, syndicats, et autres corps intermédiaires, administratifs et exécutifs de l'État. Malheureusement, en cas contraire, la lutte de classe passe par la lutte défensive, donc y compris par les revendications et la négociation.

Voyage jusqu'au bout de la Nuit debout

Le résultat politique de ces agitations superficielles de la société civile n'est pas encore définissable avec certitude. Toutefois, le fait est que l'exécutif actuel, ou tout au moins une partie de celui-ci, souhaite transformer l'essai en un remake de SOS Racisme. Une organisation qui était née, en octobre 1984, sur les décombres de la lutte des Beurs de la fin 1983 (cf. La marche pour l'égalité et contre le racisme). Un an après, un petit cercle de quatre trotskistes de la LCR passés avec armes (pas beaucoup) et bagages (beaucoup) sous l'aile de François Mitterrand Président, crée avec l'appui massif de chanteurs, acteurs, écrivains et savants de gauche une nouvelle organisation de jeunesse liée au PS au pouvoir.

À la manœuvre, déjà à l'époque, un certain Julien Dray et... François Hollande. En 1983 et 1984, l'actuel président de la République avait été

1 cf. <https://blog.mondediplo.net/2016-03-29-Nous-ne-revendiquons-rien>

directeur de cabinet des deux porte-paroles successifs du troisième gouvernement de Pierre Mauroy (Max Gallo et Roland Dumas) après avoir été à l'Élysée en qualité de chargé de mission.

Pour leur part, les Mélenchon, les Laurent et les Besancenot tentent de raviver l'intérêt pour leurs pâles candidatures à la présidentielle de 2017 (le porte-parole du NPA roule, lui, pour son camarade invisible, Philippe Poutou). *«Je ne veux pas récupérer le mouvement et je serai très fier que le mouvement me récupère»*, a déclaré, sans vergogne, le social-nationaliste Mélenchon lors de l'émission «Le Grand Jury» RTL-Le Figaro-LCI du début avril, toujours en quête de nouveaux disciples. Quant aux leaders associatifs des noctambules républicains, eux, rêvent de Podemos pour remplacer les précédents aux premières loges de la politique bourgeoise de gôche.

Les nuits républicaines virent au cauchemar

Les centaines ou les milliers de participants plus ou moins actifs à la mise en scène nocturne de la République sont donc les instruments de ce «renouveau» de la politique bourgeoise de gôche appelé de ses vœux même par le président de la République française lors de sa dernière intervention télévisée. *«Je trouve légitime que la jeunesse, aujourd'hui par rapport au monde tel qu'il est, même par rapport à la politique telle qu'elle est, veuille s'exprimer, veuille dire son mot»*, a-t-il déclaré. Peu importe si les participants aux nuits républicaines sont conscients de cette opération politique. Et si certains d'entre eux pensent qu'en «radicalisant» un mouvement qui n'existe pas, on mettrait à mal ce projet, ils se trompent. Eux aussi font partie du spectacle, de la simulation de la lutte de classe que les Nuits debout représentent.

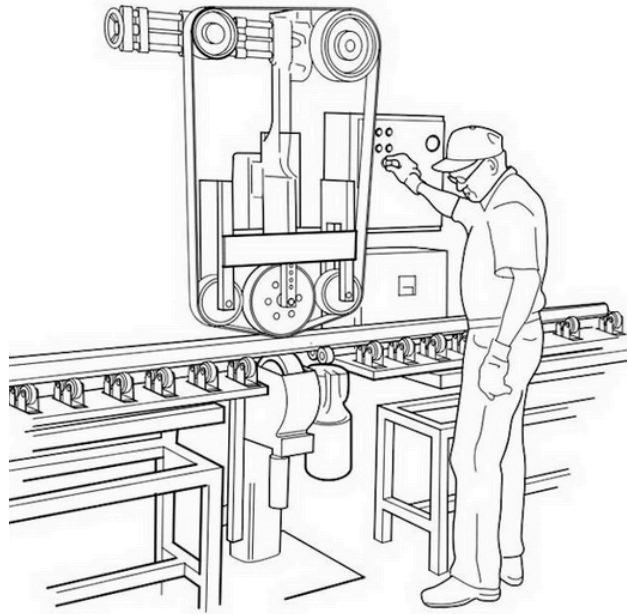
Philippe Martinez, le patron de la CGT, leur a rappelé dans une interview à *L'Humanité Dimanche* qu'*«il ne faut pas oublier que la première Nuit debout s'est constituée à la fin de la grande manifestation organisée par les syndicats. C'est donc un mouvement issu en partie du mouvement social»*. Et quand le chef de la CGT dit «mouvement social», il entend les protestations inoffensives récentes contre la Loi Travail organisées par une partie des syndicats d'État, dont le sien.

Philippe Martinez a raison : la Nuit debout est aussi sa créature. Sans l'apport de son syndicat, de ses concurrents de SUD, du PCF, du Parti de gauche, du NPA, d'EELV et des associations qui leur gravitent autour, les nuits de la place de la République n'auraient pas existé.

Ces nuits sont la meilleure démonstration de l'impuissance du dit «mouvement social» cité par le patron de la CGT face aux offensives patronales et gouvernementales. Les grèves appelées par les syndicats échouent, les manifestations s'amenuisent à vue d'œil. La Nuit debout reste la seule alternative pour poursuivre la «protesta» symbolique, la seule manière pour continuer à exister de la gôche d'État qui a choisi la posture contestataire.

Nuit et jour, œuvrer pour l'autonomie ouvrière, contre l'État et le capital

Face à la misère politique et sociale que représente la Nuit debout, aux manœuvres politiques au sein de la gôche du capital qu'elle déclenche, il y a une seule alternative réelle pour celles et ceux qui veulent en finir avec le capitalisme et l'État. Cette alternative est le travail obscur, continu, discret et le plus capillaire possible pour enraciner dans les territoires productifs du capital la ligne rouge de l'autonomie ouvrière, de l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis tous ses ennemis, militants de la nuit compris.



Le grand absent des « Nuit debout »...

Dialogue

autour des «Nuits debout»

Suite à la publication de «Nuits debout et citoyennisme : attraction fatale», Pierre Sommermeyer, collaborateur de la revue Réfractations (recherches et expressions anarchistes), m'a fait part de son désaccord. Voici nos échanges par ordre chronologique.

Pierre (17 avril) : Salut, à partir de ce que je vois à Strasbourg cela ne correspond pas à ce que tu décris, il y a autre chose qui est en cours là, je crois que tu généralises trop, on est loin de ce que tu appelles le citoyennisme. En renvoyant les Indignés espagnols et Occupy Wall Street aux oubliettes tu fais erreur. Soit tu as suivi de près les deux et alors nous sommes vraiment en désaccord, soit tu devrais regarder ce qui c'est passé à Oakland, ou ce qui se passe dans les cercles madrilènes, dans la Galice ou à Barcelone.

Yves (19 avril) : Le problème est que ces divers «mouvements», s'ils recouvrent des réalités très différentes, reposent quand même sur l'idée qu'il ne faut surtout pas prendre le pouvoir, et surtout ne pas s'attaquer au capitalisme (ou alors seulement au capitalisme financier) et à l'Etat. Se réunir sur des places et discuter a une vertu cathartique utile pendant un temps mais on ne peut pas faire cela pendant des mois. Ensuite il faut passer aux choses sérieuses. Avoir une stratégie, sortir du nombrilisme et de l'entre-soi.

Les Indignés espagnols ont accouché de Podemos ce qui n'est vraiment pas un cadeau. Autant les luttes autour des expulsions locatives étaient positives, autant le «débouche politique» final est lamentable. Quant aux Occupy américains qu'ont-ils donné à l'échelle nationale aux Etats-Unis ? Que je sache, rien.

Et aujourd'hui, dans un monde globalisé, privilégier l'action locale microscopique, c'est encore plus irréaliste qu'il y a un siècle. J'en sais quelque chose puisque je milite à un niveau local depuis huit ans. On s'épuise à lutter localement contre des politiques migratoires (pour ne prendre que ce problème qui est mon terrain d'action) qui sont non seulement nationales mais internationales. On sauve des individus de l'expulsion vers leur pays d'origine mais on ne change rien de fondamental ni dans les lois nationales sur le droit d'asile ou le droit au séjour, et encore moins au niveau européen. On crée des liens de solidarité temporaires, mais qui ne se cristallisent pas sur le long terme.

Le rejet de toutes les organisations et de toutes les théories du mouvement ouvrier, ou plutôt l'ignorance totale ou délibérée de toute la pensée révolutionnaire (avec toutes ses tares et limites), aboutit en fait à revenir à de vieilles idées du socialisme utopique (pour schématiser) et cela ne me semble pas vraiment intéressant ou utile. Je ne sais pas ce qui se dit à Strasbourg mais place de la République, sur la Radio Nuits debout, etc. on est à un stade bisounours infrapolitique. Ou alors dans le flingage de Hollande pour préparer un autre candidat unique de la gauche... qui ne soit pas Mélenchon... Des jeux politiques orchestrés par *Le Monde*, *Libération*, France Culture, France Inter, et dont la gauche de la gauche politique espère profiter...

Deux amis qui ne se connaissent pas, et n'ont pas les mêmes positions politiques, ont avancé une même hypothèse qui me semble intéressante : selon eux, les attentats de janvier et novembre ont laissé de fortes traces parmi toute une partie de la jeunesse. De puissants traumatismes. Ces Nuits debout seraient en quelque sorte la continuation des rassemblements spontanés du 7 et 8 janvier, et même de celle du 11 janvier 2015. Cette jeunesse bisounours¹ n'est pas vraiment révoltée ni contre l'exploitation, ni contre le capitalisme, ni contre l'Etat. Elle aimerait une société et un monde moins violent, plus accueillant, cela oui, mais guère plus. **Elle n'est pas habitée par la haine des musulmans malgré les attentats et cela au moins c'est très positif...**

En même temps elle ignore totalement le monde du travail, même si 60% des étudiants bossent... Ce qui est pour moi un grand mystère. Ne veut-elle pas se poser la question du travail, justement parce qu'elle rêve encore d'échapper aux formes les plus abrutissantes de l'exploitation ? Elle n'aime pas les politiciens, mais donne quand même la parole à Ruffin, Varoufakis, Lordon, des sociaux-chauvins notoires dont un

¹ Quand j'écris «bisounours», ce n'est pas seulement une métaphore. Sur la place de la Bourse à Bruxelles, le sol est couvert de messages accompagnés de peluches où prédominent les oursins. A noter qu'à Bruxelles, il y a en ce moment, sur cette place, beaucoup plus de messages de musulmans dénonçant les attentats et les amalgames que je n'en ai vus à Paris, et aussi beaucoup plus d'affirmations «humanistes» (pour simplifier) appelant au respect (pas simplement à la «tolérance») des musulmans et à une lutte commune avec les musulmans contre Daech. J'ignore si c'est une particularité belge (le port du hijab dans l'espace public est banal et provoque beaucoup moins de réactions de rejet et d'hystérie qu'en France) ou à une nouvelle prise de conscience de la jeunesse après les attentats de janvier et novembre 2015.

politicien¹...Bref elle est une parfaite chair à canon pour toutes sortes de manœuvres politiciennes ou idéologiques douteuses.

Pierre (23 avril) : Je suis très embêté avec ce que tu m'écrits, je cherche désespérément un point de désaccord, ce qui signifie pour moi qu'il faut aller ailleurs, prendre un autre point de vue, non pas une autre opinion mais regarder les choses d'ailleurs. Il faut retourner, inverser le propos, je pense en même temps que j'écrits. C'est une façon de faire qui m'oblige à formuler ce que je ressens comme ça, en l'air!

Donc partons de Nuit debout. Est-ce que cela nous apprend quelque chose ? Par là je ne veux pas dire enseigner, juste qu'est-ce que cela nous dit sur cette société dans laquelle nous nous empêtrons?

La première chose, je crois, est que cela se passe sur des places et pas dans des usines ou d'autres lieux de travail. Traditionnellement, depuis la nuit des temps, la place est l'endroit du possible, du changement. J'étais frappé lors d'un voyage en Hongrie, que dans la partie anciennement dépendante des Ottomans, il n'y avait pas de place dans les petits villages qui n'étaient que des boyaux de chaque côté de la route. La place est un lieu de vie où l'on marche, conteste, prie, on est mobilisé militairement ou politiquement ou les deux, etc. Petit à petit, la révolution industrielle a fait de l'usine l'endroit où l'on vit. Aujourd'hui les choses ont changé en même temps que la révolution numérique. Cela est fini d'où le retour de la place comme lieu de lutte.

Cela dit déjà, je crois, que le procès de travail est sorti des seuls endroits de production. Parce que, pour bien des raisons, la production pure est devenue accessoire ou au moins secondaire dans l'accumulation du capital. Les flux monétaires, quelque forme qu'ils puissent prendre, sont la plupart du temps bien plus profitables.

L'autre raison est le repli constant dans le cadre de la mondialisation, donc de la concurrence de fait entre les prolétaires, du mouvement social organisé. La lutte, quand elle existe, vise seulement à, au mieux, améliorer ses conditions de travail, mais le plus souvent à conserver son labeur.

La lutte ne fait plus rêver en tant que porteuse de l'idée – même trompeuse – de révolution. Une autre raison réside dans le niveau de vie moyen, le welfare state remplissant plutôt mal que bien son rôle, mais il le fait.

¹ En fait, comme l'indique le texte de Mouvement communiste dans ce numéro et contrairement à ce que j'avais écrit, **de nombreux politiciens** sont en fait passés place de la République sans susciter la moindre réaction de rejet de la part des nuitdebutistes: Royal, Hidalgo, Bayou, Mélenchon, etc.

La numérisation va de pair avec une paupérisation intellectuelle malgré l'instruction qui n'a jamais été aussi générale. Sur la place on rencontre les amis qui peuvent être les mêmes que sur Facebook.

Celles et ceux qui se rencontrent là ont le même arrière-plan, le même non-dit, à savoir tout à la fois, une absence totale de confiance dans le monde syndicalo-politique au sens large ce qui englobe aussi bien les institués que les ceusses qui ne le sont pas. Ils partagent une addiction au numérique, inconsciente pour beaucoup d'entre eux, addiction qui fait aussi lien. Ils ont aussi un problème de survie économique, travail pas satisfaisant quand il y en a un, ou la possibilité d'en avoir un, ou absence de travail pour les plus jeunes et les moins qualifiés dans des spécialités marchandes, tout cela forme un lot de difficultés qui empêchent d'accéder à l'idéal de vie dans lequel ils ont été élevés, à savoir, un appart', un couple, des enfants. L'autre point important est la conscience exacerbée pour beaucoup de la question environnementale.

Les militants chevronnés que nous sommes, auréolés de tous nos échecs successifs, savent ce qu'il faut faire, mais curieusement nous ne savons pas comment leur parler, alors nous écrivons des textes, des recommandations qui reprennent de vieilles antiennes, nous parlons avec le langage du siècle dernier. Les médias dont nous faisons partie même sur les marges en tant que processus voudraient bien y retrouver leurs repères mais ça leur coule entre les doigts. C'est peut-être le premier succès de Nuit debout d'être si difficilement récupérable, introduisible, enfournable dans la bouillie qui sert de ciment. On pourrait aligner bien des «Nuits debout n'est pas...», mais on ne peut pas dire «Nuit debout est...». Certains media ou gauchistes critiquent la parlote permanente, ce qui est toujours curieux pour des gens qui se targuent de parler juste! C'est aussi faire preuve de petite mémoire, ce qui n'est pas étonnant pour les pros de la révolution. Les luttes contre la guerre au Vietnam comme pour les libertés universitaires américaines ou le courant hippie n'auraient pu avoir lieu sans le Free Speech Movement, dans les années 1960 aux Etats-Unis.

La question que se posent les militants radicaux est de savoir si ce genre de manifestation peut amener à la Révolution. La question est la révolution. Pour ma part, je n'y crois plus pour un certain nombre de raisons dont une est la numérisation et l'autre la menace environnementale. Non pas que la Révolution ne soit pas une nécessité, elle l'est sans aucun doute, mais est-ce une possibilité ? Je ne le pense plus.

La qualité de Nuit debout, la seule, est de poser des questions, de sortir de la rentabilité, d'être gratuit enfin, au sens le plus profond du mot lui-même. Ne leur reprochons pas de ne pas réussir ce que nous avons été incapables de faire.

Yves (25 avril) : Il est assez évident que «nous» (si l'on entend par là les hommes et les femmes qui ont milité dans les cercles d'extrême gauche, ultragauches ou anarchistes dans les années 60, 70 et 80) sommes assez déçus par la tournure que prennent les Nuits debout.

Tu as raison de souligner que critiquer la parlote, fut-elle limitée à deux minutes, est un peu gonflé de la part d'ex «soixante-huitards» qui ont toujours su blablater pendant des heures... D'ailleurs c'est évident : dans n'importe quel débat à la télévision, tu repères tout de suite le mec (je n'arrive pas à penser à une seule femme médiatique qui ait ce type d'attitude autoritaire, à part peut-être Houria Bouteldja mais il faut dire, à sa décharge et même si je trouve ses idées néfastes, qu'elle n'a pas le choix vu l'hostilité que ses propos suscitent) qui a été formé dans les groupuscules de l'après 68 par son incapacité à écouter les autres plus de trente secondes et à monopoliser la parole. Donc OK pour le mea culpa que tu suggères.

Mais, en même temps, il me semble qu'en mai 1968, la parole (je ne parle pas des AG dans les facultés) dans les réunions spontanées de rue était à la fois plus intéressante, plus diversifiée politiquement (je n'ai jamais autant discuté avec des réactionnaires qu'en 1968) et moins formalisée. Tu collais une affiche à un coin de rue, et même si elle était écrite en langue de bois, un attroupement se créait, toutes sortes de gens discutaient avec toi, mais surtout entre eux, et tu pouvais t'éclipser et revenir trois heures plus tard, la discussion continuait. Mais bon, peut-être est-ce juste une reconstruction enjolivée des événements...

Des camarades me disent que dans certaines commissions la parole circule mieux et que les discussions sont plus intéressantes que dans le grand confessionnal indigeste à ciel ouvert des AG. Pour ma part je ne me suis rendu que deux fois à des AG et n'ai rien entendu de vraiment intéressant, mais mon expérience est trop limitée pour que j'en tire la moindre conclusion.

Ce qui me pose problème ce sont deux choses : la question des places et celle de l'idéologie dominante dans ces mêmes endroits (et dominante jusqu'à l'exclusion physique de réacs comme Finkielkraut mais pas de Lordon et Ruffin qui partagent les mêmes idées étatistes-chauvines).

Pour ce qui concerne l'idéologie dominante dans ces lieux, je ne répète pas ce que j'ai déjà dit ailleurs¹. Je pense que l'article de Mouvement

¹ Cf. «Idéologues et militants du social-chauvinisme», *Ni patrie ni frontières* n° 54-55 (février 2016); «J.P. Cruse, D. Collin, C. Preve : souverainisme et xénophobie vont de pair !», *Ni patrie ni frontières* n° 42/43, juillet 2014 ; «A propos du réac Jean-Claude Michéa (alias Nietzsche), des Editions l'Echappée et de leur "vigilance"... en carton

communiste (reproduit dans ce numéro) et le dossier de plusieurs collectifs sur Nuit debout (<http://www.lesenrages.antifa-net.fr/>) démontent l'essentiel des manipulations et ambiguïtés politiques de ce «mouvement».

Sur la question des places et de son lien avec la «Révolution», je ne vois pas les choses comme toi. Pour moi, ce sont deux questions différentes.

Je n'ai jamais assisté à la moindre révolution en France depuis cinquante ans : j'ai vu des grèves prolongées, une grève générale, des journées d'action, des occupations d'usines, des «émeutes», des combats avec les flics et les fascistes, mais pas la moindre révolution sociale visant à détruire l'Etat.

Je n'ai donc pas l'impression que «nous» (si par là on entend ceux qui prétendaient «faire la révolution» dans les années 60 et 70) ayons «échoué» comme tu l'écris, pour la bonne raison que nous ne sommes jamais trouvé, en France, du moins dans la position de vraiment abattre l'Etat et de construire une autre société. Les discours les plus radicaux de toutes les tendances n'ont jamais coïncidé avec une pratique révolutionnaire de masse. Ce n'ont été que des discours... Et le plus curieux c'est qu'ils réussissent, un demi-siècle plus tard, à apparaître pour autre chose que des discours. C'est quand même lié à l'extraordinaire prétention des militants d'extrême gauche français à se croire les dépositaires de la Révolution¹.

La moindre grève ou émeute en France suscite une avalanche de mails de copains vivant dans différents endroits de la planète, mais ce n'est jamais réciproque quand cela se passe dans d'autres pays (je mets de côté évidemment les paradis artificiels et temporaires qu'inventent régulièrement les gauchistes, de la Yougoslavie de Tito en 1948 au Rojava actuel en passant par la Chine, Cuba, le Nicaragua ou le Venezuela).

En Europe, des pays comme l'Italie ou le Portugal sont allés beaucoup plus loin dans la direction de ce qui aurait pu être une Révolution sociale que la France, n'en déplaise à la mythologie propagée par tous les ex-«soixante-huitards» qui peuplent les médias, les agences de pub, les associations militantes autour des «sans» et la direction du... Parti socialiste ou des Verts !

Donc si je me pose des questions à propos des assemblées sur les places ce n'est pas, comme toi, par rapport à une révolution dont je n'ai jamais vu le début du commencement en France, du moins depuis que je suis né...

pâte», *Ni patrie ni frontières* n° 42/43, juillet 2014 ; «*Les Mystères de la gauche* : de la manipulation historique chez Jean-Claude Michéa», *Ni patrie ni frontières* n° 50/51, juin 2015) ; et «Bilan provisoire des altermondialismes : Altermondialisme... ou altercapitalisme ?», *Ni patrie ni frontières* n° 38/39, avril 2012).

¹ Cf. *NPNF* n° 16-17, «De Mai 68 à Février-Avril 2006».

Mon questionnement porte plutôt sur la centralité des lieux de travail et des lieux d'habitation dans une lutte qui voudrait changer radicalement la situation, créer un véritable rapport de forces avec la classe dominante, sa police, son armée, sa justice, ses médias, etc.

Tu évoques les transformations bien réelles qui ont eu lieu dans l'économie et dans les entreprises, mais, que je sache, les produits agricoles ou industriels que nous consommons continuent à être fabriqués, conditionnés, stockés, distribués, transportés, vendus par des hommes et des femmes en chair et en os, pas par des robots. La spéculation financière est l'arbre qui cache la forêt des producteurs de richesses réelles. Si ces producteurs ne paralysent pas la production, sur leurs lieux de travail, aussi petits ou informatisés que soient ces lieux, je ne vois pas comment le moindre changement de société serait possible. A fortiori je ne vois pas comment la moindre révolution serait possible.

Si ceux qui font marcher les transports, les communications téléphoniques et informatiques, les centrales nucléaires, les radios et les télévisions, ne s'emparent pas de ces moyens de se déplacer et de communiquer, de produire de l'énergie, je ne vois pas comment ils pourraient véritablement affecter en quoi que ce soit la domination capitaliste, qu'elle soit privée ou étatique (ce qui est fondamentalement la même chose, n'en déplaise aux citoyenistes).

Et pour bloquer les entreprises, les communications, les médias, les transports, il faut évidemment créer un rapport de forces sur les lieux concrets où les exploités travaillent, pas sur des lieux excentrés, loin des usines, entreprises, dépôts, magasins, centres commerciaux, aéroports, gares, etc.

L'idéologie des places, tout comme celle des grandes messes altermondialistes des années 90, est une idéologie portée par des intellectuels et des cadres politiques qui pensent qu'effectivement toute confrontation directe avec l'Etat serait devenue impossible. Leur mot d'ordre est d'ailleurs sans aucune ambiguïté : «Changer le monde sans prendre le pouvoir». C'est un vieux mot d'ordre réformiste, adapté au XXI^e siècle, et il n'a rien de novateur ni d'imaginatif contrairement à ce qu'ils essaient de nous faire croire...

Que la confrontation physique avec l'Etat soit devenue très difficile est évident, et tu le soulignes dans ta lettre. Par contre, j'ignore si elle est vraiment devenue impossible, comme tu sembles le dire.

Mais cela ne change rien du tout pour moi.

En effet, je suis persuadé que, même si aujourd'hui la destruction de l'Etat, de la police, de l'armée, des bureaucraties et des technocraties, était devenue concrètement impossible, je me bagarrerais politiquement contre tous ceux qui profitent de cette impossibilité (supposée ou réelle) pour se construire une carrière politique, acquérir des avantages symboliques et matériels, recruter pour leur groupuscule ou leur parti réformistes,

empêcher les salariés de se battre sous prétexte que la grève générale serait «dépassée», etc.

Cette démystification est indispensable : la seule question est de savoir si nous sommes capables de mener à bien ce travail sans employer de langue de bois, sans paternalisme et sans arrogance [je sais oui, c'est difficile surtout quand on atteint un certain âge comme nous :=)]. Après, c'est aux «Nuitdeboutistes» **de réfléchir par eux-mêmes et de décider de ce qu'ils veulent vraiment faire.**

Pierre (27 avril 2016): Il est toujours difficile de répondre, d'argumenter, de disputer avec quelqu'un dont on pourrait reprendre presque tous les arguments à son compte. C'est déjà ce que je disais au début de cette discussion. Donc l'intérêt de notre débat gît dans son approfondissement.

Avant d'aller plus loin, j'aimerais reprendre quelques points que tu relèves ci-avant. D'abord il ne sert à rien de faire un quelconque mea culpa, Ce qui est fait est fait, et sauf crimes, ce que nous fîmes était ce que nous croyions devoir faire à l'époque et que, pour ma part, je suis encore aujourd'hui fier d'avoir fait. A propos de Mai 68 et de son contexte, tu n'enjolives rien, c'était bien comme cela que ça a fonctionné. aujourd'hui le contexte a complètement changé, voir ce que j'avance à propos de l'éducation comme d'ailleurs à propos des conditions objectives pour qu'il y ait une révolution.

L'indifférence militante par rapport à ce qui se passe ailleurs dans le monde est hélas très répandue. J'ai souvent été le seul à écrire dans *Le Monde libertaire* sur des sujets extra européens. Je crois, en fait j'en suis sûr, que nous souffrons en France d'un complexe centraliste aigu. D'abord il n'y a que Paris, c'est le cas par exemple avec Nuit Debout, Lodon ailleurs est impensable, après il n'y a que la France. Tout ce qui peut se penser et se faire ailleurs est secondaire. Tout cela relève d'un monolinguisme particulièrement courant dans les milieux militants. Puis il y a le tropisme révolutionnaire français, puisque la Grande Révolution était française, les Français en sont les dépositaires. Cela a été tempéré par la Révolution espagnole qui, dans les milieux libertaires, est devenue le Saint Graal, au point que tout ce qui a concerné la révolution allemande a été et est toujours refoulé au fond des armoires.

La question de la confrontation avec les pouvoirs se pose malgré nous. Elle est incontournable. C'est un problème de stratégie. Que vaut une barricade contre un drone piloté à des milliers de kilomètres de là ?

Enfin le point extrêmement important du mode de production. Aujourd'hui il n'y a plus d'endroit de production de valeurs, quelle qu'elle soit, qui ne soit connecté à la «*data economy*», il n'y a donc plus d'autonomie réelle. L'idée syndicaliste révolutionnaire, qui pensait qu'à travers la mobilisation des entreprises la maîtrise du pouvoir était possible, est devenue un mythe.

Le défi pour tout mouvement révolutionnaire aujourd'hui est de trois ordres qu'il faut mener de pair au risque sinon de se voir rattraper par l'un d'eux.

Le premier est l'existence d'un conglomérat composé d'un monde financier parallèle (ce que Graeber appelle *état d'exception financière au sein d'un ordre juridico-bureaucratique mondial*¹), d'une bureaucratie étatico-industrielle et d'un capitalisme sauvage.

Le deuxième est la numérisation générale de la société ce que Stiegler appelle la *data economy*² qui, sous couvert des progrès géniaux de la médecine, enserre le monde par le biais entre autres de l'addiction généralisée aux smartphones et autres gadgets connectés, dans une toile dont il sera extrêmement difficile de se défaire ou de la maîtriser.

Enfin, il y a l'inconnue environnementale qui fait pour le moins planer le doute sur les modalités de survie de l'humanité. Face à cet ensemble, l'affrontement est inévitable, il ne se fera pas sans casse ni sans violence, je dirais même que la casse et la violence seront inévitables. Il ne faudrait pas oublier que les pouvoirs ont entre les mains des moyens d'une violence extrême qu'ils n'hésiteront pas à utiliser au cas où cela leur paraîtrait nécessaire. C'est dans ce cadre que le mouvement des places est intéressant.

La question de la place est donc, à mon avis, centrale en ce qu'elle reflète l'état de notre société euraméricaine et de ce fait pose la question de la classe. La place est de fait interclassiste. Sur la place peuvent venir tous ceux qui en ont envie sans avoir à tenir compte de leur place dans la chaîne de production. Du coup la question de savoir si c'est la classe ouvrière (celle des travailleurs, la working class, c'est quoi ?) qui a toujours la charge historique de faire la révolution se pose. Y a-t-il encore une classe ouvrière d'ailleurs ? Les pourcentages officiels partagent la société française, et cela doit être plus ou moins la même chose ailleurs, en 15 % de cadres, 25 % d'ouvriers et 28 % d'employés. Combien d'entre eux sont des prolétaires ? Sans aucun doute, ils sont tous des travailleurs, une minorité d'entre eux exercent des fonctions de direction, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'ils exercent des fonctions d'autorité, et, en ce qui concerne les cadres, chacun sait que ce statut est souvent lié à une profession hautement spécialisée sans pour autant avoir à exercer automatiquement un rôle hiérarchique.

L'autre question que pose la place est celle de la formation ou plutôt de son absence. Le passage à une instruction publique généralisée autour des 18 ans, et souvent continuée vaillamment à l'Université, a coïncidé avec

¹ *Le Monde* du 12 avril 2016.

² *Télérama* n° 3459, 27/04/16.

la disparition des endroits bénévoles de formation permanente qui existaient soit sous forme de ciné-clubs, de maisons de la culture soit d'extensions de l'activité des partis populaires comme le PC ou la SFIO de jadis. Personne ne peut imaginer la Révolution espagnole de 1936 sans la présence et l'efficacité des Ateneos (Athénées libertaires). De fait la place remplit pour partie ce rôle. Cette même génération qui se trouve sur les places est née en même temps que la numérisation de la société. Je rejoins partiellement Bernard Stiegler quand il dit «*La data economy, fondée sur la collecte des données personnelles, ne produit aucun savoir, elle le détruit, même¹*».

La place joue une autre fonction. Là, je reprends ce que dit David Graeber à ce propos dans les colonnes du *Monde*, la place est «*un espace préfiguratif dans lequel peuvent s'inventer de nouvelles formes de démocratie directe*».

L'autre argument que tu contestes avec raison, est celui de l'éventuel échec des révolutionnaires que nous les «vieux» serions, *pour la bonne raison que nous ne sommes jamais trouvé, en France, du moins dans la position de vraiment abattre l'Etat et de construire une autre société*. Tu as tout à fait raison. Cependant j'ai moi-même longtemps cru que cela était possible comme cela était décrit dans les manuels du parfait petit révolutionnaire (*sic*). L'expérience venant, essentiellement avec 68, j'ai changé et considéré que les capacités d'ingestion du système étaient bien supérieures à tout ce que les anciens avaient pu envisager. Pourtant dans les milieux «révolutionnaires» le discours n'a pas évolué, encore et encore ceux-là s'égosillent à crier «grève générale illimitée et expropriatrice». C'est de cet échec-là dont je voulais parler.

Les questions centrales de la Révolution sont de savoir dans quelles conditions elle peut avoir lieu, avec qui et pour qui. Il faut, à mon avis, que le vieux monde s'écroule pour que quelque chose de nouveau naisse et il ne peut pas s'écrouler sans que quelque chose naisse. Nous, toi comme moi, savons bien qui dans cet écroulement va payer les pots cassés et que ceux-là n'en ont probablement pas envie. Il suffit de voir au Moyen-Orient ce qui se passe pour avoir une idée des conditions préalables à un changement. Tout le monde est au courant des événements du Rojava mais pas de ce qui se passe en Syrie sous les bombes et qui me semble bien plus prometteur. Dans le camp des partisans de la nécessité d'une révolution il y a, et ce depuis les origines, les *éducationnistes* et les *insurrectionnalistes*. Il n'y a jamais eu de révolution sans une guerre pour l'initier. J'aimerais citer Ernst Bloch.

Début 1990 je suis à Berlin. Le mur est tombé. Dans la partie orientale du métro des grandes fresques occupaient les murs des stations. Dans l'une d'elles, Alexanderplatz il y avait écrit «*Pour qui pense normalement il est incroyable que des millions d'êtres se soient laissés pendant des millénaires opprimer, exploiter, déshériter par une poignée de couches dominantes. Ce qui aurait été normal, c'est qu'une majorité immense n'eût pas supporté d'être les damnés de cette terre. En fait ce réveil (Erwachen) est particulièrement rare dans l'histoire. Pour mille guerres il n'y aura pas plus de dix révolutions tellement il est difficile de vivre debout.*» C'était signé E. Bloch, celui du *Principe Espérance*. Par les questions qu'elles posent les Nuit debout nous montrent aujourd'hui que c'est encore possible.



Une espèce en voie de disparition... ou une classe en expansion permanente ?

Le mouvement contre la loi travail

Lutte de Classe (mensuel de Lutte ouvrière) - mai 2016

En laissant dévoiler par la presse, le 17 février, les grandes lignes de la loi réformant le Code du travail, Myriam El Khomri espérait lancer sa campagne de communication avant la présentation officielle lors du Conseil des ministres. De son côté, cultivant son personnage d'homme d'État prêt à «réformer» coûte que coûte le pays, Manuel Valls a brandi, dès les premiers grincements de dents de sa majorité parlementaire, la menace de recourir à l'article 49-3.

Il aura dû ravalé sa morgue car ce énième projet de loi anti-ouvrière aura déclenché la première mobilisation d'une certaine ampleur depuis que Hollande s'est installé à l'Élysée. Ce mouvement, même limité, se poursuit sous diverses formes au moment où nous écrivons, une journée de grèves et de manifestations étant en préparation pour le 28 avril.

Si le projet de loi El Khomri a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, il n'est pas la première attaque contre les travailleurs depuis 2012. Il est en réalité le point d'orgue d'une série de lois détricotant les droits des salariés et permettant au patronat d'aggraver leur exploitation. Cette loi travail généralise l'Accord national interprofessionnel (ANI) qui rendait possible l'allongement du temps de travail ou le blocage des salaires sous couvert de la signature d'un «contrat de compétitivité». Elle prolonge et approfondit les lois Macron puis Rebsamen qui assouplissaient de multiples règles relatives au travail du dimanche, aux prérogatives des tribunaux des prud'hommes, à la médecine du travail, etc.

La loi travail résulte d'une longue campagne menée méthodiquement par le patronat contre ce qu'il appelle les «rigidités» du Code du travail, autrement dit pour faire tomber une à une les barrières légales qui limitent, un peu, l'exploitation et encadrent les licenciements. Cette campagne fut ponctuée par le rapport Badinter, caution morale du Parti socialiste, qui proposait de ramener ce code à quelques grands principes aussi flous que généraux, puis par la publication du rapport Combrexelle. Ce haut fonctionnaire du ministère du Travail, ex-directeur du Travail de l'époque Sarkozy, proposait de remplacer la loi par des accords d'entreprises pour définir les conditions de travail, les salaires et l'emploi. Il introduisait l'une des idées les plus néfastes de la loi El Khomri, «l'inversion des normes », qui permet aux patrons, à l'échelle d'une entreprise, d'appliquer des règles moins protectrices que la loi.

Le gouvernement avançait donc à visage découvert. Dès la rentrée de septembre, Hollande déclarait son intention d'«adapter le travail à la

réalité des entreprises». Les recommandations de Combrexelle à peine formulées, Hollande voulut les mettre en œuvre à marche forcée, modifiant par exemple l'ordre du jour de la 4^e conférence sociale, le 19 octobre dernier. Il déclara ce jour-là qu'il voulait *«alléger les contraintes qui pèsent sur les entreprises en matière de Code du travail, afin de relancer la compétitivité»*. Hollande ajouta : *«L'idée du gouvernement est d'aller plus vite que ne le prévoit le rapport Combrexelle sur certains sujets.»*

L'inertie complice des confédérations syndicales

Autant dire que les confédérations syndicales n'ont pas été prises par surprise et qu'elles eurent de longs mois pour préparer l'opinion publique ouvrière et organiser la riposte aux attaques massives qui s'annonçaient. Non seulement elles n'en firent rien, mais elles contribuèrent à obscurcir la conscience des travailleurs. Lors de la publication du rapport Combrexelle, Laurent Berger se félicita qu'il *«reprenne l'analyse de la CFDT»* en envisageant de *«construire des normes au plus près du lieu où les droits vont s'exercer»*. Si la CGT, de son côté, dénonça ces dérogations à la règle générale en soulignant que *«salariés et employeurs ne sont pas à égalité dans l'entreprise»*, elle s'employa à convaincre le gouvernement qu'il faisait fausse route, entretenant l'illusion que celui-ci se trompait et pourrait mener une autre politique.

Quand, quatre mois plus tard, les détails du projet de loi El Khomri ont été rendus publics, les confédérations ont, un peu, haussé le ton. Mais ce qu'elles reprochaient le plus au gouvernement, c'était de ne pas les avoir consultées. Comme le déplorait Philippe Martinez, secrétaire confédéral de la CGT : *«Nous n'avons vu la ministre que deux heures et avons pris connaissance du texte dans la presse.»* Réel dépit ou partition convenue à l'avance, même la CFDT se sentit obligée de se démarquer de ce projet. Ainsi, neuf syndicats, six de salariés et trois d'étudiants ou de lycéens, accouchèrent d'une déclaration commune le 23 février. Mais cette déclaration commune indiquait seulement que *«les organisations syndicales ne sont pas satisfaites de ce projet»* et n'envisageait pas le moindre appel à la grève. Il fallut une nouvelle réunion, une semaine plus tard, pour que six syndicats appellent à une journée de grève fixée... à l'horizon du 31 mars. Autant dire que les confédérations, dont la CGT, ne brillaient pas par l'envie d'impulser une riposte immédiate et déterminée du monde du travail. Même Martine Aubry, toute à ses rivalités à l'intérieur du PS, dénonça le projet de loi travail avec plus de virulence que Philippe Martinez !

La loi El Khomri cristallise la colère

En dépit de cette mollesse des directions syndicales, l'annonce du projet de loi suscita une certaine effervescence au sein du monde du travail, dans des secteurs et des milieux variés, ainsi que parmi une fraction de la jeunesse inquiète par l'avenir de précarité qu'on lui promet. Dans beaucoup d'entreprises, des petites comme des plus grosses, à la production comme

dans les bureaux, et même parmi les cadres, des discussions eurent lieu autour de cette loi, et pas seulement à l'initiative des militants syndicaux. Pour de nombreux travailleurs, en cherchant à imposer ce que Sarkozy lui-même n'avait pas osé, Hollande prenait la mesure de trop. Cette loi apparaissait pour ce qu'elle est : une déclaration de guerre contre les salariés. S'ils avaient largement perdu leurs illusions depuis 2012, ces travailleurs, et parmi eux les militants syndicaux, avaient aussi perdu le moral. Cette nouvelle attaque ranima la combativité de nombreuses équipes militantes et leur donna l'envie de mobiliser leurs camarades de travail.

L'agitation contre la loi prit des canaux variés. La pétition en ligne lancée par la militante féministe, longtemps membre du Parti socialiste, Caroline de Haas eut un succès foudroyant, largement relayé par les médias. Elle contribua à entretenir un climat de rejet de cette loi. C'est ce milieu, celui des frondeurs du PS, celui qui sympathise avec le Front de gauche, ainsi que les syndicats étudiants et lycéens qui lancèrent les premiers un appel à manifester le 9 mars, jour initialement prévu pour présenter la loi en Conseil des ministres. Pressée par ses organisations de base, la confédération CGT – ainsi que FO et SUD – s'y est finalement ralliée. Depuis longtemps, la plupart des syndicats de la SNCF appelaient à une journée de grève, le même jour, contre la mise en place d'une nouvelle réglementation du travail dans la branche ferroviaire qui entend décliner pour le rail, les mêmes reculs que le Code général du travail. Toutes ses initiatives, prises isolément par des appareils ou des groupes ayant chacun leurs petits calculs et leurs arrière-pensées, aboutirent malgré tout à créer une dynamique pour faire du 9 mars une première journée test contre la loi.

Les manifestations du 9 mars furent un succès. Entre 250.000 et 400.000 manifestants défilèrent dans près de 150 villes. Ces cortèges, qui mêlaient la jeunesse des lycées et des facs avec de fortes délégations de militants et de travailleurs, de la SNCF, du public et du privé, donnèrent le moral à ceux y participèrent. Il n'y avait pas eu de tels cortèges depuis longtemps et, pour beaucoup, cette première journée appelait une suite. Dans diverses entreprises, malgré l'ambiguïté de l'appel confédéral, les syndicats locaux avaient appelé à des débrayages qui furent parfois suivis au-delà du milieu habituel.

Entre-temps, qu'il ait pris la mesure de la contestation ou qu'il ait déroulé un scénario écrit d'avance avec les directions syndicales les plus complaisantes, le gouvernement annonça des rencontres avec celles-ci pour écouter leurs doléances et reporta la présentation de la loi au 14 mars. Valls recula sur quelques points, parmi lesquels le barème impératif plafonnant les indemnités susceptibles d'être accordées par les Prud'hommes en cas de licenciement abusif et la possibilité pour les patrons des PME d'instaurer unilatéralement le forfait jour pour tous les salariés. Ce petit jeu convenu permit à la CFDT et à l'UNSA, pour les salariés, à la FAGE pour les

étudiants, de trouver la loi travail «acceptable» et même d’y voir «des améliorations sensibles pour les travailleurs».

Ce retournement plus que prévisible de ces deux centrales, ponctué par quelques cris de Gattaz s’inquiétant des reculs de Valls, permit d’alimenter la campagne médiatique rabâchant que la nouvelle mouture de la loi était désormais équilibrée et acceptable. La question était de savoir si cela allait enrayer la contestation. Si, pour la première fois depuis l’arrivée de Hollande au pouvoir, une partie du milieu militant retrouvait l’envie d’agir, est-ce que les travailleurs, eux, allaient relever la tête, répondre aux appels à faire grève et à rendre les coups ? Cette question, tout le monde, des ministres aux dirigeants politiques en passant par les directions confédérales, se la posait.

Le début d’un mouvement

Après le succès du 9 mars, les confédérations ont repris à leur compte l’organisation de la riposte. En ayant fixé la date lointaine du 31 mars, elles avaient donné, presque malgré elles, un objectif aux militants. Qu’ils aient ou pas manifesté le 9 mars, les travailleurs disposaient d’une nouvelle échéance pour montrer leur opposition à cette loi. Un peu partout les équipes militantes eurent envie de mobiliser leurs collègues de travail. Ce regain de combativité fut très variable d’une entreprise à l’autre, d’une union locale ou départementale à l’autre, mais il y a eu un peu partout des diffusions de tracts, des tournées militantes, etc. Les militants étaient d’autant plus motivés à recommencer ce travail élémentaire qu’ils rencontraient enfin, parmi leurs camarades de travail, autre chose que du fatalisme, ce sentiment selon lequel «on ne peut pas les faire reculer», fruit des années d’absence de luttes collectives victorieuses face aux attaques incessantes contre les travailleurs. Pour la première fois depuis l’arrivée de Hollande au pouvoir, une partie du milieu militant avait retrouvé le moral et l’envie de réagir. Cela rompait avec l’ambiance générale réactionnaire marquée depuis des mois par la progression électorale du Front national et les attentats. Et c’est déjà un point positif de ce mouvement.

Sans en faire réellement leur affaire, les confédérations se joignirent aux appels des organisations de jeunesse à manifester le 17 puis le 24 mars. Ces manifestations dans plus d’une centaine de villes, certes modestes, contribuèrent à la préparation du 31 mars. Les confédérations dites contestataires – même si elles n’avaient rien contesté depuis l’arrivée de Hollande au pouvoir – pouvaient d’autant plus accompagner le mouvement qu’il n’était ni massif ni explosif et qu’elles en gardaient l’entière maîtrise. Ce mouvement naissant, dont tous les appareils, qu’ils soient politiques ou syndicaux, scrutaient de près l’évolution, était une occasion pour les confédérations de redorer leur blason et de montrer au gouvernement qu’il ne peut ni les ignorer ni les mépriser comme il le faisait depuis des mois et même des années. À la veille du congrès confédéral de la CGT, Philippe Martinez, secrétaire général mal élu lors de l’exfiltration de Thierry

Lepaon, pouvait montrer à tous les militants que la centrale n'hésitait pas à s'opposer au gouvernement Hollande, sans pour autant mettre tout son poids pour impulser un véritable mouvement de grève reconductible. Aucune fraction significative de travailleurs, à l'échelle d'un secteur ou d'une branche, ne semblant prête à s'engager dans une véritable grève reconductible, cette attitude mi-figue mi-raisin n'a pas provoqué de remous au sein de la centrale.

Une minorité relève la tête

Le 31 mars la grève fut un indéniable succès. Entre 500 000 et 1 million de personnes, dans 260 villes, parfois toutes petites, manifestèrent ce jour-là, deux fois plus que le 9 mars. Si la jeunesse scolarisée était souvent en tête des cortèges, exprimant avec ses pancartes, ses slogans et son envie d'en découdre, sa révolte devant la perspective d'une vie de précarité, l'essentiel des cortèges était composé de salariés venus du privé comme du public, de grandes entreprises comme de plus petites. Il faut ajouter tous ceux qui débrayèrent quelques heures ou toute la journée, sans forcément venir manifester. La mobilisation entraîna ce jour-là des travailleurs qui n'avaient ni manifesté ni fait grève depuis longtemps, voire jamais. Les grandes manœuvres du gouvernement avec la complicité de certaines directions syndicales, largement relayées par les médias, sur la «réécriture de la loi» par Valls avaient fait long feu.

Les organisations syndicales ne firent pas du 31 mars un baroud d'honneur. Avant même cette journée, elles avaient évoqué deux nouvelles dates, le 5 avril derrière les organisations de jeunesse et le samedi 9 avril. Appeler les travailleurs à se mobiliser un samedi était un pari plus qu'une diversion. D'un côté, en permettant de se joindre au mouvement tous ceux qui ne se sentaient pas en situation de faire grève, en particulier parmi les travailleurs isolés, ceux des petites entreprises, c'était un moyen d'élargir la mobilisation à de nouvelles fractions du monde du travail. De l'autre côté, les manifestations du samedi rendent plus difficiles les départs collectifs depuis les entreprises ou les zones industrielles. Elles individualisent davantage la participation. Certains travailleurs ont évoqué la violence policière au cours des manifestations pour renoncer à venir en famille, ce qui était en soi un indicateur des limites de leur détermination. En outre, le 9 avril, les vacances scolaires avaient commencé dans certaines zones.

Si des dizaines de milliers de salariés, d'étudiants et de lycéens sont redescendus dans la rue ce jour-là, ils furent moins nombreux que le 31 mars et même un peu moins que le 9 mars. Le mouvement se poursuivait mais il ne s'approfondissait pas et n'entraînait pas de nouveaux contingents, ni dans la jeunesse ni parmi les travailleurs.

Le mouvement dans la jeunesse

Depuis le début, médias et gouvernement insistent sur le mouvement dans la jeunesse, ce qui est une façon de minimiser l'importance de la mobilisation parmi les travailleurs, socialement et politiquement plus

inquiétante si elle prenait de l'ampleur. À plusieurs reprises, le gouvernement a tenté d'enfoncer, sans grand succès, un coin entre les jeunes et les salariés, en particulier en satisfaisant quelques-unes des revendications avancées par l'UNEF, syndicat historiquement proche du Parti socialiste, même s'il exprime actuellement les positions des frondeurs et autres déçus du tandem Valls-Hollande.

Une fraction minoritaire mais déterminée de la jeunesse scolarisée s'est mobilisée immédiatement contre la loi El Khomri. Dans les universités, des militants des syndicats étudiants de l'UNEF ou de Solidaires Étudiant-e-s, des militants politiques de la JC ou de l'UEC, des groupes anarchistes ou de l'extrême gauche ont pris l'initiative d'organiser des assemblées générales, des tournées d'amphithéâtres, des blocus plus ou moins filtrants pour mobiliser les étudiants. À quelques rares exceptions, les AG n'ont jamais rassemblé au-delà de quelques centaines d'étudiants, même s'ils étaient bien plus nombreux à venir aux multiples manifestations du mois de mars.

La mobilisation a démarré simultanément dans les lycées, y compris dans certains lycées professionnels. Outre les manifestations, cette mobilisation a pris la forme des blocages, filtrants ou pas, qui ont touché, selon les jours quelque 200 lycées, d'assemblées générales, avec ou sans l'accord de l'administration, pour discuter de cette loi et des moyens de la combattre. Un aspect notable de cette mobilisation lycéenne, est qu'elle entraîne parfois des très jeunes, qui ont compris que l'avenir que leur propose cette société est fait de précarité et de flexibilité, ce que résumait le slogan «*Loi El Khomri, vie pourrie*». Sans avoir été eux-mêmes confrontés à l'exploitation, les plus mobilisés ont bien compris que cette loi est rédigée par et pour le patronat comme l'exprimait la banderole «*Séparation du Medef et de l'État* ».

Un autre aspect qui fait discuter et réfléchir les lycéens, c'est l'attitude à adopter face aux violences policières. Dans de nombreuses villes, la police a eu la main très lourde, dispersant sans ménagement les cortèges avant même qu'ils ne sortent des limites strictement autorisées. Les images du policier frappant au visage un lycéen de quinze ans déjà maîtrisé ont choqué. Elles ne cadraient pas avec l'image, encore fraîche, des manifestants offrant des fleurs à la police après les attentats de l'an dernier à Paris ! Si certains lycéens ont incontestablement été refroidis par cette brutalité, d'autres en ont tiré la conclusion qu'il fallait protéger leur cortège, empêcher les casseurs ou les provocateurs de s'abriter parmi eux. Une autre fraction, y compris parmi les très jeunes, a eu envie d'en découdre avec la police et n'a cessé de regarder avec sympathie la mouvance dite «autonome» pour qui le summum du radicalisme politique consiste à casser des vitrines d'agences bancaires ou à s'affronter avec la police. La compréhension, sinon la complaisance, à l'égard de ce type d'actions est une autre caractéristique du mouvement dans la jeunesse.

Quelle que soit l'évolution de ce mouvement, plusieurs dizaines de milliers de lycéens, une nouvelle génération, se politisent, découvrent le rôle de la police, les manœuvres des gouvernements, les tergiversations et les retournements des directions syndicales.

Nuit debout et ses limites

Depuis début avril les projecteurs des médias sont braqués sur Nuit debout, ce rassemblement-forum quotidien, qui se tient sur la place de la République à Paris, imité depuis dans plusieurs villes de province, en en faisant avec une bonne dose d'exagération un élément phare de la mobilisation. Nuit debout, qui rassemble selon les jours de quelques centaines à quelques milliers de participants dans tout le pays, est un produit du mouvement et contribue, à sa façon, à maintenir l'agitation contre la loi El Khomri et contre la politique du gouvernement. Ceux des participants, en particulier les plus jeunes, qui s'éveillent à la politique et expriment sur cette place leur révolte face aux multiples barbaries et injustices de la société et rêvent de construire un monde meilleur, suscitent de la sympathie. La façon dont les responsables politiques, du Parti socialiste au Front national, s'en sont violemment démarqués en exigeant pour certains l'évacuation physique de la place, renforce cette sympathie. Mais sympathie et solidarité ne doivent pas cacher les limites de ces Nuits debout.

Les participants à ces forums proviennent de la petite bourgeoisie intellectuelle, plus ou moins précaire. Ce n'est pas une critique mais un constat fait par certains des initiateurs eux-mêmes, comme le cinéaste François Ruffin, auteur du film *Merci patron !*, ou Frédéric Lordon, économiste altermondialiste, qui répètent : «*Il faut nous méfier de notre entre-soi.*» Mais en organisant ces forums le soir, en plein centre de Paris, il faut une certaine cécité sociale pour s'étonner que Nuit debout écarte tous ceux qui se lèvent tôt le matin, pour rejoindre leurs usines ou leurs bureaux, après des heures de transport depuis leur banlieue, autrement dit l'immense majorité des travailleurs !

Cette composition sociale se reflète inévitablement dans les débats et les objectifs affichés du mouvement. Outre l'hétérogénéité de leurs préoccupations, qui vont de la dictature de la finance sur l'économie à la façon optimale de manger bio, les participants sont très sensibles à la forme des débats dans laquelle la parole est censée être libre, avec des temps de parole strictement limités pour tous et des prises de position dites horizontales. Sous prétexte d'une démocratie «directe et participative», il est de mise, sur la place de la République, de rejeter toute forme d'organisation politique, trop verticale à leurs yeux. Les participants affirment vouloir lancer «*un nouveau mouvement démocratique, en dehors de tout parti et de toute organisation*».

Accessoirement, cet apolitisme est d'une immense naïveté et permet à des intellectuels très politisés, comme Frédéric Lordon, partisan de la sortie

de l'euro et défenseur de la «souveraineté nationale», ou des militants politiques de diverses tendances, comme Aline Paillet, ex-députée du PCF qui n'a pas eu peur d'écrire «*Je déteste les appareils qui arrêtent toujours les mouvements*», d'être à la manœuvre.

Plus fondamentalement, le rejet des partis politiques qui défendent, élections après élections, le «système» et la pérennité de l'ordre social ne peut être fécond que s'il conduit à comprendre les ressorts de la société de classes dans laquelle nous vivons. «*L'oligarchie financière et politique*» que dénoncent volontiers les participants à Nuit debout, autrement dit la bourgeoisie capitaliste, ne bavarde pas sur la démocratie directe supposée affaiblir l'État ! Elle dispose justement, dans chaque pays, d'un appareil d'État c'est-à-dire d'une justice, d'une armée, d'une police pour protéger sa propriété privée, pour condamner et réprimer ceux qui contestent l'exploitation, son ordre social, pour lui garantir l'accès aux matières premières ou l'exclusivité sur tel ou tel marché.

Pour construire un monde meilleur, il ne suffira pas de le rêver sur une place, fut-elle noire de monde, il ne suffira pas d'inventer une «démocratie directe et horizontale», il faudra renverser la dictature du capital. Or cette dictature repose sur l'exploitation des travailleurs et des opprimés. Pour la renverser, il faut que les opprimés prennent conscience qu'ils représentent une force sociale, une puissance collective avec des intérêts politiques opposés à ceux des capitalistes.

Quand une fraction significative de la classe ouvrière redressera la tête et retrouvera le chemin des luttes, que ce soit pour s'opposer à la loi El Khomri ou à une prochaine attaque qui tombera inévitablement, il serait dramatique qu'elle se laisse fourvoyer derrière une mouvance qui érige l'apolitisme en vertu supérieure. La classe ouvrière, par son nombre, par son rôle déterminant à tous les niveaux de la production ou de la distribution des richesses, est la seule classe sociale à pouvoir renverser la dictature du Capital. Elle doit prendre la tête de ce combat sans se laisser illusionner par les bavardages stériles dans une certaine petite bourgeoisie même bien intentionnée.

Et si Nuit debout durait et prenait de l'ampleur c'est ce qui pourrait se passer. Certains voient déjà en elle une direction potentielle du mouvement. C'est ce que développe par exemple une tribune libre publiée sur le site du NPA et intitulée sans rire «*Faire briller les pierres précieuses*». On peut y lire : «*Nuit Debout commence à représenter potentiellement une direction alternative à celle des directions syndicales qui reculent devant la perspective d'un mouvement qui se met à leur échapper et d'une confrontation totale avec le gouvernement.*» Cette tribune n'engage peut-être que son auteur, mais elle est significative des raisonnements de ceux qui s'extasient avec lyrisme devant Nuit debout.

Si, dans le mouvement actuel ou dans un prochain, la combativité des travailleurs augmentait au point de dépasser les limites acceptables par les

directions syndicales, la question de se doter d'une direction alternative devra évidemment se poser. Mais une telle direction devra être l'émanation des grévistes et des assemblées de grévistes, élue, reconnue et contrôlée par elles, à l'échelle locale comme à l'échelle nationale. C'est au niveau d'une entreprise, d'un secteur géographique, d'une zone industrielle avant de le faire au niveau d'une ville, que les travailleurs peuvent s'organiser démocratiquement. C'est à cette échelle qu'ils se connaissent et peuvent vérifier la pertinence et l'efficacité des idées ou des actions avancées par les uns et les autres.

Les travailleurs doivent construire leur parti politique

Que le mouvement en cours retrouve un second souffle et soit en mesure d'obtenir le retrait de la loi El Khomri ou qu'il n'y parvienne pas, il faut que la fraction de la jeunesse qui s'est éveillée à la politique et la fraction des travailleurs qui a relevé la tête puissent en tirer une leçon politique, une compréhension des mécanismes et des rapports de classes qui régissent la société. Ce serait un gage pour l'avenir, et le rôle des militants communistes révolutionnaires est de leur permettre de faire cet apprentissage.

La principale leçon, c'est que la guerre de classe que mènent le patronat et la bourgeoisie contre les exploités est une guerre sans répit ni merci qui continuera tant que les travailleurs ne leur auront pas arraché et le pouvoir et le contrôle sur les moyens de production. La crise économique rend plus impitoyable encore la lutte de classe. Aggraver l'exploitation, baisser les salaires, affaiblir les capacités de résistance collective ne sont pas des options politiques, ce sont des exigences vitales pour le patronat. Dans ce combat, qui n'est ni une fête ni un immense rêve, les capitalistes disposent de multiples partis, de multiples équipes de politiciens de rechange dès que l'une d'elles est usée. Les exemples grec et espagnol démontrent que, lorsque les partis traditionnels sont rejetés par les électeurs, des partis qui prétendent «faire de la politique autrement» et savent surfer sur le rejet des premiers prennent le relais pour mener au pouvoir la politique exigée par les banquiers et les grands patrons.

Pour défendre leurs intérêts, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur force collective et sur leur capacité à s'organiser. La mobilisation en cours le montre : même les petits reculs concédés par le gouvernement, aussi dérisoires soient-ils, l'ont été à partir du moment où il a craint une réaction collective contagieuse. Mais pour que chaque combat partiel soit poussé à son maximum, pour que chaque grève soit «l'école de guerre des travailleurs», selon la vieille expression d'Engels, ces derniers doivent se doter d'un parti qui exprime leurs intérêts politiques au quotidien, qui vise à ce que chaque lutte, petite ou grande, locale ou générale, permette de modifier le rapport de force, de faire progresser la conscience de classe du plus grand nombre.

Le mouvement actuel a réactivé divers partis ou personnalités politiques qui, chacun dans son registre, cherchent à profiter du petit sursaut dans la jeunesse ou parmi les salariés pour se renforcer, avec en ligne de mire les prochaines échéances électorales. C'est ce qui caractérise tous les mouvements d'une certaine ampleur. Ce sursaut doit aussi permettre aux militants communistes révolutionnaires de s'exprimer et de défendre une perspective politique correspondant aux intérêts de la classe ouvrière. Leur tâche est justement de convaincre le plus grand nombre de jeunes et de travailleurs qu'on ne changera la société ni en reconstruisant une chimérique «vraie gauche», ni en rejetant la politique en général mais en s'attellant à construire un parti des opprimés qui se donne pour but le renversement du capitalisme par une révolution sociale.

Lutte ouvrière

20 avril 2016

**UN
PRINTEMPS
EN
FRANCE ?**

**Projet de loi-Travail
et
Nuit debout**

Le projet de loi El Khomri

Il s'agit ici, avant tout, comme dans le projet précédent de 2013 sur l'Accord national interprofessionnel (ANI¹), de parer au plus pressé afin de s'aligner sur les critères de compétitivité des autres pays européens (les fameuses réformes de structure demandées par Bruxelles) qui ont tous mis en place des mesures de flexibilité de la force de travail avec plus ou moins de sécurisation des parcours professionnels.

À l'origine, le modèle semblait être le Danemark, mais depuis quelque temps les réformes Schröder en Allemagne avec les trois plans Hartz semblent inspirer les autorités françaises. Pourtant, les résultats de ces plans sont aujourd'hui connus : baisse du chômage en Allemagne, mais développement des petits boulots et des travailleurs pauvres ; insécurité sociale et baisse du pouvoir d'achat renforcées en Espagne et Italie (cf. le *Jobs Act* de Matteo Renzi) sans baisse significative du chômage. Beaucoup d'économistes doutent d'ailleurs de la moindre corrélation entre flexibilité volontariste et générale de la force de travail d'un côté et reprise des embauches de l'autre. Sans parler du fait que cet appauvrissement d'une partie de la force de travail pèse tellement sur la demande que partout, y compris dans les pays les plus libéraux comme la Grande-Bretagne, on se met à fixer ou revaloriser les équivalents du SMIC français².

Dans tous les cas cela semble être la quadrature du cercle. En effet, les dirigeants du MEDEF représentent de fait les intérêts des grosses entreprises. Ces dernières sont justement celles qui restructurent, délocalisent, privilégient les investissements de productivité parce qu'elles sont les plus exposées à la concurrence internationale - ce sont donc aussi celles qui licencient et embauchent proportionnellement le moins ! Or, ce sont leurs souhaits qui sont écoutés en priorité, alors que ceux des PME, qui constituent les plus gros employeurs et offrent potentiellement les

¹ Cf. *Interventions* n° 11 de mars 2013 : «Flexisécurité à la française : l'improbable régulation du rapport social capitaliste».

² Comme c'est souvent le cas (cf. 1981), la France rame à contre-courant. Alors qu'il lui est demandé de faire assaut de libéralisme pour rattraper son «retard» et que ses gouvernants semblent parfois s'y résoudre, ses partenaires les plus engagés dans la voie néolibérale ont tendance à rétropédaler. C'est que, contrairement à ce que disent les contempteurs patentés d'un néolibéralisme qui s'annoncerait toujours plus radical, de nombreuses voix économiques et politiques, y compris aux États-Unis, se font entendre pour tirer la sonnette d'alarme et amorcer un nouveau tournant vers un keynésianisme tempéré (pressions pour que l'Allemagne relance la consommation, injections monétaires des banques centrales auprès des particuliers ; desserrement des règles budgétaires en Europe).

meilleures perspectives de nouveaux emplois, sont négligés. On vient encore d'en avoir un exemple avec un amendement au projet de loi El Khomri qui va aller un peu plus dans la direction de ce que veulent ces PME tellement le projet initial était mal ficelé sur ce point comme sur d'autres. Facteur aggravant, il n'en émanait pas une vision globale. Il en est de même sur les statuts : les grands groupes ont besoin de plus de flexibilité «structurelle», parce qu'en interne ils ont beaucoup de CDI et cherchent à conserver et fidéliser de la «ressource humaine», alors que la flexibilité «naturelle» que développent les PME à travers le recours à de nombreux CDD trouve ses limites dans le fait qu'elles peinent parfois à recruter dans certains secteurs à cause de cette récurrence de contrats courts utilisés par facilité, ainsi que de salaires plus bas que la moyenne, d'une formation professionnelle interne insuffisante et de conditions de travail médiocres ou mauvaises.

Les débuts du mouvement

Le mouvement contre l'avant-projet de loi El Khomri s'est développé à partir de plusieurs pôles ; d'abord celui autour de Caroline de Haas et de sa pétition pour le retrait du projet. Une initiative qui se voulait «à la base», mais qui ne l'était pas de fait puisqu'on retrouvait, parmi les initiateurs, d'anciens dirigeants de l'UNEF. Elle a été très vite relayée d'un côté, par les syndicats dits «de contestation» comme la CGT, SUD, la FSU, l'UNEF et par FO, ce dernier se présentant désormais en champion du Non à tous les projets, en défenseur du statu quo ; et de l'autre par les lycéens et les étudiants de certaines universités (Nanterre, Saint-Denis¹, Tolbiac pour ce qui est de Paris) dans lesquelles l'administration a laissé faire ou même

¹ À Saint-Denis (Paris VIII) par exemple, les étudiants de sociologie et de philosophie démarrent au quart de tour, d'autant que ces derniers viennent de terminer un cycle de cours et d'intervention sur la philosophie du travail et la question de l'activité. Les travaux pratiques peuvent donc commencer avec l'appui des enseignants concernés. Toutefois, à notre connaissance, les enjeux profonds du projet ne semblent pas questionnés. Des discussions plus larges ont lieu dans d'autres commissions, mais sur les sujets habituels de recherche (par exemple, les études de genre).

À Nanterre, des étudiants occupent un espace qu'ils ont baptisé «Ulrike Meinhof», ce qui leur a valu d'être traités de suppôts de Daech par des enseignants qui avaient dû lire trop d'articles d'Olivier Roy sur «l'islamisation de la radicalité»... Une enseignante, «spécialiste» des questions de la lutte armée, y a animé un soir un débat sur la question de la violence. Les interventions étaient intéressantes, très loin des poncifs et on y a abordé, entre autres, la question de la dérive, aujourd'hui fréquente, de l'antisionisme vers l'antisémitisme.

encouragé indirectement le mouvement en arrêtant les cours et suspendant les examens.

Mais, malgré quelques blocages les cours ont continué à se dérouler. C'est le signe que le mouvement, à l'origine, est très minoritaire et se retrouve devant des dilemmes insolubles. En effet, si les étudiants font une AG avant de bloquer ils n'arrivent pas à avoir la majorité dans l'AG et donc ils ne bloquent rien. La démocratie des AG joue contre les mouvements du moins au début. Par contre, si les étudiants commencent par le blocage, ils peuvent avoir la majorité à l'AG puisque les plus tenaces et/ou politisés sont présents à l'AG et là les oppositions sont moindres et ils arrivent à faire voter le blocage pour le jour suivant, mais c'est une caricature de démocratie à laquelle pourtant ils disent tenir tant.

Le mouvement des places naît ensuite d'une volonté d'assurer une continuité de la lutte entre les temps forts dictés de fait par les organisations syndicales (pas grand-chose de nouveau sous le soleil plombé... de la société capitalisée). Des groupes autour du bar «Le lieu dit», du journal *Fakir* et de son directeur y participent. Ils ont diffusé peu avant leur film *Merci patron* qui connaît un certain succès commercial et organisé une réunion à la Bourse du travail de Paris le 23 février, sous le titre : «Leur faire peur». Ils sont aussi à l'origine de la première Nuit debout, place de la République à Paris le 31 mars à la suite d'une manifestation où ils entonnent un «Je ne rentre pas chez moi». De son côté Frédéric Lordon a écrit un article dans *Le Monde Diplomatique* de mars 2016 («Le feu aux foudres») qui présente favorablement le film *Merci patron*.

Plusieurs remarques sur le démarrage de la lutte

Le rejet du projet de loi est global chez les lycéens et étudiants mobilisés, mais contrairement à 1994 (projet de contrat d'insertion professionnelle ou CIP) et 2006 (loi sur le contrat premier emploi ou CPE adoptée par le Parlement le 20 mars 2006 puis non appliqué ensuite) où les projets les visaient directement en organisant clairement une différenciation et finalement une discrimination dans le cadre de contrats-jeunes et où le mouvement contre était extrêmement massif avec occupations et blocage des lieux, c'est aujourd'hui une minorité qui manifeste, même si elle est très déterminée¹, contre un projet qui ne vise pas les jeunes en priorité. En

¹ Le Mouvement inter-lycées (MILI) créé en 2013 au moment de l'expulsion de Leonarda a joué un rôle précurseur et il a donné lieu aujourd'hui Mouvement interluttes indépendant, en gardant le même sigle, mais avec une volonté d'ouverture plus grande. De tendance antifasciste et anti-flics, ils parlent de l'état d'urgence en termes «d'État d'urgence», avec une majuscule donc. Leur slogan : «Le monde ou rien». Leur composition : des lycéens, des étudiants, des apprentis, des précaires, deux tiers de

effet, les cours continuent presque partout et les partiels d'examens se passent sans boycott. Il est vrai que la police est présente aux abords des établissements, mais c'est plus vrai pour empêcher les blocages lycéens que pour les universités où l'ambiance est d'ailleurs, sauf exception, assez molle.

Le projet est vu comme déjà ficelé, comme s'il était déjà à l'état de loi, comme si on avait affaire encore à un projet type CIP ou une loi comme le CPE où il suffisait de dire Non. C'est un premier accroc dans le mouvement de convergence qui s'est amorcé avec les syndicats car eux savent bien qu'il n'en est rien et que ce projet est amené à être négocié avec les organisations syndicales, puis discuté et éventuellement amendé au Parlement. Les syndicats perçoivent donc immédiatement l'intérêt d'une convergence des initiatives entre un mouvement de la jeunesse scolarisée et un appel à la mobilisation des salariés, mais pas sur la base du retrait pur et simple. Ils la voient comme un élément qui peut faire basculer en leur faveur un rapport de force a priori défavorable aux salariés. Il n'y a pas vraiment manipulation, mais c'est quand même un jeu de dupes. Cette convergence se concrétise lors de deux manifestations de type traditionnel en mars et avril sans que la grève prenne corps dans les entreprises. Après une première manifestation un jeudi, le choix des jours de manifestation est ensuite soigneusement étudié (le mercredi et le samedi) de façon à brouiller la visibilité du rapport de force puisqu'il s'avère que la grève n'a pas pris, hormis dans les bastions syndicaux que demeurent la fonction publique et les salariés territoriaux, a priori d'ailleurs les moins concernés par le projet de loi.

À côté de la mobilisation traditionnelle des syndicats, l'internet et plus généralement les NTIC et les réseaux sociaux constituent le moyen essentiel de la mobilisation, mais il n'empêche que cela se trouve amplifié par la caisse de résonance que lui procurent les médias traditionnels. En effet, si ceux-ci sont très partagés sur la loi El Khomri, comme le sont d'ailleurs les économistes et sociologues qu'ils ont invités à proposer leur point de vue respectifs ; s'ils sont aussi, en général peu favorables aux positions jugées corporatistes et quasi rétrogrades de la CGT et de FO, ils sont par contre plus ouverts à tout ce qui vient de la jeunesse et particulièrement à ce qui, progressivement, va prendre le dessus dans la visibilité de la lutte, à savoir le «mouvement des places».

Ce projet, s'il est abondamment discuté dans les médias comme on vient de le dire, l'est peu dans le mouvement proprement dit. Il est perçu, en bloc, comme une attaque directe et globale contre les protections du

garçons et un tiers de filles, inégale représentation de sexe qui ne semble pas leur poser de problème.

salariat. Le mouvement et les militants politiques le font rentrer sans plus de question dans le cadre et l'objectif d'un «plan du Capital», ce qui revient à lui donner une ligne stratégique (celle du «néolibéralisme») qu'il est loin de posséder comme nous l'avons dit dans notre première partie, parce qu'il cherche avant tout et de façon pragmatique, à faire baisser le chômage et en tirer des gains électoraux pour les échéances de 2017. Ce n'est que dans un second temps qu'intervient une vision plus large, d'obédience néolibérale, d'une préférence pour une politique de l'offre plutôt que de la demande qui fait croire que la reprise de l'embauche et donc la baisse du chômage passe non seulement par des mesures interventionnistes de l'État en faveur des jeunes, mais aussi par des conditions plus favorables aux entreprises et donc par plus de flexibilité. Autant dire une pure vue de l'esprit tant que le taux de croissance du PIB ne reprend pas un certain essor, au moins autour de 2 ou 3 % l'an, plancher à partir duquel les anticipations des entreprises deviennent plus optimistes et où les investissements peuvent être créateurs d'emplois dans la mesure où ils ne sont plus simplement de productivité, mais aussi de capacité.

Un oublié de «l'histoire» : le rapport Badinter pour un nouveau Code du travail

Là où affleure une vision plus stratégique, ce n'est ni dans le projet El Khomri ni dans sa contestation syndicale et bureaucratique, ni même dans le mouvement en général, nous y reviendrons, mais dans le projet de réforme du Code de travail par la commission présidée par Robert Badinter. Un projet très peu discuté en vérité et que la plus grande actualité du projet El Khomri semble avoir masqué.

Que nous dit ce rapport ? Qu'il faut prendre acte du fait que le travail est en voie de disparition : le travail au sens qui lui a été donné dans le cadre du développement du salariat de la première à la seconde révolution industrielle et qui a été progressivement institutionnalisé dans un cadre précis donnant lieu à un Code du travail régissant ce que Michel Aglietta et Anton Brender¹ ont appelé la «société salariale». Les statuts anciens qui protégeaient les salariés (comme le CDI) et le droit au travail inscrit dans la constitution de 1946 marquaient cette centralité du travail salarié dans la norme fordiste du compromis de classes. C'est ce qui ne tient plus quand le travail vivant n'est plus au centre de la valorisation, n'est plus qu'un élément de l'ensemble, quand le processus de substitution capital/travail s'accélère avec l'intégration de la techno-science dans le procès de production, etc.

¹ Cf. Aglietta A. et Brender A., *Les métamorphoses de la société salariale*, Calmann-Lévy, 1984.

Cette évanescence de la valeur, qui donne la fausse impression à beaucoup d'une déconnexion entre économie réelle et économie virtuelle ou/et financière, induit parallèlement une évanescence du travail dont la nature et son rapport à la conjoncture deviennent de plus en plus flous. Si le droit du travail ne s'adapte pas immédiatement à ces nouvelles situations (quel est le statut à donner aux stagiaires et personnes en formation par exemple), l'appareil statistique en tient compte plus rapidement comme le montre la modification de la définition de la «population active» par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

En effet, dans la première nomenclature de 1952, confirmée en 1982, la population active comprend les chômeurs dans la mesure où l'hypothèse de départ étant le plein emploi des Trente glorieuses et du droit au travail, le chômage est défini comme «frictionnel», c'est-à-dire comme absence conjoncturelle de travail dans une période d'ajustement temporaire. Le chômage n'est donc qu'une parenthèse entre deux périodes de travail et en conséquence le chômeur est un actif avec des allocations correspondantes qui ne posent pas de problèmes d'appréciation subjective sur la réalité individuelle du chômeur. Ce dernier n'est pas jugé responsable de sa situation. Il n'est pas stigmatisé.

C'est ce qui change à partir du moment où la situation du marché du travail n'est plus représentable en zone de travail et zone de non-travail mais connaît de plus en plus de zones grises entre ces deux situations (temps partiels choisis, temps partiels subis, travail intermittent, stages de formation, stages de reconversion, chômage de longue durée).

L'INSEE va alors reclassifier les chômeurs en fonction de cette nouvelle situation. Développement des CDD et de l'intérim aidant, le chômage est devenu plus massif, de plus longue durée et, pour une proportion non négligeable de chômeurs, le temps de travail devient une parenthèse entre deux périodes de non-travail. Trois changements d'importance découlent de cette nouvelle classification :

- le chômeur ne va plus être classé automatiquement dans les actifs ou, plus exactement, on va maintenant distinguer à l'intérieur des actifs la population réellement active, c'est-à-dire ceux qui travaillent effectivement au temps «t» de ceux qui ne travaillent pas à ce moment-là ;

- le chômeur devient une personne à part qu'on rend peu ou prou responsable de sa situation parce qu'elle perdure et qu'on émet (les institutions, l'opinion publique, d'autres travailleurs aussi) des doutes sur la réalité de sa recherche de travail. On tend donc à le rendre responsable personnellement de sa situation alors qu'auparavant le capitalisme, le «système» et la crise étaient invoqués pour expliquer le phénomène du chômage. Dans ce contexte culpabilisant, réaffirmer le travail comme une «valeur» et refuser le revenu garanti comme de l'assistanat (Jospin en 1998 devant les luttes des chômeurs) n'est plus une position bien tenable longtemps, car elle intervient à un moment où s'intensifie encore davantage

l'inessentialisation de la force de travail dans le procès de valorisation, processus qui met en crise la théorie de la valeur-travail et le travail comme valeur ;

– le chômeur étant jugé responsable de sa situation, il doit en payer les conséquences aussi bien du point de vue de la dégressivité de ses allocations que de ce qu'on peut lui demander en échange de ces allocations. Il doit répondre à des convocations en bonne et due forme à Pôle-Emploi, convocations qui revêtent un caractère de contrôle puisqu'il n'y est souvent rien proposé, le marché de l'emploi passant de moins en moins par cet intermédiaire ; et quand un emploi est proposé, il y a de moins en moins de possibilités de le refuser même s'il ne correspond pas à votre qualification ou à votre lieu d'habitation.

C'est de tout cela que tient compte le rapport Badinter. Donc, si le salariat se transforme, si le salarié n'est plus vraiment un «travailleur» le droit du travail doit non seulement évoluer, mais cesser d'être strictement un droit du travail pour devenir un droit du citoyen au travail, un droit de la personne qui a une fonction dans la société. C'est aussi ce que pense plus ou moins la CFDT qui est la seule centrale syndicale à assumer l'idée d'une crise du travail (mais dans une perspective réformiste) et non pas seulement d'un problème d'emploi. Cela définit un nouveau code, non pas du travail, mais de l'individu en situation d'activité, celle-ci s'étendant sur toute la vie active. C'est un peu le modèle du statut des intermittents du spectacle qui semble ici être évoqué. Mais l'étendre à tous serait forcément revenir sur des acquis des luttes de classes qui concernent particulièrement les salariés les plus protégés et où la syndicalisation est la plus forte. La plupart des syndicats refusent donc d'échanger le salaire contre le revenu estimant que c'est lâcher la proie pour l'ombre. Ils étaient pour l'abolition du salariat il y a un siècle dans le cadre d'une perspective révolutionnaire, ils sont maintenant pour un salariat aménagé, dans le cadre d'une perspective qui ne cherche qu'à maintenir la centralité du travail dans le rapport social capitaliste. C'est ce qui explique leur position actuelle sur le salaire comme juste rétribution du travail et leur défiance par rapport à tout remplacement par un revenu garanti en fonction d'une activité vaguement définie. Finalement, un syndicat comme la CGT se contenterait d'une sécurisation négociée des parcours professionnels.

Là encore, on peut se rendre compte de notre défaite et en revanche de l'effectivité par contre de ce que nous avons appelé «la révolution du capital». Notre critique du travail énoncée en référence aux théories critiques des années 1960-70 dans le contexte des luttes d'OS dans de nombreux pays a maintenant été remplacée – évidemment pas dans le même cadre et les mêmes perspectives – par celle du capital dont l'utopie est toujours celle de se passer du travail (au sens ancien, productif, qualifié) mais dans le cadre du maintien et même de l'extension de l'emploi sous forme de jobs et boulots.

«Sous le travail, l'activité», c'est ce que semblent nous dire aujourd'hui de nombreux experts du capital, répétant sans s'en rendre compte ce que disaient de nombreux contestataires du capitalisme dans la période précédente. Tous les discours sur l'auto-entrepreneuriat, l'économie solidaire, l'activité collaborative, les livres de Dominique Méda et de Jérémy Rifkin, etc. convergent vers cette même perspective de l'utilité sociale se substituant à l'utilité pour le capital.

Quelles que soient leurs perspectives respectives, ces auteurs et ces activistes sont sortis de l'idéologie du travail productif et aussi de la vision marxiste, que certains n'ont d'ailleurs jamais eue, de l'armée industrielle de réserve prête à servir en cas de besoin. Ils cherchent à lutter contre la démobilisation sociale qui résulterait du passage d'une mise en jachère de la force du travail à son éviction potentielle, mais déjà en partie réelle¹. Mais leur prise en compte de la crise du travail a souvent tendance à ne lui opposer qu'une mythologie de l'activité par rapport à ce qu'ils appellent une démobilisation (il serait plus juste de parler de désœuvrement) qui n'ouvrirait que sur la passivité sociale et que l'opinion publique ne voit que comme un signe d'époque de la paresse ambiante.

Pour résumer, le rapport entre commission Badinter et projet El Khomri peut être compris comme suit : stratégique et à long terme pour le premier, mais un peu à la manière d'un *think tank*, en dehors des clivages politiques ; tactique et à court terme pour le second dans la mesure où il s'agit de gérer quotidiennement et sur le terrain les rapports sociaux de production. Il n'y a d'ailleurs pas d'incompatibilité entre les deux comme le montrent les mesures concernant le travail ubérisé dans le projet El Khomri (cf. *Le Monde* du 26 avril 2016) où un droit de grève et une activité syndicale sont reconnus pour ce type de travailleurs indépendants².

¹ Les dernières simulations statistiques sur les effets futurs des NTIC et de «l'ubérisation» de l'activité sonnent comme des cris d'alarme pour tous ceux qui veulent maintenir l'idéologie du travail et le salariat comme système de reproduction prédominant des rapports sociaux. Dans de nombreux secteurs, les effectifs pourraient être au moins divisés par deux. Et ce processus ne touche pas que les pays dominants. Les pays dits émergents sont eux aussi concernés.

Malgré tous les discours assénés depuis la fin des années 1990 et les mouvements de chômeurs contre l'assistanat puis après l'épisode des 35 heures en faveur du «travailler plus pour gagner plus», le recours au revenu garanti se pose à nouveau comme on peut le voir avec le futur projet du député PS de l'Ardèche sur l'extension du RSA aux moins de 25 ans.

² Il n'est donc pas question de «revenir au XIX^e siècle» comme on l'entend parfois dans les défilés ou sur les places. De la même façon, le

Ils auraient ainsi la possibilité de refuser conjoncturellement leurs services en vue de défendre des revendications professionnelles sans être accusés de rupture contractuelle. Il s'agit donc bien là aussi de se projeter vers un avenir du travail non forcément salarié au sens classique, mais dans le souci du traitement immédiat du problème créé par une situation nouvelle qui ne doit pas rester hors loi.

Pour les opposants au projet, la difficulté provient du fait que nous ne sommes plus dans la société bourgeoise où il suffisait de dénoncer la classe dominante ou telle ou telle de ses fractions. Dans la société du capital, la domination et le pouvoir s'articulent différemment¹. Dit autrement, le rapport Badinter serait plus de l'ordre de la reproduction du rapport social capitaliste dans sa globalité, alors que la loi El Khomri serait plus au niveau de la gestion du rapport social capital/travail dans l'ordre de la production.

Le mouvement des places

On peut s'accorder pour dire que le mouvement des places ne se s'inscrit pas directement dans le fil rouge des luttes de classes. Les ouvriers et employés et même les salariés en activité y sont d'ailleurs en minorité. Comme y sont en minorité les habitants des banlieues, qui viennent certes en ville, mais pour y consommer ou y flâner, à la limite pour y battre le pavé au cours d'une manifestation officielle où ils savent ne pas être en minorité, mais beaucoup plus rarement pour y «militier» en tant qu'individus.

Ce mouvement cherche quand même à se trouver une filiation historique qui est tout d'abord celle des *Indignados* et de son mouvement des places dans plusieurs villes d'Espagne, accessoirement celle des *Occupy Wall Street* et aussi celle des printemps arabes (place Tahrir au Caire), de la révolte de la jeunesse turque (place Taksim et parc Gezi à Istanbul). On peut y voir une recherche de territorialisation ou de reterritorialisation dans une société capitalisée de fait profondément déterritorialisée. Cette déterritorialisation que la jeunesse ressent particulièrement dans la mesure où ce processus qui touche tout le monde et à tout âge vient se conjuguer avec une détemporalité spécifique (les étudiants poursuivent des études qui durent car elles sont de plus en plus entrecoupées de périodes de travail temporaire et précaire, ils sont de moins

slogan «le droit du travail est à nous» marque une méconnaissance de l'histoire ouvrière et des conflits de classes qui ont justement, entre autres, été arbitrés et institutionnalisés dans le Code du travail.

¹ Comme nous avons essayé de le définir dans notre modèle en trois niveaux (cf. le n° 15 de la revue *Temps critiques*).

en moins étudiants à temps complet, ils restent à nouveau plus longtemps chez leurs parents, etc.).

Le moins qu'on puisse dire c'est que la formule du général de Gaulle en 1968 à l'adresse des Français : «*Il faut que les travailleurs travaillent, il faut que les étudiants étudient...*») tomberait aujourd'hui complètement à plat, pour les uns et les autres.

Ce mouvement cherche aussi sa référence dans une filiation avec la révolution française et à ses pratiques de libre circulation de la parole telles qu'elles se manifestaient dans les clubs révolutionnaires de 1789.

Un lien est aussi noué avec ce qui s'est passé au lendemain des attentats du 6-7 janvier 2015 dans la mesure où la réaction y a été en partie citoyenne. Mais il y a ici un point important. Il faut en effet, distinguer ce qui a été désigné sous le terme de «citoyennisme» depuis les années 1990 et qui a été en partie initié par l'État avec ses appels à des «conférences citoyennes» et des «concertations citoyennes» censées rendre la parole aux citoyens, initiatives relayées ensuite par des mouvements citoyens se posant comme nouvelles médiations chargées de donner un nouveau sens au «social». C'est le sens d'initiatives comme celle de Stéphane Hessel avec sa brochure *Indignez-vous !* Par contre, aujourd'hui, la référence citoyenne a plutôt tendance à occulter l'institution qui implique la verticalité, la hiérarchie et le pouvoir, c'est-à-dire un cadre traditionnel des rapports à l'État qui était encore accepté par le citoyennisme à la Hessel, lequel s'adressait directement à l'État en voulant ressusciter le programme du CNR de 1945.

À l'inverse la référence actuelle au citoyen semble échapper à ce qu'on a appelé, de façon péjorative, le citoyennisme. En effet, si aujourd'hui l'État continue à faire appel à ce sentiment citoyen et dispense auprès de sa jeunesse des cours d'instruction civique mis au goût du jour, l'aspect citoyen du mouvement, qui ne constitue qu'un élément de son contenu général, mais un élément réel quand même, tend à ne plus s'adresser principalement à l'institution dont nous avons déjà dit qu'elle était résorbée dans une gestion des intermédiaires¹.

Ce qu'il propose, c'est une approche horizontale qui ne cherche plus à se confronter à l'institution mais à la contourner. Changer le monde sans prendre le pouvoir (une thèse proche de celle défendue par John Holloway pourtant jamais cité ni par le mouvement ni par les médias) comme en 1968

¹ Cf. J. Guigou «L'institution résorbée», *Temps critiques* n° 12, hiver 2001.

certes, mais sans se confronter au pouvoir parce que, finalement, l'idéologie *Occupy Wall Street* est tellement prégnante et perçue comme un allant de soi avec l'idée des 99 % que cela donne l'impression qu'il n'y a plus de pouvoir du tout, que c'est une coquille vide, que l'on peut soit négliger en faisant «sécession» (toujours une idée d'Holloway, mais aussi du «Comité invisible»), soit facilement le remplacer en appelant à la formation d'une Constituante.

D'où aussi, contrairement à 1968 et aux mouvements de cette époque dans le monde, un rapport ambivalent aux forces de l'ordre, rapport rendu encore plus ambigu par la situation créée par les attentats de 2015 pendant laquelle la police a paru avoir un comportement citoyen qui la réintégrait dans le rapport social, alors qu'elle se livre à des accès de brutalité dans les manifestations contre la loi travail. Se côtoient donc aujourd'hui dans les cortèges, des «la police avec nous», une haine palpable des flics de la part d'une partie de la jeunesse et des sortes de groupes de surveillance sur les agissements de la police. Ce qui est sûr c'est que la police continue d'agir dans le cadre d'une logique de maintien de l'ordre étatique ordinaire, c'est-à-dire d'évitement des blessés et des morts. Ce qui interpelle plutôt c'est de savoir jusqu'à quel point l'impéritie d'un gouvernement de gauche sur cette question peut lui laisser une certaine marge d'autonomie. Le gouvernement semble interdire plus ou moins formellement l'utilisation des grenades de désencerclement, mais pas les flashballs. N'est-ce pas un signe de faiblesse par rapport aux syndicats de police ?

On peut voir dans ce compromis concernant l'utilisation mesurée des moyens techniques de la police un signe de faiblesse de l'État. C'est certain, mais il faut aussi replacer cette stratégie dans le phénomène général que nous avons nommé une résorption des institutions dans la gestion des intermédiaires et par la gestion des intermédiaires. S'agissant de l'institution régalienne de la police on peut observer cette mutation à travers, au moins deux dispositifs :

- le développement rapide et général des outils technologiques avancés et des équipements professionnels : informatisation, virtualisation des moyens de contrôle, armement sophistiqué, coopération avec les autres organisations de contrôle et de sécurité, réorganisation du temps de travail des policiers pour pallier leur diminution, collaboration avec des associations citoyennes, etc. ;

- une sorte de cogestion des politiques sécuritaires entre l'État et les syndicats de policiers. Cela apparaît très clairement quand on entend des leaders syndicalistes policiers critiquer les stratégies du ministre de l'Intérieur ou bien critiquer les casseurs et les fauteurs de troubles, c'est-à-dire exprimer une position politique si ce n'est indépendante, du moins largement autonomisée par rapport à l'État et aussi par rapport aux intermédiaires «citoyens».

Dans le contournement des institutions que recherche Nuit debout, il n'y a plus l'idée de négation (le fameux travail du négatif de la dialectique marxienne), mais celle d'affirmation. C'est pour cela que nous avons parlé de tentative de sécession. Cette sécession est d'ailleurs assez illusoire puisque le mouvement est obligé de négocier sa présence sur les places, les conditions de sécurité et d'hygiène ou de voisinage. Négocier tout cela est une pratique concrète qui conditionne une lutte, certes autolimitée, mais ce n'est pas du citoyennisme si on donne à ce terme non pas le caractère d'une simple référence au citoyen qui peut être plus ou moins politique (référence à la Révolution française par exemple) ou très vague, mais le sens d'une véritable idéologie comme celle que Hessel et d'autres ont pu justement développer. La marge de manœuvre est certes étroite puisque de nombreuses associations qui soutiennent le mouvement Nuit debout (cf. l'article pétition dans le journal *Libération* du 26 avril) sont effectivement dans le citoyennisme. En effet, les associations qui veulent agir localement, les projets de coopératives, les projets sociaux ou culturels divers et variés reposent tous sur des demandes de financement public. Donc c'est bien auprès de l'État que ces mouvements quémandent des locaux pour se réunir, des subventions pour payer leurs salariés ou pour éditer leurs publications, des tarifs postaux moins chers pour les diffuser, mais ce n'est pas (ou pas encore) le cas de Nuit debout qui reste dans l'informel et cherche plus à organiser qu'à institutionnaliser.

Nous ne sommes évidemment pas d'accord politiquement avec Lordon (son idée de République sociale souveraine n'a pas de portée politique aujourd'hui), mais nous reconnaissons qu'il «colle» bien à la réalité du mouvement dans son état actuel.

Lordon parle ainsi de «luttés affirmatives» qu'il distingue des «luttés revendicatives». Si on décrypte, cela sous-entend que les luttes affirmatives sont des luttes de rassemblement, «globales et universelles» qui reposent sur la commune situation d'individus salariés présents ou à venir pour ce qui est du travail et d'individus-démocratiques et citoyens pour ce qui est de la politique et des «valeurs» (aujourd'hui on ne parle plus en termes d'idéologie)

Ces pratiques d'affirmation seraient offensives, car pour lui le mouvement doit cesser de dire ce qu'il ne veut pas pour commencer à dire ce qu'il veut. Mais sa critique de la revendication est ici une pose facile quand tout repose sur le discours et que la parole n'est pas soutenue par une véritable lutte ancrée dans les rapports sociaux de production et de travail. Dans les années 1960-70 aussi, l'idée de lutte sans revendication comme dépassant la simple défense de la condition ouvrière a pu être défendue par les communistes radicaux de même qu'au niveau syndical, la CFDT, dans sa brève phase gauchiste de l'après-mai 68 ; a opposé ses revendications «qualitatives» aux revendications «quantitatives» de la CGT, mais c'était dans le cadre des luttes de classes contre le capital et pour abolir le salariat.

À tort ou à raison c'était la négativité du mouvement qui l'emportait ou qui était mise en avant, non sa positivité et c'est cela qui faisait peur à l'État et au patronat.

Le mouvement des places n'est en effet pas très «anti». L'anticapitaliste ne constitue pas sa motivation première, loin de là, et il ne serait pas juste de le dire «antisystème», une appellation qui est plutôt la chasse gardée du FN et qui ne concerne que le champ politique. Il est plutôt pro-citoyen, pro-démocrate, pro-Constituante, pro-vie. Sur ce dernier point, il semble se rattacher à ce qui s'est passé au moment des attentats de janvier et novembre 2015. Il n'y a pas la rage du «lumpen» qui semble préférer rester dans ses quartiers, il n'y a pas non plus la haine de classe, certes un peu de haine du flic mais très circonscrite ; le mouvement est dans l'après-révolte dit Schneidermann dans *Libération* du 11 avril 2016.

L'individu qui adhère à Nuit debout ne récrimine pas et il n'est pas dans le ressentiment ; il est positif. Là encore il semble donner raison à Lordon pour qui les luttes revendicatives séparent les différentes fractions du corps social alors que les luttes affirmatives font l'unité. En effet, les AG de Nuit debout semblent respirer le consensus. C'est que, au moins autant que la référence au mouvement des places des *Indignados*, celle au slogan des *Occupy Wall Street* «Nous sommes les 99 %» semble être prégnante et au fondement de l'idée qu'il suffirait de se débarrasser des 1 % de dominants et d'exploiteurs pour pouvoir profiter de la vie, lui retrouver un sens, etc.

Le gouvernement a bien conscience qu'une certaine alchimie, qu'il n'avait pas prévue et qu'il ne maîtrise pas, a conduit à un rejet du projet de loi assez bien partagé, même si, comme d'habitude, la majorité reste silencieuse. Il cherche donc à tirer le mouvement vers le fractionnement. Tout d'abord en répondant sur des aspects partiels, qui permettent des amendements au projet de loi comme les mesures spécifiques en faveur des jeunes et pour les PME ; ensuite, en traitant de façon différenciée les organisations syndicales. Priorité va être donnée à l'organisation étudiante (l'UNEF) parce que les jeunes s'agitent et qu'il faut s'adresser à des «responsables» même s'ils ne représentent pas grand-chose ; et à la négociation avec des syndicats réformistes comme la CFDT et l'UNSA afin de briser le front syndical du refus qui s'est constitué au début du mouvement.

Pour le reste, le gouvernement fait confiance à la bêtise politique des têtes de gondole médiatiques du mouvement qui n'ont jamais eu de pratique militante et se retrouvent tribuns de manière un peu improvisée. À ce niveau Lordon en est la caricature qui déclare à Tolbiac : «*Revendiquer, c'est déjà être soumis, c'est s'adresser à des puissances tutélaires aimables*» (cf. *Libération* du 4 avril). Un genre de discours qui n'est prononçable et audible que devant une assemblée qui ne compte que très peu de salariés, car quiconque a un tant soit peu travaillé dans un univers de

contrainte et de hiérarchie sait que les revendications les plus basiques sont constitutives des différentes formes de résistance quotidienne au travail qui permettent de survivre en milieu hostile. Les salariés de Goodyear et d'Air France, ceux aujourd'hui en grève chez Bosch ou les intermittents du spectacle apprécieront.

Le «On vaut mieux que ça» est exemplaire de cet état d'esprit. La question éthique, celle de la «dignité» est tout de suite posée comme supérieure à la question de la lutte contre l'exploitation parce que le mouvement actuel inclut une majorité de personnes qui se pensent sous-cotées par rapport à leurs diplômes, par rapport à leur origine sociale, par rapport à l'idéologie démocratique divulguée dans les cursus de formation.

Dit autrement, ils ne se reconnaissent globalement pas comme force de travail, mais comme ressource humaine et ils trouvent généralement qu'ils sont sous-utilisés ou mal utilisés et soit sous-payés ou parfois bien payés mais dans les deux cas, pressés comme des citrons et ensuite jetés parce qu'ayant donné tout leur jus. Il y a bien sûr du vrai là-dedans mais il ne faut pas s'étonner que le mouvement soit affirmatif et peu contestataire. La fierté ouvrière, la *professionalità* italienne de l'ancien mouvement ouvrier ne poussaient certes pas au sabotage de l'outil de travail, mais le travail bien fait ne demandait pas de récompense. Il pouvait parfois donner lieu à une satisfaction personnelle, ne serait-ce que dans la camaraderie qui l'accompagnait, mais jamais il ne serait venu à l'idée d'un mineur de fond «qu'il valait mieux que ça».

C'est avec les mouvements des OS et jeunes ouvriers des années 1960-70 que cette idéologie productive ouvrière a commencé à se fissurer dans les luttes anti-travail, mais il n'était pas pour autant question de «on vaut mieux que ça» mais bien plutôt de «plus jamais ça».

C'est aussi une question de sens à donner aux mots : demander le retrait du projet c'est bien revendiquer quelque chose, mais c'est vrai, les Nuits debout ne le font pas dans les mêmes formes que les opposants au CIP ou au CPE à leur époque, car le projet ne s'adresse pas directement et uniquement à la jeunesse scolarisée et cela crée un décalage.

Visiblement Lordon recycle du Deleuze (l'affirmation par la construction de quelque chose plutôt que la négation par la critique et la dénonciation¹) et du Spinoza mâtiné de Negri (la puissance virtuelle de la

¹ Une logique de dénonciation qui conduit traditionnellement la critique dialectique à condamner la démocratie formelle et le capital alors que depuis les *Indignados*, la tendance mouvementiste qui s'exprime un peu partout sur les places du monde entier, y compris à Hong Kong et Taïwan, est celle de «la démocratie ici et maintenant».

multitude : «on vaut mieux que ça») et il ressort du Freud *versus* Lyotard¹ comme si cela pouvait faire arrêter «la machine².» Ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas en opposant affirmation et revendication que le mouvement s'approfondira et prendra de l'extension. Il faut que les deux aspects puissent converger. C'est l'impasse par exemple de la lutte chez Goodyear où les salariés de la CGT qui ont été condamnés en justice ne trouvent pas de réponse et de riposte à la répression auprès de leur centrale syndicale.

Celle-ci affirme pourtant les soutenir, mais en ne leur garantissant pas un temps de parole à son congrès ! C'est qu'elle ne peut pas «entendre» la violence qu'ils ont perpétrée dans leur lutte et la violence qu'ils ont subie dans la répression, comme le double signe d'un épuisement d'une logique du capital qui tournait jusque-là autour de la dépendance réciproque entre capital et travail. Si elle n'enregistre pas le processus d'inessentialisation de la force de travail dans le procès de valorisation du capital, elle ne peut plus

¹ Dans *Dérive à partir de Marx et Freud*, Bourgois, collection 10/18, 1973, Lyotard passe de l'économie politique à l'économie du désir. Lordon embraye presque cinquante plus tard avec *La société des affects. Pour un structuralisme des passions*, Le Seuil, 2015, dont la seconde partie du titre relève déjà en soi de l'oxymore. Le contenu est du même tonneau qui nous présente non pas la vision hégélienne de la dialectique du maître et de l'esclave, mais celle qui affirme le plaisir dans la domination, un plaisir qui se trouverait finalement des deux côtés, dominant comme dominé. À propos du travail il y aurait donc deux vérités, une objective qui est celle de l'exploitation et l'autre subjective qui fait qu'on peut trouver un certain plaisir, sous des formes diverses, à cette inégalité de fond. Il confond visiblement le rapport hiérarchique et l'exploitation avec le masochisme, *Merci patron* et *Portier de nuit*.

² Même si nous avons dit qu'il collait bien au mouvement des places dans son état actuel, il ne faut pas accorder trop de crédit aux dires de Lordon qui dit tout et son contraire : ainsi il vante sa transversalité et son horizontalité tout en déclarant dans son dernier livre *Impérium* (La Fabrique, 2015) que la domination étatique du vertical sur l'horizontal est nécessaire. L'horizontalité ne peut être qu'une «tension», mais la verticalité s'imposerait toujours dans les corps sociaux et elle s'exprime le mieux dans la prégnance quasi organique de l'appartenance nationale (cf. La critique de Philippe Corcuff dans *Libération* du 14 avril 2016). Dans *Grands formats*, dossier «Nuits debout», on apprend aussi qu'il est pour «l'insurrection» mais qu'il faut l'organiser ! On ne saura pas qui est le «on» et donc on ne saura pas non plus quelle est la différence dans ce cas entre insurrection et grand soir bolchévique.

vraiment jouer son rôle de défenseur de la force de travail. Quoi qu'elle fasse et dise, elle est dans l'immobilisme.

Un mouvement qui défie l'état d'urgence ?

Qu'est-ce que l'état d'urgence actuellement en France ? Une question à peine posée pourrions-nous dire.

Certains le confondent avec l'État d'exception selon Carl Schmitt qui délimite une ligne de partage amis/ennemis, ces derniers étant dorénavant des ennemis de l'intérieur. C'est le cas du courant autour de «L'insurrection qui ne vient pas», d'autres l'assimilent à l'État réduit au ministère de l'Intérieur comme le disent les libertaires qui voient partout une criminalisation des luttes alors qu'il n'y a pénalisation que parce que les luttes restent isolées et n'atteignent pas le niveau suffisant qui permettrait qu'elles ne le soient pas – ou alors qu'elles le soient, mais dans une guerre sociale vraiment déclarée.

Sans tomber dans la philologie, il faut différencier l'état d'urgence, avec une lettre initiale en minuscules, de l'État d'urgence avec une lettre initiale en majuscules. Dans le premier cas, il s'agit d'une situation conjoncturelle qui n'a pas de caractère de permanence même si, comme en France, cette situation vient d'être prolongée ; dans le second cas d'une institution, qui plus est, l'institution suprême qui s'érige à un tel niveau qu'il peut se passer des lois. À l'oral, la différence ne s'entend pas, mais ce n'est pas le cas à l'écrit et surtout du point de vue du sens.

Les mesures actuelles prises par les États démocratiques pour se défendre contre la menace terroriste ne sont pas exceptionnelles, excepté celles concernant la prison de Guantanamo. Elles ressortent de tout un arsenal de mesures préventives et répressives utilisées par les démocraties bourgeoises/capitalistes au cours de l'histoire contemporaine¹. Ce qui est

¹ Ainsi, en Allemagne, pour se prémunir du retour d'un scénario à la Hindenburg-Hitler, mais en même temps pour se protéger sur le front de l'Est (RDA et URSS), l'Allemagne a inscrit, dans sa Constitution de 1949, une clause particulière, dite «clause d'éternité» interdisant la remise en cause de la forme parlementaire de l'État. Pour Carl Schmitt qui officiait encore à l'époque en tant que grand juriste constitutionnaliste, cela établissait «une dictature souveraine légale». Cela fut d'ailleurs confirmé avec la rapide interdiction du KPD stalinien. Il ne s'agissait donc en rien d'une mesure d'exception.

En France, les «lois scélérates» contre les anarchistes, les lois de 1934 contre les factieux réutilisées par le Front populaire contre les apatrides radicaux et les leaders d'organisations anticolonialistes, l'article 16 de la Constitution gaulliste, la dissolution des organisations gauchistes en juin 1968, les tribunaux et cours spéciales de justice des années 1970

nouveau, c'est que des moyens techniques sophistiqués leur donnent des capacités à établir non pas une répression plus grande (ce que certains appellent l'État pénal, cf. Loïc Wacquant), mais des procédures de contrôle plus fines, des traçages facilités par les nouvelles technologies, le développement d'une surveillance de proximité par l'usage des cartes de crédit et de consommation en ligne, etc. Comme les nouvelles technologies l'État se met en réseau, s'horizontalise, se banalise comme dans les contrôles aux aéroports ou actuellement dans le contrôle du contenu des sacs à l'entrée des grands magasins ou des édifices publics. Il imprègne le social et le quotidien et finalement ne s'en distingue plus guère puisque ces derniers contrôles ne sont même pas effectués par la police, mais par des salariés d'un nouveau type dont on peine à définir «l'activité».

L'état d'urgence peut donc bien être compatible avec un État dans sa forme réseau et donc ne pas impliquer d'État d'exception.

Ce qui est important, ce ne sont donc pas les mesures répressives mises en place qui, si on y pense, sont bien moins répressives que celles de l'État-Marcellin du début des années 1970. La mort de l'étudiant Malik Oussekiine victime des brigades à motos en 1986 au cours d'une manifestation contre le projet Devaquet de sélection à l'entrée de l'université, l'œil crevé et le visage cabossé de Richard Deshayes du *Front de libération de la jeunesse* et du groupe *Vive la révolution* le 9 février 1971 par une grenade à tir tendu n'ont pas attendu le flashball pour signifier la puissance de l'État quand il défend l'ordre établi.

Mais quoi de plus logique quand on porte l'attaque contre l'État ? Ce qui est moins compréhensible, c'est que les victimes sont de moins en moins des personnes qui portent l'attaque au cœur de l'État, mais bien plutôt le tout venant des manifestants (cf. le lycéen tabassé devant son lycée Bergson, les incidents au lycée Voltaire, ou encore au lycée Doisneau dans la banlieue lyonnaise, il y a quelques jours) ce qui fait que le maintien de l'ordre s'apparente immédiatement à une violence policière qui, elle-même, apparaît disproportionnée à un point tel que l'IGPN est obligée d'intervenir.

Tout cet arsenal ordinaire de l'appareil d'État existe toujours bel et bien, mais il a perdu de son ancienne légitimité bourgeoise. En effet, il ne fonctionnait qu'en tant que recours de l'État-nation pour défendre sa qualité de régime démocratique et, pour ce qui est de la France, d'État républicain.

confirment la normalité de ces lois coercitives au sein même des démocraties et ne signalent nulle fascisation, contrairement à ce que clament les antifascistes professionnels.

C'est cette légitimité qui est remise en question aujourd'hui quand on passe de la forme État-nation à la forme réseau. Ce sont alors toutes les institutions déjà déstabilisées par le changement de forme de l'État qui se retrouvent délégitimées de l'ancien exercice de la violence (policière et judiciaire) dans l'État républicain. Cela donne l'impression que la police est partout (c'est faux) et que la justice est nulle part (c'est juste).

Toutefois les sentiments ambivalents sont prédominants, car d'un côté la délégitimation des institutions dans la forme État-réseau fait voir les policiers comme des «sbires» et non comme des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, dans un contexte général (hors terrorisme) de diminution de la violence reconnue par tous les sociologues de gauche, alors que, de l'autre, la police est de plus en plus amenée à gérer du social dans les plaintes pour maltraitements ou viols, les vols, etc., avec une présence féminine de plus en plus importante en son sein, même si ces femmes officient surtout dans des bureaux avec des emplois para-sociaux et relevant de la psychologie ou d'une quelconque expertise scientifique. Cette ambivalence est bien présente, et de façon extrémisée pourrait-on dire, dans les positions sur la police depuis les attentats : de surprenantes acclamations d'un côté, des pétitions alarmantes de l'autre par rapport à des violences et dérives policières depuis l'état d'urgence et pendant le mouvement anti-projet El Khomri¹.

Contrairement à ce qui se dit aux assemblées des Nuits debout, la crise politique actuelle n'est pas une crise de représentation d'un personnel politique qui ne serait plus adéquat (cela, c'est la position *Podemos*), mais une crise du pouvoir en tant que tel et une crise de la notion de souveraineté, ce qui bien évidemment donne du poids à ceux qui veulent restaurer cette perspective souverainiste. Le poids donné par les médias à Frédéric Lordon, ce souverainiste social (il se réclame de la «République sociale», cf. son article dans *Le Monde diplomatique* de mars 2016) en est un exemple. Nous y reviendrons.

C'est peut-être aussi pour cela que le mouvement des places semble tourner en rond comme d'ailleurs, à certains moments, le mouvement de mai 68 a pu aussi donner la même impression par son refus de prendre en compte la question du pouvoir et aussi celle de la représentation. On peut se rappeler une manifestation parisienne de mai passant devant la Chambre des députés sans détourner le regard pendant que les «socialos» les plus aventuristes (Fillioud et Estier) faisaient de grands gestes de sympathie pour attirer l'attention. C'est peut-être aussi à cause de cela que les Ruffin

¹ Cf. la pétition des 300 universitaires, artistes, militants associatifs «sur un pouvoir qui matraque» dans *Libération* du 21 avril 2016.

et autres Lordon à la détente politique facile ont appelé, le 21 avril dans un meeting en marge des Nuits debout à rejoindre les syndicats de salariés le 1^{er} mai. Les sous-marins électoraux et politiciens semblent manquer de patience...

Cet appel pourrait certes faire penser à celui lancé par le Mouvement du 22 mars et l'UNEF en direction des syndicats pour le 13 mai 1968, mais il s'agissait quand même là d'amorcer la grève générale et non pas de célébrer la fête du Travail ! Nous ne sommes pas dans la même situation historique. Aucun signe de perturbation ne provient des entreprises et du monde du travail, en tout cas de sa base et même si la CGT est moins hostile au mouvement aujourd'hui qu'hier, les ouvriers de Goodyear n'ont finalement pas pu intervenir à son dernier congrès et le syndicat des journalistes (SNJ) n'a pu y faire intervenir Ruffin à la tribune des invités. Mais, par ailleurs, la défiance du mouvement vis-à-vis des appareils syndicaux et politiques est beaucoup plus forte qu'auparavant comme l'a montré la réaction du «public» aux dernières propositions de Ruffin au cours du meeting «L'étape d'après», le 20 avril 2016 à la Bourse du travail à Paris.

Il n'a finalement pas obtenu de mandat pour négocier sa proposition auprès des syndicats. Toutefois, le 28 au soir, les syndicats, à commencer par Martinez, étaient bien là et on leur posait respectueusement des questions... Pourquoi la CGT est-elle allée à Canossa ? Difficile à expliquer. Il y a sans doute deux lectures de cette présence ; la première à usage externe où il faut donner l'impression d'être dans le mouvement. Certes pas dans le mouvement Nuit debout, mais dans un mouvement plus vaste anti-projet de loi-travail et anti-gouvernemental ; la seconde à usage interne dans la mesure où la CGT doit faire face à l'impatience d'une partie de sa base (militants cheminots, hospitaliers, salariés d'Air France) qui pousse vers la grève générale.

Comme souvent depuis qu'elle est en position de faiblesse (perte de militants et progression attendue de la CFDT aux prochaines élections professionnelles), elle prend le pouls sans prendre de risques et préfère pour le moment se défausser en renvoyant la décision au niveau des unions locales, lesquelles font entendre une certaine impatience devant l'attentisme de la direction par rapport au mot d'ordre de grève générale.

Il n'empêche que pour les individus-manifestants-activistes qui imposent leur présence à un moment donné et dans l'illégalité au départ, l'état d'urgence qui interdit les rassemblements est bel et bien bravé et il comporte des risques (une trentaine d'arrestations de lycéens à Vaulx-en-Velin par exemple et une condamnation ferme, plus de 200 arrestations en France au lendemain de la manif du 28 février). Cette bravade n'est peut-être qu'un geste bravache, mais elle constitue quand même un élément perturbateur de l'état d'urgence qui se trouve alors réduit à un climat d'urgence dont la facticité apparaît aux yeux de tous... et manifeste

effectivement l'évanescence des institutions de la forme ancienne d'État-nation et le côté ridicule, ou vain, du dit état d'urgence. François Fillon l'a d'ailleurs bien compris qui somme le gouvernement de mettre fin à tout cela... pour faire respecter l'état d'urgence, car il n'existe que si on démontre son existence ou qu'on y fait croire.

Le mouvement a donc fait état de certaines capacités qui peuvent contenir des potentialités, une dynamique qui fait qu'à un certain moment, dans une situation donnée, une mise en branle de l'ordre établi par un certain nombre de pratiques peut être un «prérequis» pour éventuellement aller plus loin ou ailleurs. Il y a toujours plus à attendre (et même si c'est en pure perte finalement) d'un mouvement qui impose ses formes et son rythme que d'un mouvement qui quémante des autorisations et suit «l'agenda politique ou syndical» pour parler comme les journalistes, même si on sait qu'il y a presque toujours une dialectique qui se crée entre les deux tendances.

Les limites actuelles du mouvement Nuit debout

Le mouvement Nuit debout a le défaut de se prendre pour ce qu'il n'est pas. Sa «libre parole» correspond trop à un code d'entre soi, sur le mode tweeter-texto-SMS. C'est plus un code générationnel d'individus connectés qu'une pratique d'intervention politique. Le langage des signes, le minutage des interventions, l'inscription sur les listes des tours de parole qui empêchent toute interpellation entre intervenants et toute polémique sur le vif, favorisent certes l'expression mais au sein de l'hypothèse consensuelle.

Des individus du mouvement disent souvent qu'ils peuvent se passer des médias parce qu'ils ont les leurs qui leur seraient propres, mais ils sont encore dans l'idéologie techniciste-progressiste de croire qu'on peut lutter contre le capital avec les armes du capital en les retournant contre lui. On doit certes utiliser les moyens à disposition mais sans illusion¹. Nuit debout sacrifie trop aux formes et à l'organisation pour l'organisation. Il a tendance à délaissé les contenus. Peut-être cela provient-il aussi de sa tendance à tout écraser, tout rendre équivalent par son obsession de l'horizontalité. Un fait exemplaire : alors qu'à l'origine, le mouvement exige le retrait du projet de loi El Khomri parce qu'il accroîtrait l'insécurité sociale et qu'il pose la lutte contre la précarité comme son objectif ; alors

¹ Il faut reconnaître à la radio en ligne Nuit debout une certaine qualité. Ses ruptures avec la monotonie des comptes rendus des AG et commissions par le fait d'y convier des intervenants qui ont quelque chose à dire sont les bienvenues.

que c'est sur ce point que se fait la jonction avec les syndicats de salariés, et bien cet aspect se dissout complètement dans la «commissionnité» du mouvement des places.

Un exemple dans l'exemple : le programme des commissions de Nuit debout Paris pour la période du 23 avril au 7 mai comprend des dizaines et des dizaines de sujets, mais pas un seul concernant les questions du travail ! Par contre on y trouve en bonne place tous les grands sujets dits «de société» qui ont remplacé l'ancienne question sociale : le féminisme radical, l'homosexualité et les questions de genre, la libération animale et l'écologie¹. Des réunions non mixtes sont même organisées et les éventuels contrevenants faisant remarquer que c'est reproduire les séparations d'un mouvement qui veut pourtant s'affranchir des barrières et frontières, sont vertement remis à leur place. Le mouvement des places assigne bien des places. Tous parlent de convergence des luttes (cf. le collectif du même nom) alors que c'est l'idée même d'intérêt commun qui se perd. Alors que beaucoup d'auteurs et militants politiques insistent sur la nécessité de se réapproprier les «communs» (Hardt et Negri, Dardot et Laval) dans une perspective plus ou moins affirmée de communauté humaine², le commun et l'unité sont surtout perçus sur les places à travers l'idéologie de «l'intersectionnalité», notion d'origine anglo-saxonne portée par les

¹ Pour une critique du privé comme politique et des particularismes radicaux, on peut se reporter aux deux livres de J. Wajnsztein, *Capitalisme et nouvelles morales de l'intérêt et du goût*, L'Harmattan, 2002 et *Rapports à la nature, sexe, genre et capitalisme*, Acratie, 2014.

² Dans un entretien récent à propos de Nuit debout (voir ici : <https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/300416/jacques-ranciere-la-transformation-d-une-jeunesse-en-deuil-en-jeunesse-en-lutte>), Jacques Rancière – plus que jamais obnubilé par l'absolutisme égalitaire – souligne qu'une des limites de ce mouvement serait «la fétichisation de l'assemblée». Il met en garde les activistes des places dans ces termes : «que le désir de communauté égale ne freine pas la puissance d'invention égalitaire». Mais de quelle communauté au juste parle-t-il ? Cela reste imprécis. Implicitement c'est à deux formes anciennes de communauté auxquelles il se réfère : la communauté ouvrière des luttes de classes dans la société bourgeoise (cf. La Commune) et la communauté nationale dans cette même société bourgeoise. Or, ces deux formes sont aujourd'hui en grande partie caduques et il ne se réfère guère à la communauté humaine comme perspective. Tout juste avance-t-il la nécessité de «créer du commun», comme d'autres cherchent à se «réapproprier les communs» (Hardt-Negri, Dardot-Laval) en tant que médiation vers la communauté humaine.

particularismes radicaux, mais reposant en fait sur l'individualisme méthodologique qui ne conçoit l'unité que comme agrégation des séparations.

Ainsi, Lordon, dans son article précité «Le feu aux foules» en appelle à la convergence des luttes qui restent dispersées et qui vont de la lutte pour des papiers à celle qui s'oppose à la réforme des collèges. Il ne veut pas comprendre qu'un enseignant ou un parent peut, d'une part, lutter pour les papiers pour tous dans le cadre de RESF et donc être contre la politique migratoire de l'État et, d'autre part, ne pas être contre un projet de réforme de l'Education nationale qui, même s'il n'est pas satisfaisant, se trouve attaqué par les enseignants les plus corporatistes et les parents les plus élitistes et les plus partisans de l'ordre. On voit là l'inanité de ce prétendu slogan de convergence. C'est aussi bête que de croire à la convergence des luttes de «travailleuses du sexe» pour la libre disposition de leur corps et de musulmanes pour le port du voile à l'école.

En tout cas, sur ces bases, il apparaît difficile d'étendre le mouvement aux usines et à la banlieue et d'appeler à la grève reconductible, slogan libertaire répété à l'envi et de façon pavlovienne à chaque embryon de mouvement ! Les échecs des tentatives de déplacement des Nuits debout dans les banlieues et les entreprises sont emblématiques des limites internes de ce mouvement. Ainsi, à Marseille, le samedi 23 avril, le mouvement a essayé de se délocaliser du cours Julien, dans le centre de Marseille, vers les quartiers Nord, de la cité des Flamands dans le 14^e arrondissement. La greffe n'y a pas été facile. Les associations locales comme «Pas sans nous» ont exprimé le fait qu'elles n'avaient pas attendu les Nuits debout pour ne pas vivre à genoux mais se lever et être debout. Que la volonté de convergence restait un vœu pieux tant que le sens de la convergence n'était pas fixé plus précisément. Eux n'ont rien à faire de l'intersectionnalité ! Le projet de loi El Khomri ? Quand le chômage atteint un tel niveau dans certains quartiers, que bien des personnes n'y sont d'ailleurs plus inscrites sans pour cela être au travail, aucune loi ne peut les atteindre et en tout cas aggraver la situation. Pour converger avec le mouvement des places encore faudrait-il qu'il y ait un sens commun à donner à la convergence au lieu de la poser abstraitement comme une évidence.

D'une manière générale les appels à la convergence des luttes sont nombreux, mais ils sont empreints d'une naïveté désarmante. Mais cette naïveté trouve ici ou là ses contre-exemples : à Lyon, par exemple, le lycée de Vaulx-en-Velin, en banlieue Est, est à la pointe de la lutte lycéenne dans la région et des ministres venant en visite de façon inopinée à Vaulx, une convergence concrète avec Nuit debout a pu être projetée avec une manifestation organisée à Vaulx et qui a débordé dans quelques affrontements sporadiques. Mais dans l'ensemble les convergences concrètes sont rares et rendues en outre difficiles, car visiblement la plupart des présents ne se sont jamais égarés en banlieue... ni vers une usine.

Quelques voix isolées ont toutefois mentionné sur la place Guichard à Lyon que plutôt que d'appeler abstraitement à la convergence ou de vouloir aller porter la bonne parole aux ouvriers sur le projet de loi El Khomri, il vaudrait peut-être mieux déjà aller là où il se mène une lutte comme chez Bosch.

Ces limites internes apparaissent aussi dans le fait que l'autonomie du mouvement est toute relative. Nous avons vu pourquoi quand nous avons parlé de son lancement. Mais il s'agit aussi d'autre chose, à savoir la présence sur les places d'organisations et d'associations représentant les particularismes précédemment cités qui se sont installés tout tranquillement et quasi naturellement avec tout leur matériel organisationnel... comme si elles n'étaient pas des organisations politiques, mais de simples bonnes causes dont la présence ne fait pas question. Peu soucieuses de ce qui se passe autour d'elles, elles vendent leur soupe comme si de rien n'était, en touristes profitant de l'occasion. Mais ce qui a toujours été reproché aux gauchistes récupérateurs et manipulateurs ne leur est pas reproché. Elles sont au-dessus de tout soupçon, car elles sont dans l'air du temps qui est pourtant celui de la dynamique du capital, du recul des limites. Cet éparpillement dans lequel certains voient une force est renforcé par un mode d'intervention qui fait se succéder à la tribune et en un temps record tous les défenseurs de ces différentes causes dont beaucoup semblent défendre avant tout leur souci de soi.

Petit bilan provisoire

Les réunions Nuit debout à Paris et dans nombre de villes de province semblent avoir atteint un régime de croisière. Le mouvement peine à trouver un second souffle. Les protagonistes et organisateurs présents dès l'origine du mouvement Nuit debout à Paris reconnaissent d'ailleurs eux-mêmes qu'il n'y a pas plus de monde au bout d'un mois d'activisme qu'au début de l'occupation. Beaucoup d'étudiants, des jeunes chômeurs, quelques retraités, la nuit, et même le jour, prennent la parole comme pour dire leur ras-le-bol ou leur souffrance en dehors et contre les médias aux mains des privilégiés, mais on sent une impossibilité quasi structurelle à intervenir dans le monde réel, c'est-à-dire dans les entreprises, sur les transports, la santé, l'éducation ou le logement, à proposer un contenu et un rapport de force.

Des places sont occupées, mais le mouvement d'occupation ne gêne pas tant qu'il reste circonscrit. Or, dès qu'il déborde, il risque d'être stoppé, car il n'a pas d'autre ancrage protecteur, celui que fournissait autrefois la grande usine («la forteresse ouvrière»); pas de base arrière comme celle que peut encore parfois fournir l'université. Même si elles précèdent le mouvement actuel, les actions des salariés de Goodyear et d'Air France ainsi que la répression qui s'en est suivi (licenciements et condamnations pénales) sont de bons indicateurs du rapport de force actuel. Tout ce qui

n'est pas massif et généralisé risque la pénalisation de ce qui ne sont plus que des actions de résistance.

Les éventuels appels à l'insurrection au cours de manifestations «sauvages» comme à Marseille¹, d'opérations coups de poing comme à Lyon ou de fin de manifestation comme à Paris, Rennes ou ailleurs ne sont pas des suites logiques du mouvement, son extension violente et massive, mais des excroissances justement faciles à réprimer pour cela.

En l'absence de luttes parallèles et significatives de la part des salariés, il n'y a personne pour prendre le relais ou donner un coup de pouce au mouvement. Les appels pathétiques à la Grève générale² expriment ce divorce ressenti obscurément, sans avoir les moyens réels de briser les diktats du capital et d'opposer d'autres pratiques directes contre l'économie.

Par exemple comment rendre les transports en commun gratuits immédiatement ? La question de la violence se pose alors différemment, non pas à travers le culte de la violence ou la haine du flic ou du fasciste, comme essaient de l'imposer avec les mêmes méthodes les «antifas» ou les petits groupes de lycéens venus en découdre, mais concrètement en s'en prenant aux dispositifs de contrôles, aux machines, aux moyens de paiement, et non pas en orientant la violence sur les personnes. Pour le moment nous n'en sommes pas là et le mouvement n'ouvre pas une telle perspective. À l'ancienne lutte des classes anticapitaliste, se substitue le clivage idéologique gauche-droite qui est constamment réactivé, par une nébuleuse groupusculaire qui s'affiche libertaire et antifasciste au mieux, souverainiste au pire. Sur les places où les gens se rassemblent, on parle toujours de convergence des luttes, mais sans se mettre d'accord sur ce qu'est une lutte et surtout ce qu'est et/ou ce que serait une lutte contre le capital³. (2 mai 2016)

¹ La feuille marseillaise *Camarade* (journal communiste gratuit dont l'adresse électronique est antigestion@riseup.net et le site 19h17.info) comprend dans son numéro 2 une bonne analyse des limites de cet insurrectionnisme et marque bien l'ambivalence d'un mouvement dont nombre de membres souhaitent le capital, mais sans les capitalistes. Cf. aussi les individus qui animent «tanquil.net».

² «Reconductible» rajoutent certains pour faire bonne mesure et comme si cela pouvait sonner comme un avertissement contre toute hypothèse bureaucratique d'une grève générale d'un jour... qui n'est même pas à l'ordre du jour !

³ Certains slogans sont à cet égard très révélateurs. Le «On vaut mieux que ça», très répandu et consensuel, est emblématique du côté «affirmatif» et non pas négatif du mouvement. Il est un signe patent de la rupture avec

le fil rouge des luttes prolétariennes. La lutte pour des places est revendiquée au lieu de la lutte de classes. Le «système» ne reconnaît pas «nos» mérites, il nous traite mal, il sous-emploie nos capacités, il gaspille de la ressource humaine.

C'est tout à fait vrai, mais c'est un point de vue individuel qui, même agrégé à d'autres points de vue individuels, ne donne aucune force collective. Un autre slogan, plus négatif celui-là, a fleuri ces derniers jours sur les murs des lycées sous forme d'affichettes ; il s'agit du «Se lever pour 1200 euros par mois c'est insultant». Le «se lever» signale peut être une référence au «droit à la paresse», mais le «1200 euros» signale sûrement à quel point la culture de la «thune» est devenue dominante. Les auteurs (affichettes sans signature) pensent sûrement valoir plus eux aussi et se sentir insultés par le niveau du SMIC, mais ce qu'ils expriment là sans le savoir, c'est leur mépris pour tous ceux qui doivent concrètement aujourd'hui s'en contenter.

Le fantôme de Deleuze place de la République

vendredi 13 mai 2016

« *La différence entre les gens du commun et les professeurs d'université, c'est que ces derniers sont arrivés à l'ignorance après de longues et pénibles études.* »

Aphorismes, Oscar Wilde.

Il y a quelque chose de profondément corrompu au royaume de la pensée radicale à la française. J'emploie le terme «corrompu» non pas au sens moral, mais au sens de marchandises «gâtées» dès leur fabrication. Le phénomène ne date évidemment pas d'aujourd'hui et le spectacle politico-culturel qu'offre la place de la République n'en est que la manifestation la plus récente.

Dans le supermarché des idéologies qui y a monté ses stands, le postmodernisme occupe la place de choix. Plus particulièrement le deleuzisme, qui, manifestement, constitue l'un des dénominateurs communs du citoyennisme mille fois recyclé et adapté au goût du jour, régnant autour de la statue de la déesse tutélaire de l'Etat hexagonal, et qui ponctue les discours des politiciens à la mode, à commencer par ceux de Lordon.

Vu la mythologie avantageuse qui a permis d'anoblir le deleuzisme, de lui attribuer le titre de pensée subversive, et le rôle qu'il joue actuellement, il n'est pas inutile de revenir brièvement sur le parcours de Deleuze et de ses acolytes, sans prétendre à l'exhaustivité mais en relevant quelles furent leurs prises de position à des périodes charnières de l'histoire auxquelles ils furent confrontés. Car Deleuze fait partie de ces personnages qui, dès les lendemains de Mai 68, eurent la prétention d'être des philosophes engagés dans des activités originales, et d'ouvrir des pistes de réflexions et d'actions au-delà des frontières tracées et verrouillées par le militantisme traditionnel. Bien que ses prises de position n'épuisent pas la question des analyses critiques que nous pouvons porter sur ses «boîtes à outils» conceptuelles, les premières dépendent des secondes et en révèlent, dans bien des cas, le sens. Ce que les recycleurs d'aujourd'hui préfèrent occulter.

Le ghetto universitaire de Vincennes, prototype de celui actuellement domicilié à Saint-Denis [*université Paris VIII*], fut institué par le pouvoir gaulliste pour neutraliser les tentatives de révoltes qui secouaient le monde policé des facultés et pour offrir des strapontins à des idéologues quelque peu atypiques, du moins à l'aune des canons qui réglaient alors l'activité des cénacles universitaires. A Vincennes sévirent donc ceux qui allaient devenir les fourriers du postmodernisme : les Foucault, Deleuze et Guattari

pour ne prendre que les plus connus et les plus reconnus dans les milieux de la militance polymorphe qui est apparue dans la foulée de Mai 68. Deleuze, jusqu'alors simple historien de la philosophie, participa donc, sous la dégaine du contestataire habillé en blue-jeans et refusant les cours magistraux, à l'opération de récupération.

Il put déployer sans frein sa conception de «la philosophie engagée», résumée dans *Qu'est-ce que la philosophie*, opuscule rédigé ultérieurement avec Guattari : *«Les concepts, ce n'est pas du tout quelque chose de donné. Bien plus, les concepts ce n'est pas la même chose que la pensée : on peut très bien penser sans concept et, même, tous ceux qui ne font pas de philosophie, je crois qu'ils pensent, qu'ils pensent pleinement, mais qu'ils ne pensent pas par concepts – si vous acceptez l'idée que les concepts soient le terme d'activités ou des créations originales. Je dirais que les concepts, ce sont des systèmes de singularités prélevés sur des flux de pensées. Le philosophe, c'est quelqu'un qui fabrique des concepts. Est-ce que c'est intellectuel ? A mon avis, non.»*

De tels propos, à première vue dirigés contre le doctrinarisme à prétention universelle qui régnait alors à l'université, ne remettaient pas en cause le rôle des mandarins mais le renouvelait sous prétexte d'accompagner la multiplication des «champs» particuliers qui, après Mai 68, devaient constituer les objets de leurs recherches. Justification donc du même rôle, mais plus subtile et apparemment plus modeste, grâce à l'introduction des notions de flux et de singularité, devenues depuis lors les pénibles lieux communs de la philosophie postmoderniste. Il n'en demeure pas moins, dans l'optique de Deleuze et Guattari, que si les simples mortels étaient susceptibles de penser, merci pour eux, ils ne conceptualisaient pas dans la mesure où ils ne philosophaient pas !

Belle insanité, alors que les révolutionnaires de l'époque rappelaient que pour penser au plein sens du terme, penser la transformation révolutionnaire du monde, il fallait abandonner le terrain de la philosophie, le terrain des seules interprétations et réinterprétations successives du monde qui constituaient l'essentiel du travail effectué dans les facultés prestigieuses, comme la Sorbonne, et la source de leur notoriété.

Lorsque les deux compères affirmèrent ensuite, dans l'introduction de *Mille plateaux*, *«qu'il n'y a pas, qu'il n'y a jamais eu d'idéologie»*, ils défendaient en réalité leur rôle d'idéologues postmodernistes. Ils dévoilaient ce qu'ils étaient et à quoi correspondait la prolifération conceptuelle à laquelle ils consacraient l'essentiel de leur activité, dans la pure tradition de l'université française, véritable cage d'écureuil tournant en roue libre, dans laquelle il ne fallait pas entrer sous peine de perdre le sens des réalités. Ce qui arriva, hélas, à pas mal de contestataires qui avaient pourtant commencé à désertier les cours officiels en Mai 68. En remplissant les salles de Vincennes pour écouter les derniers jargonneurs à la mode et pour collaborer avec eux à la fabrication et au polissage de leur

«machine de guerre» conceptuelle, prétendument opposée à «l'appareil d'Etat», ils acceptaient d'être de nouveau enfermés dans l'enclos universitaire, et ils abandonnaient la moindre activité critique, en théorie comme en pratique.

En effet, dans les cours donnés par Deleuze apparaissait déjà clairement le noyau de l'idéologie qui fut formatée dans *Mille plateaux* et qui était annoncée dans ses œuvres de jeunesse consacrées à l'histoire de la philosophie : la prétention d'avoir dépassé la dialectique du négatif au bénéfice d'affirmations plurielles, a priori porteuses de ruptures partielles, dont la mise en réseaux «horizontaux» et la convergence devaient faciliter l'émergence de quelque chose de neuf, au-delà de l'horizon «vertical», verrouillé par la hiérarchisation traditionnelle des pensées et des actes, formalisée par l'action et l'organisation en parti. «Renversement de perspective» sans pareil à écouter les propos de nos deux modestes inventeurs qui «oubliaient» que, en matière d'appréciation du rôle des partis, Simone Weil avait énoncé à l'aube des années 1940, dans les «Notes sur la suppression générale des partis politiques», des critiques autrement plus intéressantes. Bref, dans leur optique, de tels «rhizomes» étaient en eux-mêmes porteurs de radicalité, sans même que nous ayons vraiment besoin de nous interroger sur les objectifs poursuivis. En Mai 68, les révoltés avaient lancé : «Soyons réalistes, exigeons l'impossible !»

Mine de rien, à travers leur histoire de «rhizomes», Deleuze et Guattari rétrogradaient vers des conceptions qui rappelaient le «possibilisme» d'antan, défendu par des réformistes comme Bernstein, à la veille de la Grande Guerre : «Le mouvement est tout, le but final n'est rien.» En fait, dès la fin des années 1960, les deux compères, sans oser l'affirmer crûment, étaient déjà plutôt hostiles aux tentatives de subversion globale. Ils les considéraient comme génératrices de totalitarisme, comme des héritières de la «transcendance» propre à la théologie, reprise par le rationalisme, puis par l'étatisme. Par suite, ils appelaient à la création de «plans d'immanence», bref d'espaces, de réseaux et de cercles qui, vu leur positivité radicale présumée, n'avaient même plus besoin de critiquer l'univers des partis. Il leur suffisait de les ignorer en quelque sorte. Posture qui permettait au célèbre tandem d'occulter le rôle contre-révolutionnaire tenu en Mai 68 par le PCF et les organisations de masse qui lui étaient subordonnées, CGT en tête. La suite le confirma.

En France, l'aventure grotesque de Vincennes n'était pas encore terminée que, du côté de Bologne, en Italie, dès le printemps 1977, la situation était suffisamment explosive pour que le pouvoir d'Etat, en la personne du maire communiste de la ville, fasse intervenir les blindés des carabinieri. A l'automne de la même année, l'ordre pour l'essentiel rétabli, tous les cercles, les groupes et les partis hostiles à la révolution, PCI compris, organisèrent l'énorme spectacle politico-culturel qui porta l'estocade à ce qui restait de subversif dans les oppositions encore vivaces.

De nombreux textes critiques existent sur le sujet depuis des décennies, par exemple «Prolétaires si vous saviez» et, désormais, l'article collectif : «Brève relation sur la décomposition de la contre-culture en Italie», datant du milieu des années 1980, qui montre le rôle de frein que joua l'idéologie deleuzienne, est disponible.

A ce titre, la «Déclaration des intellectuels français» invités à participer au spectacle de l'automne, rédigée pour l'essentiel par Deleuze, est édifiante : *«Nous n'avons jamais comparé l'Italie et le Goulag. Nous n'avons jamais prétendu mener d'action systématique contre le PCI. Nous n'avons strictement rien à voir avec les nouveaux philosophes ni avec leur antimarxisme, ni avec un antimarxisme quelconque. Nous constatons seulement que le PCI est le premier parti communiste en Europe de l'Ouest à ne plus être dans l'opposition. Nous n'opposons pas le spontanéisme des masses à l'organisation du Parti, mais nous croyons au caractère constructiviste de certaines agitations de gauche qui ne passent pas nécessairement par le compromis historique.»*

Depuis des années, les «semeurs de peste», à Bologne et ailleurs, combattaient le PCI, parti de l'ordre d'autant plus dangereux qu'il bénéficiait encore de la confiance de nombreux prolétaires. Le «compromis historique» avait pour fonction de faciliter la liquidation des poussées subversives endémiques qui secouaient le pays, y compris en déchaînant contre elles la coercition d'Etat la plus implacable. Or, dans «La déclaration», la fonction contre-révolutionnaire du «compromis historique» est occultée. Le Parti qui le porte, censé être ignoré par les apôtres des «révolutions moléculaires», réapparaît brutalement comme force incontournable avec laquelle il est conseillé de coexister. Les antagonismes réels étaient ainsi refoulés, voire niés. À commencer par celui existant entre la hiérarchie du Parti et la spontanéité des «semeurs de peste». A Bologne, l'idéologie constructiviste à peine née était déjà morte. Ses promoteurs, Deleuze en tête, jouèrent en réalité le rôle de rabatteurs pour le PCI et pour l'ensemble des groupes qui, comme Lotta Continua, tentaient d'éviter les retours de flammes révolutionnaires. «Je crois que Guattari et moi, nous sommes restés marxistes», dira plus tard, dans *Pourparlers*, Deleuze. Le terme «léniniste» conviendrait mieux, vu les positions qu'ils adoptèrent à Bologne et par la suite, après leur retour en France. C'est pourtant au cours de la période bolognaise qu'est apparu le mythe selon lequel les mécanos des diverses «boîtes à outils» postmodernistes, Foucault, Deleuze, Guattari, voire Derrida, étaient des phares de la pensée subversive. Mythe créé et amplifié par des leaders de l'autonomie comme Negri.

De 1977 à 1981, Deleuze et Guattari tournèrent l'essentiel de leur critique contre la droite au pouvoir et, à la veille de l'élection de Mitterrand, tout en accordant leur soutien à la candidature «scandaleuse» de Coluche, ils firent dans les coulisses campagne pour la gauche. En témoignent les «pourparlers» menés à Vincennes, ainsi que les racolages

dans les réunions gauchistes et écologistes effectués par Guattari, beaucoup plus présent sur le terrain de la militance que Deleuze. A la même époque, les révolutionnaires les plus lucides, en parfaite contradiction avec l'attitude des bricoleurs des «révolutions moléculaires», stigmatisaient l'arrivée programmée de la gauche au pouvoir comme opération destinée à faciliter la modernisation du capital et de l'Etat que la droite en déroute ne pouvait plus réaliser.

Le summum de l'opportunisme fut atteint avec la présence remarquée de Deleuze, enthousiasmé, à l'intronisation de Mitterrand au Panthéon. Puis avec la participation de Guattari, par l'intermédiaire de Lang le démagogue, à la mise en place des spectacles et des médiations politico-culturelles, telles que «La fête de la musique», destinés à amuser les supporters de la gauche et à leur offrir, à défaut de brioches, des jeux. Histoire de leur faire avaler la soupe aigre en préparation.

En 1981, Deleuze fit encore sensation en refusant de signer la pétition lancée par quelques «intellectuels engagés» à la Bourdieu, dénonçant la position «neutraliste» de Mitterrand lors du coup d'Etat effectué en Pologne par le général Jaruzelski. L'instauration de l'état d'exception était destinée à écraser les insoumis qui commençaient à traiter Walesa, le leader de Solidarnosc, de briseur de grèves. L'affaire fut donc qualifiée par l'Elysée «d'affaire intérieure polonaise». Deleuze, via *Libération*, confirma son intention de ne pas «mettre dans l'embarras le gouvernement socialiste qui venait juste de s'installer». Les individus pourchassés en Pologne et qui croyaient au mythe de la France «terre d'accueil» n'avaient qu'à aller ailleurs ! C'est bien connu depuis Henri IV : Paris vaut bien quelques messes ! Et l'Elysée quelques restrictions mentales jésuitiques et quelques adaptations de l'idéologie des «révolutions moléculaires» aux injonctions de la raison d'Etat !

En récompense, Deleuze n'obtint que des grimaces de sympathie de la part de Mitterrand. Guattari, par contre, plus impliqué au quotidien dans les activités des cercles proches de la présidence, reçut des mains de Lang, en 1983, la médaille de Commandeur des arts et des lettres. Il l'accepta «non pas à titre de récompense pour services rendus à l'Etat», mais «parce c'était l'un de ses amis proches qui lui remettait». La «subjectivité» sans pareille de nos pourfendeurs de «l'objectivisme de la Raison» atteignait là son stade terminal : la pure hypocrisie qui caractérise les larbins de l'Etat.

A l'enthousiasme succéda la déception. Mais les aigreurs d'estomac accompagnées parfois d'accès d'indignation morale, sur les extraditions de Basques par exemple, étaient dues au fait que nos incomparables philosophes, qui avaient favorisé la venue au pouvoir du PS, épaulé par le PCF, n'étaient pas reconnus à leur juste valeur, à titre de conseillers du prince. Dans leur philosophie, il y avait certes beaucoup de «gammes», de «variations» et de «ritournelles», pour reprendre les métaphores musicologiques qu'ils utilisaient pour justifier les virages opportunistes

qu'ils négociaient en fonction des circonstances. Mais, en ce qui concerne leurs appréciations des signataires du «Programme commun», ce fut toujours, pour l'essentiel, le même son de cloche répétitif qui résonna, en dépit des infamies que ceux-ci avaient commises dans l'opposition, puis au pouvoir en quatre ans à peine.

En 1985, dans l'interview donné à *L'autre journal*, intégrée à *Pourparlers*, Deleuze affirmait encore : «*D'un régime socialiste, beaucoup de gens attendaient de nouveaux types de discours. Des discours très proches des mouvements réels, et capables dès lors de se concilier avec ces mouvements, en constituant les agencements compatibles avec eux. La Nouvelle Calédonie, par exemple. Quand Pisani a dit : "De toute manière, ce sera l'indépendance", c'était déjà un nouveau type de discours. Cela signifiait : au lieu de faire semblant d'ignorer les mouvements réels pour en faire l'objet de négociations, on va tout de suite reconnaître le point ultime, la négociation se faisant sous l'angle de ce point ultime, accordé d'avance. [...] Le rôle de la gauche, qu'elle soit ou non au pouvoir, c'est de découvrir des types de problèmes que la droite cache. Or, il semble malheureusement qu'on puisse parler à cet égard d'une véritable impuissance à informer. Il y a certes des choses qui excusent beaucoup la gauche : c'est que les corps de fonctionnaires, les corps de responsables, ont toujours été de droite en France. [...] Les socialistes n'avaient pas les hommes pour transmettre et même élaborer leurs informations, leurs manières de poser les problèmes. Ils auraient dû faire des circuits parallèles, des circuits adjacents. Ils auraient eu besoin des intellectuels comme intercesseurs. Mais tout ce qui s'est fait dans cette direction, ça a été des prises de contact amicales, mais très vagues. [...] La gauche a besoin d'intercesseurs libres, à condition qu'elle les rende possibles. Ce qui a été dévalorisé, à cause du parti communiste, sous le nom ridicule de "compagnons de route".*»

En 1985 donc, Deleuze en était encore à chercher des «excuses» à la gauche, à la veille de la première «cohabitation» avec la droite, sous la présidence de Mitterrand, et à déplorer que le pouvoir d'Etat ne fasse pas suffisamment appel à lui et à ses acolytes, par exemple sur la question coloniale en Nouvelle Calédonie. Il ne trouvait rien de mieux à faire que de soutenir le plan Pisani qui visait à négocier l'autonomie avec les chefs opportunistes du FLNKS et à isoler, voire à liquider, les radicaux qui s'en éloignaient. De plus, il passait sous silence le fait que Guattari continuait à jouer le rôle d'intercesseur politico-culturel auprès de l'Elysée. Ce qui amena le même Guattari en 1987, donc en pleine «cohabitation», à rédiger, dans la veine du «multiculturalisme» qui ferait prétendument la «spécificité» de l'Etat-nation à la française, le discours de Mitterrand à la Sorbonne sur les relations entre la culture et le pouvoir, sur «la culture comme source du pouvoir», d'après les propres termes utilisés par le chef de l'Etat ! A quelques mois à peine de l'affaire d'Ouvéa, où les commandos

de choc envoyés par l'Elysée furent chargés, par la mise en œuvre de la terreur sans phrase ni ritournelle, de rappeler aux têtes chaudes de l'archipel en quoi consistait la raison d'Etat républicaine.

* * *

Dans les dernières années de sa vie, Foucault avait prédit que «quelque jour, le siècle sera peut-être deleuzien», espérant qu'il serait peut-être aussi foucauldien. Par malheur, il a eu en grande partie raison et les décennies suivantes, les rêves des postmodernistes, qui sont nos cauchemars, prirent corps. L'emploi de leurs «boîtes à outils» conceptuelles dépassa largement le cercle des universités françaises. Elles furent reconnues et recyclées à l'envi non seulement par bon nombre de prétendus contestataires à travers le monde, dans les milieux universitaires au premier chef, sous la marque de fabrique «French Theory», mais aussi par des gestionnaires du capital et de l'Etat, y compris par des généraux, membres de cercles de réflexion militaires. Ce qui est logique car le deleuzisme n'a jamais pris à partie que les modes de domination les plus figés et les plus traditionnels qui étaient ébranlés et, en partie, déjà obsolètes. En ce sens, il a plutôt annoncé ce qui constitue aujourd'hui l'un des modes les plus sophistiqués d'organisation du capital et de l'Etat, grâce à la création et à la multiplication des technologies miniaturisées permettant la mise en relation des citoyens atomisés et même des institutions qui les chapeautent sur le modèle des réseaux. Réseaux dont la prolifération à la base de la pyramide sociale et étatiste n'en ébranle nullement ni les fondations, ni le sommet, le siège du pouvoir. Bien au contraire.

Les rédacteurs de *Mille plateaux* en avaient d'ailleurs à moitié conscience, comme le montre la note suivante : «*Le caractère principal du système acentré, c'est que les initiatives locales sont coordonnées indépendamment de l'instance centrale. [...] Il arrive même que des généraux, dans leur rêve de s'approprier les technologies de guérilla, fassent appel à des multiplicités de modules synchrones, ne comportant que le minimum de pouvoir central et de relais hiérarchiques.*» Ce qu'ils occultaient, c'est que Lénine, dans le cadre de la conquête insurrectionnelle du pouvoir par le Parti, avait déjà préconisé ce mode d'organisation dès la révolution de 1905, dont l'importance avait d'ailleurs été signalée par Clausewitz, dans des notes concernant la résistance espagnole à l'époque de l'invasion napoléonienne. Mode d'organisation qui fut généralisé à l'époque de la multiplication des guérillas nationalistes à travers le monde, à commencer par la guérilla maoïste en Chine dès la fin des années 1920, «machine de guerre nomade» par excellence comme le montre «La longue marche».

En d'autres termes, contrairement à ce que prétendent nos deux bricoleurs de concepts, les «machines de guerre» ne constituent nullement

des «agencements» antérieurs à la constitution des «appareils d'Etat» ou qui leur seraient étrangers et, par suite, qui leur seraient préférables. Ce que croyait déjà Bataille, le principal créateur du mythe sur le guerrier sauvage sans foi ni loi, hostile à la civilisation et à la morale d'origine chrétienne. Aujourd'hui, même des têtes pensantes de Tsahal sont furieusement deleuziennes, tel le général Naveh : *«Plusieurs concepts élaborés dans Mille plateaux nous sont devenus essentiels. [...] Ils nous ont permis de rendre compte de situations contemporaines que nous n'aurions jamais pu expliquer autrement. [...] Le plus important est la distinction que Deleuze et Guattari ont établie entre les concepts d'espaces lisses et striés [...] qui renvoient aux concepts organisationnels de machine de guerre et d'appareil d'Etat. L'armée israélienne utilise maintenant souvent l'expression "lisser l'espace" pour parler de la façon d'aborder des opérations dans des espaces comme s'ils n'avaient aucune frontière.»* Les Palestiniens apprécieront.

En réalité, le deleuzisme n'a jamais eu le moindre caractère subversif. Contrairement à ce qu'affirme la mythologie avantageuse qui a cours aujourd'hui, et qui est recyclée et diffusée sans cesse, comme pâtée prédigérée, destinée à être ingurgitée par des individus révoltés, certes sincères mais en général jeunes et naïfs, à la recherche d'idées et d'expériences hors des sentiers battus. Ce véritable bourrage de crânes, destiné à désamorcer de façon préventive toute tentative de rupture effective avec le monde de la domination et, au contraire, à faciliter son maintien sous de nouveaux costumes plus présentables, Lordon, les philosophes de bazar et les politiciens qui l'entourent y contribuent, en toute connaissance de cause, place de la République, dans des facultés et dans des assemblées tenues, avec des leaders syndicalistes à la Bourse du travail, à commencer par ceux de SUD. A des degrés divers, ils jouent le rôle de rabatteurs pour la gauche de la gauche officielle, pour des politiciens comme Mélenchon qui, bien entendu, demeurent dans les coulisses du théâtre de marionnettes. Leur appel, «Pourquoi nous soutenons la jeunesse» paru sur «Lundi matin», critiqué dans «Hazan, du bolchevisme au postmodernisme», en est la manifestation la plus évidente.

D'ailleurs «Lundi matin» est actuellement le site qui repasse en boucle les thèmes deleuziens pour justifier l'injustifiable. Sa réputation subversive est parfaitement usurpée, à l'image de celle de la défunte revue *Tiqun* dont il recycle manifestement pas mal de thèses.

Exemple entre mille, tiré de l'article «Quelques axiomes pour les Nuits debout» : *«La multitude de Nuit Debout ne tourne plus son action vers les médias, les institutions ou le public des démocraties légales, elle tend au contraire à se constituer en forces stratégiques immanentes, aux pratiques variées, dont l'organisation et les structures affleurent peu à peu.»* Affirmation mensongère, dans l'esprit du maître à penser, qui camoufle la

sinistre réalité de la place de la République. A savoir qu'y dominant, à titre de «multitudes» qui «émergent», de multiples idéologies, toutes plus indéfendables les unes que les autres, y compris le racialisme à la mode du PIR et l'antisémitisme qui va avec. Toutes y cohabitent et prolifèrent, sous prétexte justement de ne rien imposer d'unique à personne, alors même que leurs porte-voix acceptent et même reconduisent souvent le discours le plus partagé, celui du souverainisme et de l'étatisme, présentant l'Etat-nation hexagonal comme le rempart contre les ravages attribués au «néolibéralisme», à la «finance mondiale», etc.

«Lundi matin» est la parfaite expression, sous couverture deleuzienne, de la préparation faisandée prétendument radicale qui intoxique mal de têtes, y compris en ce qui concerne l'appréciation portée sur les religions, l'Islam au premier chef. Bataille, revu par Deleuze, est ainsi mobilisé dans «La guerre véritable», daté de novembre 2015. D'après l'auteur, «*nous ne serons pas les premiers ici à défendre l'antique thèse que la liberté commence par le fait de ne pas redouter la mort, et qu'en la matière il semble que les assaillants de vendredi dernier soient un peu plus affranchis que "nous"*». «Viva la muerte !», en quelque sorte.

Présenter des porte-flingues de Daesh, bardés de technologie, comme les héritiers des guerriers sauvages, hostiles à la civilisation et au culte de la marchandise à laquelle «nous» serions tous soumis dès que nous écoutons du rock ou que nous buvons de la bière en terrasse – à supposer que ces guerriers aient existé ailleurs que dans le monde imaginaire morbide de Bataille –, il fallait oser ! Elle est passée à la trappe, la critique de la morale ascétique. Morale bien caractérisée par Nietzsche, dans *Par-delà le bien et le mal*, comme idéologie «morbide», comme «le narcotique des castes sacerdotales» aspirant à «l'extermination de la vie».

Comme la majorité des articles paraissent avoir été rédigés, sous acides, par des scribes ânonnant, regrattant et recopiant laborieusement les œuvres de Deleuze, les gestionnaires de «Lundi matin» ont fait appel à quelques notoriétés spécialisées dans l'art de noyer le poison et de concilier les contraires, histoire de tenter de relever le niveau, au moins celui du style. D'où la présence remarquée de Colson, l'universitaire lyonnais qui tente de refonder l'anarchisme sur la philosophie, le deleuzisme y occupant la place d'honneur, de la même façon que Marx fonda le marxisme sur la science. Rôle d'intercesseur auquel il se prête avec complaisance, comme la revue *Réfraction* à laquelle il participe, le faisait avec *Tiqqun*, recouvrant de ses conceptions à géométrie variable, sortes de «plans d'immanence» conceptuels, y compris sur l'Islam, les énormités et même les infamies racialistes qu'affiche le site.

Pour conclure, je sais bien que la différence entre l'époque actuelle et celle où sévissait Deleuze est de taille. Premièrement, aujourd'hui, c'est en quelque sorte la gauche caviar au pouvoir qui a pris la place de la droite des lendemains de Mai 68 et, deuxièmement il n'y a pas de poussées

subversives à liquider, mais, au mieux des manifestations d'effervescence à calmer et des poignées de jeunes rétifs à qui l'Etat a décidé d'inculquer le sens du devoir civique, par la force si nécessaire, comme nous le voyons ces dernières semaines. Pourtant, sans faire d'analogies faciles, il est nécessaire de rappeler ce que le deleuzisme, qui réapparaît place de la République et ailleurs, représente. Certes, «l'expérience n'est que la lanterne qui éclaire le chemin déjà parcouru», d'après le proverbe chinois. Elle ne peut en aucun cas servir de substitut à l'imagination créatrice au meilleur sens du terme, à l'imagination subversive, qui fait cruellement défaut aujourd'hui. Mais, au moins peut-elle servir pour ne pas retomber dans des ornières connues, trop connues. C'est dans cet esprit que j'ai rédigé ces quelques paragraphes. En espérant pouvoir les partager avec d'autres individus que le monde de la domination insupporte et qui désirent l'anéantir.

Julius, mai 2016.

Pour toute correspondance : julius75@free.fr

(Texte repris du site Non Fides)



GILLES DELEUZE
FÉLIX GUATTARI
CAPITALISME ET SCHIZOPHRÉNIE 2
MILLE PLATEAUX



LES ÉDITIONS DE MINUIT

Violence des uns, violence des autres

Nouvelle donne, vieilles rengaines n° 15 (mai 2016)

Depuis plusieurs années maintenant, il n'est pas rare que des manifestations dégénèrent à Nantes, Rennes, Paris ou ailleurs.

Pour certains, ces violences, ces atteintes aux biens publics ou privés et aux personnes assermentées (les forces de l'ordre) sont inacceptables et à condamner. Ils considèrent que dans la société démocratique, même imparfaite dans laquelle nous vivons, la défense des intérêts particuliers ou de l'idée qu'on se fait de l'intérêt général doit rester dans le cadre de la légalité, doit se faire dans le respect des lois. Ce point de vue moral ou éthique, respectable en lui-même, je ne le partage pas ; ce qui ne veut pas dire que j'approuve à chaque fois qu'un malheureux abribus, que les vitres d'un commerce quelconque subit la colère des manifestants ; j'y reviendrai.

Ce point de vue, je ne le partage pas parce qu'il nie le rôle central de la violence dans l'Histoire. Car cette violence, qu'on le veuille ou non, a joué un rôle fondamental dans l'émergence puis la consolidation et le renforcement de la société démocratique. Condamner la violence au nom de la morale, chrétienne ou laïque, c'est oublier que c'est grâce aux multiples pratiques d'action directe développées par les travailleurs ou citoyens que nous ne sommes plus pieds et poings liés, entre les mains des puissants.

Violence et mouvement ouvrier sont intimement liés. Sans les pratiques illégales multiples développées par les exploités pour s'affranchir du capitalisme, les organisations ouvrières n'auraient pu s'affirmer et être finalement légalisées sous la Troisième République ; une reconnaissance qui intervient en 1884 et qui a un but pour la bourgeoisie d'alors au pouvoir : canaliser la contestation ouvrière. Sans l'occupation des usines durant le Front populaire de 1936, pas de congés payés. Mais en 1936, diront certains, les ouvriers n'ont rien cassé, bien au contraire, ils ont bichonné les machines, tenu propres les ateliers et organisé même des portes ouvertes ! Oui, c'est vrai, mais ils ont fait pire aux yeux de la bourgeoisie d'alors : ils ont nié le droit de propriété, ils ont affirmé symboliquement que l'usine était à eux, que les machines sur lesquelles ils s'usaient huit heures par jour leur appartenaient. La

bourgeoisie et les élites gouvernantes se contrefoutent des bris de vitrines et des lancés de pavés. En revanche, quand les travailleurs se permettent de remettre en question, ne serait-ce que fugitivement, l'un des piliers sur lesquels repose l'ordre politique et social, la propriété privée, cela, la bourgeoisie et les élites gouvernantes ne peuvent l'admettre, l'accepter.

Ecoutez plutôt ce qu'en disait, sarcastique, le militant Edouard Berth : *«Les ouvriers, naguère, faisaient grève, eh oui, c'est entendu ; c'est-à-dire qu'ils quittaient l'usine et... attendaient que le patron consentît à capituler au bout d'un temps indéterminé ; ils essayaient bien, par des procédés divers, de débaucher les non-grévistes et d'empêcher l'embauche d'une main-d'œuvre nouvelle ; on se rappelle ces procédés qui, déjà, paraissaient assez scandaleux et si peu respectueux de la fameuse et sacro-sainte "liberté du travail" (...) Mais cette fois, qu'est-ce à dire ? Que se passe-t-il ? Quelle est cette tactique nouvelle, inédite, extraordinaire ? Les ouvriers ne quittent plus l'usine, ils l'occupent ; ils y couchent, ils y mangent, boivent et dorment ; ils s'y installent, comme en pays conquis, que dis-je, comme chez eux, et ils font acte de bons propriétaires : ils nettoient l'atelier, ils astiquent les machines, ils tiennent tout en ordre parfait et propreté impeccable ; non seulement ils ne touchent à rien, non seulement ils ne détruisent rien, mais ils font tous actes conservatoires ; ces machines, (...) ils les soignent, ils les caressent avec amour, comme des enfants dont on espère monts et merveilles ! C'est inouï, incroyable, scandaleux ! Ma parole, se croiraient-ils donc, ces ouvriers, les véritables possesseurs et propriétaires de ces fabriques, bureaux et magasins, où nous, patrons, nous avons la charité de vouloir bien les faire travailler ? On le draît, et ils agissent tout comme si ! Et le droit de propriété, que devient-il alors ? Et la liberté individuelle ? Et la loi... bourgeoise ? Et ce gouvernement – scandale des scandales – qui laisse... occuper, qui ne bouge pas ; qui regarde, impuissant et inerte, qui approuve peut-être : mais c'est la fin de tout, mais... c'est donc la Révolution ! Ou, si ce n'est pas encore la Révolution, c'en est le prélude sinistre, et qui n'annonce, en vérité, rien de bon : mieux eût valu cent fois que les ouvriers fissent des dégâts et brisassent tout, on aurait pu alors au moins faire intervenir la troupe et les déloger ; mais cette sagesse dans l'occupation scandaleuse, cet ordre, cette organisation, cette formidable tranquillité (...) qui*

semble vous narguer, vous défier – ah non, c'en est trop, en voilà assez et il faut que cela finisse !»

Sans le joli mois de Mai 1968, où en serait-on ? Sans les occupations d'usine, les séquestrations de patrons (comme à la SNIAS à Bouguenais), sans les violentes manifestations (et elles le furent cent fois plus que celles d'aujourd'hui), la société française aurait-elle le visage qu'elle a aujourd'hui ?

Je vous avoue être particulièrement surpris de l'émotion que peuvent provoquer les actuelles dégradations au regard de celles que la France connût en 1968 par exemple. Car rue Gay-Lussac, les rebelles, comme le dit la chanson, ne brûlèrent pas qu'une Porsche. Durant les émeutes de mai, ce sont de dizaines de véhicules qui servirent d'exutoires et de barricades aux manifestants ! Sans recours aux pratiques d'action directe qui, sans être nécessairement violentes, furent bien souvent non légales, les femmes auraient-elles obtenu le droit à la contraception et à l'avortement, la communauté homosexuelle serait-elle sortie de la clandestinité et de l'ostracisme, les travailleurs immigrés auraient-ils obtenu la carte de dix ans et la fin du contrôle social raciste dans les foyers Sonacotra ? Sans les manifestations violentes de 1986, dont l'une causa la mort de Malik Oussekiné, les étudiants auraient-ils obtenu la mise au rencard du plan Devaquet ? Sans la détermination des prolétaires de Goodyear, détermination qui passa par la mise à sac de la sous-préfecture de Compiègne, les travailleurs auraient-ils obtenu un plan social plus intéressant que le coup de pied aux fesses que leur promettait la direction ? Sans mobilisations populaires dures, car elles le furent ou continuent à l'être, nous aurions une centrale nucléaire en Basse-Loire du côté du Pellerin, des champs remplis d'OGM, et un aéroport du côté de Notre-Dame-des-Landes. Dois-je continuer ?

Condamner la violence, c'est considérer en toute cohérence que ce qu'elle a permis d'obtenir est entaché d'un vice originel. Seriez-vous prêts à vous asseoir sur les acquis sociaux et sociétaux de Mai 68 (et de la décennie tumultueuse qui suivit) parce qu'ils furent obtenus grâce au recours à la force ?

De tout ce qui précède, il ne faut pas en conclure qu'on ne peut rien obtenir sans recours à la violence. Non, il faut juste comprendre que le recours à des méthodes non légales fut une constante dans l'histoire du mouvement ouvrier, et elles lui furent souvent d'un grand secours, qu'on le veuille ou non. Comme l'a écrit Georges Sorel en son temps : *«Les ouvriers n'ont pas d'argent, mais ils ont à*

leur disposition un moyen d'action bien plus efficace ; ils peuvent faire peur.» (Réflexions sur la violence, 1907).

De quoi ces violences sont-elles le fruit ? Qui sont ces casseurs et qu'expriment-ils ? Questions difficiles quand on est ni de droite, ni socialiste de gouvernement puisque dans ce cas, «expliquer, c'est excuser» si l'on en croit celui qui nous sert de Premier ministre. Non, expliquer n'a qu'un but : comprendre. Comprendre que ces «violences» ne naissent pas de rien mais qu'elles sont le fruit d'une conjoncture politique, économique et sociale. Le sociologue Jean-Pierre Garnier expliquait en 1996 que le «*bavardage prolix sur les mille-et-une causes de la violence urbaine, de même que les discussions sans fin sur les moyens de l'enrayer, permettent de prolonger le silence quasi général qui est de mise sur la violence majeure que constituent, pour ceux qui en sont les victimes, la précarisation, la paupérisation et la marginalisation.*» (Jean-Pierre Garnier, *Des barbares dans la cité – De la tyrannie du marché à la violence urbaine*, Flammarion, 1996.) Ne voir dans les «émeutiers» que des voyous ou des rebelles sans cause, nihilistes, voire des rejets d'immigrés incapables de s'intégrer, c'est oublier ou feindre d'oublier que ces gamins sont les rejets d'un système économique de plus en plus inégalitaire et violent qui ne peut prospérer sans produire son stock de déclassés et de lumpen-prolétaires. Et quand les organisations, syndicales ou politiques, tout en condamnant les violences policières, accusent l'État de laisser faire les émeutiers, autrement dit de ne pas réprimer à bon escient, elles ne font qu'affirmer par là que seules les structures bureaucratiques peuvent légitimement incarner une critique sociale digne d'intérêt.

Les actes de violence qui émaillent les manifestations sont des manifestations de radicalité politique, de colère, de frustration, comme elles peuvent l'être, aussi, de bêtise, car disons-le tout net, descendre la vitrine d'un kebab, d'un coiffeur ou repeindre la façade d'une banque faisant de l'optimisation fiscale n'ont pas la même signification politique ! Certains militants considèrent qu'il est important de contester physiquement le pouvoir, d'autant plus quand celui-ci use et abuse de l'état d'urgence pour imposer la paix sociale. Je ne considère pas que l'affrontement ritualisé avec les forces répressives de l'État soit indispensable au développement du mouvement de contestation de la loi El Khomri. Il se peut même que par son systématisme, la recherche de l'affrontement (ou l'acceptation tactique de celui-ci) soit contre-productif et contribue à

l'isolement de ceux qui ne se résignent pas à l'ordre de ce monde. Or une lutte se gagne quand elle obtient le soutien tacite ou la neutralité de celles et ceux qui ne se mobilisent pas mais «n'en pensent pas moins». Si la loi El Khomri est mise aux oubliettes ou se retrouve vidée de ses aspects les plus néfastes pour les travailleurs et ceux qui cherchent à le devenir, ce sera la conséquence d'un mouvement de masse autrement plus puissant que celui d'aujourd'hui et capable d'entraîner dans l'action, y compris même sous des formes radicales, des centaines de milliers de travailleurs et chômeurs bien souvent désabusés ou résignés.

Certains verront derrière les émeutiers la main maléfique et manipulatrice de l'État, considérant que tout Etat a intérêt que le discrédit soit jeté sur un mouvement social le remettant en cause. Il est vrai que la criminalisation du mouvement social est aussi vieille que le mouvement lui-même. Les livres d'histoire sont pleins d'exemples de ces va-t'en-guerre virulents appointés par la Préfecture ; et dans certains conflits, notamment étudiants, il n'était pas étonnant de voir certains excités sortir de nulle part, pousser à l'affrontement avant de disparaître discrètement. De même, on doit garder en mémoire que nous sommes soumis à un bourrage de crâne continu de la part des grands médias ; des médias qui n'inventent évidemment pas les dégradations mais qui souvent les exagèrent, les dramatisent et les mettent en scène, au nom du buzz, du spectaculaire et de l'ordre. Un journaliste, accablé, me confiait dernièrement qu'on ne lui demandait pas de couvrir les manifestations, mais les débordements. Il faut faire peur, tétaniser par les images l'électeur, la majorité silencieuse. Il faut lui inventer un «ennemi intérieur», une cinquième colonne pour justifier la militarisation de l'espace public, pour booster le business de la sécurité. Car la sécurité est devenu un secteur plein d'avenir avec vigiles, caméras et contrats d'assurance.

On ne peut penser les violences actuelles en oubliant l'évolution du maintien de l'ordre auquel nous assistons depuis une quinzaine d'années et les premiers grands rendez-vous altermondialistes contre l'Organisation mondiale du commerce. Les dernières années ont vu les forces de l'ordre être dotées de moyens répressifs de plus en plus puissants (aux vieux lacrymogènes, s'ajoutent désormais les taser, flashballs, gaz poivre, grenades incapacitantes ou de désencerclement, canon à eau et autres) mais aussi de nouvelles tactiques comme les rafles massives, les infiltrations, les arrestations préventives, etc. Nous assistons à une militarisation du maintien de

l'ordre, à la robocopisation du CRS dans un contexte politique de plus en plus tendu ; ce surarmement a eu pour conséquences récentes la mort de Rémi Fraisse et la mutilation physique de plusieurs jeunes hommes frappés au visage par des balles en caoutchouc ; cette manifestation de toute-puissance guerrière n'a fait que renforcer le profond sentiment de défiance des gens face à certaines forces de l'ordre, comme ceux que l'on appelle les «cow-boys de la BAC». Le fait que la Justice, en toute Indépendance comme il se doit, se montre particulièrement clément, pour ne pas dire plus, avec des policiers auteurs d'actes de violences manifestes ou de bavures ne peut que renforcer le sentiment de dégoût, de mépris qu'éprouvent de nombreuses personnes pour tout ce qui porte uniforme. S'en prendre aux CRS, aux gardes mobiles, à la brigade anti-criminalité, c'est s'en prendre à des incarnations de l'État ; un Etat perçu de plus en plus comme une machine, techno-bureaucratique, froide, tenue par une oligarchie d'affairistes et d'opportunistes interchangeables, au service des élites économiques et de leur propre carrière. La montée de l'abstention ou son niveau structurellement élevé souligne que notre système est au bord de l'épuisement, que les gens de plus en plus massivement ont conscience que le pouvoir est ailleurs qu'à l'Elysée et Matignon. La farce électorale ne fait plus rire grand monde.

«Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur surgissent les monstres.» Ces mots que l'on attribue à Antonio Gramsci me semblent particulièrement adaptés au monde tel qu'il va. Parmi ces monstres, je ne placerai pas les casseurs et autres «professionnels de la manifestation», comme le disent la presse et la police, mais les banquiers et les élites économiques. Ces derniers font mille fois plus de dégâts. Ils perpétuent leurs méfaits avec une belle arrogance, s'affranchissent du droit à l'occasion et savent négocier en haut lieu quand ils sont pris la main dans le sac. Les vrais casseurs portent costume et cravate sombre, pas des cagoules.

Patsy

(Texte repris de patsy.blog)

Solidarité avec les inculpés de l'incendie d'une bagnole de flics à Paris

mardi 24 mai 2016

Suite à l'hypermédiatisation d'une voiture de flics incendiée sous les yeux d'une bonne vingtaine de caméras, cinq personnes ont été arrêtées, dans la soirée ou le lendemain, accusées de cette attaque, somme toute, assez basique, puisque comme on l'entend beaucoup, tout le monde déteste la police, et c'est presque tous les jours qu'elle est attaquée sur le territoire de diverses manières. Notamment de cette manière-là.

A l'issue des gardes à vue, une personne a été relâchée. Les quatre autres ont été mises en examen pour «tentative d'homicide volontaire», «violences volontaires en bande organisée sur personne dépositaire de l'autorité publique», «destruction de bien public en bande organisée et participation à un attroupement armé». Un des mis en examen est également visé par le délit de refus de se soumettre au prélèvement génétique. Les quatre personnes sont actuellement en détention préventive *[trois ont été libérées sous contrôle judiciaire le 24 mai, ndr.]*. Si les accusations grandiloquentes qui leur sont faites aujourd'hui («tentative de meurtre») et la menace inconséquente qui va avec («prison à vie») ne tiendront pas une seconde lors d'un procès, elles servent cependant à assurer une détention préventive sous la bénédiction de quelques sadiques en toge.

Les médias de la démocratie, aux ordres, ont bien joué le jeu, leur zèle n'égale que leur servilité sans faille à la normalité et à la violence extrême, elle, de la paix sociale. Une entière satisfaction donnée aux syndicats de flics, qui manifestaient ce jour-là, semble être l'objectif secondaire du ministère de l'Intérieur et du gouvernement. **Un peu de sensationnel pour le citoyen moyen, un peu de vengeance pour les flics, de la dissuasion pour les révoltés. C'est derrière cet ignoble triptyque que la raison d'État s'est mise en œuvre contre quelques camarades**, probablement choisis au hasard sur un trombinoscope foireux de la pseudo «ultra-gauche», catégorie inventée par l'Etat, qui a déjà donné lieu à des dizaines de procès, d'incarcérations et de barbouzeries en tout genre au cours de la dernière décennie et aujourd'hui encore (puisque l'affaire dite «machine à expulser» reste toujours à être jugée et que plusieurs camarades et compagnons sont

encore mis en examen dans ce dossier d'ampleur). Probablement le même trombinoscope qui sert depuis peu à délivrer des interdictions et assignations diverses ces dernières semaines, sous couvert d'état d'urgence démocratique.

Aujourd'hui il nous paraît nécessaire de réaffirmer trois positions importantes :

- **En tant que révolutionnaires, nous serons toujours du côté de ceux qui défient, profanent et attaquent l'ordre, et donc aussi ses forces, dans une perspective d'émancipation.** Car la révolution ne se fera pas dans des salons avec des PowerPoint, du folklore militant et des philosophes ennuyeux, mais dans la rue, avec la haine, le feu et l'espoir.

- Ces camarades auraient pu être n'importe lesquels des milliers de manifestants qui ont redécoré les rues aux couleurs de la joie, ces derniers mois. Ils auraient pu être nous, ou vous, toi ou moi. **Cette répression est donc une attaque contre tous les révolutionnaires, et *a minima*, contre tous ceux et toutes celles «qui détestent la police» et qui détestent le travail.**

- Par conséquent, **la question de la «culpabilité» ou de «l'innocence» des camarades inculpés n'appartient qu'au pouvoir**, et nous laissons ces considérations et ce vocabulaire de code pénal, qui ne sont et ne seront jamais les nôtres, à ceux d'en face (qu'ils soient flics, juges, avocats ou journalistes). **Ce geste, quels qu'en soient les auteurs, s'inscrit dans une longue tradition de pratiques révolutionnaires, il faut donc le défendre *en tant que tel*.** Il ne s'agit pas de rendre cette attaque légitime, justifiée, ou de la minimiser, mais bien d'attaquer tout principe de légitimité, toute sommation à la justification, et toute modération dans l'attaque antiautoritaire des rapports de domination, et des agents qui protègent leur règne.

Nous affirmons donc notre solidarité avec les inculpés, et surtout, avec le geste qu'ils sont accusés d'avoir commis, qui rappelons-le, est un acte du quotidien, un acte nécessaire pour quiconque tient à sa liberté, et pas un «événement effroyable et ultra-violent», ni un événement «exceptionnel» - le seul élément exceptionnel serait peut-être l'omniprésence de caméras, et pas seulement de l'Etat, ni même des journa-flics, contrairement, par exemple, aux quartiers dits «sensibles» où tout cela se produit tranquillement, sans effusions ni médiatisation, avec régularité. Répétons à nouveau que les images sont une problématique contre laquelle il faut s'organiser concrètement. Sinon les révoltés vont continuer de tomber comme des abricots en été.

Dans une ville comme Paris, qui a goûté en 2015 à une violence aveugle, à cinq minutes à pied du Quai de Valmy, véritablement effroyable et sidérante, véritablement violente, véritablement terroriste, il est indécent de pleurer sur le sort d'une bagnole de flics, dont la fonction consiste justement à se faire taper sur la gueule par tout ce qui refuse l'ordre du

monde avec un peu de conséquence. Ne laissons pas les camarades seuls dans le tourbillon médiatico-répressif qui voudrait faire d'eux des individus assoiffés de sang et des cannibales en rut, ou l'objet de débats stériles «contre» ou «en faveur» de la «violence».

Non, face à l'État et ses laquais, ils sont nos camarades, et nous sommes les leurs.

Ni vérité ni justice, complicité et révolution.

La meilleure défense c'est l'attaque.

Liberté pour tous et toutes.

Le 24 mai 2016 à Paris,

Quelques anarchistes.



(Texte repris du site Non Fides)

Non vraiment, t'aimes les flics ?!! [2014]

jeudi 19 mai 2016

Tous les jours, on les voit, nichés en civil au coin d'une rue, ou en force sur les boulevards, parfois planqués dans leur bagnole ou à l'abri dans leurs commissariats. Des fois on les aperçoit en train de courir après un vendeur à la sauvette, un voleur de pains au chocolat, une prostituée ou un fraudeur. Ils sont fiers de nous montrer leur force, de nous insulter, de nous menacer, de nous harceler, de nous embarquer. Ils sont fiers de leur puissance corporatiste qui leur permet de toujours s'en sortir, et de jouer avec les lois qu'ils nous imposent à coups de matraque. Si leur petit monde est à part, avec leur propre langage, leurs poses de machos, leur déhanchement de kékés, leur mentalité d'esclaves, leur travail est envahissant pour tous. C'est eux contre le reste du monde, hormis les riches qu'ils sont là pour protéger, et les citoyens-flics qui leur mâchent une partie du travail. Toujours épaulés par la justice, ils savent que sans eux elle ne serait rien, et les juges le savent bien aussi, au chaud dans leurs bureaux cossus, entre deux livraisons quotidiennes de bétail humain par les gros bras. Les politiciens et la bourgeoisie qu'ils représentent veulent nous civiliser à coups de carottes, et c'est la police qui tient le bâton pour les réfractaires.

Mais la plus vicieuse et au final la plus efficace des polices, c'est celle qui ne porte pas d'uniforme. Du concierge qui leur raconte ce qu'il voit à l'indic rémunéré. Du citoyen qui se fait un devoir de filmer ou de les appeler dès qu'il est témoin d'une fissure dans sa petite normalité au commerçant qui installe des caméras dans son magasin, jusqu'à séquestrer lui-même les voleurs. De la télévision qui nous diffuse en permanence sa propagande de paix sociale au psychiatre qui endort la rage à coups de médocs. Du travail qui nous garde en place et occupés à survivre plutôt qu'à vivre au professeur qui nous apprend à baisser les yeux face à l'autorité. De la politique qui nous fait croire que voter change quelque chose à cette merde au stade qui nous permet de hurler après un ballon pour se retenir de gueuler sur son patron. Du patriotisme qui nous maintient dans l'illusion d'un rang serré et uni par un intérêt commun derrière un drapeau aux militaires qui nous parlent de voyage, d'aventure et de camaraderie alors qu'il ne s'agit que d'être un assassin au nom de ce même drapeau ensanglanté. Du curé qui nous fait avaler ses hosties périmées et des vieilles promesses de paradis après la mort, au dealer qui nous vend de la mort avant même d'avoir vécu. Tous n'ont pas besoin du salaire du flic pour faire ce sale travail d'intégration sociale au prix de la désintégration de la liberté individuelle et de notre singularité. L'uniforme a beau ne pas

être sur toutes les épaules, c'est la même uniformité que nous sommes tous sommés d'endosser. Tous citoyens, tous flics.

Rien ne sert de se débarrasser des flics, de la justice et des prisons si c'est pour laisser la société intacte, c'est pourquoi il nous faut donc saper les fondements moraux comme les structures physiques de ce monde de domination, en commençant par exemple par apprendre à gérer nos conflits nous-mêmes plutôt que d'appeler le 17, le syndicat, le patron ou le grand frère. Mais pour cela, il faudrait déjà faire péter tous les murs qui cloisonnent nos imaginaires et nos rêves, si tant est que nous soyons encore capables de rêver après tant de siècles de servitude, d'abrutissement et de rapports aliénés.

Les flics sont donc des merdes, tout comme cette société, et le bon sens indique à tous de ne pas aimer la merde. Ce sera eux ou notre liberté.

Dont acte.

Pour un monde sans flics et sans autorité
Pour l'insurrection

Des sauvages.

(Texte repris du site Non Fides)



Projet de loi-travail et convergence des luttes : un malentendu ?

mercredi 1er juin 2016, par Temps critiques

Le projet de loi El Khomri comme le projet de réforme du code de travail de Badinter ne peuvent se comprendre que dans la perspective plus large d'une dynamique du capital qui ne repose plus principalement sur la force de travail vivante, car celle-ci devient inessentielle dans le procès de valorisation. Ce n'est pas synonyme de fin du travail mais de crise du travail et la question de l'emploi et du chômage remplace aujourd'hui la critique du travail que portaient les mouvements prolétaires des années 1967-1975.

Ces projets de réforme ne sont pas des tentatives de revenir aux conditions du XIX^e siècle comme on l'entend parfois dans les manifestations, mais correspondent à une volonté d'adapter les lois sur le travail aux transformations des rapports de production, en tenant compte des rapports de force actuels entre capital et travail. Les deux projets sont censés se compléter, le projet El Khomri vise le court terme et remplit des objectifs limités : tout d'abord et en priorité montrer que le gouvernement est capable de faire des réformes, alors qu'il est accusé d'immobilisme ; ensuite, essayer de parer au plus pressé en donnant des gages au patronat sur la flexibilité tout en espérant une embellie sur le front de l'emploi qu'il sait pourtant ne dépendre, dans les conditions actuelles, que d'une reprise conséquente d'une croissance pourtant introuvable. D'où un projet qui forcément mécontente tout le monde puisque son objectif de flexisécurité suppose justement cette croissance pour rester «équilibré». Quant au projet Badinter il est plus stratégique et prospectif, car il enregistre bien la crise du travail. Puisque le travail n'est plus au centre de la société, mais que le salariat continue à régir globalement la force de travail en activité ou potentielle, le Code du travail doit évoluer vers un code de la personne au travail, ce dernier étant conçu non plus comme travail productif ou même déterminé, mais comme un travail-fonction «au service» de la société tout au long de la vie... Le programme de la CFDT en quelque sorte !

Face à ces grandes manœuvres, nous assistons (et participons) à un mouvement opposé à ce projet de loi-travail, qui a pourtant déserté les lieux de travail pour porter la contestation à un niveau plus général. Mais ce niveau n'est-il justement pas trop général vu un rapport de forces *a priori* peu favorable ? Les lycéens et étudiants n'ont-ils rien à dire sur l'école et l'éducation, les rapports maître/élève, l'organisation des savoirs ; les hospitaliers sur leur hiérarchie et la politique de la santé ; les salariés du

secteur énergétique et nucléaire sur les stratégies de puissance de leur patron c'est-à-dire de l'État ? Ne faudrait-il pas y activer des luttes qui relayeraient ce niveau général ? Pour l'instant, cette absence de luttes intermédiaires se ressent au niveau des forces de contestation du projet de loi et des formes de lutte qu'elles développent.

En effet, contrairement aux mouvements anti-CIP et anti-CPE, ce ne sont pas ceux qui sont les plus directement concernés, c'est-à-dire les travailleurs, qui sont à l'origine du mouvement, mais une partie de la jeunesse scolarisée alors que le projet de loi ne s'adresse pas spécifiquement à la jeunesse.

La conséquence en est que le mouvement des scolarisés est minoritaire au sein même de la jeunesse. Il ne peut donc s'appuyer sur les bases arrières que constitueraient lycées et universités et encore moins des «quartiers» aux abonnés absents. Il est obligé de tenir la rue, d'où une convergence immédiate avec l'initiative «Nuit debout» qui se situe pourtant dans une toute autre perspective, celle de tenir les places dans une sorte de happening de la parole libérée. Une convergence s'est progressivement aussi établie avec la CGT dans la mesure où celle-ci, par rapport à une CFDT qui négocie et participe de la réforme, prend de plus en plus la place d'une force d'opposition dépassant le clivage parti/syndicat ou plutôt inversant la formule léniniste de la courroie de transmission. Elle prend de fait la place des partis et groupuscules de l'extrême gauche relégués en fond de manifestations avec pour tout viatique leurs drapeaux, leurs badges identitaires et une activité très discrète dans les AG.

Cette convergence est néanmoins très fragile, car ce qui s'exprime dans ces trois courants n'est pas de même niveau. Lycéens, étudiants et jeunes prolétaires maintenant en tête des manifestations, expriment une révolte générale à fleur de peau et un refus spontané du capital. Ils sont dans la négation de l'ordre établi, dans une perspective de confrontation avec l'État et sa police.

Les participants à Nuit debout sont, eux, dans l'affirmation d'une démocratie ici et maintenant qui pourrait faire sécession d'avec le pouvoir institué. Ils affirment la possibilité d'une Constituante issue des assemblées des places. Le modèle n'est pas celui des «indignés», ni des «occupy» anti-finance, mais implicitement celui de 1793.

Enfin, la direction de la CGT se pose d'emblée dans la défense des acquis et l'auto-limitation en ne demandant que le retrait du projet de loi. Son acmé serait une grève générale... sans perspective plus ambitieuse que le retrait du projet de loi ? On comprend mieux alors que certains hésitent à entrer dans la lutte et que d'autres, au contraire, comme ses fédérations les plus dures, cherchent à déborder les objectifs initiaux et à affirmer une identité ouvrière menacée. C'est qu'elles peuvent encore s'appuyer sur les restes de fierté ouvrière donnée par une professionnalité et un statut, alors

que partout on n'entend plus parler (un peu trop vite d'ailleurs) que de précarité et de «boulots de merde».

Mais y a-t-il vraiment possibilité de convergence entre la grève dans ces secteurs, où il suffit d'être déterminés et même peu nombreux pour bloquer production et circulation, et le reste du mouvement qui joue sur sa masse pour peser sur le rapport de force ? La convergence n'est pas non plus évidente au niveau des revendications car si les salariés de ces secteurs participent bien aux manifestations et réclament publiquement eux aussi le retrait du projet, il n'en demeure pas moins qu'en coulisse des négociations sont en cours dans ces secteurs. Les blocages sont un moyen de pression afin d'appuyer des revendications particulières avant tout et ils ne profitent au reste du mouvement que par ricochet.

La CGT affirme certes une identité ouvrière maintenant bien problématique, mais elle le fait surtout dans le cadre de l'économie nationale et des secteurs encore protégés de la concurrence internationale. C'est là qu'elle a concentré ses forces après la destruction des forteresses ouvrières au cours des restructurations des années 1980-1990. Or, Nuit debout se situe d'abord au niveau supérieur de la globalisation du capital car malgré les idéologues qui sont à son origine, et qu'on peut classer parmi les souverainistes de gauche, beaucoup de participants à Nuit debout sont spontanément eux, néo-internationalistes (ils sont branchés sur le «village global») et néo-altermondialistes car ils raisonnent économie-monde, même quand ils entonnent des slogans anticapitalistes. Mais ils interviennent aussi au niveau inférieur de la globalisation, non pas eux-mêmes objectivement, mais idéologiquement, quand ils parlent au nom des «dominés», des «exploités», des migrants, des paysans sans terre des zones pillées par les firmes multinationales et les États dominants, qu'ils taxent d'impérialisme ou de néo-colonialisme.

Pour ces raisons, nous ne voyons pas, pour l'instant, se dessiner une convergence solide et durable entre ces trois fractions du mouvement même si l'incurie du gouvernement et le sentiment d'exaspération ressenti par de nombreux individus moins impliqués dans le mouvement, mais néanmoins actifs, laissent quelques espoirs de surmonter ces conditions premières.

Ceci n'est pas une insurrection

Pourquoi rajouter «et son monde» ne fait rien au mouvement en cours

Je ne veux ni cracher, ni me hausser au dessus de tout ce qui se passe et ne se passe pas au cours de ce mouvement dit «contre la loi travail». Parfois, les mots servent précisément cette fonction-là. Au final, il est vrai que dire et écrire est une mobilisation très limitée des fonctions corporelles et mentales. Il y en a d'autres qui ont autant d'importance : les bras qui font des gestes, les jambes qui savent courir, et les cœurs qui battent. Les premiers se détachent trop aisément de ces derniers et risquent ainsi de se constituer comme monde à part. Le risque, on le porte chaque fois qu'on ouvre la bouche ou qu'on se met à bouger nos petits doigts pour écrire. Et pourtant...

Quoique je me réjouis avec pas mal d'autres de quelques instants pleinement vécus au cours de ce mouvement, l'enthousiasme de certains me laisse perplexe. J'entends qu'«il y a quand-même des trucs intéressants Place de la République», parce qu'au final, c'est un endroit pour se rencontrer. J'entends qu'on est «de plus en plus nombreux», parce qu'il y a plus de monde qu'avant dans le cortège «autonome» ou «non-affilié», selon le goût de chacun. J'entends que les syndicats «se radicalisent» parce que certains de leur membres se masquent pendant les manifs. J'entends aussi qu'on est «plus combatifs» parce qu'il est devenu indispensable de ramener les lunettes de plongée et un masque aux manifs, grâce à la générosité des flics quand il s'agit du gaz lacrymogène. En plus, davantage de monde déteste la police, parce que cette dernière s'est avérée être vraiment vraiment méchante. Et pour certains, tout se résume par un «ça va péter» hurlé par quelques hooligans qui ont troqués le stade pour le «champ social».

Je ne conteste aucune de ces observations à la fois descriptives et optimistes. Quant à la description de l'état de fait, je ne donne tort à personne. Par contre, pour les enthousiasmés, je conteste leur enthousiasme.

Parce que, tout comme pour la parole et l'écriture, beaucoup de ce qui est gagné en forme, est aussi perdu en contenu, et il serait une erreur de penser que l'un pourrait remplacer l'autre. Aujourd'hui, par exemple, une grosse partie de la discussion tourne (toujours) autour de la question de la casse. Et je ne parle pas des ennemis tels *Le Monde*, *Libération*, RT, *Figaro* et tous les autres qui sont bien célèbres. Je parle des sources «militantes», souvent dédiées à la justification des pratiques dites radicales. Ça part dans tous les sens : on casse et on s'affronte aux flics, parce que les jeunes, ils en ont marre, ou bien ils sont jeunes, vous ne comprenez pas, ou bien ils n'étaient pas comme ça avant que la police n'ait montré ce dont elle est

capable, ou bien ils détestent l'avenir misérable qui leur est promis, ou bien... On cherche des phrases courtes et économiques pour justifier ce que les gens font avec leurs propres motifs, comme si ces derniers étaient rendus clairs seulement par le biais des tactiques elles-mêmes. Des motifs qui ne sont souvent ni brefs, ni forcément économiques. De plus, les motifs sont complexes, parfois évasifs. Comment peut-on expliquer une telle chose, de quelque côté que ce soit, d'une manière si proche de celle des sociologues ? Ces derniers au moins cherchent des correspondances arbitraires qui leurs conviennent statistiquement, alors que pour ceux qui veulent à tout prix justifier une méthode de lutte tout est déjà clair dans la forme.

Mais ces courtes justifications, pourquoi les cherche-t-on ? Pour convaincre que les temps difficiles exigent des mesures proportionnelles à la difficulté ? Ne retombe-t-on pas comme ça sur le même débat fatigant sur «la violence» et «la non-violence», quoique dans un vocabulaire un peu plus branché et mieux adapté à l'époque ?

Allons, ne nous fatiguons pas. Mais comme on a commencé par la casse, parlons d'elle, mais cette fois, pas pour la justifier. Début avril de cette année, suite à un blocage dans le cadre du mouvement dit contre la loi travail, quelques lycéens de l'affreux lycée Léonard de Vinci à Levallois-Perret mettent le feu aux poubelles. Le feu endommage la cage. Presque deux mois plus tard, 47 lycéens sont convoqués à la Sûreté Territoriale, plusieurs sont placés en garde à vue. Il y a des initiatives de soutien, trouver des avocats, donner des conseils, soutenir les accusés, etc. Tout cela est important, évidemment. Mais pourquoi les lycéens ont-ils fait ça ?

Certains expliquent que les lycéens étaient très très énervés parce que les autorités de l'abrutissement institutionnel ne leur ont pas donné le permis d'aller manifester. Mais en fait, quoique je ne m'interrogerai pas sur les «véritables» motivations des auteurs, espérons inconnues, de ce que des milliards d'enfants partout rêvent de voir arriver, je poserai ceci comme une hypothèse très probable : le fait de mettre le feu à son école a plus à voir avec l'école qu'avec la loi travail. Plus précisément, cela a quelque chose à voir avec une manifestation bien concrète de ce monde autoritaire et marchand, que les enfants et les adolescents subissent quotidiennement. Certains d'entre eux se saisissent des conditions favorables et donnent forme à leur dégoût.

Bien que le mouvement en cours soit souvent présenté non seulement «contre la loi travail», mais aussi contre «son monde», peu d'autres aspects de ce dernier sont invoqués. Allant jusqu'au point où certains protègent une boutique Emmaüs, collabo de la machine à expulser déjà attaqué en tant que tel, de ses assaillants, comme ce fut le cas pendant la manifestation du 26 mai dernier. Mais bien que certains peuvent ignorer ce qu'est Emmaüs, tout le monde sait ce qu'est l'école. C'est une institution qui est

possiblement plus essentielle au «monde de la loi travail» que la loi maudite elle-même.

Et pourtant, les solidaires des lycéens défendent ces derniers seulement en tant qu'accusés et non en tant qu'écoliers qui détestent l'école au-delà de toute considération juridique sur leur «culpabilité» ou «innocence». Certes, le travail technique est important. Mais si c'est dans le cadre du mouvement contre la loi travail et son monde qu'on est solidaires avec les lycéens, comment est-ce possible que cet aspect de son monde, l'école, soit laissé intact au profit de la question des accusés ?

Voilà d'où provient ma langueur. Malgré les tactiques, très belles, parfois moins, et malgré les manifestations de plus en plus masquées, le «et son monde» de ce mouvement me paraît de plus en plus brouillé. Parce qu'en regardant ailleurs -dans les cafés, dans les rues, dans les transports en commun, au travail- avec des exceptions notables, la conversation tourne autour de la casse, les manifs, les nuits de boue, les «violences policières» parfois... Bref, des points techniques, comme s'il n'y avait que ça. Certains sont contre, d'autres pour, la plupart s'en foutent. Très peu semblent toucher l'essentiel et la raison pour laquelle nous sortons de chez nous, seul ou en groupe, le jour ou la nuit, manif ou pas, pour donner un peu de cohérence à notre dégoût de cette société marchande et autoritaire : l'incompatibilité de la vie qui nous est imposée et de celle qu'on veut vivre, celle qui serait digne de son nom.

Peu importe que les gens éprouvent de la sympathie pour les gestes, même les plus «radicaux». Qu'on soit plus nombreux ou pas dans les cortèges «autonomes», qu'on soit plus masqués que jamais, les actes minoritaires de révolte ne cherchent pas des adeptes. Ils cherchent à contribuer à la tension sociale afin de polariser ce monde d'un côté, et que la vie ne soit pas que de la merde de l'autre. Si on «s'énerve», si on «déborde», si on casse tout simplement, ce n'est pas parce cette loi nous empêchera de réussir dans cette société ; c'est parce que la moindre perspective d'y réussir va à l'encontre de tout ce qui rend la vie digne d'être vécue : la beauté, la passion, le bonheur, la liberté – ne les mesurons pas.

Pourtant, accordons-le, il y a des brèches qui s'ouvrent dans le contexte de ce mouvement. Il y a des moments de rupture. Tout cela existait avant et existera après. Continuons donc de les chercher et continuons d'y contribuer. Mais continuons de telle façon que lorsque ce mouvement mourra -et il va certainement mourir- des brèches ne cessent de s'ouvrir et que la rupture continue de pointer son nez là où personne ne l'attend. Si un jour on arrive à relier tout cela ensemble, peut-être qu'on fera face à une possibilité réelle de subversion de cette invivable société.

J.L., 1^{er} juin, 2016. (Texte repris du site **Non Fides**)

Communiqué des piquets volants suite à l'occupation de la voie ferrée d'Anduze-Saint Jean du Gard

Ce dimanche 22 mai, à 10 h, nous nous sommes retrouvés à une trentaine devant la gare d'Anduze, déterminés à bloquer l'économie locale pour protester contre la loi travail. En peu de temps, une barricade est érigée sur les voies, quelques pneus s'enflamment. Des banderoles sont accrochées : «Contre la loi travail, grève, blocage et sabotage» et «Loi travail, aïe aïe aïe, ça déraile.» Aujourd'hui, le train à vapeur ne passera pas, la fréquentation de la Bambouseraie sera nettement en baisse.

Un tract est distribué aux touristes :

CONTRE LA LOI TRAVAIL, ON RENVERSE LA VAPEUR !

Tchou tchou c'est nous !

On vient bloquer le train-train quotidien, mais pourquoi gâcher ainsi ce qui aurait pu être une belle promenade touristique en ce joli jour de mai ?

Parce que le tourisme représente une part absolument pas négligeable de l'économie locale (le Train à Vapeur des Cévennes est la «véritable locomotive de l'économie touristique'», dixit la Région), et cette économie, eh ben nous on veut la bloquer. Mais pourquoi ?

Parce que ça fait partie des moyens que nous avons pour renforcer le rapport de force, face aux patrons et à l'État, contre la foutue Loi Travail qu'ils cherchent à nous imposer (et t'inquiète que de toute façon ça fait un bail qu'on avait des comptes à régler avec eux).

Eh oui, pas encore rassasiés avec la généralisation du travail du dimanche, notamment dans les zones touristiques, les licenciements qui pleuvent dans tous les sens (comme à la si paisible Bambouseraie qu'on vient voir de si loin), ce coup-ci, pour la faire courte, ils vont baisser les salaires, allonger le temps de travail hebdomadaire, faire galérer encore plus les chômeurs, j'en passe et des meilleures !

Et puis pour ce qui est du tourisme, tu sais, on a pas vraiment envie d'être les gentils autochtones bons vivants et accueillants des cartes postales quand on en vit les ravages ! Ici on coupe des arbres centenaires pour faire un parking de musée, là on balance des millions d'argent public

pour qu'une entreprise comme la Citev, qui gère ce petit train, puisse continuer à faire du profit, alors que vous-comprenez-y'a-plus-d'argent-pour-l'école-mais-vous-avez-qu'à-vendre-des-gâteaux-à-la-fête-du-village ! On grince un peu des dents dans nos apparts pourris et inchauffables à côté des villas bien exposées occupées deux semaines dans l'année. Et on devrait se réjouir parce qu'on a une chance de trouver un taf saisonnier payé au lance-pierre trois mois dans l'année, dans des conditions encore plus nazes si on laisse passer cette nouvelle loi ?

Alors voilà, on bloque.

Tchou-tchou !

«J'ai cru en beaucoup de choses, maintenant je crois en la dynamite.»

Il était une fois la révolution, Sergio Leone.

Nous crions «A bas la loi travail !», «On est sur la bonne voie, on continue !», «Si vous voulez vous balader, allez sur les sentiers !». Quelques gendarmes débarquent, s'essayent au reportage photo. Les esprits s'échauffent, des casseurs infiltrés parmi les touristes déchirent une banderole et essayent d'y mettre le feu, sans succès. Après une heure et demie de blocage, les gares d'Anduze et de Saint-Jean -du Gard ferment leurs portes, la direction affiche «Suite au blocage de la voie ferrée par une manifestation contre la loi travail, le train ne peut pas circuler ce dimanche 22 mai.». Nous levons le camp avant l'arrivée du PSIG, l'action ayant été une réussite. Aucune interpellation n'est à signaler. L'économie est bloquée, les touristes sont dèg, nous on est content !

«Un p'tit blocage par-ci, un p'tit blocage par-là, la loi travail ne passera pas !»

Section tchou-tchou contre la loi travail

Contre la vulgate conceptuelle du «mouvement» de 2016 en France

Ces derniers temps, en France et aussi en Belgique, nous assistons au déferlement de glissements sémantiques et de détournements de sens de bon nombre de concepts et de catégories du mouvement ouvrier révolutionnaire. Des mots autrefois pleins de sens pour les prolétaires révolutionnaires tels que la grève dans ses déclinaisons illimitées et insurrectionnelles, la violence de classe, la révolte, le blocage de l'économie, l'occupation des territoires productifs et les sabotages, les AG et la démocratie directe, le mouvement et ses comités de base sont aujourd'hui vidés de leur contenu subversif. Ils sont représentés sous des formes abâtardies ou aux raisons d'être carrément inversées : ils deviennent des caricatures inoffensives de la véritable lutte de classes.

L'absence d'un rapport de force favorable (ou au moins pas franchement défavorable) est compensée par l'escalade verbale censée exalter des simulacres de luttes. Au lieu de reconnaître l'insuffisance ou, pire, l'absence de combativité des prolétaires et d'en étudier les raisons, les syndicats qui se définissent comme conflictuels - CGT et Sud pour la France et FGTB-CGSP pour la Belgique¹ - et leur soutiens staliniens, trotskistes et autonomes se lancent dans une course poursuite pour savoir qui est verbalement plus radical. Il n'y a pas de grèves ? Allons donc vers la

¹ Le cas belge est frappant. Les syndicats ont occupé l'espace médiatique tout au long de l'année 2015, laissant penser à certains que la Belgique subissait une vague de grève. Mais, les chiffres sont là qui remettent tout ce cirque médiatique à sa juste place. D'après le journal belge *L'Écho*, du 17 juin 2016, l'année 2015 n'a connu que 207 563 journées non-travaillées (incluant toutes les grèves et toutes les manifestations) alors qu'il y en avait eu 760 297 en 2014. 2015 est une des années comportant le moins de journées non-travaillées depuis 1991.

«grève générale». Il n'y a pas de grève générale ? Transformons-la en «insurrectionnelle» et sinon «bloquons l'économie», ou «allons vers ...la révolution !» Il n'y a pas d'occupation de lieux de production par les ouvriers ? Occupons les routes ou les places...

Nos agitateurs verbeux passent allègrement de la grève par délégation¹ à la substitution de la grève elle-même. Les évocations de la lutte ont pris la place de luttes réelles et massives qui n'existent malheureusement pas. De ce fait, quand ces succédanés théâtraux de la lutte de classes se matérialisent dans des actions ultra-minoritaires sans espoir de prendre de l'ampleur, ils renforcent la conviction auprès des autres prolétaires qu'elles ont pour seul objectif concret de les emmerder dans leur vie quotidienne, au travail ou au chômage.

Dans ce contexte rempli de faux-semblants, où dansent les ombres de ce que fut la lutte de classes sur l'estrade de la domination du capital, il est fondamental de restaurer le sens véritable de ces mots abusés, édulcorés, galvaudés qui ont pourtant vertébré jadis au plan conceptuel le mouvement ouvrier indépendant.

La grève vidée de sa raison d'être

La grève est un moment fondamental au sein du rapport social fondé sur le régime du salariat. La grève est l'expression première de l'antagonisme de classe qui se développe régulièrement entre les prolétaires et les patrons. La grève est la traduction dans les faits que le profit et les salaires évoluent historiquement dans un rapport inversé : l'augmentation de l'un implique une diminution relative de l'autre². La grève est l'acte fondateur de l'autonomie de classe, le premier pas vers la constitution de la classe exploitée en classe pour soi et pas uniquement pour le capital.

«Rapport inverse entre le profit et le salaire. Antagonisme des deux classes dont le profit et le salaire sont l'existence économique» (Marx, «Travail salarié et capital. Annexe sur le salaire. Point 4³»)

La grève n'a donc de sens que lorsqu'elle entraîne dans sa dynamique des secteurs grandissants de la classe exploitée et n'est effective que lorsqu'elle est en mesure d'arrêter la production de marchandises et, par-là, d'affecter la génération de profit, donc la reproduction du capital.

¹ Idée néfaste inventée en novembre-décembre 1995, lors de la lutte des cheminots et des salariés de la RATP, contre l'abolition du régime spécial des retraites pour justifier que la grève ne prenait pas hors de la SNCF et de la RATP (ou peu comme à La Poste, EDF et GDF). Voir supplément au *Bulletin ouvrier* n° 1 (cf. site mouvement-communiste.com).

² Ceci vaut au plan historique mais il existe des périodes où l'augmentation du profit va de pair avec l'augmentation des salaires.

³ Cf. marxists.org. en français.

Le mode de production capitaliste (MPC) s'impose et se perpétue comme mode de production dominant au moyen de la généralisation de la valorisation du capital, la transformation de toute production sociale en capital augmenté. Désormais, la production sociale se définit donc comme le lieu de la création de nouvelle valeur qui se transforme en capital. Pour cela, la marchandise doit réaliser sa valeur dans la sphère de la circulation sous sa forme la plus universelle et abstraite qu'est l'argent. Les métamorphoses de la valeur nouvelle dans son processus de réalisation masquent son origine qui reste le surtravail, la portion du travail social que l'ouvrier collectif donne à son employeur et qui déborde la partie rémunérée par le salaire. L'exploitation de l'ouvrier collectif s'opère dans les lieux de production de nouvelle valeur.

La grève a pour finalité immédiate d'interrompre le processus de création de nouvelle valeur, d'entraver la production et/ou la réalisation de la valeur sur les lieux où cela se fait, qu'ils soient des usines, des entrepôts, des bureaux ou des supermarchés.

L'interruption de la production et de la reproduction sociales du capital est une arme redoutable dont disposent les prolétaires. Une arme qui, quand elle est utilisée intelligemment, frappe le MPC dans son point faible et, par-là, sa domination sur la société toute entière. La grève a le pouvoir de dissoudre le rapport social du capital. C'est pourquoi toute grève indépendante capable d'interrompre le processus de production et/ou de réalisation de la valeur contient une forte potentialité politique. Une potentialité politique qui s'affirme d'autant plus explicitement que la grève s'étend, s'enracine et inclut des ouvriers en lutte de plus en plus nombreux. Opposer la lutte défensive, dite économique, à cette dynamique politique autonome de la classe inclue dans tous ses mouvements indépendants de grève n'a de sens que si on travaille pour l'ordre établi, pour ramener le combat de classe à la normalité de l'exploitation¹.

«Et c'est ainsi que partout les mouvements économiques isolés des ouvriers donnent naissance à un mouvement politique, c'est-à-dire un mouvement de la classe pour réaliser ses intérêts sous une forme générale, une forme qui possède une force générale socialement contraignante. Si ces mouvements supposent une certaine organisation préalable, ils sont tout autant à leur tour des moyens de développer cette organisation.» (Marx «Lettre à Bolte»²)

Quand le prolétariat s'empare réellement de l'arme de la grève, les classes dominantes tentent par tous les moyens de retisser le lien social, y

¹ Voir : «Syndicat et luttes politiques» (<http://mouvement-communiste.com>).

² Du 23/11/1871 (Cf. marxists.org en français).

compris en essayant de dévoyer la lutte de classes vers des formes de conflit acceptables, à l'aide des syndicats d'État et des partis capitalistes degôche «amis des travailleurs».

Si l'efficacité même d'une grève réside dans sa capacité à bloquer le processus de production et de réalisation de la valeur, elle doit impliquer dans l'affrontement un nombre croissant et, de préférence, significatif de travailleurs des territoires productifs concernés et au-delà.

Nous ne rêvons pas d'une levée généralisée des prolétaires contre le capital. Nous savons que l'étape initiale de la lutte est le plus souvent le fait de minorités décidées de salariés. Toutefois, l'objectif immédiat de ces sections déterminées de la classe est d'entraîner le plus de camarades de travail possible dans la participation active au mouvement. Sans cela, le mouvement ne parviendra jamais à s'opposer au capital comme la première expression d'un nouveau rapport social, antagonique à la valeur et à sa dictature. Quand la dynamique de l'extension et de l'enracinement ne s'affirme pas, la grève perd toute efficacité et, surtout, n'a aucune chance de se transformer en préfiguration d'une relation différente entre producteurs, préfigurant la libération du travail salarié.

Or, les grèves ultra-minoritaires couplées aux manifestations «océaniques» traîne-savates, censées témoigner du soutien de la majorité de salariés qui continuent de travailler car ils seraient dans l'«*impossibilité de faire grève sous peine de perdre l'emploi*» ont ponctué le dit mouvement en France contre la loi travail. Dès lors, on a connu une longue série de grèves en forme de piquûres de mouche qui n'ont jamais bloqué l'économie. Selon la banque HSBC, les agitations contre la loi travail auraient ponctionné au maximum le PIB français d'un minuscule 0,1 % au deuxième trimestre 2016. En 1995, la baisse du PIB que l'INSEE (l'institut étatique de statistiques) avait attribué à la grève (de vingt-trois jours) avait été double : -0,2% au quatrième trimestre.

Les micro-grèves actuelles n'ont donc pas mis à mal le capital en France mais elles ont progressivement érodé la sympathie générique exprimée dans les sondages par une population salariée dont les conditions de vie et de travail sont détériorées depuis bien longtemps par le capital et par son État.

En France, le mythe de la grève par procuration ou par délégation s'est vite dissous dans les longues queues sur les routes, dans les gares bondées avec peu de trains, dans les amoncellements de poubelles puantes dans les quartiers populaires de Paris. Une grève dont la faible intensité peut se mesurer par l'ordre vite rétabli nonobstant la manifestation enterrement décrite comme «*énorme*» par la direction de la CGT du 14 juin.

La grève générale comme enterrement préventif des luttes autonomes

La grève générale plus ou moins illimitée, avec ou sans pics insurrectionnels, serait le couronnement, aux dires des tenants du «mouvement» de 2016 en France, des grèves ultra-minoritaires additionnées. Une idée qui a vite fait long feu et qui a laissé la place à la manifestation «énorme» du 14 juin, le baroud d'honneur de la CGT qui a clôturé ainsi l'essentiel des agitations. L'incapacité de transformer les essais des grèves ultra-minoritaires en un véritable mouvement massif d'arrêts de travail, étendu et à vocation hégémonique au sein du prolétariat, n'est pas dû au manque de volonté des syndicats et des partis contestataires de le lancer. La grève générale, comme toute autre manifestation visible de la lutte de classes, n'est pas une question de volonté des directions politiques présumées. Nous écrivions récemment dans notre texte sur «*Nuit debout*» :

«La mobilisation de l'ensemble du prolétariat est la conséquence de la montée en puissance de luttes et des agitations de masse partout où le prolétariat vit et travaille. Ces combats contre le capital et ses appendices constitués par les syndicats et les partis de gauche bourgeois ne pourraient se déployer que par paliers en s'unifiant à mesure de leur renforcement. La grève générale ici décrite présupposerait enfin l'enracinement dans les territoires productifs des organisations autonomes de la classe.»¹

Si ce parcours n'est pas engagé, la grève générale peut se muer en son contraire : un outil de résorption et d'épuisement des pointes avancées de la lutte de classes, un instrument entre les mains des corps intermédiaires syndicaux et politiques de l'État qui noient tout mouvement réel dans la masse d'agitations de faible intensité qu'ils contrôlent. L'exemple de mai 1968, en France, en fut la confirmation vivante. À l'époque, du 14 au 18 mai, un mouvement minoritaire avait démarré en dehors des consignes syndicales. À la suite de ça, les syndicats et les partis de gauche avaient appelé à une grève générale qui fut d'une durée exceptionnelle (du 18 au 30 mai, date du début du reflux) pour canaliser le mouvement. Cette grève générale n'a guère agi en amplificateur et en généralisateur des luttes. Au contraire, en raison de ses modalités et de la non-apparition d'une organisation autonome de la classe, elle a produit l'épuisement de l'élan initial.

Les conceptions sorélienne et anarcho-syndicaliste de la grève générale ont semé l'illusion de l'écroulement du capitalisme par simple effet de l'arrêt du travail. Cette idée de la grève générale prétend que le capitalisme tombera comme un fruit mûr du fait du blocage total de l'économie.

¹ CF. «*Debout la nuit, couchés le jour*» dans ce numéro de *NPNF.*, p. 17.

Démentie moult fois par le passé, cette vision minimise, voire élimine, le moment insurrectionnel du processus révolutionnaire. Pourtant, ce moment est crucial car il détermine, si il est bien mené, l'écroulement de l'appareil répressif de l'État et l'affirmation du pouvoir prolétarien constitué¹.

Le mouvement ouvrier a connu dans sa longue histoire, de plus de deux-cents ans, tantôt des généralisations de grèves porteuses de développements politiques indépendants de la classe, tantôt des extensions formelles des luttes se soldant par le naufrage des secteurs combatifs dans l'océan de la passivité de la grande masse des ouvriers et débouchant le plus souvent sur des politiques anti-prolétariennes agressives. Ainsi, contrairement au mythe sorélien et anarcho-syndicaliste, la grève générale ne recèle en soi aucune valeur spécifique qui la placerait bien au-dessus des autres formes de lutte autonomes des exploités.

La grève générale n'a pas non plus la faculté cathartique d'éveiller à la lutte de classes les grandes masses d'opprimés plongées dans la léthargie de la paix sociale et de l'individualisme. Malheureusement, c'est ce type d'interprétation idéaliste qui a largement cours ces temps-ci.

La grève générale est donc une forme de lutte certes importante mais à manier avec précaution. Ceci entraîne deux remarques :

- La première : appeler à une grève générale, action d'une grande complexité qui nécessite une énorme préparation, présuppose de bien jauger les forces de l'adversaire. Il faut décider avec précision les temps de la lutte pour ne pas permettre à l'ennemi de classe d'installer ses lignes de défense. En 1926, les classes dominantes anglaises ont exploité les informations sur la grève générale en se donnant les moyens de gagner la confrontation.

¹ Lorsque les anarchistes répliquèrent victorieusement au coup d'État fasciste de juillet 1936, à Barcelone, ce ne fut nullement par la grève générale mais par la préparation militaire patiente, la surveillance des casernes de l'armée et l'armement du prolétariat, organisés par le groupe *Nosotros*. A contrario, le congrès de Bâle, de 1912, de la deuxième Internationale a fourni un bel exemple négatif de ce que la social-démocratie de l'époque entendait par grève générale. A la suite de nombreux autres congrès, celui de Bâle décida le déclenchement immédiat en cas de guerre de la grève générale dans tous les pays belligérants. Malgré cela, en 1914, presque toute la seconde Internationale et la plupart des anarchistes ont fini par se ranger aux côtés de leurs bourgeoisies respectives. Le mot d'ordre formel et bureaucratique de la «grève générale» avait déjà ainsi servi d'épouvantail et de repoussoir à une réelle politique de classe.

- La seconde : en supposant que le mouvement qui conduit à une véritable grève générale soit le fait de noyaux ouvriers solidement auto-organisés et reliés les uns aux autres, forgés dans des combats à périmètre plus limité, pourquoi jeter toutes les forces sur une seule bataille ? Même dans ce cas, il faut savoir que la question ne se réduit pas à un beau refus prolongé du travail. Toute lutte de classes est une guerre de mouvement.

Une grève générale réelle présuppose un degré élevé d'indépendance politique du prolétariat et une organisation autonome de la classe forte et capillaire, capable d'interrompre la valorisation du capital dans ses nœuds essentiels. Enfin, la grève générale à laquelle nous nous référons n'est aucunement revendicative : son contenu n'est pas purement «économique». Elle ne demande rien, elle impose. Ce type de forme de lutte sert à consolider et à répandre le pouvoir ouvrier gagné au moyen d'une confrontation sans merci entre classes dominantes et exploités. La grève générale dont nous parlons n'est rien si elle n'est pas politique et si elle ne s'emboîte pas dans les autres formes du combat ouvrier, légales et illégales.

La parodie de la grève générale insurrectionnelle jouée par les franges autonomes affinitaires

Les groupes dits radicaux qui ont plongé tête baissée dans la nasse syndicale, ont cru s'en libérer en jouant la surenchère verbale et, parfois, en s'adonnant à des «*débordements*» violents sans conviction. Certains appellent à la révolution, d'autres tentent de capitaliser «*la haine des flics*». Tous se distinguent par leur totale extranéité et méconnaissance des territoires productifs qu'ils prétendent bloquer par leurs initiatives confuses. Pour eux, les territoires productifs sont seulement des terrains de jeu indifférenciés pour leurs enfantillages belliqueux.

Nous parlerons plus loin du mythe du blocage de l'économie. Ici, il est avant tout question de la problématique de la violence agitée par ces franges. Les «*débordements*» portent bien leur nom. D'après leurs pratiquants, il s'agit de transformer des manifestations pacifiques en autant d'occasions pour affronter les forces de répression, détruire des mobiliers urbains, des panneaux publicitaires, des devantures de magasins et de vitrines d'agences bancaires. Le côté dérisoire de ces dégradations ne mérite même pas qu'on s'y attarde. En revanche, la «*chasse aux flics*» engagée par des petits groupes affinitaires nécessite un plus ample développement.

La violence prolétarienne s'est souvent exercée contre les forces de l'ordre établi¹. Elle affirme l'ordre de la lutte contre le travail salarié contre l'ordre du travail. Menée par des groupes mobiles et bien organisés de

¹ Voir Lettre n° 36 : «*La violence ouvrière n'est pas toujours synonyme d'autonomie ouvrière*» (cf. site mouvement-communiste.com).

travailleurs, ce type de violence a pour but de neutraliser les forces préposées au maintien de l'ordre capitaliste et affirme l'ordre prolétarien. Sa raison d'être n'est pas la vengeance contre les violences policières et l'élimination des hommes en uniforme. C'est un exercice organisé de la force, rigoureusement inscrit dans le plan du pouvoir ouvrier. Un exercice de la force qui rejette la vision de la violence comme éruption de la haine individuelle, quoique justifiée, contre les chiens de garde de l'ordre établi¹. La violence prolétarienne n'a rien à partager avec les états d'âme, avec une conception de la révolte qui s'apparente à des comportements existentiels.

Tout exercice de la force prolétarienne doit être intelligible par la grande majorité des opprimés et des exploités. Les guerres privées ne sont pas un terrain de combat du prolétariat révolutionnaire car la violence de classe est elle-même une expression de la classe en mouvement et rien d'autre. La violence révolutionnaire doit exprimer un rapport social nouveau.

Quand il n'y a pas de mouvement, quand l'ordre du capital règne sans partage dans les territoires productifs, la violence individuelle perd toute raison sociale, toute légitimité. Elle devient, au contraire, un appui involontaire à l'ordre capitaliste, un repoussoir des luttes autonomes. C'est exactement ce qui s'est passé maintes fois lors des manifestations syndicales contre la loi travail en France. Se plaçant en tête ou en queue de défilé, des centaines d'individus réunis sur la simple base de vouloir en découdre avec les flics ont imposé leur loi à la grande majorité pacifique, voire hostile, des manifestants.

Ces personnes ont fait jusqu'à un certain point le jeu des syndicats d'État dits contestataires en leur servant sur un plateau les unes des journaux et les ouvertures des JT. Misérable palliatif à la faiblesse de leurs agitations dans les territoires productifs. Au lieu de tenter de bâtir une voie indépendante des grandes messes syndicales, ces personnes ont accepté, de fait, le calendrier et les modalités de mobilisation des syndicats en s'adonnant à des «débordements» risibles. Il n'y a aucune révolte de classe dans tout cela, juste des défoulements individuels sans lendemain et voués à être durement réprimés par l'État. La révolte de classe, quant à elle, puise sa force dans sa capacité de déconstruction de l'ordre capitaliste dans les territoires productifs et ne se conçoit que comme expression organisée et indépendante du prolétariat en mouvement.

¹ «*Le matérialisme dialectique ne sépare pas la fin des moyens. La fin se déduit tout naturellement du devenir historique. Les moyens sont organiquement subordonnés à la fin. La fin immédiate devient le moyen de la fin ultérieure*» (Léon Trotski, *Leur morale et la nôtre*).

L'appel actuel au «*soulèvement du peuple*»¹ n'a rien à voir avec les épisodes du passé auquel il prétend faire référence. Deux exemples ?

- Dans les Asturies en octobre 1934². L'insurrection armée de larges masses de prolétaires a débouché dans la grève générale de la quasi-totalité des usines et mines de cette province espagnole. La colonne des mineurs armés de la région de Mieres a marché sur Oviedo. Le prolétariat avait constitué une armée rouge forte de 30 000 combattants. Pourtant, cet épisode glorieux du prolétariat en Espagne a été battu militairement par les troupes et mercenaires de la République, la légion étrangère dirigée par Franco. Ce combat a été laissé dans le plus grand isolement par les partis et syndicats de gauche. Ceux-ci se rendirent responsables d'avoir suspendu au dernier moment le déclenchement de la dite «*grève générale pacifique*» dans les autres régions du pays. Le bilan fut terrible : 5 000 camarades assassinés et 70 000 emprisonnés.

- La grève générale insurrectionnelle de la Ruhr s'est tenue du 13 mars au 17 avril 1920 dans le prolongement de la grève générale nationale déclenchée en réaction au putsch de Kapp du 13 au 17 mars 1920. Elle fut soutenue par le dirigeant du syndicat ADGB, le socialiste Legien. Désireux de prendre leur revanche sur les défaites de 1919, les prolétaires ont bâti leur armée rouge forte de 50 000 à 80 000 combattants³. Les premières victoires locales passées, les ouvriers en armes n'ont pas réussi à lancer l'offensive se faisant encercler par l'armée allemande⁴. L'incapacité de lancer l'offensive est le résultat de la présence acceptée dans les organes politiques et militaires de l'insurrection, des partis de gauche SPD, USPD et KPD ? Ces derniers plaidaient pour une politique conciliatrice et étaient profondément divisés entre eux, chacun avec son propre centre de commandement. Dès lors, la défaite était inévitable. La répression fera plus de 2 000 morts dans nos rangs.

¹ Slogan mis en avant par certains participants de «*Nuit debout*», à Paris, couplé à l'appel à s'inspirer de la Commune de Paris de 1871. Pauvres communards aux si piètres héritiers !

² Pour plus de détails voir Manuel Grossi, «*L'insurrection des Asturies*», EDI, 1972.

³ Entre autres références, sur ces événements voir : *Un rebelle dans la révolution Max Hölz*, Spartacus et *La gauche communiste en Allemagne 1918-1921* de D. Authier et J. Barrot, p. 144-152, Payot.

⁴ Armée aidée dans l'encerclement, à l'Ouest, par les troupes d'occupation belges et françaises.

Rappeler rapidement ces deux moments hauts de la lutte de classes, quoique défaits, suffit à comprendre l'abîme qui les sépare des leurs pitoyables simulacres actuels.

Il ne suffit pas de bloquer l'une des portes d'un marché de gros ou de se promener sur le périphérique pour bloquer l'économie

Le blocage de l'économie est à la mode dans les défilés syndicaux. Moins il y a de véritables grèves, plus on agite cet épouvantail. Et pour donner une vague épaisseur à ce verbiage, voilà que les syndicats opposés à la loi travail lancent des opérations coup de poing mobilisant essentiellement des militants en délégation syndicale et des gauchistes en mal d'action¹. Ces opérations sont censées frapper au cœur l'économie capitaliste en France². En voici deux exemples :

- le 28 avril 2016, 200 personnes environ (dont une majorité d'étudiants de Paris 8 avec des syndicalistes de SUD et de la CGT) ont bloqué, de 5h30 à 8h00, un rond-point d'entrée à la zone du port de Gennevilliers en brûlant quelques pneus. Dispersés par la police, 75 d'entre eux ont été arrêtés, à leur retour, au métro Carrefour Pleyel.

- le 9 juin 2016, 500 personnes environ, à l'appel de la CGT (union locale du 94, Air France, etc.), ont bloqué de 3h00 à 6h00, une des quatre portes d'accès au Marché d'intérêt national (MIT) de Rungis. Ils se sont ensuite dirigés en cortège, par la RN 7, vers l'aéroport d'Orly.

Le «*blocage de l'économie*» pratiqué par les syndicats et leurs supplétifs gauchistes se limite à entraver temporairement la circulation des personnes et, très épisodiquement, celle de certaines catégories de marchandises de large consommation comme les produits alimentaires. Les usines continuent de tourner, les banques fonctionnent parfaitement en dépit de quelques vitrines cassées, les magasins regorgent de marchandises et, à l'exception ponctuelle du manque d'essence dans certaines régions, tout a toujours continué de fonctionner pour le capital. Ces actions n'embêtent nullement le patronat, ni le gouvernement. En revanche, elles peuvent

¹Un autre cas avéré est l'utilisation opportuniste de cette situation par certains syndicats - comme celui des pilotes d'avion d'Air France - afin de défendre des intérêts corporatistes qui n'ont rien à voir avec la loi travail.

²*Mouvement communiste* a lui-même fait la propagande de ce mot d'ordre au moment de la première guerre d'Irak. A l'époque, il fallait rappeler que la seule manière d'arrêter les guerres capitalistes est celle d'empêcher au capital de se valoriser en transformant la guerre en guerre de classe internationale. Rien à voir donc avec le contexte actuel. Voir : «*Pour arrêter la guerre, il faut arrêter l'économie*» (<http://mouvement-communiste.com>).

susciter l'irritation des travailleurs qui subissent les conséquences désagréables de ce cirque politique.

Nous avons déjà expliqué ce qu'est pour les révolutionnaires le sens de la grève : arrêter la production et la circulation de la valeur. La grève a pour vocation de transformer les territoires et les lieux de la production et de la circulation de capitaux et de marchandises en autant de bastions de l'ordre ouvrier, en zones de non-droit pour le capital, son État et ses agents. L'économie est l'expression du rapport social où dominent les patrons et les rentiers. Pour la bloquer, il faut donc dissoudre dans l'acide de la lutte de classes indépendante ce rapport social. Le «lien social» qui relie le travailleur au capital doit être coupé là où il est le plus fort : l'usine, le bureau, l'entrepôt, partout où ce lien sert directement à créer ou à réaliser la valeur produite par l'ouvrier collectif. Il n'y a pas de blocage de l'économie sans grèves massives, sans une agitation permanente sur les lieux de l'exploitation, sans remise en cause systématique du commandement d'entreprise, sans l'affirmation concrète du pouvoir ouvrier comme rapport social antagonique qui croît sur les cendres du rapport social capitaliste.

La démocratie directe des AG bidon, une dégénérescence de la démocratie formelle bourgeoise

Pour faire passer la pilule de l'absence des agitations contre la loi travail de la très grande majorité des travailleurs, les syndicats contestataires et leurs soutiens gauchistes mettent en scène la démocratie directe, espérant, en passant, capitaliser le rejet ambiant de la politique et de ses organisations. Du coup, les AG souveraines fleurissent, de même que les comités de lutte, les coordinations, les promoteurs de convergences horizontales de lutte, etc. En réalité, aucune de ces organisations dites de base n'en est une. Les AG sont fréquentées par les délégués syndicaux et largement désertées par les travailleurs.

Un exemple ? À la gare ferroviaire de Saint-Lazare, comme en 2010, les AG ont rassemblé en moyenne entre 50 et 90 cheminots, principalement des militants syndicaux et/ou politiques. Une seule exception : la première AG du 2 juin qui a réuni 180 travailleurs sur les 3 500 possibles¹. Le nombre de présents aux AG ne reflète certes pas le nombre de grévistes mais il indique que la grève ne manifeste pas la participation active de ceux qui ne travaillent pas.

¹ La région Paris Saint-Lazare compte 4 015 salariés (chiffres 2015). Il y a eu trois AG : Achères, Mantes-la-Jolie et Saint-Lazare. L'AG de Saint-Lazare réunit les personnels qui peuvent venir des Technicentres (Levallois, rames de banlieue, et Clichy, matériel), des services commerciaux, des contrôleurs, de la police ferroviaire, des aiguilleurs, des agents de départ et de manœuvre et de l'administration, soit environ 3 500.

Les différents comités de lutte actuels sont des créations des gauchistes qui avancent masqués auprès des salariés. Les coordinations n'ont rien à coordonner et rassemblent les mêmes militants des AG bidon et des comités fantôme. Le tout singe une vie politique indépendante de la classe exploitée qui n'existe pas pour l'instant. Comme s'il suffisait de confectionner son organisation pour qu'elle existe...

Au lieu d'être un moment essentiel de la maturation politique collective de la classe ouvrière, ces «AG», comités et autres organismes sont des chambres d'enregistrement de décisions et des orientations prises par les appareils politiques et syndicaux qui les inspirent. Exactement comme ce qui se passe dans les parlements bourgeois. La forme ne prévaut jamais sur le contenu et, surtout, sur sa raison sociale. L'organisation ouvrière véritable est toujours l'expression d'un mouvement de la classe, jamais son levier. Et même quand le mouvement prolétarien est bien réel, aucune forme d'organisation ne constitue en soi une garantie que celui-ci prenne le bon chemin et se dote du bon plan de lutte. Opposer comme le font les gauchistes la «base», saine par postulat, au «sommet», corrompu par définition, au moyen de l'«*expression directe*» du peuple ajoute un élément supplémentaire de confusion et finit par renforcer, sur ses décombres, la confiance en la démocratie formelle bourgeoise. Il suffit de se référer au chaos inopérant des AG des «*Nuits debout*» pour comprendre cela.

Faut-il pour autant rejeter toute forme de démocratie directe ? Pas du tout. Mais il est indispensable qu'elle soit le produit d'un mouvement réel contre l'ordre productif dominant impliquant directement et activement des secteurs importants de la classe. Dans ce cas, les AG, les comités qui rassemblent les minorités ouvrières les plus déterminées et clairvoyantes, les coordinations de luttes autonomes peuvent devenir des lieux indispensables d'élaboration collective du plan d'attaque contre le capital, des outils irremplaçables de la conscience politique du prolétariat.

Le passage obligé de l'autonomie ouvrière

Le dit mouvement de 2016 en France, comme son équivalent en Belgique, ont fini par dévitaliser la volonté de combat des petites minorités prolétariennes qui sont passées à l'action. Pire, ces deux épisodes syndicaux ont creusé un peu plus l'abîme qui sépare ces minorités de la grande masse de travailleurs. De la grève par délégation, on est passé à la grève qui suscite l'indifférence, voire l'hostilité en dépit des sondages qui font état du soutien majoritaire de la population. Il est incontestable que les salariés rejettent toute nouvelle loi, décret et autres conventions collectives qui les affaiblissent ultérieurement face aux patrons et à l'État. Les sondages l'ont bien montré tout au long de ces «mouvements». Mais les enquêtes d'opinion ne sont pas la réalité, exactement comme ne le sont pas les élections. Les unes comme les autres rendent compte de l'avis de la population toute entière, pas de la volonté des prolétaires de se battre. De plus, le biais politique des sondages transforme tout en bagarre entre partis

du capital. Comment interpréter autrement le fait que les électeurs du Front national en France soient farouchement opposés à la loi travail dans des proportions comparables à celles des sympathisants du Front de Gauche¹ ?

La vérité crue est qu'en France et en Belgique le prolétariat dans sa grande majorité reste emprisonné dans le filet du rapport social capitaliste, dans les mailles robustes du travail salarié. La lutte de classes ne se décrète pas. Il ne suffit pas que des minorités se mettent en mouvement pour que le mouvement emporte l'adhésion active des masses prolétariennes. Surtout, cet énième épisode des relations tumultueuses entre certains syndicats d'État et l'exécutif montre que le parcours de la lutte de classe indépendante ne croise pas celui des mobilisations d'opérette appelées par des corps intermédiaires de l'État.

L'essor de l'autonomie ouvrière dans les conditions historiques de l'intégration de l'ancien mouvement ouvrier à l'État bourgeois passe obligatoirement par l'identification liminaire des partis et des syndicats de la gôche d'État comme des organes essentiels de l'ordre capitaliste. La logique de la contestation de l'intérieur des centrales syndicales officielles, celle qui ramène les minorités combattives à jouer les aiguillons des partis et des syndicats degôche afin qu'ils agissent en contradiction avec la fonction institutionnelle que leur attribue le capital est la voie la plus sûre et rapide vers de nouvelles défaites.

L'indépendance politique du prolétariat se bâtit dans les combats de secteurs de classe qui s'affranchissent d'emblée des carcans du «*front unique*» politique et/ou syndical et des tactiques insignifiantes des «débordements» inscrits dans l'agenda définie par les syndicats et les partis du capital préposés à la gestion conflictuelle du rapport social capitaliste. Cette indépendance politique du prolétariat que nous appelons de nos vœux naît dans ces combats quotidiens contre la domination du capital et se renforce en fondant ses propres organes dans et par la lutte. Des organes dont la mission première est de valoriser la dimension politique de tout combat contre les conditions matérielles de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

¹ Selon un sondage IFOP pour Dimanche *Ouest France* diffusé samedi 18 juin, quelque 78 % des proches du Front national considèrent comme «justifiée» la mobilisation. Ceux du Front de Gauche (PCF et Parti de Gauche) sont 90 % à soutenir le «mouvement».

Printemps 2016 : un mouvement inattendu

Un climat social en voie de réchauffement

Dès le début de l'année, suite à l'annonce du projet de réforme du code du travail (dite loi El Khomri ou «loi travail»), dont la présentation en conseil des ministres est prévue pour le 9 mars, apparaissent les premières manifestations appelées par les syndicats. Si la CFDT (suivie par la CFTC, l'UNSA et la CFE-CGC, qui modifiera sa position par la suite) se déclare satisfaite par les premières petites modifications rapidement introduites dans le projet, l'intersyndicale CGT-FO-Solidaires-FSU-UNEF-Fidl-UNL affiche son opposition. Elle sera rejointe à maintes occasions par l'UEC et les diverses composantes du Front de gauche, plusieurs collectifs étudiants et lycéens, dont le Mili, mais aussi le DAL, la LDH (notamment contre les violences policières et l'état d'urgence), le Gisti et les associations d'aide aux migrants...

Les dates de ces manifestations se croisent avec celles des manif de solidarité avec les migrants et contre l'état d'urgence. Elles font suite à la mobilisation contre la COP 21, que l'État avait réussi à contrôler dans les derniers mois de 2015, ce qui avait laissé le sentiment que l'état d'urgence servait plus à étouffer le mouvement écologiste qu'à protéger la population du danger terroriste¹. On a donc l'impression d'emblée que la mobilisation contre la loi El Khomri s'inscrit dans un climat social déjà en voie de réchauffement.

Les manifestations vont s'intensifier à l'approche de la présentation de la loi devant le Parlement : 9 janvier (à la gare du Nord), 11 janvier, 26 janvier (fonction publique), 7 février, 4 mars (à la gare du Nord contre la destruction du bidonville de Calais), 6 mars (à Belleville), 9 mars, 10 mars (retraités), 12 mars (au Luxembourg contre l'état d'urgence), 24 mars, 31 mars, 5 avril, 9 avril, 14 avril (manif sauvage nocturne suivie d'incidents), 28 avril et grève des contrôleurs aériens, 1^{er} mai, 2 mai (résistance à l'évacuation et la dispersion du campement de 1600 migrants à Stalingrad), 3 mai (étudiants), 4 mai (résistance à l'évacuation du lycée Jean-Jaurès

¹ Les vidéos montrant les violences policières de novembre et décembre sur la place de la République ne laissent pas de place au doute.

occupé par 277 migrants, 10 mai (cheminots), 12 mai, 18 mai (manif du syndicat de police Alliance et contre-manif du collectif UNPA), 17, 19 et 26 mai. Le 14 juin, une manifestation nationale où la police intervient de façon violente et préméditée permet au gouvernement de prendre prétexte de la violence des "casseurs" pour éviter de voir les centaines de milliers de personnes descendues dans la rue - avec la complicité de médias serviles. Suivent une autre manifestation le 23 juin - d'abord interdite puis autorisée, mais très encadrée et sous haute surveillance policière, et une dernière le 28 juin, qui devrait marquer l'enterrement du mouvement. A cette série il faut ajouter plusieurs manifestations spontanées, parfois nocturnes, dans différents quartiers de Paris, dont la presse n'a pas ou peu parlé.

«Nuit debout» à Paris

Le 31 mars, après la manifestation se produit un événement imprévu : à la Bourse du travail où le film *Merçi patron* est projeté, un groupe de manifestants, mené par François Ruffin, l'auteur du film et l'éditeur du journal *Fakir*, se propose de rester sur la place de la République voisine pour prolonger le débat : «Nuit debout» est né.

Observé du point de vue de ses capacités à mobiliser l'ensemble du corps social, ce mouvement apparaît bien limité. Mais observé du point de vue de ses dynamiques internes, il en ressort un tableau assez différent.

- Il se distingue d'autres «mouvements des places» du fait, d'abord, des circonstances de sa naissance, directement liée au mouvement en cours contre la loi travail. A l'origine, c'est l'affaire de quelques dizaines de jeunes, dont une bonne partie semblent avoir fait leurs armes dans les mobilisations «citoyennistes» des dernières années (mouvement des désobéissants, Action Climat autour de la COP21), qui décident de poursuivre l'expérience de la première nuit en se donnant les moyens de faire exister ce rassemblement tous les soirs. Et qui vont mettre en œuvre leurs méthodes et défendre leurs valeurs.

Ces méthodes semblent assez rodées, héritage en grande partie des mouvements altermondialistes. Ce qui va maintenir une certaine dichotomie entre «passants» (écouters passifs ou parleurs) et organisateurs, toujours sur le pied de guerre. Les commissions "structurelles" qui se constituent dès le début (accueil, logistique, sénénité, infirmerie, cantine...) et semblent avec le temps reproduire la spécialisation des tâches entre ceux qui en font partie et ceux qui recourent à leurs services, accuseront vers la fin juin une certaine fatigue qui pesera sur le sort du mouvement.

Dans le débat, certains principes s'imposent d'emblée, qui sont eux aussi ceux de cette génération :

- La parole doit être libre et ouverte à tous, de façon égalitaire. Cela se traduit concrètement par l'organisation d'une assemblée faite de prises de parole successives, sans hiérarchie ni structuration, d'où une impression persistante de flottement et par moments de grand défouloir.

– Les groupes politiques constitués n'ont pas la parole en tant que tels, les «encartés» peuvent s'exprimer, mais en tant que simples citoyens.

Toutefois, une évolution se fait jour au fil des semaines :

– dès la deuxième semaine, des commissions destinées à permettre le débat et la prise d'initiatives se constituent, mais en reproduisant la traditionnelle segmentation des questionnements et revendications (écologie, féminisme, antispécisme, anticolonialisme, éducation populaire...), avec en leur sein un poids significatif de militants des traditionnels regroupements occupant déjà le terrain sur ces questions ;

– rapidement, certaines de ces commissions se mettent à organiser des débats thématiques en marge de l'assemblée (dite «AG»). Ces débats drainent de plus en plus de monde, s'approfondissent avec le temps, et prennent peu à peu le pas sur l'AG, qui se clairsème.

– au bout d'un mois, des tentatives se font jour d'amener l'AG, par un processus compliqué de vote en plusieurs étapes, à donner une expression politique commune au mouvement. Cette recherche très laborieuse (et finalement inaboutie) traduit une volonté très partagée de réussir à pratiquer une forme de démocratie directe, mais qui porte essentiellement sur des questions de forme, indépendamment de tout contenu. Le mandatement, sur un contenu précis justement, reste une option majoritairement refusée. En revanche, l'appel en faveur d'une nouvelle Constituante trouve un certain écho sur la place, ce qui confirme que la démocratie est perçue avant tout comme une question de méthode, et non comme le produit d'un mouvement de lutte collective.

• Le lien originel avec la lutte contre la loi El Khomri maintient cependant une relation forte avec les luttes du monde du travail :

Le thème de la «grève générale» devient un des thèmes forts dans les débats, et fait vite l'objet d'une commission spécifique, qui draine des militants syndicalistes de base décidés à jouer la carte des liens inter-secteurs pour contraindre les bureaucraties syndicales à appeler à une grève générale reconductible. La pression de ces syndicalistes de base s'était déjà traduite par le relais de la pétition de Caroline de Haas (1,3 million de signatures), puis par le lancement le 22 mars de l'appel «On bloque tout» ; elle s'est ensuite fait sentir par de vifs débats au congrès de la CGT de la mi-avril, qui n'a pourtant débouché sur aucun autre engagement que de nouvelles journées d'action.

La présence de ces militants syndicaux a aussi permis l'ouverture de la Bourse du travail (sous la couverture de l'UD CGT de Paris) à des réunions de groupes d'action, à des meetings contre la répression ou à des rencontres entre syndicalistes, salariés, manifestants et «nuit-deboutites».

La commission a elle-même réussi, à la suite de la manifestation du 28 avril, à organiser une AG sur la place centrée sur le thème de la grève générale, qui a drainé beaucoup de monde et où se sont exprimés à la fois des syndicalistes de base de secteurs en lutte (taxis, cheminots, postes),

deux membres de deux CNT – tous poussant à un appel à la grève reconductible – et les secrétaires généraux des confédérations CGT et SUD – jouant les tribuns sans prendre d'engagements concrets. On voit ainsi se reproduire la logique de la mobilisation défaite de 2010, à cette différence près que cela se produit sur la place et non plus dans les salles closes des Bourses du travail. Le volontarisme militant continue à se heurter non seulement à l'inertie des bureaucraties syndicales – qui ne conçoivent les mobilisations que comme un appoint dans un processus de négociation devant se jouer dans le cadre politique institué – mais aussi à la passivité de la grande masse des salariés, enfermés dans leurs entreprises et qu'aucune présence syndicale active ne cherche à mobiliser sur la base de leurs propres difficultés et raisons de s'opposer au pouvoir patronal.

Le thème de la convergence des luttes est d'emblée très présent dans les discours, et fait lui aussi l'objet d'une commission spécifique. Mais plus qu'une convergence dans les faits susceptible véritablement de faire évoluer le rapport de forces, il y a une forte tension unitaire, une envie de donner une aide concrète à ceux qui sont en lutte, une idéologie de la convergence en somme, qui par moments réussit à se concrétiser. Quelques exemples: l'aide (réciproque) apportée aux intermittents du spectacle dans plusieurs de leurs actions, notamment lors de l'occupation de l'Odéon et de la Comédie-Française ; la jonction avec la manifestation de cheminots à la gare Saint-Lazare en avril ; le blocage physique pendant quelques heures de McDonald's touchés par des grèves ; la présence physique de «nuitdeboutistes» en solidarité avec les migrants lors de leurs évacuations par la police; puis, quand les grèves s'amplifient, le soutien, parfois massif, aux piquets de grève, notamment, à Paris, dans les usines de traitement des déchets et, en province, dans les raffineries.

L'idée, largement agitée lors du mouvement de 2010 contre la réforme des retraites, de «blocage des flux», supposé pouvoir, dans un contexte de précarisation croissante du salariat, se substituer à la grève générale pour bloquer l'économie, revient couramment dans les débats, mais sans arriver à dépasser vraiment le stade de l'idée agitative. En mai, les deux tentatives de blocage des camions du port fluvial de Gennevilliers sont rapidement neutralisées par les forces de l'ordre, et le blocage d'un grand magasin en banlieue pendant quelques heures a eu des effets forcément limités, faute de relais chez les travailleurs concernés. Par la suite, la pratique des blocages s'est amplifiée en lien avec les grèves en cours - sur des routes, des ponts, aux sorties de ports et de raffineries - mais l'intervention rapide de la police en a réduit l'impact économique à peu de chose. Leur importance réside surtout dans le fait qu'elles ont été des occasions de regroupement transversal et d'action commune fortement galvanisatrice.

Dès la deuxième semaine, on a vu des syndicalistes de groupes professionnels mobilisés venir à Nuit debout organiser des débats sur les problèmes spécifiques de leurs secteurs (des militants de SUD Santé-social

pour «Hôpitaux debout», le «groupe des 37» pour «Psychiatrie debout»). Mais ces initiatives n'ont pas réussi à durer plus de quelques semaines – sans doute parce que la conjonction recherchée a eu du mal à porter ses fruits dans un cadre qui par moments ressemblait plus à un terrain de foire qu'à un lieu de débat. Les enseignants, pourtant toujours en lutte, pour certains, contre la réforme du collège, n'ont participé qu'individuellement, notamment dans la commission éducation. Pas non plus de débats spécifiques sur la condition étudiante. Les coordinations lycéenne et étudiante se sont manifestes parfois en AG mais s'organisaient ailleurs que sur la place.

- La lutte contre l'état d'urgence s'est parfois confondue avec la lutte contre les violences policières, qui ont commencé avec la mobilisation lycéenne et se sont sérieusement aggravées avec les manifestations des 28 avril et 1er mai. Il semble en effet qu'à partir de la fin avril, le pouvoir ait cessé de tabler sur l'épuisement de Nuit debout et cherché dès lors surtout à dissuader de manifester, dans la crainte de la jonction entre jeunes «nuit-deboutistes» et salariés plus âgés permise par ces manifs.

Sur la place de la République, les tracasseries policières sont devenues quotidiennes: après avoir imposé le démontage des installations durant la deuxième partie de la nuit (officiellement pour permettre le nettoyage de la place), l'autorité municipale a interdit d'y consommer des boissons (les premiers jours, c'était la police qui encourageait les vendeurs à la sauvette à occuper la place), d'y faire des cortèges, d'user de sonos après minuit, puis après 22 heures, ce qui a créé de multiples occasions de contrôle, de fouille sur les voies d'accès et le métro et le harcèlement de ceux qui se rendaient sur la place.

Les moments d'affrontement physique avec les forces de police, récurrents lors de toutes les manifestations contre la loi travail, mais aussi recherchés certaines fins de nuit par de petits groupes de «violents» assumés, a fait de la question de la violence un leitmotiv des AG et des débats. La difficile contradiction entre la réprobation morale de la violence, majoritaire chez les jeunes de ce milieu social, et la volonté de non-désolidarisation de ce qui était perçu comme une des multiples expressions du mouvement a fait l'objet de débats récurrents. L'inconsistance politique de cette forme de «radicalisme», qui n'a fait en outre qu'alimenter le lynchage médiatique de l'ensemble du mouvement, semble tout de même avoir été perçue par certains, mais très peu discutée publiquement.

La solidarité face à la répression (arrestations massives en fin de manif ou lors d'actions lycéennes) a été au départ assumée avec un certain savoir-faire, hérité des combats altermondialistes et écologistes: présence permanente d'avocats sur la place, mobilisation d'une *legal team* dans les manifs, meetings antirépression... Mais, par la suite, ces initiatives semblent n'avoir pas suffisamment résisté pour réussir à faire face à la multiplication du nombre d'arrestations et d'inculpations.

A noter également que la peur du terrorisme tant instrumentalisée par le pouvoir ne semble avoir occupé aucune place dans les esprits de la place, au point que l'état d'urgence était perçu essentiellement comme un état d'exception juridique.

Saluons enfin l'opiniâtreté des nuit-deboutistes : malgré les intempéries, malgré les tracasseries policières, malgré les tensions suscitées par les épisodes de violence en fin de nuit, malgré toutes les dépenses d'énergie qu'exige quotidiennement la «logistique», ils ont continué, pendant trois mois et demi, convaincus de l'importance de ce qu'ils contribuaient à faire vivre.

Le poids politique de Nuit debout

Il faut d'abord souligner l'importance en soi de l'occupation de cette grande place centrale parisienne, consacrée à la réflexion politique et à l'échange. Pas seulement parce que Paris manque cruellement de lieux indépendants de rencontre et discussion¹. L'ouverture sur la ville, qui, en permettant à quiconque de venir prendre part aux discussions en AG ou en commissions, en a fait une véritable agora ; la liberté d'y organiser des débats (même si l'inscription en commissions permet d'être relayé dans les agendas et de disposer de sonos)... tout cela a contribué à faire de Nuit debout un lieu politique, au plein sens du terme.

Et c'est un fait que cette initiative correspondait à un besoin. Dans une société fortement atomisée, dans une ville de plus en plus colonisée par le tourisme, le spectacle, la «fête», dans un monde où l'expression publique est confisquée par des médias omniprésents, le besoin de se faire écouter et d'écouter, mais aussi d'échanger et réfléchir ensemble est grand. C'est bien ce besoin qu'a révélé le succès inattendu de Nuit debout. Et qu'a confirmé la durée exceptionnelle de cette dynamique, qui a mûri et s'est structurée, démentant tous les pronostics d'épuisement rapide.

L'initiative de surcroît s'est très vite élargie, d'abord grâce au rôle d'amplification des relais Internet dont elle s'est dotée (le site, Radio debout, Télé debout), d'autre part par son essaimage spontané : des «Nuit debout» sont apparues dans bon nombre d'autres villes en France (avec quelques relais à l'étranger), mais aussi dans certains quartiers de Paris et quelques villes de banlieue, où le phénomène de proximité leur a permis d'articuler la mobilisation avec des questions plus locales et une dimension plus conviviale.

¹ Même La Parole errante, à Montreuil, est menacée désormais, et rien ne dit que les initiatives prises par le regroupement visant à la préserver du destin subi par d'autres lieux militants aboutiront.

Les médias et les sceptiques ont eu tôt fait de mettre l'accent sur la composition sociale restreinte des fréquentateurs de Nuit debout : ils seraient exclusivement jeunes, blancs, parisiens et des classes moyennes précarisées – constat qu'une étude sociologique a sérieusement nuancé¹. Certes, les «quartiers» des banlieues ne pas venus sur la place. Il n'empêche : ces rassemblements et débats quotidiens ont joué pour les plus jeunes un vrai rôle de première socialisation politique – rôle qu'avaient cessé de jouer depuis quelque temps les luttes étudiantes et lycéennes, devenues faibles ou inexistantes.

La naïveté politique de la jeune génération engagée dans le mouvement n'est d'ailleurs pas en soi une faiblesse, quoi qu'en disent les groupes d'ultra-gauche ou les post-autonomes. Elle la pousse en effet à prendre le pouvoir au pied de la lettre, prenant ainsi la mesure de son hypocrisie. Il y a là un facteur de maturation politique à ne pas sous-estimer. Ceux qui parlent de récupération politicienne n'ont pas compris que, pour que celle-ci puisse opérer, il faut que le mouvement perde sa capacité propulsive et se résigne à l'hégémonie de la culture politique dominante.

Car Nuit debout a joué aussi un rôle non négligeable dans le mouvement de lutte. Cela grâce au travail des commissions «grève générale» et «convergence des luttes», qui ont réfléchi au quotidien aux modalités d'action et relayé les différentes initiatives ; grâce aussi à l'organisation de débats en AG recentrés, au soir des journées de mobilisation, sur les questions qui se posaient à la lutte ; mais surtout grâce au fait que Nuit debout a assuré une forme de continuité au mouvement d'ensemble, en faisant en quelque sorte tapis entre les différentes manifestations ponctuant le calendrier syndical – chose que le mouvement contre la réforme des retraites de 2010 n'avait pas su produire. Même si, depuis fin mai, le mauvais temps aidant, un certain épuisement est devenu visible.

Malgré toutes ses insuffisances, ce mouvement est donc resté une épine importante dans le pied du gouvernement, qui n'a pas encore trouvé le moyen de s'en débarrasser sans trop de casse. Le traitement systématiquement hostile et méprisant des grands médias traduit d'ailleurs bien en quoi ces prises de parole sauvages et incontrôlables dérangent le pouvoir et ceux qui ont pour mission de produire et diffuser son discours. Il est clair que la présence d'un lieu où la politique s'élabore en dehors de tout contrôle et de tout cadre institué lui fait peur. D'autant que les «professionnels» de l'action politique qui pourraient, comme en Espagne,

1 <https://gazettedebout.org/2016/05/17/qui-sont-les-nuitdeboutistes-enfin-une-etude-serieuse/#more-7821>

orienter le mouvement vers un simple renouvellement de personnel dans les structures en place n'y ont pas (encore?) trouvé place¹.

La lutte contre la «loi travail»

La loi travail passe devant le Parlement dans la première moitié du mois de mars. Elle est adoptée le 12 mai par recours à l'article 49-3. La motion de censure de la droite est repoussée et la gauche dissidente (écologistes, PC, PG et frondeurs PS), avec 56 signatures, échoue à trouver le nombre suffisant de députés (58) lui permettant de présenter sa propre motion. Le PS commence à se fissurer, et le recours au 49-3 n'a fait qu'exaspérer les opposants. Résultat : la mobilisation s'élargit et gagne certaines entreprises stratégiques, le gouvernement apparaît piégé par sa propre intransigeance².

Vers la mi-mai, le mouvement prend une tournure plus déterminée. Des blocages de chauffeurs routiers apparaissent près des ports et des raffineries, comme un coup de semonce, mais ne durent que le temps que le gouvernement promette la «sanctuarisation» de leurs heures supplémentaires – qui représentent jusqu'à la moitié de leur salaire –, les faisant ainsi échapper aux conditions générales prévues par la loi travail.

Entre-temps la grève gagne plusieurs ports et raffineries de pétrole, qui se retrouvent bloqués. Le 24 mai, la police attaque le piquet de dockers qui bloque le dépôt de Fos-sur-Mer et promet de débloquent les autres raffineries et dépôts de carburant. Pendant trois semaines, les huit raffineries ont toutes fait grève et arrêté la production. Les interventions de la police visant à lever les blocages n'ont d'autre effet que de renforcer la détermination des grévistes, qui ne font plus sortir une seule goutte d'essence, en particulier dans l'Ouest. Le gouvernement réussit toutefois à éviter que la pénurie de carburant touche massivement la région parisienne, sur laquelle se concentre l'attention des médias. Les grèves, minoritaires au début, deviennent vite majoritaires dans les raffineries. Mais là encore, pas pour longtemps : elles s'épuisent l'une après l'autre, et les stations d'essence sont vite réapprovisionnées.

1 On notera d'ailleurs l'effacement progressif du rôle des personnalités ayant contribué à l'impulsion du mouvement, comme Ruffin et Lordon (leurs conceptions de la mobilisation, fondamentalement imprégnées de l'idée léniniste selon laquelle les mobilisations se conçoivent et s'organisent en comité restreint éclairé, ne s'avèrent plus vraiment en phase avec la sensibilité et la volonté des acteurs de Nuit debout, qui, eux, tiennent, convaincus du bien-fondé et de la solidité de leur mouvement).

2 Un peu comme lorsqu'il a cherché à inscrire dans la Constitution la déchéance de nationalité française pour les terroristes à double nationalité, essayant un échec retentissant.

A la SNCF, la CGT appelle à la grève reconductible tous les mercredis et jeudis à partir du 18 mai. Sud-Rail voudrait durcir le mouvement et appelle à la grève reconductible jusqu'au 11 juillet, date de la fin de l'Euro de football, mais, seul, il ne fait pas le poids. Le 18, la direction affiche un taux de grévistes de 15%, manifestement faux puisque entre un tiers et la moitié des trains ne circulent pas. Mais à la SNCF les échéances de la lutte contre la loi travail se croisent avec celles de la lutte contre la réforme du rail, où l'UNSA et la CFDT appellent aussi à l'action sous peine de se couper de leur base, plus corporatiste. L'unité ne durera pas longtemps: dès le deuxième jour de grève, ces deux confédérations invitent leurs membres à reprendre le travail. La première semaine de juin s'annonce donc périlleuse, même si l'intersyndicale n'avait pas prévu de manifestation de rue. Les syndicats ont choisi de faire peser la menace d'une grève reconductible à l'occasion de l'Euro de foot plutôt que de coordonner un mouvement de grève large et bien déployé à un moment où plusieurs autres catégories sont entrées dans la danse. L'accord d'entreprise et de branche est approuvé par la CFDT et l'UNSA (qui représentent 30% des voix aux élections) et repoussé par la CGT et SUD (qui en cumulent 50 %). Ensemble, ces dernières pourraient opposer leur veto, mais le "sens des responsabilités" de la CGT prévaut : la fédération CGT des cheminots refuse de faire jouer son droit de veto et l'accord devient effectif.

La CGT appelle aussi à la grève illimitée à la RATP à partir de jeudi 2 juin, mais avec des effets limités - les blocages des dépôts d'autobus, qui sont plus l'œuvre des commissions de Nuit debout que des grévistes, sont démantelés le jour même. A la même date on fait grève dans les ports, tandis que les aéroports et l'aviation civile sont appelés à s'y mettre entre vendredi 3 et dimanche 5 juin. Les pilotes de ligne menacent de s'y mettre aussi une fois le championnat européen de football commencé, après la mi-juin, mais, isolés désormais, ils renoncent.

Le secteur de l'énergie a aussi rejoint le mouvement et plusieurs centrales nucléaires sont entrées en grève, imposant une baisse de puissance qui oblige EDF à importer de l'électricité. Les pénuries ne se font pas sentir au niveau du consommateur, comme c'est le cas pour l'essence, mais la valeur symbolique d'une telle action reste très forte. Là encore, au bout de deux semaines, les grévistes reprennent le travail.

Il faut dire que la grève touche plusieurs secteurs où la CGT est solidement implantée. Pour certains, l'enjeu est principalement la lutte contre la loi travail. C'est le cas pour les ports, la chimie et les secteurs de l'énergie, mais aussi pour les services de collecte des ordures (la mairie de Paris, par exemple, sera amenée à faire appel à des entreprises privées pour le ramassage) et surtout les usines d'incinération, bloquées par les grévistes et leurs soutiens jusqu'à intervention policière (à Bordeaux, la grève durera jusqu'à fin juin). D'autres catégories ont des revendications spécifiques et profitent du climat de lutte généralisée pour s'y mettre. Le gouvernement

cherche à les détacher du mouvement d'ensemble en répondant à certaines de ces revendications, parfois même en prenant les devants, et toujours en faisant des promesses à droite et à gauche. On a vu ce qu'il en était chez les routiers et les cheminots. La fonction publique fait aussi partie des professions que le gouvernement réussit à détacher du mouvement en accordant quelques largesses : 1,2 % d'augmentation du point d'indice des salaires. Avec, pour les instituteurs, une «prime de suivi et d'accompagnement» (soit 800 euros de plus sur l'année) et, pour tous les professeurs du second degré, un saut automatique de catégorie).

L'extension et la radicalisation du mouvement a toutefois permis à la CGT de reprendre en quelque sorte le contrôle de la situation. Elle se trouve désormais en position de montrer que, sans elle, pas de mouvement capable de s'imposer au gouvernement. Dans les entreprises, aucune forme de coordination autonome n'a vu le jour (à l'exception, politiquement significative mais concrètement sans grand impact, des gares parisiennes), et Nuit Debout ne fait pas le poids. Si le gouvernement accepte la négociation, tout est en place pour que la manifestation du 14 juin devienne une manif d'enterrement du mouvement.

Mais le gouvernement se raidit. Au lieu d'offrir à la CGT une porte de sortie honorable, il lui offre l'occasion, en s'entêtant à défendre à tout crin son projet de loi, de montrer à sa base qu'elle est capable d'obtenir un résultat. Quand le projet passe en commission, au Sénat, la droite en profite pour durcir le texte originel : la semaine de 35 heures saute et, en l'absence d'accord d'entreprise ou de branche, les salariés pourraient avoir à travailler 39 heures à la demande du patron, 48 heures en cas de besoin et jusqu'à 60 heures dans des cas exceptionnels; dans les PME, la possibilité est introduite de faire signer des accords individuels forfaitaires; un plafond est réintroduit pour les indemnités que peuvent fixer les prud'hommes en cas de licenciement abusif (15 mois de salaire); les apprentis peuvent commencer à 14 ans au lieu de 16 actuellement... Du coup, le gouvernement présentera, le 8 juin, sa propre version de la loi comme une version "de gauche", dans un meeting qui sera perçu comme une provocation et contesté par quelques milliers de manifestants. Le 28 juin la loi modifiée est adoptée au Sénat. On donne pour acquis que la Chambre des députés repropose la version originelle.

La CGT semble plus décidée qu'en 2010 à obtenir le retrait de la réforme. Il faut dire que le gouvernement s'est montré intraitable et l'a exclue des négociations qui ont précédé la rédaction du texte. Mais c'est un fait que la base de la CGT s'est plus fortement mobilisée que sur la réforme des retraites. Ce qui s'explique d'une part par l'attaque que représente effectivement pour elle l'inversion de la hiérarchie des normes, puisqu'elle perdrait en influence dans des négociations au niveau de l'entreprise (où la CFDT est particulièrement active), mais aussi par la transformation qui s'est opérée ces dernières années en son sein. Autrefois le PC contrôlait

étroitement la CGT; celle d'aujourd'hui est devenue une espèce de fédération de groupuscules, qui s'autonomisent dans l'action comme dans les prises de position, ce qui rend plus difficile le contrôle par le sommet de l'ensemble de l'organisation et qui encourage les pulsions centrifuges.

La proposition faite par la CGT et FO d'une «votation citoyenne», présentée comme un moyen d'engager dans la lutte une population censée «ne pas pouvoir» se mettre en grève, ne fait que déplacer le terrain de l'affrontement de la grève et de la rue – où il reste favorable au mouvement – aux urnes, où les choses sont bien plus contrôlables. Au matin du 28 juin, les médias annoncent le succès de la "votation citoyenne" : elle aurait recueilli 800.000 voix, dont 92% hostiles au projet gouvernemental. Au regard du 1,3 million de signatures recueillies par la pétition, c'est un succès très relatif.

Du côté du pouvoir, il n'est pas exclu que l'intransigeance faiblisse, étant donné la fracture qui s'est ouverte entre le gouvernement et une bonne partie de sa base électorale. Plusieurs élus et responsables gouvernementaux commencent à craindre les effets nuisibles du raidissement, notamment à l'approche de l'élection présidentielle, prévue pour avril 2017. Les cafouillages et les contradictions se multiplient, laissant entrevoir une recherche désespérée d'une issue qui leur permette de sauver la face. De nombreux responsables socialistes semblent avoir abandonné l'idée d'une victoire à la prochaine élection présidentielle et considèrent qu'à ce stade il n'y a plus rien à perdre. Un point de vue de ce genre qui, paradoxalement, pourrait contribuer à renforcer l'intransigeance du gouvernement. D'où la multiplication des discours contradictoires.

Un constat s'impose cependant sur le fond: le mouvement n'a pas réussi à dépasser la base syndicale protestataire "classique" en impliquant la grande masse des salariés. Si 75% des Français restent opposés - sondage après sondage - au projet de loi et à la façon dont le gouvernement cherche à l'imposer, les travailleurs n'ont pas trouvé suffisamment de courage, d'énergie, de colère, pour se mettre en grève et descendre dans la rue massivement.

Les manifestations de rue font l'objet d'une bataille de chiffres entre la CGT, qui surestime le nombre des participants, et la police, qui le sous-estime systématiquement (la réalité se trouve en général à mi-chemin). Mais c'est plutôt à la composition des manifestations qu'il faut s'attacher. Avec l'avancée du mouvement, deux évolutions sont à signaler :

– A partir de la mi-mars, les manifestations, à l'exception de celle du 31, voient une faible participation syndicale : des cortèges assez squelettiques autour des ballons, formés sans doute essentiellement de membres de l'appareil et de retraités, suivent une tête de manif composée de jeunes, syndiqués ou pas, de plus en plus nombreuse et déterminée. A l'intérieur de celle-ci évoluent des groupes outillés pour l'affrontement avec la police, plus ou moins soutenus par le plus grand nombre et qui,

lorsque la police commence à vouloir utiliser le service d'ordre CGT-FO comme supplétif – finissent par s'affronter à lui. La pression des manifestants et les vidéos de l'affrontement qui circulent sur Internet mettent rapidement fin à cette collaboration trop voyante.

– La manif du 26 mai marque un nouveau tournant : si le secteur de tête persiste, les trois quarts de la manifestation sont désormais composés par les troupes de la CGT, qui a battu le rappel de ses délégués de base dans les entreprises et la fonction publique. Les cortèges FO et Solidaires, bien que consistants, sont beaucoup plus faibles. La FSU, elle, est à peine visible.

Le cortège de tête, autonome des organisations syndicales, vivace, composé de personnes plus combatives et curieuses, de lycéens et d'étudiants, de militants syndicaux, associatifs ou nuit-de-boutistes, d'autonomes et de libertaires, etc., représente une nouveauté par rapport aux mouvements des trente dernières années, où la tête des manif était jalousement accaparée par les syndicats et spécialement par la CGT. La présence de ce cortège autonome rend visible un changement du climat social et des rapports de forces au sein du mouvement. Elle transforme aussi le style des manifestations, ses membres faisant le choix de ne pas reculer devant l'affrontement avec la police. Mais la présence parmi lui de petits groupes exercés à l'affrontement mais peu regardants sur les risques qu'ils font courir aux autres, pratiquant le bris de vitrines (de banques, d'assurances, de grands magasins, de publicités) en fin de manif comme une forme d'insurrectionnalisme, permet surtout au pouvoir, via les grands médias qui le servent, de traiter les manifestations avant tout comme un problème d'ordre public.

C'est d'ailleurs ce à quoi il est réduit, faute de pouvoir offrir une réponse politique qui désamorce le conflit. Ayant (tout comme les syndicats) bien du mal à gérer la situation, le gouvernement cherche à attribuer à la CGT la responsabilité de l'existence de ce cortège imprévisible et incontrôlable. La manifestation du 14 juin, que la CGT conçoit comme une épreuve de force avec le gouvernement mais aussi avec le mouvement sur lequel elle veut affirmer son emprise, devient l'occasion d'une véritable manipulation politico-médiatique: le bris d'une vitre de l'hôpital Necker (où était hospitalisé le fils d'un couple de policiers assassinés par un djihadiste, ce que seul le gouvernement savait) est démesurément amplifié pour en faire le symbole de l'irresponsabilité des "casseurs" et obliger la CGT à s'en démarquer. La manifestation successive (le 23 juin) est dans un premier temps interdite. Les médias rappellent que le dernier cas d'interdiction de manif syndicale remonte au 8 février 1962, en pleine d'Algérie, et s'était conclu par le massacre de Charonne (8 morts). Ce rappel, assez pénible pour un gouvernement qui se prétend de gauche, l'amène à autoriser finalement la manif, mais sous étroite surveillance policière, avec plusieurs fouilles imposées à ceux qui cherchent à rejoindre le lieu de départ. Le soir, les médias prétendent que les incidents des manifestations précédentes ont

été évités (pourtant le siège de la CFDT a été attaqué par quelques centaines de manifestants énervés), et n'évoquent même pas les quelques autres manifs non autorisées qui se déroulent en même temps. Le gouvernement obtient toutefois un résultat avec la disparition du cortège de tête et un retour à l'aspect traditionnel des manifs syndicales.

Le 28 juin, la manif est autorisée, mais les fouilles à l'entrée du lieu de rassemblement reprennent. De surcroît, la Bourse du travail, où se tenait une AG touffue de militants de différents secteurs sociaux, est encerclée par la police, qui les empêche de rejoindre la manif - pour trouver un précédent, il faut remonter encore plus loin dans le temps... Mais, sympathique surprise, malgré le filtre de la police, le cortège de tête est réapparu (et casse son lot de vitrines le long du parcours).

La répression du mouvement est pesante : en seulement trois mois, 1900 personnes ont été arrêtées, dont plus d'une centaine ont été ensuite jugées en comparution immédiate et condamnées. On ne compte plus les interventions de la police, qui expérimente de nouvelles techniques d'action contre les manifestants. Des techniques non pas de contrôle de la situation, mais plutôt de provocation organisée : les manifs sont encadrées par les flics, bloquées à plusieurs reprises, coupées en tronçons, ce qui a pour effet de rapprocher manifestants pacifiques et manifestants organisés pour l'affrontement dans une même exaspération.

La gestion de l'ordre public semble s'éloigner de celle que l'on observe en tendance au niveau européen, et, parmi les spécialistes de la répression eux-mêmes, plusieurs voix critiquent les modes d'action policière pratiqués en France¹. Mais ceux-ci s'expliquent si l'on considère qu'il s'agit d'un message politique adressé par le gouvernement au mouvement dans la rue, où la force de répression va jusqu'à dépasser celle auparavant déployée par la droite.

La répression a cependant un effet qui n'a sans doute pas été recherché par ceux qui la mettent en œuvre : plus besoin de convaincre la jeune génération, pour qui ce mouvement représente un premier moment de prise de conscience et de socialisation politique, que l'Etat est avant tout une

¹ Voir Olivier Fillieule et Fabien Jobard, «Un splendide isolement. Les politiques françaises du maintien de l'ordre» (<http://www.laviedesidees.fr/Un-splendide-isolement.html#nh10>) et Joseph Confraveux, «Le pouvoir politique est affaibli face au pouvoir policier», (<https://www.mediapart.fr/journal/france/210616/le-pouvoir-politique-est-affaibli-face-au-pouvoir-policier?onglet=full>).

bande d'hommes armés prétendant au monopole de la violence légitime : elle fait l'expérience directe de la brutalité de la police et de ceux qui lui donnent ses ordres. Si à l'époque de la COP 21 et aux débuts de Nuit debout on pouvait parfois entendre crier « La police avec nous! », on ne court plus ce risque aujourd'hui...

Comme dans tout mouvement véritable, les motivations des différents secteurs qui le composent sont diverses et parfois contradictoires. Mais le gouvernement se charge de concentrer sur lui les tensions accumulées et de fédérer les mécontentements. Les mesures gouvernementales régressives de ces dernières années n'ont pas été oubliées, et la mémoire est longue dans les secteurs qui ont pris part à la lutte.

Pris dans son ensemble, ce mouvement représente donc quelque chose de plus important que la simple lutte contre la loi travail, contre l'état d'urgence, contre les violences policières ou pour l'occupation de places. Il met en lumière la fracture entre l'Etat et la population, et notamment entre la gauche de gouvernement et la fraction de la société censée la soutenir – ce que confirme la multiplication sensible des discours critiques envers la fiction de démocratie qu'est devenu le système «représentatif». Cela fait suite aux nombreuses défaites électorales du PS depuis deux ans (municipales, départementales, régionales) et risque de les amplifier à l'avenir, quel que soit le sort final de la loi travail.

G. Soriano et Nicole Thé

Paris, le 28 juin 2016

Ce texte a été écrit, à la demande de camarades italiens et allemands, au fur et à mesure que le mouvement se développait, et à partir d'éléments d'information et de réflexion venant peu à peu s'ajouter. D'où d'inévitables répétitions, redondances, voire contradictions. Nous espérons réussir à écrire plus tard un autre article de synthèse et de bilan.

**Retours
sur
les attentats de 2015
et
leurs interprétations**

Dessin extrait de « The Independent »



Des attentats du 7 janvier à ceux du 13 novembre 2015

Cette interview à deux voix a été réalisée par mail pour la revue Phase 2 dont le site est le suivant : <http://www.phase-zwei.org/>

Phase 2. Quelle est la situation de la gauche radicale française après les attentats contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher les 7 et 9 janvier 2015 et puis après les attentats du 13 novembre 2015 ?

Yves : Il me semble qu'il faut différencier les trois situations.

L'attentat contre *Charlie Hebdo* a créé un clivage immédiat, vu que cet hebdomadaire était déjà considéré depuis une quinzaine d'années par une partie de la gauche et de l'extrême gauche comme étant à la fois «islamophobe», raciste et de moins en moins critique vis-à-vis de la droite. Cette dérive était attribuée notamment à l'évolution politique de Philippe Val qui en fut successivement, le rédacteur en chef, le directeur de la rédaction et le directeur de publication.

La haine qui s'est développée contre *Charlie Hebdo* est liée également à des discussions et à des clivages apparus au sein de l'intelligentsia de gauche et au sein de l'extrême gauche depuis «l'affaire du foulard» en septembre 1989 (trois jeunes filles de 13 et 14 ans avaient voulu porter leur hidjab dans un collège de Creil). La polarisation contre l'islam n'a fait qu'augmenter après les attentats du 11 septembre 2001, la loi contre les signes religieux ostensibles de 2004, etc. Une partie de l'extrême gauche (les trotskistes plus traditionnels de Lutte ouvrière et du Parti ouvrier internationaliste) et la gauche républicaine (une partie du PCF et du PS) a commencé à mettre en avant systématiquement la laïcité et la liberté des femmes pour lutter contre l'influence montante de l'islam dans les quartiers populaires et surtout contre la volonté des Français musulmans de pratiquer leur religion au grand jour. A cela s'est ajouté le thème de la défense de la «liberté d'expression», y compris celle de «blasphémer». *Charlie Hebdo*, journal où les caricatures des religions et les textes provocateurs occupaient une grande place, a été partie prenante de ces discussions et combats-là.

Une autre partie de la gauche, plus fidèle aux conceptions du multiculturalisme, et plus opportuniste vis-à-vis de l'islam politique (notamment dans ce qui est aujourd'hui le Nouveau parti anticapitaliste mais aussi dans la gauche tiers-mondiste type ATTAC ou *Le Monde diplomatique* et la gauche antiraciste comme le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples ou la Ligue des droits de l'homme) a pris position contre une interprétation de la laïcité jugée d'abord sectaire, puis discriminatoire contre les musulmans et enfin raciste et néocoloniale contre les personnes origines du Maghreb ou d'Afrique

noire qui se reconnaissent dans l'islam. Ces gens-là ont été dénoncés par *Charlie Hebdo* comme des «islamo-gauchistes» ; ces derniers ont à leur tour contre-attaqué en accusant l'hebdomadaire satirique d'être devenu raciste.

Donc pour revenir aux réactions spontanées qui ont eu le 7 et le 8 janvier 2015, elles exprimaient surtout une sidération, une peine profonde, et aucune haine contre l'islam. Elles ont mobilisé environ cent mille personnes dans toute la France, et ne sont pas du même ordre que la manifestation organisée par l'Etat français le 11 janvier 2015, avec la présence de nombreux chefs de gouvernement étrangers, et qui a rassemblé aux alentours de quatre millions de personnes en France. Une partie des «gauchistes» n'ont pas pris la mesure de l'indignation et de l'émotion populaire immédiatement.

Q. Pourrais-tu préciser ce que tu appelles les «gauchistes» ?

Yves : Ce terme a été popularisé par Lénine dans *Le gauchisme, la maladie infantile du communisme* (1920). Son auteur voulait se démarquer de ceux qui s'opposaient à sa politique concernant la participation aux élections et aux syndicats et le soutien aux luttes de libération nationale. Les différents courants de la «gauche» communiste ne partageaient pas tous les mêmes conceptions. Face au reflux de la vague révolutionnaire, l'Internationale communiste prôna des raccourcis tactiques (front unique ouvrier, lettres ouvertes aux dirigeants «réformistes» pour les mettre au pied du mur, etc.) et proposa de construire des partis de masse. Le cycle révolutionnaire terminé et ayant échoué, le terme gauchiste disparut ensuite du vocabulaire.

Il connut une nouvelle jeunesse quand, à partir de 1968, particulièrement en France, le PCF le remit au goût du jour, pour désigner de façon méprisante et condamner tous les groupes situés à sa gauche (quelles que soient leurs divergences entre eux) maoïstes, trotskystes et anarchistes qui osaient, même timidement, remettre en cause son monopole de parti propriétaire de la classe ouvrière et dénonçaient sa politique de collaboration de classe. Le PCF qualifiait les gauchistes d'«agents de la bourgeoisie», de «suppôts du patronat», d'«extrémistes sans principes» ou plus simplement de «fils à papa». En retour, les militants gauchistes tiraient une fierté du vocable dont les affublait le PCF.

En réalité, les gauchistes de l'après 68 n'avaient rien à voir avec les communistes de gauche des années 1920. Au contraire, ils partageaient les positions de Lénine (élections, luttes de libération nationale, syndicats). Leur critique de l'État (au-delà de sa fonction purement répressive) manquait et manque de profondeur, surtout, comme en France, où l'Etat est toujours paré des vertus de la défense du service public et des acquis «sociaux». Ils réduisaient le capitalisme à la domination des «gros» contre les «petits», ou à la «finance internationale».

En France, l'arrivée de la gauche au pouvoir, en mai 1981, a siphonné une partie des cadres gauchistes attirés par le pouvoir (cabinets ministériels, positions électorales, cadres syndicaux et médias). Suite à la fin des régimes capitalistes d'Etat (URSS et Chine), les militants gauchistes sont restés accrochés aux fondements de leurs idéologies. Ils font preuve du même suivisme vis-à-vis des régimes du Sud (Cuba, Venezuela, Nicaragua, Iran, etc.). Face au retrait des grèves ouvrières, ils soutiennent également toutes les luttes partielles et parcellaires (quelles qu'en soient les bases objectives) de la société «civile» qui engendrent perpétuellement des «mouvements» dont les gauchistes ne prennent pas la peine d'analyser les causes, les idées, et l'évolution, appliquant ainsi le principe «tout ce qui bouge est rouge».

En France, il existe trois grands groupes trotskistes (NPA, LO, POI) rassemblant sans doute 5 000 militants (maximum); trois groupes anarchistes ou communistes libertaires (Alternative libertaire, Organisation communiste libertaire et Fédération anarchiste avec peut-être 1 200 militants en tout), et en comptant très large; et plusieurs groupes anarchosindicalistes (Confédération nationale du travail, CNT-Solidarité ouvrière, CNT-AIT, de quelques centaines ou dizaines de membres chacun voire beaucoup moins), plus des groupes de 10 ou 15 militants trotskistes, ou ultragauches, et enfin des groupes plus ou moins éphémères qui n'ont d'existence et d'ambition que locale.

Le gauchisme représente une mouvance très large et sans unité idéologique même si elle se retrouve sur des thèmes et un langage «branché» communs. Ce sont des gens qui peuvent parcourir de temps en temps les publications et les sites des organisations précitées, mais surtout des journaux comme *Politis* ou *Le Monde diplomatique*. Ils consultent toute sorte de sites «catégoriels» (féministes, antiracistes, anticolonialistes, etc.) en fonction de leurs intérêts. Cette mouvance large commencerait dans doute, dans le contexte allemand, à Die Linke et pourrait aller jusqu'aux autonomes en passant par n'importe quel groupe trotskiste ou maoïste orthodoxe (si vous en avez encore)... Et d'ailleurs on peut aussi englober les «autonomes» français (appelés parfois «anarcho-autonomes», «totos» ou «appelistes»), mouvance aussi vague, sous la catégorie des «gauchistes».

Pour ma part, je dirais qu'un gauchiste est quelqu'un qui construit rarement ses raisonnements à partir de faits précis, d'une stratégie claire et compréhensible par tous, ou d'une activité politique ou syndicale visant à engranger une dynamique révolutionnaire classique de prise du pouvoir. Le gauchisme du XXI^e siècle résulte d'un mélange hybride entre des concepts classiques empruntés au mouvement ouvrier traditionnel (marxisme, anarchisme, trotskisme, léninisme) et d'autres concepts ou références venus des sciences sociales, ou d'idéologies réformistes comme celles dominant le mouvement altermondialiste (écologie, tiers-mondisme, keynésianisme, etc.). Parfois ce sont des militants sexagénaires qui ont modernisé leur

langage et ont bricolé une idéologie ad hoc, mais je dirais que ce sont surtout des trentenaires ou des quadragénaires formatés par l'université au cours des vingt dernières années et par les modes militantes... Et cette mouvance englobe parfois aussi les humanitaires de gauche qui s'intéressent aux «sans papiers», ou les associations de quartier qui ont une approche mouvementiste.

Donc pour revenir aux tueries commises au siège de *Charlie Hebdo* le 7 janvier 2015 puis à l'Hyper Cacher de Vincennes le 9 janvier 2015, certains de ces gauchistes ou de ces libertaires ont évidemment eu tendance à amalgamer la manifestation pour l'unité nationale du 11 janvier 2015 (avec des slogans du type «Je suis un policier») et les premières réactions du 7 et du 8 janvier. En effet, ils se sentaient totalement dépassés par l'ampleur de l'émotion, de l'indignation et de la solidarité envers «Charlie» et voulaient trouver de bonnes raisons de se dissocier totalement d'un mouvement populaire inédit et assez incompréhensible – si l'on se fie aux critères d'analyse gauchistes classiques.

Les meurtres de l'Hyper Cacher le 9 janvier n'ont pas suscité d'émotion aussi forte que ceux de *Charlie Hebdo* le 7 janvier et n'ont pas du tout réveillé la vigilance nécessaire de l'extrême gauche et des libertaires face au caractère antisémite des meurtres de Coulibaly, tant la polémique faisait rage sur les réseaux sociaux et au sein des organisations, à la fois à propos des assassinats commis à *Charlie Hebdo* et à propos de la préparation de la manifestation du 11 janvier et du thème de l'unité nationale brandi par tous les partis.

Phase 2 : Pourquoi la question de l'antisémitisme pose-t-elle problème en France ?

Yves : J'ai découvert récemment *Utopia or Auschwitz. Germany's 1968 generation and the Holocaust* (Hurst, 2009) de Hans Kundnani. Il me semble que ce livre, bien qu'il soit consacré à l'Allemagne, donne aussi des clés pour comprendre pourquoi l'extrême gauche et une partie de la gauche françaises ont cessé d'idéaliser Israël comme un pays reposant sur des kibboutz pseudo égalitaires et pourquoi après les victoires des mouvements de libération nationale en Asie et en Afrique, et après les défaites du mouvement ouvrier dans les années 1960 et 1970 en Europe, les énergies de la gauche radicale se sont concentrées presque exclusivement sur la Palestine et sur des formes d'antisionisme de plus en plus douteuses. Il faut ajouter que la France abrite la plus importante «communauté» musulmane d'Europe et la plus importante «communauté» juive, et que la composition interne des Juifs de France (après l'arrivée massive des Juifs du Maghreb dans la décennie 1953-1962), leurs pratiques religieuses (avec le renouveau religieux qui concerne toutes les confessions) et leurs rapports avec Israël (après la guerre des Six Jours en 1967) ont profondément changé, ce qui a entraîné aussi une polarisation politique spécifique. Une partie des Juifs de France a décidé d'apparaître dans l'espace public comme une communauté

portant des revendications religieuses et politiques (en faveur d'Israël), ce qui marque une rupture avec l'attitude républicaine assimilationniste adoptée par les notables de cette «communauté» depuis l'émancipation des Juifs de France en 1791.

En tout cas, depuis la profanation du cimetière de Carpentras en mai 1990, il n'y a plus jamais eu de manifestation de masse rassemblant la gauche et l'extrême gauche contre l'antisémitisme, comme celle du 14 mai 1990. Il y a eu des manifestations convoquées par les organisations communautaires juives (par exemple au moment du meurtre d'Ilan Halimi le 13 février 2006 après trois semaines de tortures, les organisations d'extrême gauche et une partie des intellectuels multiculturalistes ont décidé qu'il fallait attendre les résultats de l'enquête pour se prononcer – le procès eut lieu trois ans plus tard et montra que les motivations des petits chefs des ravisseurs étaient bien antisémites) mais plus jamais les militants de gauche et d'extrême gauche ne se sont mobilisés massivement contre l'antisémitisme aux côtés des organisations religieuses et politiques juives. Le 19 mars 2012, quand Mohamed Merah est entré dans une école juive à Toulouse et y a tué un professeur, trois enfants de 4, 5 et 7 ans et blessé grièvement un adolescent qui tentait de protéger la petite fille qui sera assassinée par Merah, les organisations d'extrême gauche et bon nombre d'intellectuels de gauche ont dénoncé «l'islamophobie» qui risquait de se développer suite à ces meurtres et n'ont mentionné qu'en passant la dimension antisémite de ces actes ! On a eu un avant-goût de ce qui allait devenir le discours dominant chez les gauchistes en 2015.

Donc pour revenir à ta première question et aux différences entre les attentats des 7 et 9 janvier 2015, et ceux du 13 novembre 2015, ces derniers n'avaient pas de tonalité antisémite spécifique. Même si l'on a appris, plusieurs mois plus tard, qu'en fait tous les salopards qui ont organisé des attentats ces dernières années se connaissaient depuis longtemps (séjours dans les mêmes prisons ou liens créés à cette occasion ; rencontres et entraînements militaires dans d'autres pays ; discussions par l'intermédiaire des réseaux sociaux, etc.) et qu'ils étaient également en contact avec des djihadistes qui avaient déjà voulu organiser un attentat contre le Bataclan en 2009. Il faut rappeler que, à l'époque, cette salle de spectacles était la propriété de plusieurs Français d'origine juive et que cette salle accueillait des galas en l'honneur des gardes-frontières israéliens. Cela avait donné lieu à l'époque à des affiches et des slogans imbéciles comme «L'armée israélienne occupe Paris».

Donc, si l'on ne peut écarter que, dans le cerveau embrumé des membres de la djihadosphère, la salle du Bataclan ait été connectée aux «sionistes», à «Israël» et aux «Juifs», la variété des cibles visées dans Paris comme au Stade de France de Saint-Denis le 13 novembre 2015 montre qu'elles n'ont pas été choisies sur des critères antijuifs.

Phase 2 : Jacques, peux-tu nous indiquer ce que tu penses de la situation de la gauche radicale française après les attentats contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher les 7 et 9 janvier 2015 et puis après les attentats du 13 novembre 2015 ?

Jacques : La situation après les événements est forcément en partie dépendante de la situation qui prévalait auparavant. On peut la caractériser par une absence de repères théoriques et critiques au sein de la gauche radicale. En effet, la lutte des classes n'y est souvent réaffirmée que sous forme de slogans sans que cela recouvre une pratique en rapport avec le discours.

C'est net chez les trotskistes du NPA ou chez les libertaires dont les thèmes de prédilection ne concernent plus le travail et les luttes au travail, mais les grandes «questions de société» : celle des préférences sexuelles (mouvement LGBT, queer) et des questions de genre; celle du mariage pour tous, celle de la libre prostitution des «travailleuses du sexe», etc., qui tendent à remplacer l'ancienne «question sociale». Mais, il faut avoir le courage de le dire, ces questions divisent aussi profondément l'extrême gauche entre, d'un côté, ceux qui conservent comme référence principale le fil rouge des luttes de classes et le féminisme originel et, de l'autre, ceux qui s'intéressent prioritairement à ce que nous, à *Temps critiques*, appelons les particularismes radicaux. Non seulement cette division affaiblit l'ensemble de nos forces mais elle nous isole encore plus car ces nouvelles questions n'intéressent guère que les personnes issues des classes moyennes diplômées, très peu les fractions populaires.

Ce manque d'unité est encore renforcé par la plus grande confusion face aux sujets politiques les plus brûlants avec parfois des alliances contre nature entre groupes d'extrême gauche et groupes d'extrême droite sur le souverainisme anti-européen, l'anti-américanisme, un antisionisme tournant parfois à l'antisémitisme à travers la démonisation de la finance, etc.) qui se tissent sur le terrain (manifestations et réunions communes).

Ce sont ces positions qui sont taxées de populisme par les politiciens, les experts de la politique et les médias officiels. Pour ma part, j'entends par populisme des tendances ou courants qui ont encore le peuple comme référence, celui-ci englobant non seulement les ouvriers et employés, mais les paysans et les petits artisans et commerçants, en dehors donc de tout caractère de classe précis et bien évidemment de toute idée de lutte de classes. Ce qui souderait ce peuple, ce sont des valeurs et mode de vie traditionnels qui seraient caractéristiques de la France.

Ceux qui sont renvoyés à cette catégorie politique (eux-mêmes ne s'en réclament pas) ont pour référence négative les élites, l'oligarchie, le mondialisme et ils opposent à la France d'en haut, celle d'en bas, la «France réelle» comme dit le Front National.

Ces populistes sont pour la plupart nationalistes car ils associent le plus souvent peuple et nation. En fait, ce n'est pas un nationalisme au sens historique du terme, belliciste le cas échéant, mais plutôt un souverainisme qui voudrait que l'Etat national retrouve son efficacité et son indépendance d'avant la mondialisation/globalisation capitaliste. Il est sous-tendu par le poids de l'histoire nationale avec la révolution française et son hymne aux paroles révolutionnaires ; par l'image aussi d'une République qui a eu à lutter contre une Eglise royaliste à travers un combat anticlérical cimenté et institutionnalisé dans le principe de laïcité.

Sur ces bases, ce populisme souverainiste s'exprime aussi bien au sein de forces politiques classées à droite et à l'extrême droite que dans d'autres classées à gauche et même à la gauche de la gauche.

Par ailleurs, le développement d'un populisme plus ou moins nationaliste, d'une part, et d'un militantisme islamiste radical, de l'autre, n'a pas été perçu avec toute l'acuité nécessaire et n'a donc pas conduit à une réflexion critique suffisamment publique et d'importance qui reconnaîtrait les insuffisances des analyses révolutionnaires quant aux questions de la nation et de la religion. En effet, ces deux concepts et bien évidemment les réalités qui leur correspondent ont été supposés «dépassés», par les théories révolutionnaires à travers l'internationalisme prolétarien d'une part, dont l'échec cinglant en 1914 aurait déjà dû servir de révélateur, et un processus général de rationalisation jugé globalement progressiste et donc positif d'autre part. Ce processus de rationalisation entamé dès le début du XX^e siècle (cf. Max Weber) s'est amplifié depuis dans toute la société autour des valeurs de «progrès», de la croyance en la science et cela a concerné toutes les classes de la société, y compris la classe ouvrière qui a adhéré à cette vision progressiste du monde. Le processus d'individualisation, la société de consommation, les valeurs à la fois matérialistes et hédonistes ont suivi les transformations du capital, la production de masse et le fordisme, la tendance au «village mondial», diluant ou repoussant les anciennes valeurs ou références religieuses et nationales. Les transformations idéologiques sont allées de pair avec les transformations des rapports sociaux de production et les classes moyennes sont devenues le pivot de ces transformations, imposant de fait la centralité des questions sociétales par rapport à l'ancienne question sociale.

Mais diluer et repousser n'est pas faire disparaître. Des situations de crise, nationale ou internationale, peuvent faire resurgir ce qui avait disparu du devant de la scène : l'individualisation, l'atomisation, la perte de références peuvent, par contre-tendance, réactiver les identités et croyances anciennes qui ressortent alors sous leur forme originelle ou sous de nouveaux oripeaux : crainte des immigrés trop nombreux et repli sur soi ; défense de valeurs familiales et opposées au «dérèglement des mœurs», projection de la haine contre la finance sur les juifs qui en seraient les représentants, etc.

Il faut absolument tenir compte du fait qu'un dépassement des concepts ne correspond pas à un dépassement réel et que des questions comme celles du rapport individu/communauté et de la tension existant entre ces deux termes ne se règlent pas en un claquement de doigts. Elles resurgissent sous des formes intempestives.

Ces insuffisances de la critique révolutionnaire semblaient de peu d'importance puisque la globalisation/mondialisation d'une part et une sécularisation quasiment achevée (dans les pays de l'Europe occidentale du moins) d'autre part, paraissaient vérifier l'hypothèse du «dépassement». Le moins que l'on puisse dire, c'est que les événements récents ont pris de court les groupes politiques qui ont l'habitude de se prendre pour l'avant-garde organisée de la subversion.

Phase 2 : Quels sont les discours que l'on peut entendre dans la gauche radicale à propos des attentats ? Quelles ont été les différentes évaluations et explications ?

Yves : Il me semble qu'il n'y a pas eu de remise en cause massive des discours de la gauche radicale ou du mouvement libertaire. Grosso modo, chacun a tenté de montrer qu'il avait tout prévu, tout compris et que les événements ne faisaient que confirmer ce qu'il disait depuis des années. Le désarroi était palpable sous les différentes logorrhées en présence, mais je n'ai pas lu beaucoup d'«analyses concrètes d'une situation concrète». Les groupes sont restés sur un terrain très idéologique, comme c'est malheureusement leur habitude.

Par exemple, personne ne s'est intéressé aux nombreuses discussions qui ont eu lieu dans les entreprises et personne n'a essayé d'en restituer le contenu, de montrer comment de nouvelles affinités ou de nouveaux clivages ont pu apparaître entre collègues, spécialement s'ils étaient «musulmans» de culture ou de religion. L'extrême gauche a beaucoup évoqué les réflexions racistes, voire les agressions contre des personnes d'origine maghrébine ; elle a dénoncé les descentes de police chez des «musulmans» qui n'avaient rien à se reprocher ; elle a évoqué le cas des enfants ou des adolescents convoqués dans les commissariats sur simple dénonciation d'un enseignant, d'un parent d'élève ou d'un directeur d'école ; mais elle n'a pas voulu tirer les leçons des échanges parfois très vifs, ou du silence prudent observé dans les entreprises. Elle ne s'est pas intéressée aux nombreuses discussions qui ont eu lieu dans les manifestations ou les attroupements de rues en janvier et en novembre 2015, échanges dont les propos racistes ou guerriers étaient absents. Les militants se sont beaucoup polarisés sur les polémiques qui ont fait rage entre les intellectuels médiatiques de gauche, polémiques qui elles-mêmes étaient peu soucieuses de mesurer la nouveauté des événements, à quelques exceptions près.

Jacques : On peut relever plusieurs points communs à ces militants et groupes :

– un refus de l'événement en tant que tel qui conduit à ne parler que de ses causes possibles (c'est globalement le discours des sociologues ... sur lequel s'appuient les militants, faute d'une analyse propre) ou encore à tenter de l'expliquer sans voir sa singularité (cf. par exemple le dernier livre de Franco Berardi, dit «Bifo», *Tueries*, qui met dans le même sac les tueurs de Columbine en 1999, d'Utoya en Norvège en 2011 et de Paris en 2015 à partir d'une analyse psychopathologique du capitalisme). Cela a pour effet de minimiser le caractère politique de ces actes, voire de les justifier implicitement en tant que réactions individuelles à «un corps social déchiqueté par le pouvoir absolu du capitalisme»;

– une analyse plaquée mêlant géopolitique (importation des conflits extérieurs – guerres au Moyen-Orient, Palestine occupée – vers les pays-centres du capitalisme) et simplifications sociopolitiques (quartiers en déshérence, jeunes à la révolte dévoyée, etc.), le tout renvoyant à l'idée que les derniers événements ne sont pas liés à une action politique intrinsèque en provenance de groupes islamistes militants, mais à une simple réaction à quelque chose d'extérieur. C'est une vision très réductrice qui isole à tort, à mon avis, les auteurs des attentats commis sur le sol français, de leurs commanditaires. C'est cette erreur politique, ou ce subterfuge qui permet de trouver des excuses aux terroristes tout en condamnant Daech ou Al-Qaïda. Cette attitude est d'ailleurs cohérente avec le fait de rabattre toujours le religieux sur le social puisque les groupes d'extrême gauche n'ont rien à dire sur la religion en général.

En effet, pour eux, c'est une anomalie, une survivance incongrue, un reste d'irrationalisme dû à l'arriération de certaines couches de la société ou de certaines régions du monde. C'est quelque chose de dépassé par le mouvement de l'histoire qu'ils conçoivent selon une rectitude toute hégélienne. A la limite, comme les trotskistes, ils peuvent chercher à l'instrumentaliser s'ils arrivent à faire le lien entre religion et pauvreté. Cela a été le cas en Amérique latine avec la théologie de la libération d'origine catholique, c'est le cas aujourd'hui avec l'islam «religion des pauvres». Mais ils ne peuvent comprendre le fait de cette persistance et résurgence de la religion parce que, pour eux, fondamentalement, en bons marxistes orthodoxes, il n'y a que la rationalité, l'intérêt économique et l'argent qui mènent le monde. Ils ne peuvent donc comprendre la question de la communauté (la *Gemeinschaft*¹), des rapports individu/communauté, la question de la *Gemeinwesen* comme disait Marx ;

¹ni le phénomène nazi/fasciste donc, qu'ils ne voient que comme le produit de la domination du «grand capital».

– une difficulté à nommer «l'ennemi» par peur de favoriser l'islamophobie, d'être traité soi-même d'islamophobe, d'être qualifié de groupe politique «blanc» par le Parti des indigènes de la république (PIR) et les courants postcoloniaux, ou encore par crainte de perdre le contact avec les jeunes de banlieue.

En fait, ce contact avec les banlieues n'existe pas car la plupart des gauchistes n'y sont pas nés, n'y habitent pas et peu y travaillent. Ils ont à la limite plus de contacts de proximité avec les immigrés de certains quartiers de centre-ville parce qu'ils peuvent y habiter le même type d'appartement non rénové, mais ils ne font que s'y côtoyer, ils ne vivent pas de la même manière et n'ont pas les mêmes habitudes. C'est une grosse différence avec les années 1960/70 où même si les contacts avec les usines étaient difficiles parce que surveillés et réprimés par le syndicat stalinien dominant (la CGT) et le PCF, des contacts existaient avec la jeunesse ouvrière dont une partie habitait encore dans les quartiers ouvriers de la ville et n'était d'ailleurs pas d'origine immigrée extra-européenne à l'époque. On pouvait aussi se rencontrer dans les maisons de la jeunesse et de la culture, ce qui fait qu'en 1968, s'il y a bien eu une séparation entre étudiants et ouvriers, un alliage s'est produit entre jeunesse étudiante et jeunesse ouvrière.

Rien de tout cela aujourd'hui et la peur de perdre le contact est donc en grande partie fantasmée.

Le contact politique n'a d'ailleurs jamais été très important car les émeutes des banlieues, des années 1980 pour les premières jusqu'aux plus récentes de 2005, ont été vues principalement comme le fait du lumpen-prolétariat et il n'y a que quelques mini groupes autonomes qui s'y sont intéressés comme à Vaulx-en-Velin dans la banlieue lyonnaise. Quant à la «marche des beurs» des années 80, elle est restée un peu isolée car premièrement vite récupérée par le PS et les trotskistes dans SOS Racisme et parce qu'elle apparaissait comme une démarche réformiste, pour les droits, etc.

Si contact il y avait c'est donc plutôt un contact social entre adolescents dans les établissements scolaires encore assez mixtes. Cela a animé les grandes luttes lycéennes (et aussi étudiantes) de 1986 avec la mort de Malek Oussekine, en passant par 1994 et la lutte contre le CIP (sorte de contrat-emploi-jeunes sous payé) jusqu'à celle de 2000 contre la réforme des lycées professionnels entre autres. Dans toutes ces luttes, les élèves des collèges techniques et lycées professionnels ou instituts technologiques ont joué un rôle de premier plan et le mouvement était assez unitaire. C'était le mouvement de la jeunesse scolarisée dans son ensemble malgré toutes les différences d'origine et de devenir social. C'est ce qui a changé ensuite avec la diminution du brassage et de la mixité. Paradoxalement, ce phénomène n'est pas imputable à un processus de ghettoïsation des banlieues comme le pensent, ou le disent, les gauchistes qui confondent la France et les Etats-Unis, mais à la «démocratisation» de l'enseignement et

au souci électoral des élus locaux qui subissent la pression des parents d'élèves. Cela a entraîné la construction de nombreux lycées en banlieue ... qui sont devenus des lycées pour enfants des banlieues presque exclusivement. Ajouté au développement des activités illégales liées à la drogue et à un militantisme de type salafiste de plus en plus présent, cela a provoqué une coupure qui est apparue, d'abord dans des heurts et «dépouilles» (vols) au sein même des manifestations par des «lascars» de banlieue, ensuite par leur absence complète des mouvements, par sécession en quelque sorte¹.

Ce peu de contacts, on aurait pu s'en accommoder comme en 1968 quand nous avons peu de contacts avec les ouvriers, mais les violences internes aux manifestations puis l'agressivité des pratiques des islamistes militants, enfin les nouvelles grilles de lecture postcoloniales d'une partie de la gauche radicale et même des alternatifs, ont fait que cette question et celle des identités et des particularités est devenue centrale.

D'où le dépit des groupes politiques quand même l'islamophilie opportuniste ne permet pas de «capitaliser» des forces politiques révolutionnaires à partir d'un mécontentement social pourtant palpable.

Il est d'ailleurs remarquable que cette difficulté à nommer l'ennemi soit commune à l'État et à ces «radicaux». Le terme utilisé pour le désigner devient alors «fasciste» ou «fasciste islamiste» sans que la moindre analyse vienne corroborer une quelconque ressemblance avec les différentes formes du fascisme historique. La finalité du propos étant sans doute de rester en territoire politique connu de façon à ne pas avoir à se poser des questions trop déstabilisantes.

Pour résumer sur ce point, ce qui me paraît le plus important c'est que premièrement les événements nous ont tous pris de court et deuxièmement nous ont montré, de façon particulièrement frappante, notre peu de poids dans cette situation et donc le peu de perspective d'intervention. Cela exige déjà une pratique critique et un sens politique pour le comprendre, mais surtout un effort pour l'accepter. C'est ce que les groupes politiques d'extrême gauche ont été incapables de faire.

Leurs «interventions» ont d'abord exprimé un ressentiment du fait que les manifestations qui ont suivi les attentats ont été une réussite et qu'elles ont pu, malgré tout, représenter autre chose qu'une manipulation gouvernementale ou une illusion démocratique. C'est dur de se sentir à contre-courant quand on est un militant !

Elles ont exprimé ensuite une absence totale d'empathie avec les

¹ Ce phénomène de sécession touche principalement les garçons et jeunes hommes, moins les filles et jeunes femmes qui sont moins en échec scolaire et plus actives dans les mouvements.

victimes quand elles ont laissé entendre que les journalistes de *Charlie* avaient manifesté des tendances islamophobes depuis longtemps et que, finalement, ils l'avaient bien cherché ; que quatre juifs assassinés c'est rien du tout par rapport à la situation faite aux musulmans (pour le coup, essentialisés), victimes reléguées et discriminées ou par rapport aux enfants palestiniens tués par l'armée israélienne.

Phase 2 : Les attentats ont-ils mené la gauche radicale à changer ses perspectives et/ou ses priorités (par exemple en ce qui concerne l'islam, l'islamophobie, l'antisémitisme, la laïcité et le relativisme culturel) ?

Yves : Pour ma part, j'ai l'impression, comme je l'ai dit au début de cette discussion, que les groupes d'extrême gauche ou anarchistes ou les intellectuels de gauche ou d'extrême gauche n'ont pas vraiment changé de position. Dans la mesure où presque tous ces groupes ou intellectuels ont abandonné les points de repère révolutionnaires classiques et clivants (mise en avant des intérêts spécifiques de la classe ouvrière ; indépendance vis-à-vis de l'appareil d'Etat, des syndicats et des partis réformistes ; stratégie visant à une destruction de tous les Etats ; critique de tous les nationalismes), on assiste à une grande confusion politique qui combine références convenues à telle ou telle tradition révolutionnaire et suivisme vis-à-vis des idéologies réformistes à la mode (postmodernisme, décolonialité, etc.).

La majorité des groupes ont choisi de donner la priorité à la lutte contre le racisme antimusulmans (ce qui les amène à refuser de critiquer l'islam et même les groupes salafistes) ; une minorité de l'extrême gauche ou des libertaires et une bonne partie de la gauche dite républicaine sont plus sensibles à la question de l'antisémitisme (ce qui les pousse souvent à nier qu'il existe le moindre racisme antimusulmans, au nom d'une critique juste de la façon dont les gouvernements réactionnaires des pays «musulmans» et les mouvements islamistes manipulent le concept équivoque d'«islamophobie» ; certains intellectuels de gauche en viennent même à tenir des propos très ambigus sur les immigrés ou les personnes d'origine étrangère vivant en France ou à dénoncer ce qu'ils appellent «l'immigrétisme gauchiste» – en clair à prôner la fermeture des frontières européennes).

La plupart des militants et de plus en plus d'enseignants universitaires en sciences sociales dont l'influence auprès des étudiants n'est pas négligeable, dénoncent la laïcité (républicaine ou pas) comme «bourgeoise» ou «postcoloniale», car ils ont sombré dans le relativisme culturel depuis fort longtemps. Ils ne veulent pas reconnaître que les religions posent un problème dans l'espace public à partir du moment où des courants religieux militants (catholiques, protestants, juifs et musulmans) profitent de la mode identitaire si prisée à l'extrême gauche pour avancer des revendications religieuses spécifiques et imposer certains comportements ou certaines «valeurs» aux non-croyants et aux athées,

particulièrement nombreux en France.

Jacques : Nous pouvons comprendre que ceux qui se pensent révolutionnaires sont dépités de se voir renvoyés à leur isolement et à «l'insurrection qui ne vient pas» ou encore à l'absence du prolétariat. On peut juste distinguer parmi les réactions des groupes ou individus ceux qui, comme «L'insurrection qui vient», Rouillan l'ex-militant d'Action Directe ou Alain Badiou, le philosophe militant et médiatique qui défend encore l'idée du communisme mais sans renier son passé stalinien et maoïste, vont opposer une froideur révolutionnaire à la froideur du capital, ce qui ne permet pas d'ouvrir une brèche vers une révolution à titre humain et ceux qui, par opportunisme, tombent dans une islamophilie sans principe .

Cette islamophilie est d'ailleurs récente. Comme je l'ai déjà dit, jusqu'à l'année 2000, les valeurs traditionnelles de la gauche et les mouvements sociaux, qu'ils soient d'origine étudiante, ou issus des luttes de chômeurs (1998), ou des grèves dures «désespérados» dans les petites et moyennes entreprises en situation de fermeture et de licenciements, restent dans la droite ligne de ce qu'on pourrait appeler un combat de classes parce que, de fait, elles se rattachent encore à une histoire, à un passé, à la question sociale.

Les premiers accrocs se situent quand même déjà dans les années 1980 quand des ouvriers immigrés en grève de chez Citroën font entendre les premières revendications «musulmanes» ; et qu'ensuite, certes à un niveau microscopique, un syndicat libertaire comme la CNT connaît une scission autour du problème de savoir si un syndiqué peut être un croyant pratiquant avec tout ce que cela comporte et induit quand il est musulman.

Je ne pense pas que les causes de cette islamophilie soient à chercher dans une culpabilité postcoloniale spécifiquement française. Elles me semblent plutôt liées, premièrement, à l'assimilation islam-religion des pauvres ; deuxièmement, au déclin de l'universalisme politique qui a subi les attaques des multiculturalistes ou même de ceux qui n'ont de cesse d'attaquer «l'universalisme abstrait» sans aller jusqu'au multiculturalisme (c'est le cas de groupes proches de «l'ultragauche» qui découvrent tout à coup les théories postmodernes et intègrent à leur discours classiste traditionnel des morceaux de la théorie du genre et des analyses en termes raciales et ethnicistes) ; enfin, troisièmement, leur anti-impérialisme, par ricochet, les renvoie à des positions propalestiniennes, anti-américaines et plus généralement pro-arabes qui, par extension, deviennent plus islamophiles quand elles font le lien avec la critique postcoloniale.

Depuis qu'ils pensent trouver dans l'islamisme militant un produit de remplacement à leur ancienne eschatologie marxiste, des individus se réclamant de la gauche radicale rejettent toute analyse qui mette en rapport djihadisme offensif – et a fortiori terroriste – et religion musulmane. Pour eux, toutes les causes du phénomène sont extérieures à l'Islam, à ses traditions, à son histoire et à son actualité. Mais c'est un discours très

paradoxal puisque, d'un côté, il est dit que l'islam ne peut être considéré comme une force idéologique et politique alors que, de l'autre, il est considéré et parfois même présenté comme la seule religion à ménager parce qu'elle a l'excuse d'être «la religion des pauvres» ! Comme nous l'avons dit précédemment, le religieux est ainsi rabattu sur le social et reste une sorte de boîte noire pour la critique.

Daech et Al-Qaïda ne représenteraient alors que des nouvelles formes de fascisme, d'où le terme «d'islamo-fascisme» employé par nombre de gauchistes. C'est pourtant une énorme contradiction que de ne pas associer islam et islamisme d'un côté et de parler d'islamo-fascisme de l'autre ; mais, comme la plus grande confusion théorique règne, cela n'a rien d'étonnant tant les boussoles révolutionnaires habituelles sont de peu d'utilité sur la question. On procédera donc par facilité. Accoler les deux termes permet que chacun serve de béquille à l'autre. Introduire le qualificatif de fascisme permet seulement de qualifier ce qu'on ne comprend pas (l'islamisme radical) dans un langage militant significatif parce que référé à une forme politique historique connue.

Phase 2 : Est-ce qu'il y avait des clivages ou des polarisations?

Yves : Oui bien sûr. Cela a amené à un niveau individuel ou dans les marges des organisations des discussions très vives, des départs et des engueulades très violentes.

Jacques : Cela a traversé tous les groupes, même les plus informels, car se positionner par rapport à un événement important a d'autres conséquences qu'une simple lutte d'idées sur des points très généraux ou sur des principes. Le fait que ce soit le plus souvent des points généraux qui fondent les positions théoriques permet que les désaccords puissent exister à l'intérieur d'un même groupe ou entre plusieurs groupes qui entretiennent des liens ou alliances. Ces positions générales et théoriques ne correspondent pas à une intervention réelle au sein du rapport social. Ce ne sont que des positions de principe affirmées, pas des prises de position concrètes. Elles ne sont tenables qu'en période calme. Par contre, face à un événement de grande ampleur, l'intervention va tout d'un coup prendre un autre sens, ou avoir une autre portée. Et en général, dans chaque groupe constitué, ce qui doit triompher c'est la position correspondant à la ligne globale. Mais comme l'événement a toujours tendance à bousculer la ligne, la majorité et même la minorité de son côté aussi, vont avoir tendance à extrémiser leur position d'origine qui existait déjà, mais à l'état latent, sans passer par le conflit ouvert.

On peut éclairer cela par l'exemple des féministes allemandes par rapport à ce qui s'est passé à Cologne la nuit de la Saint Sylvestre. Il est bien évident que le feu couvait entre les anciennes féministes historiques et les nouvelles qui se veulent plus radicales ; mais ça restait tenable tant que l'événement n'était pas venu montrer que non, ce n'était plus tenable.

Par rapport et à la différence de ce que dit Yves dans sa réponse à la question précédente, je pense que «les lignes» ont bougé, non pas tant parce que les individus et groupes auraient changé de position fondamentalement, mais parce que les différentes positions se sont radicalisées. Les événements n'ont pas provoqué de prise de distance avec les positions idéologiques d'origine et encore moins de prise de conscience, mais les groupes ont eu tendance à en rajouter, à «extrémiser» leur point de vue pour montrer que ce qui se passait ne faisait que confirmer finalement des prises de position antérieures, alors que le moins qu'on puisse dire c'est que c'était loin d'être évident. Ainsi, les attentats du 7 janvier 2015 touchant les «blasphémateurs» et ceux du 9 janvier touchant les «juifs» confirmaient la nouvelle frontière séparant amis et ennemis depuis que les antagonismes de classes sont de fait passés en arrière-plan. Fracture confirmée par les réactions observées parmi des jeunes de banlieue, de culture ou de religion musulmane, qui ont été nombreux à exprimer (dans les écoles, dans la rue et même dans les médias) qu'ils ne se reconnaissaient pas dans le «Je suis *Charlie*» des manifestations ; et à la marge par une position du type «Ils l'ont bien cherché». Il faut toutefois noter que le «Je ne suis pas *Charlie*» n'a pas concerné que ces seuls jeunes. Cela a aussi touché des jeunes des classes moyennes inférieures, mais vivant en pavillons excentrés (les périphéries plus que les banlieues) et réceptifs aux discours complotistes.

Les réactions au 13 novembre allaient en partie infirmer cela par une condamnation quasi unanime des attentats, y compris parmi les personnes de culture ou de religion musulmane. Du côté des gauchistes et autres libertaires, il fallait changer son fusil d'épaule. Il n'était plus possible d'invoquer la présence du drapeau tricolore dans les manifestations pour marquer sa différence en refusant de participer à ce qui leur apparaissait comme une réaction «blanche» et chauvine. Ils furent comme tétanisés par l'événement comme si le précédent du 7-9 janvier ne laissait pas prévoir de suite, comme si finalement, il n'avait été qu'un règlement de comptes apurant une dette d'honneur des musulmans radicaux contre les humoristes blasphémateurs qui ne respectent rien.

Quant à ceux qui se veulent plus «radicaux», pris de court eux aussi par l'événement, mais ne pouvant soudainement dire aujourd'hui le contraire de ce qu'ils disaient hier, ils en rajoutèrent alors sur l'opposition irréductible entre des jeunes des classes moyennes dont la vie serait vraiment méprisable (ils prendraient la survie pour la vie, comme disaient les situationnistes) et des jeunes de milieux défavorisés dont la vie est méprisée et stigmatisée. D'où des positionnements assez ignobles comme par exemple ceux en provenance de la tendance *L'insurrection qui vient*, ou assez maladroits, d'une grande faiblesse argumentative et politique, comme ceux de l'ex-membre d'Action directe, Jean-Marc Rouillon, vantant le «courage» en soi des assaillants islamistes, comme s'il n'existait pas aussi

des combats douteux.

Ce sont deux exemples d'aveuglement théorique et, de fait, de dénégation de l'événement.

Pour les partisans de *L'Insurrection qui vient*, par exemple, l'affaire tient en peu de choses : la barbarie terroriste n'est pas pire que la barbarie capitaliste (de la part de personnes qui ont un libre accès aux grands médias du pays démocratique où ils vivent, s'expriment librement et luttent cela ne manque pas d'air!) ; la vie des gens ordinaires n'est pas la vraie vie, ce n'est que de la survie. Ils ne méritent donc pas vraiment de vivre et on va surtout pas pleurer leur mort, d'autant que ce qu'ils prennent pour «notre mode de vie» n'est que celui de jeunes «bobos» ou enfants des classes moyennes qui vont tromper l'ennui de leur vie sans intérêt dans les lieux branchés des quartiers «gentrifiés». D'où le mépris comme positionnement politique «radical».

Pour Rouillan, c'est un peu différent, et cela se situe davantage au niveau des tripes que de l'intellect : les terroristes sont courageux car ils sont peu nombreux et ils doivent combattre des milliers de policiers. Rouillan se désintéresse complètement des victimes des attentats car, pour lui aussi, personne n'est innocent, et il n'y a donc pas de coupables non plus. Seul le geste est beau en quelque sorte quand il est porté contre l'État!

Dans les deux cas on a une défense de l'odieux. Pour les partisans de *L'Insurrection qui vient*, ce qui compte, c'est de «choquer le bourgeois» comme on disait il y a presque cent ans, à l'époque où le terme de bourgeois avait encore un sens et où ce dernier pouvait encore être choqué par quelque chose. Pour Rouillan, il s'agit juste de «rester droit dans ses bottes», dans la figure de celui qui ne s'en laisse pas compter parce qu'il a vécu et souffert, ce qui est d'ailleurs vrai.

Dans ces deux cas, l'essentiel est de rester dans le jeu, ou de le faire croire. Ce fut plus facile à partir du moment où, le temps aidant, le récit et l'analyse des événements passèrent au second plan par rapport à la dénonciation de l'état d'urgence qui remplaçait l'État en position d'ennemi principal. Ouf! Enfin quelque chose de connu (comme le fascisme). Comme les partisans de *L'Insurrection qui vient* dépensent une partie de leur énergie à dénoncer les pratiques régaliennes et policières de l'Etat (dénonciation des fichages, empreintes ADN, caméras de surveillance, etc.) à partir de la théorie schmittienne de l'état d'exception, ils n'eurent plus qu'à forcer le trait de façon à en démontrer la validité.

Selon cette théorie, les ennemis de l'État ne sont plus essentiellement extérieurs comme dans les guerres conventionnelles, mais le premier ennemi serait un ennemi intérieur ; les partisans de cette hypothèse se réfèrent à ce qui aurait constitué l'exemple le plus récent d'état d'exception en Europe, à savoir l'État italien des «années de plomb».

Mais au-delà des différentes interprétations de cette notion schmittienne reprise plus récemment par Agamben dans *Homo Sacer*, il me semble que l'important c'est de ne pas la confondre avec celle d'état d'urgence.

Cette confusion est d'autant plus facile qu'à l'oral on ne peut pas faire de différence entre la majuscule désignant l'État comme institution suprême et la minuscule désignant l'état comme une situation. Et même souvent à l'écrit, on trouve des confusions de ce point de vue-là. Il faut donc être clair là-dessus. Pour le moment nous sommes dans cette seconde situation d'état d'urgence, phase conjoncturelle, qui ne semble pas devoir conduire à la première qui est celle de l'État d'exception.

Je ne développerais pas ici la position de *Temps critiques* sur l'État aujourd'hui dans ce que nous appelons la société capitalisée, mais je dirais simplement que le passage d'un Etat de sa forme principalement d'État-nation à une forme d'État-réseau rend fortement improbable la chose. Le pouvoir en général n'est plus aujourd'hui, depuis la fin des années 70, d'ordre disciplinaire et autoritaire. Il est de contrôle et d'autocontrôle, participatif en quelque sorte et donc assez consensuel, et le rejet des personnels politiques en général ne contredit pas ça mais le confirme à sa manière. Le phénomène actuel des «Nuits debout» nous en fournit un exemple des plus récent.

Les mesures de l'état d'urgence ne sont donc pas exceptionnelles dans une société capitalisée où les antagonismes semblent rabotés pour que rien ne dépasse. Ce sont des mesures traditionnelles de prévention de l'ordre public, des mesures certes liberticides mais qui ne sortent pas de l'ordinaire car elles font partie de tout un arsenal qui, depuis une vingtaine d'années, permet de criminaliser les luttes et leurs protagonistes. Les accusations farfelues de terrorisme contre ceux de Tarnac, les condamnations pour aide aux immigrés clandestins, les assignations à domicile des militants écologistes pour la grande conférence sur le climat en décembre 2015, les condamnations de violences ouvrières et syndicales sur des cadres (par exemple, à Air France en octobre 2015) participent de cette criminalisation, mais cette criminalisation est rendue possible non par l'existence d'un Etat d'exception ou d'une situation d'urgence, mais principalement par la faiblesse des luttes qui isolent les éléments les plus combattifs ... ou les plus aventuristes/avant-gardistes.

On signale quand même des «bavures» en banlieue où des perquisitions violentes avec arrestations ont eu lieu. Il semblerait que la police se soit parfois «lâchée» dans les «zones de non-droit» habituelles en tombant, sous prétexte de terrorisme, sur des délinquants notoires plus ou moins intouchables en temps normal. Il est difficile d'en estimer les conséquences. Certains jeunes de banlieue sont intervenus dans les «Nuits debout» pour raconter ces faits et demander à ce que leur dénonciation soit amplifiée en dehors des «quartiers», mais qu'en a pensé vraiment la population en général de ces quartiers, c'est difficile à dire pour le moment.

Les réactions à l'état d'urgence sont donc globalement restées modérées car il y a un consensus sécuritaire anti-terroriste. On entendit simplement crier au scandale contre les seules mesures qui ont fait véritablement tache, mais qui ne sont finalement pas passées, comme la déchéance de nationalité ou l'inscription de mesures d'urgence dans la Constitution, ou encore l'idée de peines spéciales pour faits de terrorisme. Mais cela s'est fait sans véritable argumentation politique de la part des groupes politiques d'extrême gauche, tout aussi sidérés que le reste de la population, laissant les spécialistes du droit expliquer les dangers de certaines mesures judiciaires si, par effet d'aubaine, elles perduraient hors situation d'état d'urgence. Tous ces manques, tous ces refus d'appréhender le nouveau dans l'événement ne pouvaient conduire qu'au plus grand isolement politique parce que ces groupes politiques n'ont rien d'autre à opposer à l'État et à son état d'urgence. Là encore, cela ne pouvait conduire qu'à des positions extrêmes : opportunistes d'un côté, en direction des «musulmans» (islamophilie contre islamophobie) pour se donner l'impression d'être au moins en phase avec quelque chose ; radicales de l'autre en faisant de la défense de l'odieux et de l'isolement absolu, le critère définitoire de cette radicalité.

C'est contre cet isolement qu'Erri de Luca a voulu lutter avec sa proposition de milices d'autodéfense préventive dans les quartiers. Elle a retenu un temps l'attention parce qu'Erri de Luca venait de passer en procès en Italie pour apologie de sabotage de la ligne de train à grande vitesse Lyon-Turin et que les journaux français le soutenaient plus ou moins ouvertement en relayant son argumentation de défense. Cela résonnait aussi par rapport aux luttes de Notre-Dame-des-Landes et de Sivens. Mais ce que proposait de Luca était ambigu par rapport à l'État, mais surtout décalé et donc artificiel. On ne pouvait plus reproduire une situation qui était celle de l'Italie des «années de plomb» en dehors de son contexte particulier.

Pour conclure, je dirais que le clivage qui me paraît le plus important n'est pas celui qui s'est produit à l'intérieur des groupes, ou entre les groupes de la gauche radicale, mais entre ces groupes d'une part et les individus non organisés politiquement ou non politisés au sens traditionnel du terme d'autre part. Nous avons ainsi été peu nombreux à descendre immédiatement dans la rue les 7 et 8 janvier à l'annonce de la nouvelle par les médias et à rejoindre les lieux de rendez-vous fixés par les réseaux sociaux et non pas par les «organisations». Dans cette mesure, il n'est pas étonnant qu'en même temps que l'État tentait une reprise en main par l'annonce d'une manifestation officielle quelques jours plus tard, les groupes se soient eux aussi évertués à se recréer une légitimité au pôle opposé. N'étant pas à l'avant-garde des manifestations spontanées, il fallait au moins qu'ils se retrouvent à l'avant-garde de la dénonciation de leur

récupération politique et étatique dans un sens républicain et nationaliste, au risque de manquer la signification originale de ce mouvement éphémère parce qu'immédiatement dilué dans les manifestations du 11 janvier.

Phase 2 : Quel a été votre parcours politique ?

Yves : J'ai milité dans les mouvements antiracistes et anti-impérialistes dans les années 60, puis dans des groupes d'extrême gauche jusqu'en 1980. J'ai abandonné toute activité politique pendant plus de vingt ans. En 2002 j'ai créé une revue de traduction et de débats, *Ni patrie ni frontières*, qui rassemble des textes des différents courants de l'extrême gauche et du mouvement libertaire autour d'un thème commun, et j'édite aussi des livres d'auteurs généralement marxistes. Les textes se trouvent presque tous sur le portail de revues mondialisme.org. Depuis 2008 je participe activement à un réseau de soutien aux sans papiers.

Jacques : J'ai été un des initiateurs du Mouvement du 22 mars à Lyon en 1968, puis de luttes étudiantes jusqu'en 1972. J'ai participé pendant le même temps au groupe assez informel des *Cahiers de Mai* et à sa pratique de l'enquête ouvrière. J'ai oscillé, tout au long de ces années-là, entre des positions libertaires et communistes radicales sans jamais appartenir à une organisation politique .

J'ai ensuite été un des fondateurs de la revue *Temps critiques* en 1989, revue à laquelle je collabore depuis. Ce n'est pas la revue d'un groupe politique et ses participants proviennent de plusieurs horizons : anarchiste, communiste radical, autogestion, mouvement autonome, Ecole de Francfort, opéraïsme italien.

Le but premier de la revue étant de faire un bilan théorique des vingt années qui avaient précédé, c'est-à-dire de l'ébranlement subversif des années 1967-1978 jusqu'au retournement des années 80 et le début de ce que nous appellerons plus tard «la révolution du capital». Des Allemands (B. Schulze, J. Bruhn, Monika Noll, Ilse Binseil) y ont participé, comme des Italiens (Riccardo d'Este et Alfredo Bonanno).

Au fil de quelques lectures : islamisme, fascisme, choc des civilisations, religions...

27 mai 2016, par [Jacques Wajnsztein](#)

Depuis qu'ils pensent trouver dans l'islamisme militant un produit de remplacement à leur ancienne eschatologie marxiste, des individus se réclamant de la Gauche ou de l'extrême gauche rejettent toute analyse qui mette en rapport djihadisme offensif et *a fortiori* terroriste et religion musulmane. Pour eux toutes les causes du phénomène sont extérieures à l'Islam, à ses traditions, à son histoire et à son actualité. Les médias ne sont d'ailleurs pas en reste qui évitent la critique des religions en général, défendent une laïcité ouverte à tous les vents et, pour faire bonne mesure, n'osent même pas, dans leurs articles, écrire le terme « d'État islamique », se contentant de citer l'acronyme arabe Daech suivi des initiales (EI)¹. Voyons cela plus en détail.

L'islamisme radical n'est pas un nouveau fascisme

Alain Badiou est interviewé dans le journal *Libération* daté du 9-10 janvier 2016 sous le titre : « La frustration d'un désir d'Occident ouvre un espace à l'instinct de mort », à propos d'un petit livre sur le 13 novembre 2015 publié chez Fayard sous le titre, *Notre mal vient de plus loin*. Il y développe l'idée que pour comprendre l'événement et plus généralement le terrorisme djihadiste, il ne faut pas partir de la critique de la religion car dans ce cas on tomberait obligatoirement sur l'hypothèse de Huntington² du choc des civilisations ; hypothèse que Badiou juge réactionnaire.

Pour lui, il n'y a pas une islamisation qui entraîne fascisation, mais une fascisation qui entraîne islamisation.

C'est une autre version de la formule d'Olivier Roy sur l'extrémisation politico-sociale qui, aujourd'hui, ne trouverait son débouché que dans l'Islam³. On aurait affaire non pas à un Islam radical, mais à une islamisation de la radicalité.

C'est que, pour Badiou et Roy, il ne peut y avoir de radicalisation interne à l'Islam comme si la religion en général et l'Islam en particulier aujourd'hui ne pouvaient jamais poser problème en tant que puissance idéologique ou force politique. Pour eux, de façon évidente, la critique ou l'interprétation des événements ne doit pas se faire à partir de la critique de la religion. En fait, ils ne comprennent pas que dans la figure de Daech coexistent trois éléments : un Islam de la conversion, peu conventionnel⁴, une allégeance politique à une figure autocratique et une dimension militaire qui authentifie, et consacre, le nouvel adepte.

Faute de reconnaître cela, ils rabattent donc le religieux sur le social pour Badiou, sur le culturel pour Roy. En cela, ils ne font pas preuve d'originalité puisqu'ils opèrent comme la plupart des sociologues et autres spécialistes des sciences humaines⁵. Ce faisant, ils négligent la force et l'influence wahhabite, la critique de la séparation entre grand djihad quiétiste et petit djihad guerrier faite par Hassan El Banna et les Frères musulmans, l'existence avérée d'une tendance djihadiste au sein du courant salafiste. Tous ces oublis ou occultations entraînent une difficulté à appréhender un phénomène doublé d'une organisation telle Daech. Objectivement, ils ne peuvent le classer dans les États terroristes puisqu'il n'est pas un État et vue leur position, ils sont obligés de lui dénier le qualificatif d'organisation islamiste.

L'EI ne serait qu'un groupe mafieux (Badiou) un peu particulier et ses membres des « pieds nickelés » (Roy). La radicalisation, si radicalisation il y a, proviendrait, dès lors forcément, d'un événement extérieur (l'occupation de la Palestine, la guerre en Syrie⁶, l'intervention occidentale au Moyen-Orient) et d'un contexte particulier (le chômage des jeunes d'origine immigrée, les discriminations...) qui serait à l'origine de ce qui va être qualifié de dérive ou de folie meurtrière. En tout cas, tout cela doit être ramené à une cause historique dans l'histoire occidentale. La colonisation en toile de fond permet de développer un discours anti-impérialiste qui sied aussi bien à ceux qui ne voient là que de nouveaux « gauchistes » du djihad (pour Roy ils ne seraient que des nouveaux « brigadistes⁷ », seule la couleur du drapeau changerait passant du rouge au vert), qu'à ceux qui n'y voient que de nouveaux fascistes (pour Badiou, ils réactivent l'image du lumpenprolétariat dont parlait Marx).

Badiou confond ici des actes qui peuvent s'apparenter au squadriste fasciste avec un fascisme politique qui implique un mouvement de masse... qu'on ne retrouve justement pas aujourd'hui sous les formes de l'islamisme radical. Le courant salafiste offensif et djihadiste reste très minoritaire et procède tout autrement. Il ne cherche pas à se gagner les masses, mais à les effrayer.

Cette mise à toutes les sauces du fascisme est critiquée par Robert Paxton⁸, l'historien de la Seconde Guerre mondiale à propos de l'amalgame fait entre des phénomènes comme la campagne présidentielle de Donald Trump aux États-Unis, les *Tea party*, le FN, l'islamisme radical. Paxton y montre de façon convaincante que Trump défend clairement les millionnaires et que son populisme n'a rien d'anti-capitaliste ; que les *Tea party* sont pour l'État minimal et relèvent plutôt d'une idéologie libérale/libertaire ; que le FN de Marine Le Pen n'est qu'un mouvement de la Droite européenne et n'est pas assimilable à *Aube dorée*. À l'inverse, la position de Badiou revient à simplifier des situations afin de tracer des signes équivalents pour donner l'impression d'y voir plus clair. Le nouveau ne serait donc jamais que de l'ancien sous un nouveau jour. Cette position

aboutit à essentialiser le fascisme comme une forme non historique dont l'invariance, au moins à l'époque contemporaine, lui permettrait de se glisser dans tous les oripeaux, y compris donc dans celui de l'Islam. Cette supposée invariance du fascisme autorise par là même tous les énoncés anti-fascistes mis en avant par divers groupes d'extrême gauche ou libertaires pour ne pas avoir à prendre position sur la question de l'islamisme radical ou sur la radicalisation de certaines de ses fractions. Mais ces énoncés ne sont que des postures et ils ne débouchent sur aucune action pratique anti-fasciste visant les djihadistes. Et pour cause, car alors ces groupes se retrouveraient dans la même situation que la police. Il leur faudrait mener l'enquête dans des quartiers qu'ils ne connaissent pas, faire le tri entre « bons » et « méchants » et, comme dans la guerre des polices, ils ne seraient jamais d'accord entre eux.

Mais Badiou⁹ est moins gauchiste et plus communiste que le tout-venant. Il sait que la sortie, si sortie il y a, ne peut provenir que du dégagement d'une autre perspective. C'est là qu'intervient sa croyance en l'idée communiste ou plutôt en le communisme comme idée, manifestant en cela, une fois encore, son indéfectible attachement à la philosophie de Platon.

Pour Badiou, le communisme est semblable à une théorie scientifique qui, elle aussi, doit être expérimentée non pas en laboratoire, mais dans les mouvements de l'histoire. Ce n'est donc qu'une « hypothèse¹⁰ » qui demande à être validée ou invalidée par l'expérimentation. En conséquence, les échecs manifestes des révolutions qui au XX^e siècle se référaient à cette idée n'impliquent pas pour autant que « l'on jette le bébé avec l'eau du bain ». Il n'y a pas de leçons à tirer des dévastations et des catastrophes engendrées par « l'idée communiste » mais seulement à persévérer dans l'affirmation métaphysique de cette idée en cherchant à l'incarner autrement. Qu'est-ce qui fonde « l'idée communiste » ? C'est le contenu de vérité de son énoncé ; vérité qui trouve sa puissance dans... « les idéalités mathématiques » (cf. Jean-Toussaint Desanti). Nous sommes donc loin de l'affirmation de Marx : « le communisme n'est pas un état de choses qu'il convient d'établir, un idéal auquel la réalité devra se conformer [...] le communisme est le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses ».

Ce qui est surprenant aussi, c'est que Badiou, qui est un théoricien de l'événement auquel il attache une grande importance, en vient ici à nier la spécificité du phénomène djihadiste. En effet, le capitalisme et l'impérialisme existent depuis des centaines d'années, l'absence de perspectives pour les jeunes remonte déjà à une bonne trentaine d'années. Mais cela n'explique pas pourquoi, maintenant, disons depuis une quinzaine d'années, des milliers de jeunes Occidentaux (musulmans ou convertis) se tournent justement vers l'islam et pas vers le bouddhisme, l'altermondialisme, le gauchisme ou tout autre débouché politique,

idéologique ou religieux, pour tenter de trouver des réponses à leur insatisfaction, mal être ou révolte ?

La comparaison avec le fascisme n'a de sens que si l'on pense que le capitalisme mondial se trouve dans une crise comparable à celle des années 1930, produisant les mêmes effets dévastateurs sur le niveau et les conditions de vie des Occidentaux. Des effets qui ont entraîné à l'époque, une contestation massive des formes parlementaires et démocratiques, au sein de mouvements de masse capables d'infléchir la politique de gouvernements ou même de prendre le pouvoir et de développer des logiques à la fois souverainistes, populistes et nationalistes guerrières. Or, ce que l'on appelle aujourd'hui « la crise » ne présente pas les mêmes caractères. Il s'agit, pour le court terme du moins, d'une crise de basse intensité aussi bien au niveau économique que politique, dont les effets, dans les pays les plus riches, sont limités par des amortisseurs sociaux au sein d'ensembles nationaux interconnectés mondialement (globalisation), au niveau politique comme au niveau économique. Le repli protectionniste et *a fortiori* guerrier n'est donc pas encore de mise, même si des soubresauts souverainistes se font jour çà et là. Par ailleurs, la contestation massive des formes démocratiques, de la part de l'extrême droite comme de la part de l'extrême gauche, laisse place à une simple désaffection¹¹ (montée de l'absentéisme électoral malgré le ralliement des gauchistes au processus électoral) vis-à-vis de la vie politique et de l'action militante. Contrairement aux années 1930, c'est toute la société qui se « droitise » sans éclosion de mouvements d'extrême droite significatifs qui se manifesteraient sur le terrain autre qu'électoral. Seuls certains pays comme l'Allemagne¹², dans son ancienne partie de l'Est surtout, l'Autriche, la Hongrie et les Pays-Bas¹³ semblent connaître un mouvement de telle nature axé sur la lutte contre les immigrés et les réfugiés.

Quant aux pays dits musulmans, ils sont aussi en « crise » et parfois des crises sociales bien plus graves qu'en Europe, mais cela ne déclenche pas forcément partout un essor de l'Islam politique ou *a fortiori* du djihadisme. Les « printemps arabes » nous ont plutôt montré le contraire et leur issue décevante n'a pas entraîné une quelconque fascisation mais le retour de formes plus traditionnelles, telles la démocratie confisquée (Tunisie), le putsch militaire (Égypte), le démantèlement de l'État (Libye).

Toutefois, il est bien évident que les organisations djihadistes chercheront à profiter de la nouvelle situation, soit en se présentant comme le seul projet alternatif au retour à l'ordre autocratique ou militaire si celui-ci n'arrive pas à remplir sa fonction politique d'unité (entre chiïtes et sunnites en Irak et Syrie ; entre groupes tribaux en Libye, etc.) ; soit en cherchant à affirmer leur propre puissance concurrente comme Daech l'a déjà entrepris.

Le retour de la religion et sa critique

Dans son tout récent livre (*op. cit.*), Raphaël Liogier s'oppose d'emblée à la thèse de Huntington. Il ne s'embarrasse pas de questions philosophiques ou anthropologiques autour de la définition de la notion de civilisation¹⁴. En effet, il énonce directement qu'il ne peut y avoir de choc entre civilisations à notre époque puisqu'il n'en existerait qu'une ou plus exactement plus qu'une, la civilisation globale et technologique. C'est une sorte d'ajout technologique et connexionniste à la vision politico-militaire et culturelle de Bush-Blair (cf. *supra*, note 2). Face à un advenu parachevé (déterritorialisation, mise en réseau), deux néo-fondamentalismes se feraient face, celui des Européens nostalgiques¹⁵ de leur ancienne domination et celui des néo-fondamentalistes musulmans exprimant leur frustration vis-à-vis de l'Occident. Ces deux néo-fondamentalismes alimenteraient en fait la thèse du choc des civilisations. Cette argumentation paraît peu convaincante. Les néo-fondamentalistes de Liogier sont en fait des conservateurs, pas des « barbares ». Or, ceux qui ont détruit Palmyre ne proposent pas une autre civilisation ! Les djihadistes ne sont pas des « conservateurs » sans pour cela être des révolutionnaires et c'est bien ce qui pose problème si on veut quand même les qualifier en termes politiques.

Roy, Badiou et Liogier ne veulent pas partir de la religion. D'abord parce qu'ils n'en font pas un sujet de critique essentielle en soi ; ensuite parce que celle-ci serait « de moins en moins facteur d'opposition de valeurs » (*op. cit.*, p. 13). Pour Liogier, elle ne serait qu'un produit comme un autre sur un marché spécial qui est celui de la terreur. La différence entre Al-Qaida et Daech tiendrait dans une stratégie marketing différente, indifférenciée pour Al-Qaida qui s'adresse à tous les musulmans ; ciblée pour Daech qui s'adresse aux sunnites, mais en sachant pertinemment qu'ils représentent la plus grande part de marché¹⁶. Les sociologues bourdieusiens sont certes tancés par Valls mais les post-modernes relativistes semblent chercher le fer pour se faire battre quand, comme ici, Liogier réduit la concurrence entre groupes djihadistes à une concurrence entre marques.

Dans la sorte de polémique qui se fait jour concernant les termes de « retour » ou de « recours » à la religion, ces trois-là penchent plutôt pour l'idée d'un recours à la religion d'où leur refus, plus ou moins explicite de partir de la religion pour comprendre le terrorisme islamiste. En élèves bornés de Durkheim, ils veulent attribuer à un phénomène qu'ils jugent absolument social, des causes sociales.

C'est méconnaître la religion comme puissance de représentations¹⁷ et comme force politique et surtout qu'elle puisse garder cette force encore aujourd'hui dans des sociétés qui sont officiellement, au moins dans une partie de l'Europe, sorties de la religion. Ce qui était auparavant courant, comme pendant les guerres de religion du XVI^e siècle, à savoir qu'il n'y

avait pas de séparation entre religion et politique, entre public et privé et que finalement, tout était rapporté à Dieu aurait dû être effacé des mémoires et des structures sociales par des siècles de sécularisation. Si le sentiment religieux n'a pas disparu pour autant, c'est premièrement parce que ces institutions ont été intégrées aux formes modernes de l'État à partir du moment où elles devenaient « raisonnables » et froides, et deuxièmement que les croyances des individus ont résisté à cette sécularisation de façon tout à fait irrationnelle et chaude. Elles peuvent donc déboucher, si le contexte s'y prête, sur des pratiques tout aussi irrationnelles puisque la croyance religieuse n'est pas de l'ordre de la raison. D'ailleurs de nombreux salafistes ont des formations scientifiques ce qui les empêchent nullement de « croire ». Il en va de même pour de grands scientifiques, par ailleurs chrétiens, en Europe ou aux États-Unis.

Cette constatation sur une persistance de l'irrationnel à travers les croyances et particulièrement les croyances religieuses ne concernent d'ailleurs pas que l'Islam, mais l'ensemble des religions dans lesquelles s'expriment ces formes chaudes qui mêlent archaïsme et modernité.

Le capitalisme n'a rien « dépassé »

Il est difficile d'admettre aujourd'hui que le capitalisme n'a rien « dépassé » et qu'il est à nouveau de plus en plus difficile de distinguer conflit politique et conflit religieux, d'autant que ceux-ci prospèrent sur des terres qui connaissent certes le capital et la valeur, mais encore mal le capitalisme et surtout « l'esprit du capitalisme »¹⁸. C'est particulièrement net dans le conflit israélo-arabe dont l'origine politique s'est de plus en plus imprégnée d'une coloration religieuse de la part des deux protagonistes ; tonalité qui a rejailli sur de nombreux autres conflits, leur faisant prendre progressivement la même voie théocratique.

Ainsi, on est passé du Fatah nationaliste, socialisant et laïc au Hamas, produit d'une scission au sein des Frères musulmans et qui s'est d'abord livré à une action sociale envers les pauvres, puis a développé une stratégie plus politique au cours de la première « guerre des pierres » contre l'occupation israélienne ; guerre qui s'accompagne d'un volet religieux avec campagne pour le hijab obligatoire sur le territoire contrôlé par le Hamas. Pour cette organisation islamiste, les juifs empiètent sur une terre qui n'est ni palestinienne, ni même arabe, mais musulmane. Une donnée ignorée par la majorité des individus occidentaux qui soutiennent la lutte des Palestiniens pour leur indépendance.

Deux conséquences découlent de cette confusion idéologique.

Tout d'abord un glissement de l'antisionisme à l'antisémitisme¹⁹, donc de l'analyse en termes politiques à l'analyse en termes religieux. Ce glissement concerne des musulmans, mais aussi une grande partie de l'extrême gauche pourtant athée et jadis critique par rapport à toute religion qui, pourtant, se rallie aujourd'hui à la « religion des pauvres » par absence de principes ou même par opportunisme et flirte parfois avec

l'antisémitisme²⁰. Les Israéliens et plus généralement les juifs cèdent aussi à ce glissement, non pas vers l'antisémitisme bien sûr, mais vers l'analyse en termes religieux, les juifs orthodoxes et les nouveaux colons ayant porté le débat en ces termes, pendant que la droite israélienne soutenait en coulisse le Hamas sunnite afin d'affaiblir les laïcs nationalistes du Fatah.

Un nouvel internationalisme ?

Comme le dit Gilbert Achcar dans *Marxisme, orientalisme, cosmopolitisme* (Actes-Sud, 2015), l'islamisme, c'est-à-dire l'Islam politique, se présente aujourd'hui comme un nouvel internationalisme²¹ et surtout comme le dernier et le seul en exercice, ce qui n'est pas rien dans des pays à dominante musulmane dont l'État est en voie de dissolution ou se retrouve très affaibli suite à l'éviction de dictatures sanglantes par les puissances occidentales (Irak, Libye) ou par les luttes de forces d'opposition (Libye, Syrie, Égypte).

Ce n'est pas rien non plus pour des individus bi-nationaux, ou récemment ou peu intégrés à la société occidentale dans laquelle ils vivent, et pour qui ce qui se passe en Syrie avive la tendance à se projeter sur une forme concrète de participation à l'Oumma à travers le « djihad offensif ». Mais contrairement à l'internationalisme socialiste universaliste, l'internationalisme ou l'a-nationalisme islamique n'est pas universaliste mais bien particulariste²². Si on veut trouver un point commun avec un autre internationalisme, c'est plutôt du côté de l'internationalisme fasciste qu'il faut tourner son regard. Celui qui donna lieu à des participations de divisions étrangères à la guerre d'Espagne (la légion allemande *Condor* et le *Corpo Truppe volontarie* italien par exemple) ; et à la deuxième guerre mondiale aux côtés des nazis (la division espagnole *Azul* à partir de 1941 et la légion des volontaires français contre le bolchévisme (LVF) créée en 1941 et qui intégrera la division *Charlemagne* (créée en 1943) en 1944. Mais il faut relativiser cela. Tout d'abord il serait plus juste de parler d'une internationale fasciste que d'un réel internationalisme ; ensuite, ces troupes de choc s'appuyaient quand même directement sur la puissance d'États fascistes et secondairement sur une idéologie politique mise en pratique par ces mêmes États qui servait de référence. Et de toute façon, si l'on veut parler de la tension entre internationalisme, ethnies, religions c'est plutôt sur le congrès de Bakou de 1920 qu'il faudrait se pencher, mais ça dépasserait l'ambition limitée de ce texte²³.

Aujourd'hui, si les groupes djihadistes bénéficient du financement de certains États ou s'ils passent des alliances de circonstance (avec ou contre Bachar, par exemple) et si leurs membres s'apparentent plutôt à des mercenaires à qui l'organisation fournit entraînements militaires poussés, armes, soldes et femmes, ils n'en demeurent pas moins indépendants et fonctionnent en réseaux déterritorialisés même si le mini-califat de l'EI constitue un début de territorialisation dont on ne sait s'il est amené à se « nationaliser » ou bien s'il ne constitue qu'une base provisoire pour une

extension future « internationaliste ». Ce qui est sûr, c'est que l'EI et d'autres groupes islamo-militaires profitent à plein d'une situation géopolitique particulière caractérisée par la présence d'États sans nation et de nations sans État avec le cas emblématique des Kurdes.

Crise de l'État-nation et résorption des institutions

Les institutions religieuses subissent, au moins en Europe, car il en va différemment aux États-Unis et en Amérique latine, une perte de crédibilité générale. Tout d'abord parce que la crise de toutes les institutions liées à l'État y est générale et les institutions religieuses n'y échappent pas. Ensuite parce que ces institutions religieuses sont remises en cause de tous les côtés : du côté du réveil spiritualiste de tendance quétiste parmi les classes moyennes, du côté de la recherche charismatique parmi les pauvres ou les « désaffiliés » en mal de communauté et de convivialité, enfin du côté fondamentaliste réactionnel et frustré chez les personnes marginalisées ou en voie d'exclusion.

Face à cet état de fait, la perspective de l'État français de (re)construire un Islam national s'avère non seulement inadéquate avec la tendance générale à la désinstitutionnalisation dans la société capitalisée, mais entre aussi en contradiction avec le fait que le lien traditionnel Église-État est aujourd'hui supplanté par les relations directes que l'islamisme entretient avec le capitalisme mondial (réseaux/internet). En cela, il est résolument néo-moderne dans certaines de ses pratiques même s'il reste conservateur au niveau idéologique.

Pourtant, Olivier Roy reconnaissait cette dimension en 2004 quand il répondait dans la revue *Vacarmes*, à Foucault et son apologie de la révolution islamique iranienne : « C'est l'insurrection d'hommes aux mains nues qui veulent soulever le poids formidable qui pèse sur chacun de nous, mais, plus particulièrement sur eux, ces laboureurs du pétrole, ces paysans aux frontières des empires : le poids de l'ordre du monde entier.

C'est peut-être la première grande insurrection contre les systèmes planétaires, la forme la plus moderne de la révolte et la plus folle [nous n'inventons rien !, Ndlr] » (*Corriere della Sera*, 26/11/1978). Et de rajouter, pour faire bonne mesure dans la fausse prédiction : « Il n'y aura pas de parti de Khomeyni, il n'y aura pas de gouvernement Khomeyni ». On comprend qu'il ait pu ensuite faire la critique de l'intellectuel général et se contenter modestement de la parole des « experts ». Olivier Roy lui répond : « Ce que Foucault ne voit pas, c'est l'islamisme, c'est-à-dire la relecture du religieux en termes d'idéologie politique, laquelle réinsère la révolution iranienne dans une tradition révolutionnaire plus large et cette fois bien millénariste²⁴ ».

Cette option d'origine a fait long feu. L'Iran ne cherche plus à mettre le monde à feu et à sang et se conduit comme une puissance régionale comme une autre qui défend son pré carré comme actuellement en Syrie.

Cette tendance au déni de la puissance politique et sociale des religions revient, chez Liogier comme bien d'autres, volontairement ou non, à noyer la montée de l'islamisme radical au milieu des autres montées confessionnelles (*new age*, *next age*, néo-pentecôtiste, judaïsme ultra-orthodoxe) alors que ces dernières sont, selon les classifications de Liogier lui-même, à dominante spiritualiste pendant que la première est militante mêlant néo-fondamentalisme et radicalisme anti-système.

Pour Liogier il y a trois formes de « retour » à la religion dans les pays occidentaux :

– la forme spiritualiste qui part des textes et correspond aux couches aisées. Elle déborde parfois sur de nouvelles spiritualités mixant diverses religions comme dans le *next age* ;

– la forme charismatique qui mêle retour aux textes et dimension émotionnelle et conviviale dont les néo-évangélistes fournissent le modèle, en Amérique du Sud surtout, et qui viserait les classes moyennes ;

– la forme fondamentaliste réactionnelle répondant aux frustrations des plus pauvres et dont le djihadisme de l'EI et autres serait un rejeton. Elle ne se réfère qu'abstraitement aux textes (le Coran comme slogan) parce que c'est le combat seul qui permet l'attribution du qualificatif de musulman.

Cela inclut le processus du terrorisme dans ses formes contemporaines spécifiques qui mêlent étroitement individualisme et communautarisme²⁵. Selon les propres critères de Liogier, c'est donc la notion de fondamentalisme qui semble impropre puisque pour ces groupes islamistes, le djihad n'a aucune signification spirituelle. Il ne s'agit que de guerre sainte et de lutte contre les « croisés » occidentaux et leurs soutiens musulmans (cf. les actions de Merah), c'est-à-dire contre l'ensemble des infidèles²⁶.

Même tendance à noyer le poisson quand Liogier compare la montée de l'influence évangéliste dans le « 93 » et les quartiers nord de Marseille au haut niveau de présence musulmane²⁷. Sa vision de l'hypermodernité religieuse s'apparente à celle de Gilles Lipovetsky sur l'hypermodernité en général. Son appréhension du recours au religieux répond à l'approche de l'individualisme méthodologique qui lui permet de développer l'idée du libre « choix » parmi les « branchées » de la capitale qui portent fièrement le voile²⁸ comme un signe de distinction alors qu'il suffit de prendre les transports en commun en banlieue pour voir des têtes baissées, des airs soumis et qu'il suffit de regarder des images d'Irak, d'Iran ou de Syrie et d'Afghanistan pour voir que là-bas, la « distinction » n'est pas à l'ordre du jour, mais bien plutôt l'uniformité et la soumission imposée par la violence. Une uniformité que G. Kepel relève dans son dernier livre (*op. cit*)²⁹.

Quand on ne cible pas, comme Liogier, l'esthétique islamiste où l'engagement personnel de certaines, qui existe bel et bien, on a plutôt le développement progressif, mais aujourd'hui massif de ce que décrit Gilles Kepel : « Dans les quartiers populaires, où les marqueurs de l'islamisation

sont ostensibles, il est devenu socialement difficile, voire impossible, de rompre le jeûne diurne en public durant le ramadan quand on est musulman de faciès ».

S'abandonner à cette vision d'un islamisme individualisé et qui serait noyé dans les nouvelles formes du *new age*, c'est aussi tenir pour négligeable celles et ceux qui sont victimes quotidiennement de l'ordre islamique ou qui luttent quotidiennement contre cet ordre, sa police et sa justice, dans les pays de confession dominante musulmane et *a fortiori* dans ceux où la religion musulmane est religion d'État.

Pour Liogier, le retour du religieux n'est pas vraiment un retour car il se fait sur le mode du *revival*. Il est donc hypermoderne et toutes les religions seraient concernées. Toutes les religions seraient concernées par ce recadrage individualiste des croyances. Tout étant analysé en terme de postures, toutes ont leur place dans le capitalisme globalisé. Al-Qaida est un franchisé du terrorisme et comme *Leclerc* il a fait figure de pionnier ; alors que Daech c'est *Carrefour* (p. 150) au concept plus radical, plus ambitieux, plus mondial !

Tout ce qui se met en réseaux serait donc équivalent. Pas de différence de fond entre maillage commercial et diffusion de la terreur. La critique, si critique il y a, s'en trouve comme aplatie même si elle réapparaît au détour du chemin quand Liogier nous dit que toutes les civilisations ont reposé sur l'idée de limite sauf justement la « civilisation globale ». On assisterait donc, d'après lui, à une sorte de réenchantement du monde à l'opposé de la thèse bien connue de Max Weber. Une hypothèse qui ne tient que si on ne s'occupe que de la dimension individualiste/hédoniste du retour de la religion, mais qui ne tient plus du tout si on accorde toute l'attention aux formes radicalisées de ce retour qui nous apparaissent bien plutôt comme en continuité avec le « désenchantement du monde » wébérien, lequel atteint un niveau bien supérieur à ce qu'imaginait son concepteur.

Une manifestation de la tension individu/communauté

Malgré sa connaissance du terrain et sa description des « nouveaux territoires de la République », Gilles Kepel reprend à son compte cette hypothèse d'un « réenchantement » dans son dernier livre *Terreur dans l'hexagone* (Gallimard, 2015). Il porte d'abord des assertions vides de contenus, mais à portée fortement médiatiques, sur l'effet terrorisant produit par des individus dont la critique du « système » s'effectuerait sur le modèle du délire. Pas un mot donc sur le fait que ce délire n'est pas abstrait mais qu'il repose sur une croyance et en l'occurrence une croyance religieuse, même si on estime qu'elle est ici travestie ou défigurée. Il réunit ensuite deux phénomènes opposés en apparence, salafisme radical d'un côté et tendances islamophobes de l'autre, mais qui auraient en réalité la même cause. Ils seraient produits par la crise sociale qui aurait vu disparaître la classe ouvrière et son tissu social encadré par le « parti des travailleurs ».

Radicalisation salafiste et islamophobie via le FN constitueraient ainsi des formes de réenchantement du monde parce qu'elles viendraient remplir un vide. Comme nous l'avons dit dans notre critique de Liogier, on ne voit pas en quoi des situations de désespérance sociale participeraient d'un quelconque réenchantement du monde, pas plus d'ailleurs qu'à l'inverse elles seraient portées principalement par un instinct de mort comme le pense Badiou³⁰.

À la limite, il est plus juste de dire comme P. Hassner qu'on assiste à un retour des passions³¹ si ce n'est de l'Histoire. Une situation dans laquelle la tension individu/communauté s'intensifie. Mais ici elle ne s'intensifie pas dans la perspective de la communauté humaine (même incarnée par une classe) comme dans les processus révolutionnaires du passé (Révolution française et Révolution russe) mais au sein d'identités fermées (les « Nous » contre « Eux » ou contre l'Autre). Kepel et d'autres voient cela comme un repli identitaire, mais on peut tout aussi bien y voir un redéploiement. En tout cas il apparaît très difficile de maintenir son hypothèse d'une explication unique des deux phénomènes qu'il assemble : montée du salafisme radical d'un côté et montée de l'islamophobie de l'autre. Il y aurait repli dans les deux cas que si nous nous trouvions dans une situation de guerre froide entre civilisations entraînant, dans un premier temps, une situation de coexistence séparée de deux ensembles homogènes et fermés hermétiquement. Ce n'est le cas nulle part en Europe.

On ne peut donc tout traiter en terme de repli. C'est particulièrement net en ce qui concerne la question du « retour » de la religion.

Même ceux qui prennent au sérieux la religion comme Yvon Quiniou³² n'en prennent pas toute la mesure ou plutôt sous-estiment son retour. Pour lui, en bon disciple du marxisme, la religion ne peut être qu'une « imposture intellectuelle » ou une « illusion idéologique », mais il n'explique pas pourquoi il y a « retour³³ ». Il n'explique rien de ces conceptions du monde, de leur sens, de leur pérennité, alors que la critique doit en tenir compte pour s'introduire dans un « monde » qui lui est immédiatement étranger et dont spontanément elle se met à l'écart au mieux, à l'extérieur au pire³⁴. La critique de Quiniou ne permet pas le « dépassement » de l'opposition entre religion et critique de la religion. Or, tenir compte de l'évolution historique de cette opposition pourrait permettre de déboucher sur une perspective de communauté humaine ouverte et loin de toute idée de « communion³⁵ » dans laquelle il ne pourrait s'y exprimer aucune individualité singulière. ■

Jacques Wajnsztein, janvier 2016.

Notes

1 – Bien sûr, que pour l’instant, l’EI n’existe qu’en tant qu’organisation (et encore, certains comme Olivier Roy n’y voient que le produit d’un grand fantasme de l’organisation islamiste elle-même au prétexte que la vision du futur de Daech serait hautement improbable et comme si ça rendait virtuelles ses actions actuelles) et pas en tant qu’État, mais il n’empêche qu’il y a bien là un usage langagier d’euphémisation typique du discours politiquement correct.

2 – Dans un article de 1993 dans la revue *Foreign Affairs*, intitulé *The clash of the civilizations*, Huntington déclare « L’axe central de la politique mondiale à l’avenir risque d’être [...] le conflit entre “l’Occident et le reste du monde” et les réponses des civilisations non occidentales aux valeurs et aux pouvoirs occidentaux » (1993). Cette thèse sera reprise dans son livre *Le choc des civilisations*, traduction française en 2000 aux éditions Odile Jacob. Une thèse qui a fait beaucoup de bruit médiatique et idéologique mais n’a pas eu trop d’effets pratiques dans la mesure où les États dominants l’ont rejetée du fait de leurs alliances avec les dictatures saoudiennes et pakistanaises. Bush et Blair ont en effet inclus ces gendarmes locaux dans le camp de « leur civilisation » qui n’est donc plus définie seulement comme occidentale, mais aussi comme celle qui régit « le capitalisme du sommet » (ce que nous appelons le niveau 1 de la domination au niveau mondial, cf. n° 15 de *Temps critiques*).

3 – Cf. les interviews d’Olivier Roy : « Le djihadisme est une révolte générationnelle et nihiliste » (*Le Monde* daté du 24/11/2015) et « Le djihad est aujourd’hui la seule cause sur le marché » (*Libération* du 3/10/2014)

4 – Il diffère de la conversion traditionnelle qui impliquait l’intermédiaire de l’institution religieuse ou de son représentant, d’être publique et inscrite dans la loi républicaine ou démocratique du pays d’accueil.

5 – Le politicien Valls a alors beau jeu de leur reprocher une « sociologie de l’excuse » qui tendrait à sous-estimer la réalité et l’importance des faits en les subordonnant à la recherche des causes.

6 – La mauvaise foi ou encore les œillères idéologiques anti-impérialistes vont jusqu’à faire des néo-conservateurs américains et de l’intervention occidentale en Irak et en Syrie — intervention que nous ne défendons pas — la cause des massacres actuels entre sunnites et chiites ! Ainsi s’est bâtie une légende islamophile et anti-impérialiste selon laquelle ces deux branches de l’Islam auraient auparavant vécu en parfaite harmonie au Moyen-Orient. Or, si nous avons participé au mouvement anti-guerre de 1991 (cf. *Temps critiques*, n° 3) ce n’est pas pour oublier maintenant que Saddam tenait le même discours à l’époque, massacrant et gazant tranquillement les chiites d’Irak. C’est d’ailleurs pour inverser cette tendance que les Américains ont appuyé un gouvernement chiite dans l’Irak

de l'après Saddam avec les résultats que l'on sait : développement immédiat d'une résistance sunnite terroriste d'un côté, vengeance politique chiite de l'autre. Oubliée aussi la guerre Iran-Irak et le rôle qu'y ont joué les ayatollahs chiites d'un côté, les wahhabites sunnites de l'autre !

7 – Même chose pour Raphaël Liogier dans *La guerre des civilisations n'aura pas lieu*, CNRS, 2016, pour qui les terroristes islamistes reprennent les méthodes de la *Fraction armée rouge* (RAF) et des *Brigades rouges* (BR)... sans donner un seul exemple de ces prétendues méthodes communes. Son ignorance lui fait confondre les méthodes de la « Bande à Baader » avec celles des Cellules révolutionnaires (RZ) dont, il est vrai, la fixation sur le conflit israélo-palestinien allait entraîner une dérive antisémite ; les méthodes des fascistes italiens des attentats à la bombe de Milan et de Bologne avec les jambisations des BR ou l'assassinat ciblé de Moro. Il serait, si ce n'est plus juste, en tout cas moins faux, d'établir une comparaison avec les méthodes de l'ETA basque ou de l'IRA irlandaise, mais sans rapport de contenu ni dimension messianique ou eschatologique chez ces deux derniers.

8 – Cf. le site du journal *Project syndicate*, 07/01/2016.

9 – Ce passage sur Badiou a été écrit en collaboration avec J. Guigou.

10 – Alain Badiou, *L'hypothèse communiste*, Lignes, 2009.

11 – Si on excepte, et dans une certaine mesure seulement, l'Espagne et la Grèce.

12 – Là encore si on excepte la Grèce. Quant au FN, il est incapable de faire descendre les gens dans la rue et quand par hasard ils y descendent, c'est sans lui, au moins officiellement, comme dans « la Manif pour tous ».

13 – il y a déjà eu quatre manifestations de « citoyens concernés » aux Pays-Bas depuis novembre, manifestations violentes un peu noyautées par l'extrême droite mais à Geldermalsen il y avait 50 fascistes pour 2000 « citoyens concernés ». Les flics néerlandais ont dû tirer en l'air et il y a deux semaines les « citoyens concernés » se sont mis à lancer des cocktails Molotov non plus sur les foyers de réfugiés mais sur la mairie qui devait discuter de l'accueil éventuel des réfugiés. Wilders veut que tous les réfugiés masculins soient interdits de sortie de leurs foyers et il fait distribuer gratuitement dans toute la Hollande des bombes lacrymogènes au poivre pour que les Néerlandaises puissent se défendre contre les réfugiés...

14 – Bégayant plus que paraphrasant la phrase devenue culte de Badiou à propos de Sarkozy, Liogier ne se pose qu'une question en titre de sa première partie : « De quoi les "civilisations" sont-elles le nom ? ».

15 – Dès l'introduction du livre on peut remarquer certaines incohérences. Toute la première partie du raisonnement repose sur l'hypothèse du déclin de l'Europe et donc de son repli, or dans la seconde partie l'auteur nous dit que l'autre base du néo-fondamentalisme occidental ce sont les sectes protestantes d'origine américaine dont l'influence ne

cesse de s'étendre en Amérique du Sud et en Asie ! Y aurait-il aussi déclin de « l'empire américain » alors que « sa » religion s'exporte encore mieux que ses marchandises ?

16 – Où on peut voir que la micro-sociologie américaine a enfin pénétré dans l'université française !

17 – Pour Durkheim, le « religieux » ne relève pas du fait social, mais il a un rôle social dans la mesure où il permet de canaliser et organiser les faits sociaux.

18 – On n'a pas l'impression d'avoir affaire à un débat théologique de haut vol. D'un côté, il y a des utilisations du Coran et des hadiths par des gens très militants mais qui ne sont pas des théologiens et de l'autre côté, des États musulmans qui ne sont pas vraiment en train de mener une guerre pour un objectif théologique, même si bien sûr ils utilisent des arguments religieux dans la lutte entre puissances régionales (Iran et Arabie saoudite). Sur ce point, cf. notre brochure *Soubresauts* disponible sur le site.

19 – Reconnu et dénoncé par Tarek Oubrou, recteur de la mosquée de Bordeaux dans *Le Monde* daté du 15/01/2016.

20 – Cf. les compilations de la revue NPNF sur ce sujet.

21 – C'est en 2005 qu'Abou Musab al-Suri lance son « Appel à la résistance islamique mondiale ». Le point le plus discutable du livre d'Achcar (p. 219-220) est qu'il explique ce nouvel internationalisme par ses origines petites bourgeoises, ce qui n'apporte pas grand-chose de nouveau puisque les marxistes interprétaient généralement le nationalisme arabe dans les mêmes termes. Cela n'explique ni le passage du nationalisme à l'islamisme, ni plus globalement l'échec du socialisme.

22 – N'en déplaise à Jean Birnbaum qui dans *le Monde* daté du 24-25 janvier, à propos de son dernier livre *Un silence religieux, la gauche face au djihadisme* (Seuil, 2016), parle du face à face entre deux universalismes ! Toutefois, sa conclusion reste juste « Partout où il y a de la religion, la gauche ne voit pas trace de politique. Dès que la politique surgit, elle affirme que cela n'a "rien à voir" avec la religion ».

23 – Un résumé critique du congrès et de ces tensions peut être consulté sur : <http://www.solidariteirak.org/spip.php?article146> (« Les miasmes de Bakou »).

24 – Negri, qui a pourtant un bagage politique et militant plus important, en rajoute en déclarant : « Dans la mesure où la révolution iranienne a exprimé un profond rejet du marché mondial, elle pourrait être considérée comme la première révolution post-moderne » (cf. :

25 – Comme le dit Samir Amgar dans *M* le magazine du *Monde* du 23 janvier 2016, les djihadistes européens ne sont pas des « fous de Dieu » : « Ils ont le sentiment d'appartenir à une avant-garde éclairée, d'être les acteurs de leur propre histoire, de la grande histoire du réveil islamique ». Il s'agit de changer le monde non pas en partant de sa condition comme dans la vision prolétarienne classiste, mais en changeant de condition comme le

montre le cas extrême des convertis et aussi celui des petits délinquants « qui ne fréquentaient pas la mosquée, fumaient et buvaient de l'alcool » comme le racontent souvent leurs voisins ou parents.

[26](#) – Considérant que la situation actuelle n'est pas différente de celle de l'époque des anciens Califats, l'EI et les différentes branches d'Al-Qaida ne distinguent pas grand djihad spirituel, petit djihad sur terres musulmanes et djihad offensif/djihad terres non musulmanes. Cette position met dans l'embarras ceux qui maintiennent ces distinctions, à savoir, d'un côté les tenants de l'Islam politique (Hezbollah, Hamas) et de l'autre les réformateurs de l'Islam qui ont peur d'être accusés d'apostasie.

[27](#) – Sans doute pense-t-il que c'est à cause de cette présence évangéliste que le directeur du consistoire juif de Marseille a demandé aux juifs marseillais de ne plus porter de signes visibles de judaïté devant la forte croissance des actes antisémites dans cette ville ; sans doute pense-t-il encore que c'est à cause des évangélistes que la cafétéria de l'université Paris VIII de Saint-Denis est maintenant « hallal »... On pourrait égrainer les exemples.

[28](#) – De semblables pratiques se retrouvent chez des groupes de féministes allemandes qui non seulement portent régulièrement le voile islamique, puisqu'il est pour elles « un signe d'émancipation » mais pour nombre d'entre elles, la burqua. Cf. « Les événements de Cologne divisent les féministes allemandes », *Le Monde*, 21/01/2016.

[29](#) – Une violence qui gagne les pays occidentaux quand elle s'exerce contre d'autres « choix », d'autres comportements, modes de vie et symboles comme au cours des dernières violences à caractère machiste et sexuel exercées par des migrants à Cologne, Stockholm, Vienne et Helsinki, la nuit de la Saint Sylvestre.

[30](#) – Le fait que M. Merah ait proféré un tel discours dans son dernier « échange » avec la police ne nous paraît pas un élément suffisant en ce sens. Se sacrifier pour une cause, aussi bonne ou indigne soit-elle n'a pas grand-chose à voir avec « l'instinct de mort », concept déjà fort discutable en soi.

[31](#) – Dans son dernier livre : *La revanche des passions* (Fayard, 2015), il cite R. Aron : « Ceux qui croient que les peuples suivront leurs intérêts plutôt que leurs passions n'ont rien compris au XX^e siècle » et Hassner de rajouter : « Ni au XXI^e ».

[32](#) – Y. Quiniou, *Critique de la religion*, La ville brûle, 2014.

[33](#) – Cf. la critique qu'en fait André Tosel in contretempslarevuepapier.blogspot.fr/2015/01/compte-rendu.html. Pour lui, il n'y a pas retour de la religion mais recours à... Nous avons déjà abordé cette question dans notre précédente brochure *L'angle mort du 13 novembre* <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article336>. Finalement, aucune des deux notions ne s'avère suffisante. Le recours est trop unilatéral et de nature fonctionnaliste ; le retour n'est lui pas un véritable retour à ce

qui serait une origine ou un ordre immuable encore en place, et auquel des individus ou groupes adhèreraient. Le « retour » est aussi le signe d'une crise du religieux traditionnel tel qu'il apparaît dans la baisse de fréquentation des lieux du culte et tel qu'il est encore porté et légitimé par les Églises sécularisées. Ces dernières qui sont à la fois le fruit d'une évolution au sein des États modernes et des différentes formes de laïcisation de la vie publique d'une part, de la tendance à la résorption générale des institutions dans la société capitalisée d'autre part, se conduisent maintenant comme des associations habilitées à donner leur opinion sur les grands problèmes de société (avortement, manipulation génétique, euthanasie, mariage homosexuel, etc.).

34 – « Il est en effet plus facile de trouver par l'analyse le contenu, le noyau terrestre des conceptions nuageuses des religions que de faire voir par voie inverse comment les conditions réelles de la vie revêtent peu à peu une forme éthérée ». Marx : note dans *Le Capital*, Livre I, chapitre XV.

35 – Que développe Régis Debray dans *Les communions humaines. Pour en finir avec les religions* (Fayard, 2005). Il a bien conscience de la dimension communautaire de la religion mais au lieu de tenter de comprendre la tension individu/communauté quand elle s'exprime pas ce biais, il la réduit à l'affect de la « communion » au sein d'une sorte de groupe fusionnel autour d'une expérience commune intensément ressentie. Il semble confondre communion et émotion et son argumentation ne permet pas de comprendre la pérennité millénaire des religions. Cela ne vaut, à la limite, que pour la fraction du salafisme qui prône le petit djihad, dans la mesure où il offre une expérience religieuse complète.



Sur l'idéologie anti-islamophobe

[Texte reçu par mail à l'occasion d'un débat au Rémouleur (Paris), le 13 juin 2016 avec les auteures du texte.]

Ce texte entend répondre à ceux qui, parmi les communistes libertaires, sont engagés dans un combat contre «l'islamophobie» et, à ce titre, prétendent interdire toute critique de l'islam et promouvoir une théorie de la «race sociale», dans un climat pour le moins générateur de tensions, d'accusations de racisme, et même d'attaques caractérisées.

S'il date vraisemblablement du début du siècle dernier, c'est depuis peu que le terme «islamophobie» a fait une percée fulgurante comme appellation du racisme contre «les Arabes». On passe ainsi du racisme anti-maghrébins à l'effroi ou l'horreur suscités par la religion des musulmans. Les immigrés et leurs descendants ne seraient plus rejetés pour des raisons «ethniques» mais pour leur appartenance supposée à une culture originelle identifiée à l'une de ses dimensions : la religion musulmane – qu'ils sont pourtant nombreux à ne pas pratiquer, et ceci même lorsqu'il leur arrive d'en conserver quelques traditions devenues coutumières.

Se joue là un tour de passe-passe qui assimile la «race» à la religion en tant que matrice culturelle. On est face à une «*mystification conceptuelle (...), l'assignation de tout un pan d'individus, en fonction de leur origine ou de leur apparence physique, à la catégorie de «musulmans», permettant de faire taire toute critique de l'islam, parce que celle-ci ne rentrerait plus dans la critique des religions, mais directement dans le domaine du*

*racisme*¹ [1] . Si Claude Guillon voit du «mépris» dans cet «antiracisme des imbéciles²» [2], nous y décelons surtout ce spectre qui hante la gauche : le tiers-mondisme, idéologie qui conduit à adopter de façon acritique le parti de «l'opprimé» contre celui de «l'opresseur». C'est ainsi que, pendant la guerre du Vietnam, dénoncer les Américains entraînait le soutien au Viet Minh et à la politique d'Ho Chi Minh, dont les comités Vietnam scandaient le nom et brandissaient le portrait à longueur de manif ; comme aujourd'hui, défendre les Kurdes peut impliquer de soutenir le PKK et de brandir le portrait d'Oçalan. Ce qu'il s'est passé pendant la guerre d'Algérie où ceux qui, voyant dans le «colonisé» l'exploité par excellence, ont soutenu inconditionnellement le FLN, s'est reproduit face à la révolution iranienne de 1979 et chez les pro-Palestiniens. Le tiers-mondisme a ainsi abandonné petit à petit le prolétariat comme sujet révolutionnaire pour lui substituer le colonisé, puis l'immigré, puis les descendants d'immigrés... et enfin les croyants. Le tiers-mondisme originel avait promu le relativisme culturel, ses successeurs ont adopté le culturalisme, qui prétend expliquer les rapports sociaux par les différences culturelles. C'est dans les années 80, avec la grande manipulation de SOS Racisme, que ce glissement est devenu une doctrine qui donnera naissance à toutes les dérives actuelles, jusqu'à assigner une identité musulmane à tous les immigrés «arabes» et leurs descendants.

Devant le constat du glissement opéré au sein de toute une partie de la gauche vers l'idéologie culturaliste, il est intéressant de pointer que celle-ci est devenue, après 1968, l'angle d'attaque d'un courant d'extrême droite : la Nouvelle Droite. Son rejet de l'immigration ne repose plus sur un racisme biologique mais sur l'idée d'assignation identitaire, basée sur une vision figée des sociétés dans des traditions anciennes, et sur la nécessité, comme garantie de paix sociale, de conserver des cultures homogènes. Selon les élucubrations des néo-droitiers, pour qui les conflits sont ethnoculturels et pas de classes, les Maghrébins, par exemple, assignés à la culture musulmane, doivent en conséquence rester dans leur pays d'origine pour vivre leurs traditions entre eux ! Au passage, Alain de Benoist, chef de file de la Nouvelle Droite, défend des luttes tiers-mondistes et anti-impérialistes, et nie le caractère raciste de sa «défense de l'identité européenne». Cette évolution du discours raciste est à l'œuvre depuis quelques années au sein d'une autre formation d'extrême droite, en quête de respectabilité, le Front national, qui reprend en partie la rhétorique de la

¹ Cassandre, *Nos «révolutionnaires» sont des gens pieux*, sur le blog de Ravage Editons.

² Claude Guillon, *Et Dieu créa l'islamophobie*, sur son «blogue généraliste» Lignes de Force.

Nouvelle Droite : le problème ce n'est plus les «immigrés» mais les «musulmans».

C'est ainsi que l'on en vient, de bords a priori radicalement opposés, à adopter un discours identitaire qui considère que tous ceux qui ont un lien d'origine ou familial avec l'un ou l'autre pays du Maghreb (ou d'autres pays «arabes») doivent se considérer comme musulmans, sous l'appellation aberrante de «Français d'origine musulmane». Alors que ce n'est pas en raison de la religion qu'ils pratiquent ou qu'on leur prête qu'ils sont discriminés mais parce que ce sont des travailleurs immigrés ou issus de familles ayant immigré. Ce n'est pas l'identité qui est en jeu mais l'appartenance de classe. Cette «origine musulmane», qui fait bondir les athées d'origine maghrébine, travestit un stigmate social en stigmate culturel. L'Etat et les media ne s'y trompent pas quand ils font du «musulman», forcément islamiste (et plus ou moins modéré ou radicalisé), la nouvelle caractérisation du membre de la classe dangereuse¹ [3].

C'est sur ces bases que l'idéologie identitaire anti-islamophobe vient s'associer, notamment chez certains marxistes, à celle de la «race sociale», chimère universitaire d'importation récente, qui tente de plaquer ici le schéma racial et communautaire de la société américaine. Cette vision «racialiste²» [4] qui prétend créer une nouvelle classe de «race» ne sert en réalité qu'à masquer, voire à nier, la réalité du rapport social capitaliste : l'exploitation des prolétaires, de tous les prolétaires, quels que soient leur origine, leur couleur de peau, leur religion et leurs us et coutumes personnels. La justification en serait que le racisme aurait été indispensable au développement capitaliste parce qu'il justifierait le colonialisme.

En réalité, inférioriser l'opprimé a toujours été une stratégie de pouvoir qui s'applique à tous les opprimés quelle que soit leur supposée «race». Maintenir dans leur condition les serfs, les paysans pauvres, les esclaves puis les ouvriers, passe notamment par les empêcher de s'exprimer et d'avoir accès à l'éducation, au prétexte qu'ils seraient trop bêtes et ignares pour cela, qu'ils appartiendraient à une catégorie inférieure. Rappelons que les Anglais ont durement colonisé et pillé les Irlandais et les Russes les Ukrainiens sans avoir besoin d'une telle justification. Et, dans leur ensemble, pillage et colonisation, tout comme l'exploitation proprement dite, n'ont pas besoin d'une quelconque excuse.

¹ Louis Chevallier, grand historien bourgeois néanmoins passionnant, *Classes laborieuses, classes dangereuses*, Perrin.

² Terme emprunté aux auteurs de «Tiens ça glisse», sur le blog <http://racialisateursgohome.noblogs.org>, qui nomment «racialisation toute analyse contribuant à développer ou à diffuser une théorie de la race».

Et pourtant, le racisme existe bel et bien et le rejet du «musulman» pauvre et immigré est l'une de ses manifestations. Le discours du FN, du Bloc identitaire et de Pegida contre l'islam n'est que l'arbre qui cache la forêt : ce sont simplement des racistes qui veulent que les immigrés dégagent. L'argument culturel est sans doute plus respectable à leurs yeux que les vieilles lunes racistes basées sur des caractéristiques qui seraient innées (les Noirs sont comme ci, les Arabes comme ça...). Cette stratégie leur permet aussi de ratisser plus large, d'autant que ces mouvements exploitent à leurs fins racistes la montée réelle de l'islam radical. Si l'immigration est pour eux le fond du problème, ils se raccrochent à des arguments plus honorables tels que la défense de la laïcité ou le combat contre le sexisme. Mais, en réalité, que les immigrés (pauvres, bien sûr) soient ou non musulmans, ils sont toujours pour eux des indésirables.

Le racisme, comme la xénophobie, est un outil qu'utilisent les dominants contre les dominés. Ainsi, Fredy Perlman écrit : *«les colons-envahisseurs d'Amérique du Nord avaient recours à un outil qui n'était pas, tel la guillotine, une nouvelle invention, mais qui était tout aussi mortel. Cet instrument sera plus tard nommé racisme et s'intégrera dans la pratique nationaliste (...). Les gens qui avaient abandonné leurs villages et leurs familles, qui étaient en train d'oublier leur langue et qui perdaient leur culture, qui étaient dépouillés de tout sauf de leur sociabilité, étaient manipulés afin de considérer la couleur de leur peau comme substitut à ce qu'ils avaient perdu»* ; *«le racisme avait été une arme parmi d'autres pour mobiliser les armées coloniales (...) et elle n'a pas supplanté les autres méthodes, elles les a plutôt complémentées¹»* [5]. Il s'agit de créer des catégories permettant de diviser pour prévenir ou écraser les rébellions et les luttes sociales. C'est ce qu'a fait, en Algérie, le gouvernement français en 1870, en octroyant par décret (la «loi Crémieux») la nationalité française aux «indigènes israélites», les séparant arbitrairement des «indigènes musulmans». L'appartenance «religieuse» a également été utilisée pour écraser les luttes sociales en ex-Yougoslavie avec la fabrication d'une «nationalité musulmane» inconnue, dressant les uns contre les autres des gens qui vivaient jusque-là tous ensemble.

Les divisions raciales deviennent, logiquement, particulièrement opérantes dans les périodes de crise où le revenu s'effondre et où l'emploi vient à manquer. C'est sur ce terrain que le FN parvient à conquérir les anciens bastions ouvriers de la gauche. Et, même à l'époque du plein-emploi, le pouvoir et ses media ont toujours plus ou moins entretenu la

¹ Fredy Perlman, *L'Appel Constant du nationalisme* in *Anthologie de textes courts*, Ravage Editions.

xénophobie, encourageant la stigmatisation successive de chacune des différentes vagues de travailleurs immigrés (les «Polaks», les «Macaronis», «les Portos», etc.). La grande différence était que, dans les unités de travail, la solidarité ouvrière prévalait sur les préjugés et que tout le monde travaillait et combattait au coude à coude. Mais c'était avant....

Quant au terme «islamophobie», le problème ne réside en réalité pas dans la notion elle-même mais dans l'usage qu'en font ceux qui la manipulent. On retrouve d'ailleurs les mêmes usages manipulateurs de la notion d'antisémitisme lorsque ce terme est donné pour un équivalent de l'antisionisme et achève sa course en «judéophobie», avec l'affirmation que la critique du sionisme ne peut qu'être une attitude raciste vis-à-vis des «juifs» et non une critique du caractère colonisateur de l'Etat confessionnel qu'est Israël.

L'islam politique vise, comme le dit Claude Guillon, à faire de «l'islamophobie une arme de guerre idéologique contre l'athéisme¹» [6] et, plus largement, un vecteur de propagande pour la religion musulmane. Les anti-islamophobes d'extrême gauche ont des positions pour le moins ambivalentes par rapport cet islam politique. Ils prétendent ainsi interdire toute critique de la religion musulmane donnée pour une pratique raciste, dans une posture moralisatrice révélatrice d'un manque d'analyse de l'évolution de l'islam politique dans le monde depuis la révolution iranienne de 1979. Quand ils n'en viennent pas à en nier l'existence même. Face au djihadisme, nos anti-islamophobes ne se laissent pas pour autant désarçonner. Après chaque attentat commis par les djihadistes en Europe (qui s'ajoute à la longue liste de leurs forfaits, notamment sur le continent africain et au Moyen-Orient), ils s'inquiètent surtout de la recrudescence de l'«islamophobie» (et aussi, à juste titre, des politiques répressives) que cela risque d'entraîner et pointent comme seul responsable l'impérialisme occidental.

Ainsi, selon eux, les attentats de Paris du 13 novembre 2015 ne seraient qu'une répercussion des guerres menées par l'Etat français en Irak, en Libye, au Mali... Les intérêts de ce dernier dans les enjeux géopolitiques au Moyen-Orient et en Afrique sont évidents, mais insuffisants pour expliquer l'émergence et la persistance de l'Etat islamique² [7] ou de Boko Haram. Ces discours permettent tant bien que mal aux anti-islamophobes de passer sous silence les implications réelles de l'islam radical dans les attentats, ici et ailleurs dans le monde, et de nier la capacité d'initiative de leurs auteurs, jusqu'à dédouaner les frères Kouachi ou Coulibaly parce

¹ Claude Guillon, *op. cit.*

² Pour une analyse approfondie, voir P.J. Luizard, *Le Piège Daech*, La Découverte.

qu'ils sont prolétaires et «issus de l'immigration». On retrouve ici l'idéologie victimaire qui assigne non seulement des individus et des groupes à des identités (les femmes, les «racisés», etc.), mais aussi à des statuts figés de victimes et d'opprimés dont il ne faudrait pas critiquer les choix et les pratiques, même les plus réactionnaires. De telles postures idéologiques amènent à occulter le caractère contre-révolutionnaire de l'islam radical qui, depuis plusieurs années, connaît en Europe occidentale (sans oublier bien sûr le Maghreb et le Moyen-Orient) une progression, même s'il reste minoritaire par rapport à l'ensemble de la population qui se dit musulmane. Alors qu'il était marginal, voire quasi inexistant, l'islam radical, dont la forme la plus courante aujourd'hui est le salafisme, s'est largement répandu.

Pour ces gentils anti-islamophobes, il s'agirait tout bonnement de considérer la religion musulmane avec la plus grande bienveillance parce que ce serait la «religion des opprimés». Ils semblent oublier que la fonction même de toute religion est le contrôle social et, en l'occurrence, l'islam politique ne cesse d'affirmer partout sa vocation à contrôler au plus près la société qu'il entend régir. Ainsi, le salafisme occupe suffisamment le terrain dans certains quartiers urbains pauvres pour pouvoir exercer un contrôle social : pendant les émeutes de 2005, les salafistes ont d'ailleurs tenté de ramener l'ordre dans certaines banlieues. L'évolution de cette tendance s'inscrit dans un contexte de crise économique, marquée par le développement du chômage de masse, d'attaques sur les salaires mais aussi de recul des politiques sociales de l'Etat. Pour les pallier, les salafistes ont su mettre en place des réseaux d'entraide économique, ce qui leur permet d'avoir une emprise sur les populations.

Ne pas perdre de vue ce rôle des religions nous semble indispensable. *«Une religion est en effet un ensemble de croyances métaphysiques qui portent en elles des règles de vie bien précises, basées sur la tradition et la morale, auxquelles l'individu doit se soumettre. Il s'agit d'un rapport social, une forme de mise au pas de chaque individu et des masses dans leur ensemble. Elle recouvre en outre un rôle de justification du pouvoir, de garant de la tradition et de l'ordre établi, plus généralement d'une certaine «pacification» sociale. Cela à travers une interprétation organiciste de la société, une exaltation des hiérarchies, le refus de l'autonomie individuelle. Souvent la religion est aussi un moyen de diriger la conflictualité sociale vers des cibles fictives, ou de la brider en faisant miroiter un paradis futur. Le paradis, ce triste mensonge qui garantit la paix pour les puissants, ici et maintenant. En donnant un espoir dans la transcendance, la religion étouffe la plupart des poussées révolutionnaires des exploités ici-bas et maintenant. Le beau passage de Bakounine, "Si Dieu existait réellement, il faudrait le faire disparaître" pointe précisément le fond du problème de la religion : l'idée de divinité est la base*

conceptuelle de l'autorité et sa contrepartie, la foi, celle de l'acceptation de la servitude¹» [8].

Si la foi et les interrogations métaphysiques sont affaires personnelles et si l'on peut se trouver au coude à coude dans une lutte avec quelqu'un qui se dit croyant sans que cela pose problème, nous voulons pouvoir affirmer haut et fort que nous sommes athées. Affirmer notre athéisme et critiquer toutes les religions est indissociable de nos positions politiques et nous entendons librement pratiquer tant le blasphème que la dénonciation, au minimum, des pratiques religieuses et/ou coutumières coercitives, mutilantes ou humiliantes, ainsi que du statut inférieur assigné aux femmes par toutes les religions monothéistes (pour les autres, on verra une autre fois).

Enfin, précisons que, pour nous, il n'existe que deux classes, celle du capital et celle du travail. Même si, au sein de la classe exploitée, certains sont plus exploités que d'autres en raison de leur sexe et de leur origine, ils ne constituent pas une classe, ils en sont des segments créés par le pouvoir et les exploiters. La pensée bourgeoise, quel que soit son supposé bord politique, trouve là un moyen de diviser le prolétariat, de stimuler la concurrence entre les travailleurs et d'endiguer ainsi les luttes sociales. Parce que toute division de la classe du travail ne fait qu'affaiblir sa capacité de lutte et que la segmenter pour mieux la diviser permet à la classe du capital, particulièrement en période de crise, de jouer sur la concurrence de tous contre tous. Ce n'est pas par l'antiracisme qu'on combat le racisme mais par la lutte des classes. Si l'on en est au point où *«Penser avec la race devient un impératif incontournable»* et que *«tout refus de ce vocabulaire et de ce qu'il charrie sera systématiquement considéré comme de la dénégation, voire du déni, et tombera sous le coup du dispositif accusatoire²»* [9], cela ferait des racistes de ceux qui, comme nous, n'adhèrent pas à cette vision. Et ça nous semble un peu fort de café !

Mai 2016,

Flora Grimm et Alexandra Pinot-Noir.

(Texte repris du site Non Fides)

¹ Cassandre, *op. cit.*

² «Tiens ça glisse», cf. note 4.

CNT-AIT : L'islamophobie, une invention du colonialisme français

(Cet article est extrait du dernier numéro d'*Anarchosyndicalisme* !)

«Islamophobie», le terme a envahi le discours politique. Sa datation a été l'occasion d'une belle polémique. Observatrice attentive des dynamiques religieuses actuelles, Caroline Fourest avait cru qu'il était apparu fin années 70 / début années 80. En fait, il avait été forgé au tout début du XX^e siècle. Cette erreur de datation, les islamobaratineurs n'ont pas manqué d'en faire des gorges chaudes. Fouillant les archives (plusieurs sont universitaires et donc payés pour ça), ils ont en effet fini par découvrir que c'est vers 1910 qu'un certain Alain Quellien avait forgé ce néologisme¹. Ensuite, le terme a été repris vers 1912 par d'autres auteurs, il aurait circulé quelque peu jusqu'au milieu des années 1920, avant semble-t-il, de disparaître totalement de la circulation.

Dans les années 1980, quand Caroline Fourest l'observe, ce n'est donc pas «□d'apparition» qu'elle aurait du parler mais de «réapparition». Donnons sur ce point toute la raison aux islamobaratineurs et rendons-leur grâce de nous avoir fait découvrir Quellien dont la lecture est bien intéressante : elle montre toute la perversité du concept d'islamophobie.

La personnalité même du fondateur du concept d'islamophobie est finalement, bien embarrassante pour ceux qui l'ont exhumé. Aussi, le présentent-ils tantôt comme membre d'une sorte d'amicale d'«administrateurs-ethnologues»² – amusant concept qui sent le bricolage

¹ Ainsi, Wikipédia écrit : «*En fait, le terme "islamophobie" était apparu en 1910 dans l'ouvrage d'Alain Quellien La Politique musulmane dans l'Afrique occidentale française*». Les autres ouvrages cités sont plus tardifs d'une paire d'années.

² Ainsi, dans l'article «Islamophobie : une invention française» (mai 2012) de Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed, le terme «administrateurs-ethnologues» est utilisé plusieurs fois. C'est seulement dans une note de bas de page que les véritables fonctions de Quellien sont indiquées. L'article, s'il souligne que c'est un Français qui a inventé le

– tantôt comme un «*orientaliste français spécialiste de l'islam ouest-africain*»¹. «Ah, qu'en termes galants ces choses là sont dites» se serait écrié Molière !

Quellien, et on comprend tout de suite ce qui gêne les enfumeurs, était en réalité un cadre supérieur du ministère des Colonies, en lien avec l'officier «*qui dirige avec compétence et distinction, le service des informations islamiques au ministère des Colonies*»². Foin donc «*d'administrateur-ethnologue*» ou de sympathique «*orientaliste*», Quellien est un attaché du ministère des Colonies qui fait son travail : conseiller la meilleure stratégie de colonisation possible. C'est bien là tout l'objectif de son ouvrage *La Politique musulmane dans l'Afrique occidentale française*³.

C'est dans cet objectif que, après une réflexion bien nourrie et mûrie, il crée le concept «*d'islamophobie*», une «*□islamophobie*» que Quellien pourfend avec force dans tout un long chapitre.

Qu'un fonctionnaire totalement dévoué à la cause de la colonisation en arrive à créer le terme d'islamophobie dans le but de dénoncer les islamophobes avec beaucoup de vigueur, paraît, à première vue étonnant. En fait, c'est une conséquence logique de sa position raciste et de son soutien à la colonisation.

A la base, Quellien fait un constat : le colonisateur ne «*tire*» pas tout le bénéfice qu'il pourrait de sa colonisation. Par exemple la partie du «*Soudan, demeurant aux fétichistes (...) est une riche contrée vouée à l'immobilité, sans commerce, sans industrie, sans culture, sans aucun progrès dans l'avenir*». Chacun perçoit tout de suite la profondeur du drame : le pays est «*une riche contrée*», mais le colonisateur n'en tire rien ; ses habitants n'ont pas envie de l'exploiter (et de se faire exploiter) au sens capitaliste du terme. Et ils n'ont pas plus envie d'être asservi par un Etat.

Or, toujours au Soudan, une partie est islamisée. Quelle différence ! Et Quellien de citer un de ses contemporains : «*Le Soudan, accaparé par l'Islam, c'est la discipline et l'organisation de masses d'hommes, jusqu'ici isolés et farouches ; (...) [qui va vers] la formation d'une société, d'un Etat (...) Avec le temps, on arrivera à faire de l'Islam (...) le plus précieux auxiliaire des intérêts français en Afrique*»⁴.

terme, se garde bien de dénoncer le racisme de ses écrits et sa volonté colonialiste affirmée.

¹ <http://www.humanite.fr/que-recouvre-le-terme-dislamophobie-568608>

² Termes des remerciements que Quellien lui adresse dans son ouvrage.

³ Facilement consultable en fac-similé sur le site de la bibliothèque Gallica. Toutes les citations de l'ouvrage sont extraites de cette édition.

⁴ Edouard Viard, *Au Bas-Niger*. Quellien trouve cette opinion trop tranchée.

Voici donc, en quelques lignes tout le raisonnement : l'autochtone non islamisé (Quellien et autres «orientalistes» et «administrateurs-ethnologues» ne se gênent pas pour écrire «le nègre», le «□fétichiste» et laisser libre court à leur racisme...) n'obéit pas et est improductif (au goût du maître) ; par contre le «□nègre» islamisé devient obéissant et accepte de travailler davantage.

La diffusion de l'Islam en Afrique noire sert donc les intérêts du colonisateur français. C'est un «*précieux auxiliaire*». S'attaquer à la propagande islamique, être «islamophobe» comme le sont les colonialistes les plus stupides, c'est nuire aux intérêts coloniaux de la France¹.

Reste à justifier le raisonnement, car tous ses contemporains sont loin d'être convaincus.

La première étape est de persuader tout un chacun de «l'infériorité» des Noirs. Et là, Quellien, plutôt cauteleux par ailleurs, n'y va pas avec le dos de la cuillère, soit qu'il cite d'autres auteurs, soit qu'il se «lâche» lui-même. Petit florilège :

«Le Noir comprend difficilement les idées abstraites» ; «son intellectualité [est] très restreinte et son indolence naturelle le [pousse] vers le moindre effort (...)» ; «(...) comme l'esprit d'imitation existe à haute dose chez le nègre, celui-ci sera porté tout naturellement à répéter les gestes qu'il a vus et à prononcer les paroles qu'il a entendues, même s'il ne les comprend pas» ; «(...) le système de famille chez les nègres n'est pas le patriarcat, comme chez les Sémites [dont les Arabes], c'est une forme plus animale, le matriarcat (...)». «Un abîme profond (...) sépare les Noirs des chrétiens, dans l'ordre intellectuel, moral, social et religieux». «Cela tient à ce que la race noire est une race inférieure à qui ne peuvent convenir les subtilités complexes de notre civilisation».

Bref, d'après l'inventeur du terme «islamophobie», le «nègre» n'ayant qu'une intellectualité restreinte ne saisirait pas les idées abstraites, tout au plus pourrait-il imiter des gestes et répéter des paroles qu'il ne comprend pas. Son organisation familiale serait même animale.

Et, pour ceux qui ne seraient pas, malgré ces «arguments» convaincus, de cette infériorité, voici l'argument massue : le «nègre» serait, nécessairement, cannibale : «(...) le fétichisme obéit toujours à des pratiques hideuses, il tue souvent et dévore son ennemi vaincu²».

¹ Plus prudent en cela que les politiciens actuels – car s'étant donné la peine de bien étudier le sujet – Quellien est plus réservé sur les conséquences, à terme, de cette islamisation.

² E.-L. Bonnefon. *L'Afrique politique en 1900*.

L'étalage de ces affirmations aussi fausses qu'humiliantes est à proprement parler écœurant. Oui, mais il est indispensable à la construction du concept d'islamophobie.

Car c'est cette «infériorité» supposée du «nègre» qui justifie son islamisation, présentée comme une «progrès». En effet, toujours d'après le pourfendeur de l'islamophobie, le Noir, malgré ses insuffisances intellectuelles, serait tout de même conscient de la supériorité de l'Européen. Il voudrait bien l'imiter, mais il ne peut y parvenir. Par contre «□(...) il a, tout à côté de lui, le musulman dont l'exemple est facile à suivre...» car «la distance qui sépare (...) [le Noir] du musulman n'est pas si considérable». «Le Noir, avec un petit effort, peut devenir musulman et, alors il (...) a presque immédiatement conscience de s'être élevé dans la hiérarchie humaine». Surtout, et ce n'est pas pour rien que Quellien rappelle qu'islam veut dire soumission et que sa pratique exige des efforts, le Noir islamisé devient un bon petit colonisé : «Au point de vue pratique, il [l'Islam] a l'avantage de constituer des tribus plus facilement gouvernables et administrables que les tribus restées fétichises, à cause (...) de leur obéissance à l'égard de leurs chefs.». «L'action du mahométisme s'est également exercée dans les manifestations économiques et commerciales. La vie commerciale et industrielle s'est développée et à vu naître des industries (...)».

Bref, comme le note un autre auteur □ : «Avec une sécurité plus grande sur les parcours commerciaux, il a provoqué une consommation plus intense, la circulation d'une monnaie fiduciaire et le change. Enfin l'Islam n'a pas été un obstacle au recrutement de nos troupes et de nos marins (...). Il faut ajouter encore que dans l'ordre économique, à côté de la propriété commune qu'il a laissé subsister, l'élévation sociale s'est manifestée aussi par la constitution d'une propriété individuelle et dans le respect de l'autorité¹».

L'Islam est là, et enfin, le colonisateur respire ! Les tribus deviennent gouvernables, une vie commerciale démarre, la monnaie fiduciaire circule, le change se développe, la propriété collective disparaît progressivement au profit de la propriété individuelle, et tout cela sans affecter le recrutement de nos soldats et marins (dont des milliers, une fois convertis à l'Islam, viendront gentiment se faire exterminer dans les tranchées en 14/18). Et tout ça grâce à quoi ? Grâce à l'islamisation de l'Afrique noire. En un mot comme en cent, la colonisation et l'islamisation marchent la main dans la main, chacune tirant bénéfice des progrès de l'autre. C'est la conclusion à laquelle parvient, après sa longue étude, Quellien. C'est pourquoi, a contrario, il comprend qu'un des obstacles qui peuvent bloquer les

¹ L.G. Binger, *Le péril de l'Islam*.

«progrès» de la colonisation, c'est... la critique de l'islam. C'est pour lutter contre cette possibilité d'entraver la colonisation que Quellien crée le terme «islamophobie¹» et c'est pourquoi aussi il pourfend cette «islamophobie» dans tout un long chapitre.

Cependant, s'il accorde une «valeur» à l'islam (celle de constituer un palier bien utile entre «le nègre» et l'Européen et de faciliter ainsi grandement la colonisation), Quellien affiche un certain mépris pour cette religion dont le «(...) *dogme est simple, [qui] manque d'originalité et de sacerdoce... [qui] traite de la vie matérielle et des occupations sensuelles chères aux Noirs, dont il flatte les instincts. L'islam est en harmonie avec les idées du milieu, car il tolère l'esclavage et admet la polygamie et la croyance aux génies et aux amulettes*». Bien plus, le créateur du concept d'islamophobie affirme qu'«*Il importe avant tout de réprimer, immédiatement et énergiquement, toutes les tentatives de soulèvement qui revêtent un caractère plus ou moins religieux*» des islamistes. Des positions qui, aujourd'hui, le feraient taxer «d'islamophobe» !

Le concept «d'islamophobie» est donc, depuis son invention, un concept pervers. Il a été inventé pour servir les intérêts du colonialisme français. Aujourd'hui il sert les intérêts du capitalisme international. Sûrement aurons-nous l'occasion de revenir sur ce dernier point...

¹ Qu'il définit très clairement comme un : «préjugé contre l'islam□», définition actuelle.

Avariance et diverdissements. Remarques au sujet d'un texte trouvé sur le site de propagande lundi matin¹

[Mise à jour 01/03/2016]

Aux amis des amis qui lui restent, à propos de sa Guerre véritable

«Je vous en conjure, mes frères, restez fidèles à la terre et ne croyez pas ceux qui vous parlent d'espairs supraterrrestres ! Ce sont des empoisonneurs, qu'ils le sachent ou non. Ce sont des contempteurs de la vie, des moribonds et des empoisonnés eux-mêmes, de ceux dont la terre est fatiguée : qu'ils s'en aillent donc !»

Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*.

«En un mot le moi a deux qualités. Il est injuste en soi en ce qu'il se fait centre de tout. Il est incommode aux autres en ce qu'il les veut asservir, car chaque moi est l'ennemi et voudrait être le tyran de tous les autres. Vous en ôtez l'inconfort, mais non pas l'injustice. Et ainsi vous ne le rendez pas aimable à ceux qui en haïssent l'injustice. Vous ne le rendez aimable qu'aux injustes qui n'y trouvent plus leur ennemi. Et ainsi vous demeurez injuste, et ne pouvez plaire qu'aux injustes.»

Pascal, *Les Pensées*.

«Mais, direz-vous, quel objet a-t-il en tout cela ? Celui de se vanter demain entre ses amis de ce qu'il a mieux joué qu'un autre. Ainsi les autres suent dans leur cabinet pour montrer aux savants qu'ils ont résolu une

¹ Il s'agit d'un texte paru sur le site lundi matin à propos des attentats notamment contre le Bataclan : <https://lundi.am/La-guerre-veritable> et dont l'une des dernières phrases était : *«Puissent les attentats de vendredi, et ceux qui ne manqueront pas de suivre au vu de l'engrenage que les gouvernants ont délibérément choisi d'enclencher, nous rendre plus vrais et moins distraits, plus profonds et moins hypocrites, plus sérieux et plus communistes.»* (Note de NPNF)

question d'algèbre qu'on n'aurait pu trouver jusqu'ici. Et tant d'autres s'exposent aux derniers périls pour se vanter ensuite d'une place qu'ils auront prise, aussi sottement à mon gré. Et enfin les autres se tuent pour remarquer toutes ces choses, non pas pour en devenir plus sages, mais seulement pour montrer qu'ils les savent, et ceux-là sont les plus sots de la bande, puisqu'ils le sont avec connaissance, au lieu qu'on peut penser des autres qu'ils ne le seraient plus s'ils avaient cette connaissance.»

Pascal, *Les Pensées*.

Nous avons voulu lire *La guerre véritable*, et dix fois au moins nous avons verdi. Il aura fallu du temps, plusieurs mois, pour que la nausée passe un peu, que les mots trouvent leur chemin et que se formule quelque chose qui puisse saisir cette abjection, et donne corps au refus nécessaire de cette prose avariée. Puissent les relents qu'elle exhale écarter de ce mauvais chemin ceux qui s'y seraient perdus, depuis longtemps même. Il est grand temps. L'ignominie de ce texte, qui ne fait qu'exacerber une manière détestable de penser, de voir le monde, de le comprendre, de s'adresser aux autres qu'ON déploie depuis plusieurs années maintenant, aura, nous l'espérons, le mérite d'ouvrir les yeux à la progéniture des entichés du dévoilement. *Avariance* donc, un concept qui consonne avec un de ceux de l'ultra-gauche officielle vieille version, et se trouve mis ici à disposition de ceux qui fréquentent encore les marchands de communauté humaine, — avant l'heure d'ailleurs, puisqu'en bonne secte alternative, *quel bonheur*, on pratique déjà le communisme comme d'autres la philatélie —, pour qu'ils puissent nommer ce qu'ils quittent.

Après des événements comme les massacres du 13 novembre dernier, ON ne peut quand même pas dire *n'importe quoi*, et ce qu'en d'autres circonstances ON a pu faire passer pour une tournure d'esprit subtile et nouvelle, aux accents provocateurs, promettant d'ouvrir des possibles subversifs, fait l'effet d'un mauvais spot publicitaire exhibant avec cynisme des postures aussi obscènes qu'attendues. Pascal, utilisé comme une cerise pourrie sur ce gâteau faisandé, vient ici servir de caution snobinarde, un glaçage dissocié sur un appareil raté, à ce raisonnement aussi profondément philosophique qu'un clip de Daesh. Pour ce mauvais coup-là, ON a dû puiser dans les méandres des raisonnements les plus jésuitiques conservés certainement, malgré le chemin parcouru depuis, de ce qu'on appelle *une bonne éducation*. Tout le monde le savait, mais là, c'en est trop.

Ainsi donc, ON nous assène ici que les attentats de novembre sont *de bonne guerre*. C'est parce que la France fait la guerre que des passants se sont fait tirer dessus, normal, rien à redire, *fair play*, puisqu'ON assimile ici tout un chacun à l'Etat qui nous gouverne — sauf si on est élu d'une *commune en commun* (*sic*) sans doute. ON reprend ici les vieux réflexes d'un anti-impérialisme qu'ON rénove, un «nouvel anti-impérialisme» peut

être, comme il y a eu les «nouveaux philosophes». Reprenant la propagande de n'importe quelle chaîne du Golfe, qui ne font sans doute pas partie du *spectacle*, et auxquelles on peut *croire*, puisqu'ON n'est pas des blooms qui ne *croient à rien* – sinon on serait de la chair à kalachnikov, Dieu et l'Appel nous en préservent, bien des livraisons d'épicerie restent à faire! –, les tueurs de Daesh sont «des esprits échauffés par les bombardements» qui ont tiré sur de la chair à *biopouvoir*, des *Occidentaux*, qui pensaient être *heureux* alors que le bonheur, affirme-t-ON en ricanant de la plume, est une idée *occidentale*, comme eux, déjà critiquée par nombre de philosophes qu'ON a dans sa bibliothèque depuis qu'ON a acquis des lettres quand ON a préféré délaissé les études de commerce. Parce qu'il est donc *de bonne guerre*, au fond, de dégommer ceux dont la «forme de vie» tombe sous le coup des critiques de Bataille, Hegel, ou autres philosophes chics. Être hégélien ou mourir, ou plutôt et mourir. Puisque *personne n'est innocent dans ce monde*, surtout ceux qui habitent dans une *métropole*. Ces tirs sont même une sorte de métaphysique critique en acte. ON l'a rêvé dans son local d'étudiants, Daesh l'a fait. Au Bataclan et aux terrasses des cafés, est morte une certaine «forme de vie» «comme il y en a tant d'autres dans cette époque».

Hosannah ! Finissez donc le travail, vous qu'on a sans doute d'ailleurs jamais vus en terrasse, qui ne baisez pas, ne buvez pas et ne prenez résolument pas part à ce que tous les autres prennent pour du bonheur. Post-situationnisme jouissant de la poudre des armes des autres et des corps à peine morts de ses semblables. Obscène.

Continuons un peu à nous enfoncer : quand on professe que *personne n'est innocent*, on entend alors, en somme, que *tout le monde* doit *payer* et surtout *être puni*, en l'occurrence pour les *méfais* de l'État. Ce ne sont pas les tenants de la «stratégie du coucou» s'agissant des initiatives des autres, maîtrisant et disciplinant leurs manifestations à domicile, et gérant les «débordements», comme des *tutte bianche* de la grande époque repeints au bolchevisme, que *cette guerre* va émouvoir.

Même si ON se croit le centre du monde, la révolution ne peut pas être cet œdipe où *la société* ou même l'*Occident* – ce concept qu'ON partage avec les états-majors et les identitaires, fachos ou décoloniaux – ou même *tous ses habitants* deviendraient le père à tuer. ON est véritablement fasciné par ce passage à l'acte, l'élimination de cet *animal post-historique* devant son demi en terrasse qui se trompe de bonheur, et ON justifie cette fascination par son caractère «spectaculairement anti-économique».

Alors, certes, les tueurs de Daesh ne sont pas gestionnaires du monde et du capital et l'État islamique ne semble pas, en l'état du moins, capable de proposer une alternative généralisable à l'austérité. De là à trouver, pour cette raison-là aussi, l'acte en question fascinant, voilà qui a de quoi inquiéter. N'en déplaise à certains ayant gentiment dérivé jusqu'au négationnisme, d'autres actes encore plus spectaculairement anti-

économiques ont été posés dans le courant du XX^e siècle. *Viva la Muerte* donc. Les fines allusions au frontispice d'Auschwitz — dont pourrait se passer celui dont un des amis a accepté de débattre avec Saïd Bouamama, proche de Michel Collon — viennent d'ailleurs parachever l'arrière-goût de merde de l'ensemble. Chercherait-ON donc à ce point à manger à tous les râteliers ? La disette fait-elle rage ? Les greniers sont-ils vides à ce point ? Serait-ce pour cela qu'on a fait venir à la *Maison de la Grève* (sic) il y a peu un scribouillard frères-musulmanophiles pour «déconstruire les figures contemporaines de l'Islam dans les médias» et «dresser le tableau de l'islamophobie en France et de son usage politique» (sic) ? Même contre l'état d'urgence, contempler un tableau comme *L'Origine du monde* offre plus de ressources.

Bien sûr, *en bon bourgeois*, ON est à l'aise partout et tout est permis. Précisons bien qu'ici l'objet n'est pas d'utiliser la question de l'origine sociale comme une identité dont on ne pourrait se défaire, qui déterminerait ad vitam aeternam un être et pourrait servir à le discréditer en dépit de ce qu'il fait, dit, devient. Nous savons bien qu'on peut ne pas s'y résumer, qu'on peut refuser de parvenir, voire trahir sa classe, — mais encore faudrait-il quand ON veut enorgueillir son CV de ce titre, avoir fait durablement entorse à ses présupposés puisque l'on doit alors considérer que les classes existent, et autrement qu'en termes sociologiques, et adopter d'autres pratiques que celle de *capitaliser*, comme ON l'a appris à l'école, sur le dos des luttes.

Il ne s'agit pas non plus de mesurer les moyens financiers et matériels qu'ON a pu mettre en œuvre et leur rôle dans le développement de cette petite entreprise politique. Ici c'est autre chose : ON a fait le choix de s'établir *en bourgeois* en politique. D'utiliser cette aisance d'éternel vainqueur, de brasser l'histoire de la philosophie comme on touille une mayonnaise, de transformer une mauvaise dissertation en manifeste politique, bref, reproduisant à sa petite échelle le mécanisme pascalien de la tyrannie, d'opérer brouillages et déplacements, d'obtenir par une voie ce qu'on ne peut avoir que par une autre et d'en tirer profit et pouvoir, de briller pour sa philosophie en politique, par exemple, ou de faire le commercial chez les autogestionnaires, tout en étant l'activiste radical de La Fabrique. Bref, comme on le disait à la campagne, de vouloir le beurre, l'argent du beurre, et le sourire de la crémière.

Alors, ne serait-ce que par un vieux réflexe d'honnêteté intellectuelle, on peut aussi regarder de ce côté-là. Avec quoi cherche-t-ON à crâner ici ? Il serait fastidieux de sortir chaque auteur annexé de ce champ de boue, et puis on n'est pas fossoyeurs et le nettoyage de cadavres nous motive assez peu, les auteurs nous exaspèrent, Bataille nous laisse froid et Hegel nous emmerde. Nous avons cependant la conviction intime que certaines des pensées exécutées par ce texte sont encore vivantes, ou le redeviennent sous nos yeux quand nous nous perdons à les lire.

Car figurez-vous que La Fabrique, que ce soit dans ses fournées tarnacantes ou raciales, ne trône pas encore sur toutes les tables de chevet. Bien sûr, nous n'avons pas l'habitude de faire état de nos lectures, mais là, les circonstances nécessitent que le voile s'entrouvre. Alors, sans en faire le combat d'une vie, et puisque l'occasion se présente, laissons Nietzsche qui se défend sans doute très bien tout seul, et affirmons haut et fort que Pascal, qui se retrouve promu général en chef de Daesh, n'a rien à faire dans cette galère. Plus encore, *Les Pensées* pourraient même se lire comme un manifeste anachroniquement anti-appelliste. C'est une autre histoire qui n'intéresse sans doute personne. Tenons-nous en à la question du *divertissement*, en épargnant au lecteur les arcanes du sauvetage théorique. Pour faire vite donc, le divertissement est une situation partagée par tout un chacun, il tient au fait que «*Les hommes n'ayant pu guérir la mort, la misère, l'ignorance, ils se sont avisés, pour se rendre heureux, de n'y point penser*».

A ce titre, si on doit dégligner tous ceux qui se divertissent, c'est plus qu'un génocide qu'il faut programmer. D'ailleurs, seule une démarche sectaire peut promettre à ses adeptes de s'exclure dans ce monde de cette misère commune et d'accéder à la béatitude en prétendant que ce ne serait pas encore une manière de *se divertir*. Plus encore, alors que Pascal précise même qu'on aurait tort de «blâmer ceux qui cherchent le tumulte», pour notre pascalien de carton-pâte, il convient bien plutôt de les dégommer à la kalachnikov. Sans doute un de ces effets de *radicalité* dont ON a le secret. Tirer de la vision pascalienne du divertissement la conséquence qu'il serait pascalien d'exécuter ceux qui se divertissent, ce serait comme confondre *les Pensées* et Goldorak, comme proposer de l'œuvre une lecture powerrangersienne qui pourrait, pourquoi pas au fond, de nos jours tout est possible, faire l'objet d'un séminaire prisé à l'École normale supérieure. «Pascal dans le camp des terroristes».

ON pourrait donc faire passer les autres, intellectuellement s'entend, d'un camp à l'autre – le courage de mourir encensé dans ce texte est aussi celui beaucoup moins intellectuel de tuer, et dans des conditions dont tout le monde n'aurait sans doute pas effectivement la terrible audace pour rester dans l'éloge macabre dégoûtant qu'ON nous propose, et c'est certainement plutôt dans un camp d'entraînement de Daesh qu'en lisant *La phénoménologie de l'esprit* ou *Le petit livre marron*¹ qu'on peut l'acquérir. ON nous propose d'ailleurs l'éloge de ces terroristes qui n'ont pas peur de la mort. *Viva la Muerte*, encore.

¹ Il s'agit de l'*Appel* qu'on trouve sur Internet notamment ici : <http://bloom0101.org/?cat=5> (Note de *NPNF*).

Et l'*autonomie* dans tout ça – dont ON prétend d'ailleurs, à grand coup de rodomontades, de séminaires délocalisés, de bouquins indigestes ou de vidéos sur sa plate-forme de propagande, revendiquer l'*héritage* –, celle de Pascal par exemple, qu'on pourrait ne pas enduire de la merde d'aujourd'hui, et puis la nôtre surtout qu'on cherche ici à embrigader dans des raisonnements plus que douteux ?

Parce que, si on prolonge la réflexion, qu'est-ce c'est que cette proposition politique, pour finir ? ON cite, pariant sans doute sur la mode *décoloniale*, la bombe du Milk Bar et l'attentat du Casino la Corniche. On retrouve là encore les ressorts de la propagande des assassins djihadistes dont ON cherche à toute force à se faire les complices discursifs : ces attentats seraient une réponse évidente, nécessaire et justifiée aux bombardements. Nous n'avons semble-t-il pas vécu les mêmes épisodes précédents. Combien de bombardements coalisés ces dernières décennies sans attentats pour y *répondre*, c'est bien alors le signe, n'en déplaise à nos géopoliticiens du *Monde diplomatique*, qu'il n'y a pas d'effet mécanique cause-conséquence, mais bien autre chose qui est à l'œuvre, et autre chose de spécifique. Daesh n'est pas exactement *le peuple syrien bombardé* comme nous le justifient quelques magiques anti-impérialistes.

Il s'agit bien de politique et de religion, et non pas de bombardements et de victimes sur des territoires, et l'exode djihadiste en est un des signes. On joue le jeu d'une drôle de confusion qui, produit un drôle d'effet stéréo avec les dernières vantardises d'Abbaoud telles qu'elles ont été rapportées. «*Les terrasses c'est moi. [Les personnes tuées] ne sont pas innocentes, il faut regarder ce qu'il se passe chez nous, en Syrie*». ON a les complices imaginaires qu'ON mérite. Les attentats du 13 novembre ajoutent ainsi une ligne aux faits de gloire de ce Parti Imaginaire qui adoptait déjà les Talibans, voilà qui aurait pu inviter à la méfiance – est-ON donc si impuissant à commettre le moindre crime qu'il faille ainsi justifier ceux des autres ? L'usage immodéré de la position de chef et de théoricien n'aurait-il pas provoqué une accoutumance sévère ?

ON en vient alors même à se délirer chef et théoricien des autres, en l'occurrence de la piétaille de Daesh. ON fantasmatisé une espèce d'internationale de la saloperie. Ce qui est formidable avec le Parti Imaginaire, c'est qu'il peut être dégueulasse sans avoir rien fait. ON en vient à se prendre alors pour le Yacéf Saâdi des djihadistes, perpétrant l'amalgame entre ces gens, leurs pratiques et celle du FLN... Arrêtons donc de faire écho à la propagande des post-trotskystes. Quels rapports entre la guerre d'Algérie, une guerre de décolonisation (dont tous les épisodes sont par ailleurs loin d'être recommandables et le FLN loin d'être à graver dans les cœurs des camarades comme l'exemple à suivre) et ces attentats-là ? Et puis, entre nous, si colons il y a, ne serait-ce pas plutôt du côté de ces néo-ruraux entrepreneurs qui prospèrent dans certaines campagnes ?

Revenons à nos moutons. La rééducation de tous ces blooms qui cherchent à vivre un bonheur de merde n'est apparemment plus à l'ordre du jour – finie la conquête des subjectivités friables qui paissent sur les campus ? – il s'agit de les éliminer, si on en a le courage. «*Et maintenant il faut des armes*» nous disait-ON il y a peu... tous ceux que des frissons de joie ont parcouru à cette annonce grandiloquente ne s'imaginaient peut-être pas alors que cela pourrait être, en cas de convergence des luttes, pour fusiller, au delà même de cette «*petite-bourgeoisie cognitivo-communicationnelle*» dont la désignation en a heureusement choqué plus d'un, «*les hipsters, les athées, les chrétiens, les libertins, les alcooliques, les baiseurs et les baisés*».

Car le voilà, le sous-texte de cette infamie. ON construit au fil du texte une figure de la détestation dont les traits sont les suivants : ceux qui *ne croient en rien* (les *athées* dit-ON aussi, si ON avait voulu être un peu plus léger on aurait pu se contenter de lever bannière contre les *laïcards* pour mieux épouser les moqueries d'un Médine qui raille Nietzsche et ses descendants dans sa vidéo-propagande *Don't Laik*, quand, sur les mêmes ressorts et pour arriver au même endroit, ON se l'accapare), ceux qui *baisent* (les *libertins*, dont ON sait aussi qu'en plus d'aimer baiser, ils ont cru en rien avant même *la mort de Dieu* puisqu'ON a des lettres et qu'ON joue sur les mots), ceux qui *boivent*, ceux qui *chantent*, ON va même jusqu'à dénoncer ce «vice chrétien» qui consisterait à «défendre quelqu'un parce qu'il est attaqué».

A part pour constituer avec les islamistes un terrain commun de détestation, on ne voit pas bien la nécessité d'évoquer la chrétienté à cet endroit-là (on n'est vraisemblablement pas dans le cadre d'une critique du religieux puisqu'ON s'en revendique en majuscule d'ailleurs dès l'exergue et à de nombreuses reprises), ni à qui il s'agit exactement de faire de l'œil ou de donner des gages. Et voilà comment ON nous demande de nous ranger derrière la mise au pas religieuse et morale de Daesh. Cette figure qui se dessine c'est bien précisément cet Occident pervers et abominable.... . Tous ensemble pour crier à *mort Dom Juan, vive les dévots*, en somme.

D'ailleurs qu'est-ce que c'est au fond que cet espèce de «ni... ni...» affiché dans ce texte, emboîtant le pas d'autres litanies entendues et lues après les attentats ? Loin d'être le «contre... contre...» qui proposerait le point de départ d'une perspective autonome émancipatrice (évidemment contre l'Etat et contre Daesh), le «ni... ni...» est ici en réalité le «soit... soit...» du chantage sectaire. C'est justement dans ce choix ignoble (Daesh ou l'Etat) que le sous-texte identifié précédemment nous guide : la liberté, le courage sont assurément du côté de Daesh, comme l'anti-économisme et la possibilité de se tenir hors de ces «marchés sexuel, professionnel, culturel ou simplement social» qui proposent le *bonheur frelaté* de boire un verre en terrasse. Le «ni... ni...» a cela de particulier qu'il n'ouvre aucun autre possible : ON nous propose donc forcément, mine de rien, de choisir.

Pire encore, en perpétuant l'opposition telle qu'elle se donne, ON finit toujours par conforter les deux à la fois.

Ou plutôt si : le possible proposé en filigrane est bien de se ranger derrière Daesh, ou ce qui se présente comme sa succursale à la campagne, mais avec la pensée de derrière qu'on se permet parce qu'on a lu Hegel et Bataille, parce qu' ON «*vit le communisme en répandant l'anarchie*» (on épand plutôt ici le *djihadisme*, mais c'est une simple mise à jour). Et là, ON devient bien «le plus sot de la bande».

Alors, pourquoi en arrive-t-ON là ? Le chemin pris est risqué – mais sans doute imagine-t-ON n'avoir *peur de rien* (trop croire au discours c'est aussi ça) —, et dans une époque attentive et intelligente, ce texte suffirait à discréditer l'ensemble d'une entreprise dans laquelle ON a beaucoup investi. Peut-être qu'il est insupportable de ne plus être l'ennemi dont on parle dans les conférences de rédaction et les ministères, insupportable que les fiches S ne soient pas pour soi seul, insupportable de voir ce qu'ON s'échinait à bâtir comme le monopole de la radicalité disputé par beaucoup plus gros que soi, par ceux qui ont encore beaucoup moins peur et se donnent beaucoup plus de moyens pour enrôler. ON constate que les attentats ont suscité «des crises d'hypocrisie», peut-être une manière de confesser une autre crise qui serait à l'origine de ce texte, une crise de *jalousie* sinistre, qui conduit, ON a du savoir faire et de la rhétorique, à ce devenir flagorneur et courtisan.

A vouloir toujours être le méchant, ON se voit déjà calife à la place du calife, mais *is it a so good idea ?* Certes, les *désertions* ne sont pas aussi nombreuses pour le plateau des Mille Vaches que pour la Syrie, les *communes* sont moins peuplées que les faubourgs de Raqqa, et c'est peut-être rageant. Alors qu'ON s'est mis en situation de faire commerce auprès de quelques générations d'étudiants en mal de sensations, d'un millénarisme en quête de radicalité comme placebo d'expériences de luttes réelles et pour combler les besoins de premiers émois, ON ne tient sans doute plus trop en place quand ressurgit un autre fanatisme plus conséquemment nihiliste. Peut-être aussi qu'en bon épicier, on a besoin de temps en temps, pour redonner de l'attrait à la marchandise et de la hauteur à la courbe des ventes, de dynamiser radicalement la com', comme tous les dealers de came surcoupée qui, alors que le produit ne fait plus tellement recette, le coupent encore, en guise de dernières cartouches, avec des composants de substitutions plus forts. Espérant mieux satisfaire une clientèle en passe de se lasser.

S'il n'est pas certain que «l'air de la ville» suffise à émanciper, prospérer sur le commerce des arrière-mondes et des *bases arrières* pue maintenant le rance, assurément.

Ce que nous avons envie de dire, pour finir, aux amis des amis qui lui restent, et que la *cruauté* proposée n'inspire pas, c'est que «vivre, boire,

chanter», oui, ça se défend, sans avoir forcément besoin de remonter au cortège de Bacchus, et qu'en toute hypothèse, se ranger derrière ceux qui veulent fusiller les Ménades et qui considèrent que les buveurs et les baiseurs sont les ennemis à abattre est un courage qu'ils auraient raison de ne revendiquer pour rien au monde.

Cette sinistre paraphrase avec glose du communiqué de Daesh résonne comme l'ultime raison de désertir ces arrière-mondes, de prendre l'*Appel*, *Tiqqun*, et l'*Insurrection qui vient* pour caler le lit dans lequel on s'enivrera, on baisera et on lira Nietzsche, Pascal et Apollinaire bien autant qu'on voudra, en dégustant un *porc royal* et en rêvant d'autres perspectives communistes et révolutionnaires, dans lesquelles la sensiblerie ne cohabiterait pas avec la justification de tels massacres, et tout ça sans doute même *sans croire en Dieu*.

«Le «monde-vérité» — une idée qui ne sert plus de rien, qui n'oblige même plus à rien, — une idée devenue inutile et superflue, par conséquent, une idée réfutée : supprimons-la ! (Journée claire ; premier déjeuner ; retour du bon sens et de la gaieté ; Platon rougit de honte et tous les esprits libres font un vacarme du diable.)»

Nietzsche, *Le crépuscule des idoles*.

2016, depuis les faubourgs de la capitale de la perversion,
Blaise, Arnold, Nico, la crème et les autres.

PS : C'est pénible, non, toutes ces petites manières typographiques, italiques et majuscules intempestives ? Raison de plus pour prendre la tangente...

Note de *Ni patrie ni frontières* : on trouvera sur le site Avariances une réponse («Enfumage et diversions») aux réactions violentes suscitées par ce texte : <https://avariiances.wordpress.com/2016/03/>

Depuis septembre 2002

Ni patrie ni frontières a publié

Reuves (photocopiées)

N° 1 : Sur l'URSS – Élections 2002 – Nouveau Parti «anticapitaliste» – Lutte ouvrière (2002), 7, 5 €

N° 2 : Famille, mariage et morale sexuelle (2002), 7, 5 €

N° 3 : Que faire contre les guerres ? (2003), 7, 5 €

N° 4/5 : États, nations et guerre ; Grèves de mai-juin (2003), 10 €

N° 6-7 : Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion (2003), 10 €

N° 8-9 : Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 1 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 10 : Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamophobie» et laïcité (2004), 7, 5 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra), 7,5 €

N° 11-12 : Terrorismes et violences politiques (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 4, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 13-14 : Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005), 10 €

N° 15 : «Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – Analyses – Témoignages (2005), 7, 5 €

N° 16-17 : «Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE (2006), 10 €

N° 18-19-20 : Dieu, race, nation : mythes mortifères (2007), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

Reuves (imprimées)

N° 21-22 : Offensives réactionnaires : Sarkozy – Blairisme – Banlieues et guérilla urbaine – Trotskistes et obsessions électorales – Questions noires en France (2007), 10 €

N° 23-24 : Justice sociale contre démocratie occidentale (2008), 10 €

N° 25-26 : Sans-papiers – Venezuela – Précarité (2008), 10€

N° 27-28-29 : Gauchisme post-moderne – Iran, Israël, Venezuela – Sans-papiers – Insurrectionnisme (2009) 12 €

N° 30-31-32 : Travailleurs contre bureaucrates (1876-1968), 12 € (2010)

N° 33-34-35 : Les pièges mortels de l'identité nationale (2011), 12€

N° 36-37 : Inventaire de la confusion (2011), 10 €

N° 38-39 : De l'altermondialisme aux Indignés (2012), 10 €

- N° 40-41 : Soulèvements arabes (2012), 10 €
 N° 42-43 : Nos tares politiques, tome 1 (2014), 10 €
 N° 44-45 : Nos tares politiques, tome 2 (2014) : Antisémisme de gauche et antisionisme 12 €
 N° 46-47 : Nos tares politiques, tome 3 : Increvables négationnistes (2015) 10 €
 N° 48-49 : Exécutions djihadistes des 7/8/9 janvier : Antisémisme et racisme antimusulmans en Europe – Libertaires et «islamophobie» (avril 2015), 10 €
 N° 50-51 : Nos tares politiques tome 4 (juin 2015) : Fictions autogestionnaires – Vieux dogmes – Extrême gauche face au racisme antimusulmans et à l’antisémisme – Pierre Tevanian, jésuite postmoderne 10€
 N° 52-53 : Premiers questionnements sur les causes immédiates et lointaines des massacres du 13 novembre 2015 (décembre 2015) 12€
 N° 54-55 : Nostalgies et manip identitaires : PIR – Marche contre le racisme et pour la dignité – Social-chauvinisme – Antisémisme de gauche (février 2016) 12 €

Brochures

- Emma Goldman et la révolution russe (2002, 4 €)
 La révolution russe : L. Goldner, C. Harman, M. Martin (2002, 4 €)
 Voltairine de Cleyre, militante anarchiste-féministe (2002, 4 €)

Anthologies thématiques

- Compil’ 1 : «Question juive» et antisémisme, sionisme et antisionisme, 2008, 336 p., 10 €
 Compil’ 2 : Islam, islamisme, «islamophobie», 2008, 344 p., 10 €
 Compil’ 3 : La Fable de l’illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas, les limites de l’altermondialisme et de l’écologie, 2008, 360 p., 10 €
 Compil’ 4 : De la violence politique, 2009, 300 p., 10 €
 Compil’ 5 : Religion et politique, 2010, 400 p. 12 €
 Compil’ 6 : Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes, 12 €

Livres

- Loren Goldner, *Demain la Révolution* (recueil d’articles) tome 1, 2008, 12 €
 Karim Landais, Anarchisme et anarcho-indépendantisme
 Encyclopédie anarchiste : *La Raison contre Dieu* (anthologie), 484 p, 2010, 12 €
Restructuration et lutte de classes dans l’industrie automobile mondiale (recueil articles d’Échanges et Mouvement 1979-2009), 230 p, 2010, 6 €

Patsy, *Le monde comme il va, Chroniques 1999-2010*, 345 p., 2010, 12 €

– G. Munis, *Textes politiques, Œuvres choisies, tome 1. De la guerre d'Espagne à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948)*, 400 p., 2012, 12 €

– Michel Roger, *Les années terribles (1926-1945), La Gauche italienne dans l'émigration parmi les communistes oppositionnels*, 326 p., 2012, 12 €

– Karim Landais, *De l'OCI au Parti des travailleurs*, 600 p., 2013, 14 €

– *L'enfer continue. De la guerre de 1940 à la guerre froide. La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires*, 332 p., 2013, 12 €

– *L'anarchisme d'Etat et la Commune de Barcelone*, A. Guillamon, H. Rüdiger, H. Oehler, 2015, 10 €

– *Balance n° 38 : Correspondance entre Diego Camacho (Abel Paz) et Juan Garcia Oliver*, 2016, 10 €

– Amalia Alvarez, *Cinq histoires de femmes «sans papiers»*, 182 p., 2016, 10 €

Site : mondialisme.org puis cliquer sur *Ni patrie ni frontières* et chaque numéro ou rubrique

Contact : écrire à Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris ou bien yvescoleman@wanadoo. fr

Frais de port gratuits en France – et à l'étranger (du moins pour le tarif livres, assez lent)

Livres imprimés sur des papiers labellisés

FSC

Certification garantissant une gestion durable de la forêt

Dépôt légal 2^e trimestre 2016

Achevé d'imprimer sur les presses du

Centre Littéraire d'Impression Provençal

Artizanord n° 203

42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille

www.imprimerie-clip.com

N° d'impression 07100227